

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

Université Abou Bekr Belkaid
Tlemcen Algérie



جامعة أبي بكر بلقايد

تلمسان الجزائر

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Mondiale

Migration Internationale et Développement en Algérie

Présentée et soutenue publiquement par :

M. DJELTI Samir

Sous la direction du : Pr. Derbal Abdelkader (U. Oran)

Membres du Jury :

Pr. Benbouziane Mohamed	Université de Tlemcen	Président
Pr. Derbal Abdelkader	Université d'Oran	Encadreur
Pr. Boutaleb Kouider	Université de Tlemcen	Examineur
Pr. Benbayer Habib	Université d'Oran	Examineur
Pr. Bouhenna Ali	Université de Tlemcen	Examineur
Dr. Mokhtari Fayçal	Université de Mascara	Examineur

Année universitaire 2014-2015

Remerciements :

Remercier tous ceux qui ont permis à cette thèse de voir le jour est un exercice difficile, tellement difficile que ces remerciements ne seront pas exhaustifs. Tout d'abord, nous tenons à remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, nous ont soutenus durant toutes ces années de travail, et qui nous ont accompagnés.

Merci aux membres du jury, qui nous ont fait l'honneur d'évaluer ces quelques années de travail.

Nous remercions le Professeur Derbal Abdelkader pour son soutien et pour sa confiance. Ses critiques éclairées, ses conseils et ses encouragements ne nous ont jamais fait défaut.

Nous remercions de tout cœur, le Dr. Mokhtari Fayçal et le Dr. Tchiki Faouzi pour leur soutien tout au long de ces quatre années, leur compréhension et leurs précieux conseils.

Nos sincères remerciements au Dr. Sebane Mounia qui nous a beaucoup aidé pour en arriver à rédiger en langue française.

Une pensée à mes amis intimes, Omar, Amine, Ali et Sid-Ahmed.

Un remerciement bien spécial à mes sœurs Fairouz, Halima, Amel, Fatiha, yasmine et mes frères Wahib, Kamel et Walid pour leurs soutiens.

Une pensée particulière à mon oncle, Nahnouh Aboubaker pour sa présence et son aide.

Enfin, nous ne pourrions terminer nos remerciements sans une pensée à nos parents pour tout l'amour, le réconfort et l'aide durant ces années. Que Dieu vous protège. Sans votre aide, cette recherche n'aurait pu aboutir. Merci Hadj Boualem et merci Hadja Zahia. Je vous aime.

A mon père et ma mère...

A ...

Sommaire

Introduction Générale.....	07
Chapitre I : Espérances d'émigration et fuite des cerveaux bénéfique.....	16
1- La revue de la littérature.....	18
2- Les études empiriques.....	28
3- Les perspectives d'émigration des étudiants algériens et le capital humain	31
Chapitre II : Transferts de Fonds.....	43
1- L'aspect théorique.....	45
2- Les cas pratiques.....	55
3- Les transferts de fonds vers l'Algérie.....	65
Chapitre III : Migration Retour.....	93
1- Les théories de base.....	95
2- Les études empiriques.....	101
3- La migration-retour des algériens.....	110
Chapitre IV : Emigration, Réseaux Ethniques et IDE.....	138
1- Un survol théorique.....	140
2- Les réseaux ethniques algériens.....	142
3- Les IDE en Algérie.....	144

Chapitre V : Réseaux Ethniques et Commerce Extérieur	154
1- La revue de la littérature.....	156
2- Les études empiriques.....	159
3- L'émigration des algériens et le commerce international.....	163
Conclusion Générale.....	179

Introduction générale :

Selon l'Organisation des Nations Unis, dans le cadre du dialogue¹ de haut niveau sur la migration internationale et le développement, la migration internationale a atteint 232 millions en 2013. Aussi, comme l'indique la majorité des spécialistes, depuis l'existence des statistiques, le taux de la migration internationale ne cesse d'augmenter et de devenir de plus en plus important. Ce phénomène cause des fléaux comme les tensions sociales, les problèmes d'intégration des immigrés, la migration irrégulière...etc.

La migration internationale est un phénomène multidisciplinaire, elle est étudiée par les économistes comme le reste des spécialistes des sciences sociales. Les économistes insistent sur l'étude des causes et des conséquences de la migration internationale dans les pays d'origine tout comme dans les pays d'accueil. Les études sur les causes et les conséquences sont étroitement liées, selon De haas (2008) les théories qui ont traité les causes de la migration influencent les études menées sur les conséquences de ce même phénomène.

En ce qui concerne les causes, dans la théorie néoclassique, les décisions d'émigration sont expliquées au niveau microéconomique. Sjaastad (1962), le premier² à fournir une modélisation économique de la migration internationale en la considérant comme un investissement dans le capital humain et un résultat d'analyse rationnel coûts/bénéfices. Selon cette théorie, les migrants éventuels choisissent les destinations qui maximisent la valeur actualisée nette de leurs revenus futurs espérés et qui minimisent les coûts directs et indirects de la migration.

Dans le même ordre de pensée Lewis (1954) et Harris & Todaro (1970) ont théorisé la migration interne originaire d'un secteur agricole de subsistance vers un secteur manufacturier, selon eux, cette mobilité de main d'œuvre stimule le développement économique. Comme le premier économiste, Les deux derniers ont considéré la décision individuelle d'émigration comme un simple calcul des coûts et des bénéfices espérés qui à la fin aboutit, selon eux, au développement des deux secteurs, manufacturier et agricole dans le même pays.

Un peu plus tard, Wallenstein (1974) a fourni un essai pour la généralisation des perspectives macroéconomiques de la migration à travers la théorie du système monde ou dite « La théorie de la dépendance ». L'économiste suppose que la migration internationale est associée au développement du système capitaliste et au marché global. Pour confirmer ses propos, l'auteur a divisé le monde à un ensemble

¹ Disponible sur le lien : <http://www.un.org/fr/ga/68/meetings/migration/>

² Après Ravenstein (1885) qui a tenté de théoriser la migration en présentant sept lois tirées de l'analyse des faits stylisés de l'époque.

de systèmes³ dans lesquelles nous trouvons le noyau du monde économique, les régions semi-périphériques et les régions périphériques. Selon lui, les flux des biens, des services et des capitaux se déplacent du noyau vers les périphériques initialement pour la recherche « Des terres, de la matière première, du travail et de nouveaux marchés de consommation » (Massey et al, 1993 : 445 in Bijak, 2006).

L'économiste Pior (1979) dans « The Dual Labour Market Theory » a considéré que « l'immigration n'est pas causée par des facteurs de répulsion (push) dans les pays d'origine (bas salaire ou chômage élevé), mais par des facteurs d'attraction (pull) dans les pays d'accueils (un besoin chronique et inévitable de travailleurs étrangers) » (Massey et al : 441 in CERC, 1999). La théorie du marché de travail duale ou segmenté se base sur l'observation des flux migratoires qui ont suivi pendant une grande période les caractéristiques de la demande du travail dans les pays d'accueil. Dans cette théorie, le salaire ne reflète pas seulement le prix du travail mais il représente aussi une mesure des hiérarchies sociales des employés dans leurs occupations. S'il y a pénurie de travail en bas de la hiérarchie, les entrepreneurs préfèrent embaucher des travailleurs immigrés sans aspirer des travailleurs du haut statut social pour éviter d'élever les salaires.

La dernière et la plus importante théorie économique de la migration internationale est « La Nouvelle Economie de la Migration du Travail » (NELM) développée par Stark et Bloom (1985). Grâce à cette théorie, désormais être la plus récente, le sujet « Migration et Développement » a eu un regain d'intérêt interprété par une explosion des travaux théoriques et empiriques. En général, selon cette théorie, la décision d'émigrer n'est pas une décision individuelle, non plus une force d'attraction ou de répulsion, encore moins le croisement des deux forces, c'est une décision prise par la famille dans le cadre d'un contrat entre ceux qui émigrent et ceux qui restent dont le moteur est la privation relative. Nous allons présenter cette théorie d'une façon détaillée dans le chapitre suivant car elle représente son fondement théorique.

Les conséquences de la migration internationale ne sont pas moins importantes que ses causes, nous avons déjà signalé dans notre travail de magister intitulé « Migration internationale : Causes et Conséquences » que la question de la distribution des pertes et des gains de la migration internationale sur les pays d'accueil et d'origine reste sans réponse définitive, le fait qui alimente les discussions sur le sujet de la migration en économie.

³ Le rapport de l'Organisation Internationale de Migration (IOM, 2008) a suivi la même logique pour présenter les systèmes la migration irrégulière dans le monde.

En ce qui concerne les pays d'accueil, nombreuses études ont tenté d'étudier l'impact de l'immigration sur les marchés du travail (Compétitivité entre autochtones et émigrés, salaires des autochtones), sur le système de protection sociale, sur les finances publiques, ou bien encore sur la croissance économique. Ce domaine de recherche a été largement exploré par Borjas⁴, dont les travaux et les positions soulignent des résultats mitigés. Il démontre dans son étude menée en (2003) l'existence d'un effet négatif et significatif de la présence des immigrés sur les revenus des travailleurs natifs aux USA, en particulier sur ceux dont le niveau d'éducation est faible. En plus, l'étude montre qu'une hausse de 10% dans la population immigrée réduit les salaires d'à peu près 3,2 % (Borjas, 2003 in Defoort, 2007).

Si les études menées sur les conséquences de l'immigration représentent un outil pour la mise en place des politiques migratoires adéquates dans les pays d'accueil, les conséquences pour les pays d'origine sont loin d'être consensuelles, ce qui a permis l'apparition et l'expansion du sujet « Migration et Développement ». En réalité, l'ancien phénomène de la fuite des cerveaux reste une problématique perpétuelle. Ce phénomène est perçu par certains comme « Un pillage de la main d'œuvre qualifiée des pays les plus pauvres » (Bhagwati et Hammada, 1974). Selon les mêmes économistes, la fuite des cerveaux prive les pays d'origine du développement en les empêchant de profiter de la main d'œuvre formée pour la mise en place des projets et des investissements ultérieurs.

Les études menées sur l'impact de l'émigration de la main d'œuvre qualifiée sur les pays d'origine reviennent aux années 1960. Grubel et Scott (1966) et Johanson (1969) sont les premiers à fournir une analyse cohérente du sujet, les économistes les considèrent comme les fondateurs de la vague optimiste. Les auteurs ont pensé que les réseaux migratoires, la migration retour et les envois monétaires à long terme peuvent récompenser les effets négatifs de la fuite des cerveaux sur le court terme.

Au début des années 1970, une deuxième vague de pensée vient contrarier la vague optimiste. A partir de l'apparition des écrits de Bhagwati et Hamada (1974) cette vague dite pessimiste a considéré la migration comme « un facteur ralentissant la croissance économique des pays d'origine, les maintenant le plus souvent dans une trappe à pauvreté » (Defoort, 2007). Les deux économistes cités ont démontré que

⁴ Toutes ses publications sont disponibles sur le site officiel du « The National Bureau Of Economic Research » (NBER) dont le site officiel est : www.nber.org

l'émigration de la main d'œuvre qualifiée est nocive pour les économies⁵ des pays d'origine.

L'ensemble des économistes appartenant à cette vague de pensée Bhagwati et Hammada (1974), Usher (1977) et Blomqvist (1986) ont réagi de la même façon. Ils se sont mis d'accord sur le fait que « Si le rendement social de l'éducation est supérieur au rendement privé, l'émigration qualifiée engendre des externalités négatives rendant néfaste le phénomène de fuite des cerveaux » (Defoort, 2007). En se basant sur son étude, Bhagwati a établi la proposition de la création d'un impôt sur la fuite des cerveaux « Taxing The Brain Drain ». Selon lui, la taxe⁶ sur la fuite des cerveaux représente un prélèvement sur les salaires des immigrés résidents dans les pays développés, versés au pays d'origine afin de combler les pertes de capital humain.

Une nouvelle vague est apparue durant les années 90, elle a essayé de démontrer encore une fois les effets positifs possibles de la fuite des cerveaux sur les pays d'origine. A partir de cette nouvelle vague de pensée, le sujet migration et développement a connu une explosion de la littérature. Selon eux, plusieurs canaux peuvent aider les pays d'origine à profiter de l'émigration de leurs travailleurs les plus qualifiés, nous allons les citer suivant l'ordre chronologique en essayant de les classer sous des groupes :

En premier lieu, les transferts de fonds : D'après les statistiques publiées par la Banque mondiale au sujet des migrations et des transferts de fonds dans le monde, la somme des transferts de fonds des travailleurs émigrés vers les pays en voie de développement « devrait dépasser les estimations précédentes pour atteindre 406 milliards de dollars cette année, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à 2011 » (BM, 2012). Les économistes ont eu l'habitude de comparer ces montants faramineux à l'aide internationale au développement ainsi qu'aux volumes des investissements directs étrangers. Cette somme minimale⁷ a dépassé l'aide internationale au développement⁸ et représente la deuxième source de financement après les investissements directs à l'étranger.

⁵ Selon Bhagwati et Hammada (1974), Les travailleurs qui restent au pays d'origine, en particulier les moins qualifiés, sont les plus touchés par les conséquences néfastes de la fuite des cerveaux.

⁶ Cette proposition n'a pas été la bienvenue par les décideurs politiques des pays développés.

⁷ Les transferts de fonds officiels ne représentent qu'une partie des transferts totaux à cause de l'extension des transferts informels dans la majorité des pays receveurs.

Consultez : <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/october-2005/transferts-de-fonds-une-aubaine-pour-le-d%C3%A9veloppement>

⁸ « S'élevant à 126 milliards de dollars en 2004, les envois de fonds constituent la deuxième source de devises étrangères des pays en développement. Cette même année, les flux d'investissements

En second lieu, les migrations-retour qui représentent un canal aussi important que les transferts de fonds. Dos Santos et Postel-Vinay (2003) ont essayé de démontrer que « l'un des principaux avantages provient du fait que les migrants cumulent des connaissances à l'étranger, ce qui profite au pays d'origine dès leur retour » (Defoort, 2007). D'autres économistes ont pensé « qu'il est nécessaire qu'un nombre suffisant de migrants retournent dans leur pays d'origine pour que les effets bénéfiques puissent se faire ressentir » (Lien, 2004). L'origine de ce canal est les faits stylisés survenus entre 1908 et 1957 qui ont confirmé le retour aux pays d'origine de près d'un tiers de ceux qui ont émigré aux États-Unis. Ce canal peut être bénéfique pour les pays d'origine, surtout si ces derniers adoptent des politiques d'attraction pour encourager les migrants les plus qualifiés à retourner au pays d'origine.

Nous pensons qu'il est nécessaire que le confort économique, le cadre institutionnel ou encore le contexte politique et social du pays d'origine aillent dans le même sens que le désir de retour des émigrés. Les études portant sur ces politiques d'incitations demeurent à l'heure actuelle relativement rares, et l'impact de ce type de politiques reste incertain.

En troisième lieu, nous allons essayer de regrouper les effets possibles de l'émigration sur le développement à travers les réseaux ethniques. Ce canal a permis une explosion de littérature parallèle sur les effets de la migration internationale sur le commerce international et l'investissement direct étranger en particulier. En ce qui concerne les IDE, les économistes ont pensé que l'information disponible par les réseaux ethniques facilite l'implantation des entreprises ce qui fait diminuer les coûts de l'investissement. Markusen (2002), Barba et Navaretti (2004) et Helpman, Melitz et Yeaple (2004) pensent qu'on peut parler d'investissement direct étranger lorsque les bénéfices d'une délocalisation de production dépassent ou au moins récompensent les coûts dépensés pour maintenir la capacité de la conquête de plusieurs marchés.

Concernant l'effet de l'émigration sur le commerce international Greif (1989, 1993), Gould (1994) et Rauch et Cassela (1998) sont les premiers qui ont essayé de théoriser cet impact. En général, selon eux, les réseaux ethniques génèrent une confiance entre les opérateurs et une fourniture d'informations à moindre coût surtout en ce qui concerne les goûts des consommateurs.

étrangers directs ont atteint 165 milliards de dollars et le montant total de l'aide publique au développement 79 milliards de dollars » (UN, 2005).

Suivant ce même canal, les réseaux ethniques, les économistes ont évoqué récemment de nouveaux sujets tels que la migration et le capital Social (Jochen et Schumann, 2004), migration et institutions (Docquier, Lodigiani, Rapoport et Schiff, 2012), migration et Démocratie (Docquier, Lodigiani, Rapoport & Schiff, 2011), migration et santé (Gibson et al., 2010), migration et renforcement des positions des femmes⁹ (Akkoyunlu, 2013) et migration et entrepreneuriat féminin (Djelti et Mokhtari, 2014).

En dernier lieu, les perspectives de la migration, la formation du capital humain, la fuite des cerveaux bénéfique ou autrement dit le « Brain Gain » représente le canal le plus récent dans la littérature. En réalité, les principaux pays d'accueil ont mis en place des politiques d'immigration choisie ou sélective. Les pays les plus anciens, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie ont déterminé des critères stricts d'acceptation en relation directe avec la qualification. « Ils ont placé un système qui se base sur des « *points tests* » prenant en considération l'âge, le niveau, la maîtrise de la langue du pays d'accueil et le statut professionnel du migrant » (Defoort, 2007). Selon le PWU Hispanic Center¹⁰ (2006), les visas H-1B sont distribués aux individus ayant un niveau d'études supérieures, les Etats-Unis à titre d'exemple ont délivrés 65 000 visas H-1B dans cette même année (Defoort, 2007).

L'idée principale de la fuite des cerveaux bénéfique est simple, les individus essayent d'augmenter leurs niveaux d'éducation dans leurs pays d'origine dans la perspective d'émigrer. Cette décision individuelle va au niveau macroéconomique être traduite par une formation du capital humain dans ces pays en voie de développement. A cause des politiques sélectives de l'immigration, les candidats à l'émigration ne vont pas tous pouvoir émigrer, ceux qui vont être bloqué par ces politiques, vont être considérés comme gain pour les pays d'origine d'où vient la fameuse appellation « Brain Gain ».

Dans le classement précédent, les quatre parties, déjà cités, représentent à notre connaissance les grands canaux pouvant faire fonctionner le processus Migration/ Développement. Dans un schéma général (Annexe 1), nous avons à la fois résumé et simplifier ce processus -plus compliqué en réalité- en essayant de montrer son fonctionnement d'une façon plus ou moins détaillée.

¹⁰ Association à but non lucratif sise à Washington, elle fournit des informations sur les sujets qui influencent les États-Unis et le monde entier.

Comme nous l'avons déjà avancé, la relation entre la migration et le développement n'a jamais été si discutée, un nombre important de séminaires, de rencontres scientifiques, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales¹¹ sont intéressés par l'étude de cette causalité réciproque. Nous allons dans ce travail tenter de mettre en relief l'impact de la migration internationale sur le développement dans les pays d'origines en général et en Algérie en particulier.

Donc, notre but est d'analyser les effets de l'émigration sur le développement économique en l'Algérie, pour cela, nous posons la problématique suivante :

Est-ce que l'émigration internationale peut favoriser le développement économique en Algérie ?

En d'autres termes, est-ce que tous les canaux du processus Migration/Développement, certains d'entre eux ou aucun ne fonctionnent ? Les dernières trois possibilités peuvent représenter nos principales hypothèses. De cette problématique en découlent une série de questions secondaires :

- Quel est le profil des algériens espérant émigrés, pour quelles raisons, vers quelles destinations ? y a-t-il une facture pour ça ? qui assume et à quel prix ?
- Quelles est l'ampleur, la nature et l'effet des transferts de fonds sur le développement économique de l'Algérie ?
- Qui est retourné ? pourquoi faire ? et quel est son effet sur le développement ?
- Quel est l'impact des réseaux migratoires algériens sur les investissements directs étrangers et sur le commerce international ?

Comme il est clair dans l'ordre des questions, afin de répondre à la problématique principale, nous allons contrairement à l'ordre chronologique suivi dans le schéma ci-dessous (Annexe 1), suivre les étapes de déroulement d'un simple acte d'émigration, c'est-à-dire, faire comme si un individu compte émigrer et voir quels sont les effets positifs possibles de cet acte sur le développement. Pour cela nous allons consacrer le premier chapitre à l'espérance d'émigration ou autrement dit à la fuite des cerveaux bénéfique, qui théoriquement peut générer un effet positif sur la

¹¹ IOM, ILO, BM, IMF, UN.

formation du capital humain. Cet effet positif peut à son tour être traduit par la croissance et le développement économique.

Après l'émigration et l'installation, l'émigré commence à envoyer de l'argent, pour cela nous allons étudier dans le deuxième chapitre l'effet des transferts de fonds sur le développement en Algérie. En troisième lieu, la question de la possibilité de retour des émigrés ainsi que ces effets toujours sur le développement se pose. Ce sujet fera l'objet de notre analyse dans le troisième chapitre. Finalement, l'ensemble de ce processus son expansion et sa perpétuation génère ce qu'on appelle les effets des réseaux ethniques. Leurs impacts sur les IDE sera traité au quatrième chapitre et le commerce internationale dans le dernier chapitre.

Chapitre I

**Espérances d'émigration et fuite des cerveaux
bénéfique**

Introduction :

Les perspectives de la migration internationale, la formation du capital humain dans les pays d'origines, le *Brain Gain* ou la fuite des cerveaux bénéfique sont utilisés par les économistes pour présenter le canal Migration/Développement le plus récent. Nous allons commencer notre travail de thèse par cette partie désormais être la plus récente, car elle représente un effet sur le développement qui est généré par la perspective ou l'intention d'émigration, avant même le commencement de l'acte d'émigration.

Dans notre plan de travail, comme il est déjà mentionné dans l'introduction, nous avons préféré un ordre parallèle à l'acte d'émigration qu'un ordre chronologique. Aussi, les résultats de l'application des modèles de perspectives de la migration internationale sur l'Algérie sont attendus ce qui nous a poussé à commencer par ce canal pour l'éliminer et laisser le champ aux autres canaux du fameux processus Migration/ Développement.

Dans ce que suit, nous allons dans un premier temps, présenter la revue de la littérature sur les modèles des perspectives de la migration internationale en insistant sur la nouvelle théorie de la migration du travail (NELM). Dans la littérature, notamment dans les travaux de Hein de Haas (2008) qui a présenté une synthèse sur les théories de la migration internationale et leurs impacts sur le sujet migration et développement, il a insisté sur le fait que l'apparition de la nouvelle économie de la migration du travail a permis l'explosion des travaux théoriques et empiriques sur le sujet étudié.

Afin de tenter de donner une explication globale de ce canal, nous allons le résumer dans les lignes suivantes. L'idée est simple, des économistes¹² appartenant à la vague de pensée qui a essayé de reconnaître les effets néfastes de la fuite des cerveaux sur les économies des pays d'origine tout en essayant d'apporter des éléments nouveaux afin d'équilibrer les choses ont tenté de convertir la fuite des cerveaux (le Brain Drain) en *Brain Gain* en fournissant une simple explication.

Les modèles reposent sur les deux principales hypothèses suivantes : Les individus dans les pays d'origine sont influencés par l'émigration et comme il est connu, la majorité des pays d'accueil imposent de fortes restrictions à l'émigration voir adoptent des politiques de la migration choisie ou sélective.

¹² Il s'agit principalement de Stark, Vidal et Montford qui ont repris la même idée fournit la première fois dans l'Article de Bhagwati et Hammada en 1974 et essayer d'en arriver à des résultats inverses.

Selon les économistes, cette influence ou bien cette motivation, pousse les individus à augmenter leurs niveaux d'instruction pour pouvoir décrocher un visa et, finalement émigrer.

Les politiques migratoires adoptées par les pays d'accueil, interviennent une autre fois dans le modèle en bloquant une partie des individus qui tentent de décrocher un visa dans le pays d'origine.

D'un côté, ces politiques de l'émigration choisie, vont servir comme une motivation à l'éducation que va aider le pays d'origine à avancer en matière de croissance et de développement. De l'autre côté, ces mêmes politiques vont servir à conserver une partie de ce capital formé principalement par l'incitation de l'émigration, mais il ne faut pas oublier qu'à travers ces politiques, la main d'œuvre émigrés va être plus forte en terme de qualité par rapport à celle qui reste, puisqu'il s'agit d'un processus sélectif basé sur des points tests.

Grosso modo, c'est l'incitation à l'éducation qui rend la perspective de l'émigration un facteur qui impacte positivement sur l'accumulation du capital humain dans les pays d'origine.

Dans un second temps, afin d'approfondir nos connaissances sur le sujet et pouvoir comparer notre étude aux autres, nous allons présenter les travaux empiriques réalisés sur le sujet dans différents pays et différentes périodes. La méthodologie suivie dans l'analyse et les résultats de ces études sont les principaux éléments dont nous avons besoin. En général, les résultats de ces travaux empiriques ont été mitigés ce qui rend le sujet plus important¹³.

L'exploration d'une base de données que nous avons réalisée sur l'espérance d'émigration chez 800 jeunes étudiants (En Licence, en Master et en Doctorat) au sein de l'université de Mascara, fera l'objet de la dernière partie de ce chapitre. Dans cette même partie, nous allons tenter de mesurer la perte de l'Algérie en pourcentage de dépenses publiques à cause de l'émigration de la main d'œuvre qui a décroché gratuitement un diplôme universitaire.

¹³ Puisque les économistes n'ont pas pu trancher la question et parvenir à des résultats consensuels.

1- La revue de la littérature :

Les théories néoclassiques ont pendant longtemps considéré le phénomène migratoire comme un acte fondé sur une décision individuelle causé par les différentielles des salaires et la chance de retrouver un emploi (Lewis (1954), Harris et Todaro (1970)). L'apparition de la nouvelle économie de la migration du travail (NELM) dans les travaux de Stark et Bloom (1985) a changé la vision des économistes envers les causes et les conséquences de la migration sur les pays d'origine. Aussi cette théorie a laissé apparaître le sujet Migration/Développement que nous traitons dans ce travail de thèse. Nous allons présenter d'une façon plus ou moins détaillé les fondements de la théorie de la nouvelle économie de la migration du travail car elle représente la base théorique de ce chapitre.

« Tandis que les propriétaires des matières premières peuvent les exporter afin de maximiser le profit ou l'utilité en restant chez eux, les propriétaires du travail doivent déplacer avec leur travail » c'est avec cette expression que Stark et Bloom ont commencé leur article intitulé « La Nouvelle Economie de la Migration du Travail ». Pour les deux économistes, le comportement humain en général et la migration en particulier sont une réponse à des sentiments et un exercice de volonté indépendante. Selon eux, cette simple observation sépare les recherches sur la migration et la théorie traditionnelle du commerce¹⁴ puisqu'on ne peut pas expliquer la migration seulement en échangeant les étiquettes (Stark et Bloom, 1985).

Les économistes ont pensé que les individus ont tendance à comparer leurs gains dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil, ils les ont divisé en deux : Les gagnants et les Perdants¹⁵. Aussi, chaque personne appartient à un groupe de référence reflétant le classement économique et social, c'est-à-dire : « Une personne migre d'une location à une autre pour changer sa position relative dans le même groupe de référence ou pour changer son groupe de référence » (Stark et Bloom, 1985).

Dans le passage précédent, l'auteur a tenté de fournir une explication à la privation relative qui, pour nous, représente le concept principal de cet article. Nous pensons également que le moteur d'émigration reste une ambition purement économique¹⁶, la même avancée dans les théories néoclassiques sauf que l'approche et la façon diffèrent.

¹⁴ Les modèles de HOS et de Mundell (1957) ont essayé de démontrer que la migration internationale est le substitut du commerce international.

¹⁵ Ceux qui trouvent que les couts psychiques sont plus importants que les gains escomptés après l'émigration.

¹⁶ Malgré son apparence sociologique.

La variable principale mesurant les causes de la migration selon les économistes est bien « La privation » mesurée par le salaire absolu. On migre pour moins de privation, ce qui veut dire un salaire absolu plus haut qui nous permet de grimper dans notre groupe de référence ou bien vers un autre groupe de référence. « Les personnes les plus privées sont ceux qui ont une motivation plus forte d'émigrer » (Stark et Bloom, 1985), nous pensons qu'il s'agit de deux échelles parallèles pour mesurer la privation relative : La première représente un classement sociale, la seconde est une échelle dans la même classe sociale. En général, l'émigrés plus il est en bas¹⁷ plus il a plus de motivation à émigrer.

D'autres exemples théoriques expliquant la présence des flux migratoires malgré l'absence des différentiels des salaires sont récapitulés par Stark (2003). L'économiste a insisté sur le rôle important des préférences et individuelles en ce qui concerne la migration. Il l'a illustré par les différences des pouvoirs d'achats et des épargnes générées par les émigrés entre les régions d'origine et de destination¹⁸. Le contexte communautaire représente un autre facteur très important, il peut être associé avec le concept de « la privation relative¹⁹ » noté dans les travaux de Stark et Taylor (1989).

« Cette approche propose que la migration est nourrie par le différentiel relatif des salaires entre le groupe de références et le potentiel des émigrés et non par le différentiel absolu » (Bijak, 2006 : 12). A notre avis, cette notion a essayé de mettre un lien entre l'économie et la psychologie, ce lien s'explique par le sens de ressentiment envers le groupe de référence. Dans son article, Quinn (2006) a prolongé la définition des privations relatives vers d'autres plus durables²⁰.

A partir de son analyse de la migration mexicaine vers les États-Unis, l'économiste a confirmé l'hypothèse d'un effet combiné du différentiel de salaire absolu et de la perte relative sur les flux migratoires. Comme une approche de synthèse, nous pensons qu'elle peut fournir une solution pour le problème posé par Massey « les théories néoclassiques et de l'économie nouvelle de la migration internationale, mènent vers des conclusions divergentes concernant les origines et la nature de la migration internationale » (Massey et al., (1993) in Bijak (2006)).

¹⁷ Dans l'échelle que dans la classe.

¹⁸ Selon l'économiste, ces différences justifient la présence des retours des émigrés.

¹⁹ En anglais : « relative deprivation ».

²⁰ Terres et logements en plus du revenu.

Selon Massey, des tentatives sérieuses pour réconcilier les deux paradigmes (néoclassique et économie nouvelle) peuvent réussir à combiner les deux niveaux de la décision de migrer²¹. Le sociologue a pensé que la fonction objective est la maximisation du revenu, la minimisation des risques ou la présence d'un contexte social. D'après lui, le contexte social peut être inscrit dans la perception des revenus dans des termes absolus d'un côté ou d'une relation avec la distribution des revenus dans les groupes de référence de l'autre côté.

Au concept de la privation relative, les auteurs ont ajouté la notion de « L'inégalité des revenus aux motivations de la migration ». Ils ont mentionné que le groupe de référence caractérisé par une inégalité des revenus plus forte, génère plus de privation relative poussant à l'émigration. Selon eux, après l'émigration, la privation relative des non émigrants change, ce qui crée une seconde motivation d'émigration et ainsi de suite. Nous pensons que cela explique les faits stylisés qui ont attesté que la migration internationale dès qu'elle est déclenchée, elle s'amplifie de plus en plus²².

Le niveau de qualification joue aussi un rôle important dans la motivation d'émigration. Ce rôle important est fonction de la condition de l'existence d'une liaison entre l'hypothèse des travailleurs hétérogènes et celle de l'information imparfaite des qualifications de la part des employeurs. Pour plus de clarté, les écrivains ont fourni un exemple détaillé dans l'extrait que nous présentons dans l'annexe 2.

A partir de cet exemple, les économistes ont conclu que l'émigré n'est pas le seul décideur « La décision d'émigrer est souvent prise par le migrant et par quelques groupes de non migrants » (Stark et Bloom, 1985). Les coûts et les bénéfices sont partagés, par la loi gouvernant la distribution des deux²³ sous un arrangement contractuel entre les deux parties.

Les auteurs ont prédit que les revenus des membres de la famille restant sont représentés par les transferts de fonds. Ils ont suggéré que les évidences empiriques ont mieux expliqué que les transferts résultent d'un contrat inter-temporel entre le migrant et le reste de la famille que de simples considérations altruistes. Nous avons

²¹ Au niveau individuel et au niveau familial.

²² Les auteurs ont donné l'exemple suivant : Si la privation est jugée par le revenu moyen dans les groupes de référence, la migration des personnes ayant de faibles revenus va motiver d'autres personnes à émigrer, car ils sont devenus relativement plus privés.

²³ Les coûts et les bénéfices.

conclu que les transferts de fonds²⁴ représentent une partie intégrante de cette théorie ce qui fait d'eux une conséquence sûre de ce phénomène.

La théorie a ainsi déterminé les causes de ce contrat mutuellement bénéfique et identifie les conditions sur lesquelles le contrat se base : « Cette approche démontre l'efficacité, la flexibilité et la dynamique de l'avantage comparatif de la famille » (Stark et Bloom, 1985). Pour eux, cette approche change le focus de la théorie migratoire de l'indépendance individuelle²⁵ à l'interdépendance mutuelle. Ce point de vue prend le phénomène de la migration pour « Une stratégie calculée » et non pas un acte d'anxiété ou d'un optimisme infini.

Ils ont passé à la dynamique de la migration internationale, en mettant l'accent sur l'idée principale suivante : « Les nouveaux migrants sont assistés par ceux qui ont émigrés avant. La seule façon de faire plus de commerce entre les migrants est d'amplifier le nombre des migrants, car l'arrivée de nouveaux migrants génère des bénéfices pour les anciens » (Stark et Bloom, 1985). Cela représente un deuxième moteur qui marche côte à côte avec celui de la privation relative déjà cité.

Les économistes ont aussi signalé, que dans plusieurs cas, la sélectivité de la migration est dominante. Car les dotations et les préférences des agents économiques sont en pratique souvent hétérogènes, donc les salaires, les opportunités ainsi que leurs changements sont évidents dans les choix des agents. Cette sélectivité ne reste pas intéressante tant que l'offre de la migration est diffusée. Ils ont considéré la migration comme un processus d'innovation, d'adoption et de diffusion.

Cela veut dire que les employeurs font de la publicité²⁶ pour attirer le grand nombre possible de migrants. Par la suite une sélection de ce pool mène à la régularisation des salaires des migrants après avoir touché le même salaire²⁷ (Stark et Bloom, 1985). Cette idée constitue le principe du modèle théorique fourni plus tard par Stark et al (1997) que nous allons détailler dans la partie suivante de ce même chapitre.

D'une façon générale, Stark et Bloom (1985) et Stark (1991) ont suggéré que la décision d'émigration est prise par les membres de la famille plutôt que par des individus. « Ces fondements coïncident avec l'observation des modèles migratoires qui ont été caractérisés par des exemples visibles de familles » ((Mincer (1978) ; Castro et Rogers (1983) in Bijak, (2006)). A partir de ce point de vue, les stratégies

²⁴ La seule théorie qui a expliqué les causes de la migration internationale en insistant sur le rôle important des transferts de fonds que nous allons détailler dans le second chapitre.

²⁵ Optimiser le profit d'une façon égoïste.

²⁶ Des emplois avec des salaires élevés pour séduire les plus qualifiés.

²⁷ Equivalent à la productivité marginale de l'ensemble des migrants.

diversifiées des membres des familles représentent une aventure pour gérer les niveaux de la famille plutôt qu'une simple maximisation du revenu espéré. Dans cette approche, les différentiels des salaires entre les pays d'origines et les pays d'accueils ne sont pas considérés comme une condition préalable pour l'émigration internationale.

Sur la base de la nouvelle théorie de la migration du travail, des économistes ont étudié les perspectives de la migration internationale et son impact sur l'accumulation du capital humain dans les pays d'origine. Selon eux, l'espérance d'émigration peut avoir un impact positif sur la formation du capital humain ce qui peut à son tour stimuler le développement économique de ce pays (Lucas, 1988). Le capital humain représente le canal théorisé par Miyagiwa (1991) dans un contexte pessimiste, un peu plus tard, ce même modèle a été adopté par Stark et al.,(1997), Montford (1997) et Vidal (1998) avec une vision optimiste.

L'idée principale de ces derniers est que le niveau moyen du capital humain dans les pays en voie de développement ne va pas augmenter parce que le monde développé va absorber leurs travailleurs hautement qualifiés. En d'autres mots, l'émigration va augmenter la productivité du monde développé au détriment des dépenses des pays en voie de développement.

Dans les modèles précédents, les économistes ont couplé deux types de littératures. En premier lieu la littérature sur la croissance endogène et l'accumulation du capital humain déclenché par l'article de Lucas (1988). Dans ce papier, l'économiste a démontré théoriquement et empiriquement l'importance de l'accumulation du capital humain dans la croissance. Empiriquement, Barro (1991) et Mankiw et al.,(1992) ont démontré que le niveau d'éducation représente une variable significative pour l'explication des différences dans les taux de croissance entre les pays.

En second lieu, la fameuse littérature sur la fuite des cerveaux. Ils ont insisté sur l'impact de la migration internationale quand les agents ne sont pas homogènes (Bhagwati et Hammada, 1974). Selon eux, les travaux les plus liés à ce papier sont : Miyagiwa (1991) qui a mis l'accent sur l'attraction des travailleurs les plus aptes d'une petite économie lorsque l'externalité de productivité dépend du nombre des personnes éduqués. Aussi, selon lui, la fuite des cerveaux va nécessairement réduire la productivité dans le pays d'origine.

Galor et Stark (1990 et 1991) ont travaillé sur l'accumulation du capital humain et la migration retour. Ils ont montré la possibilité de la motivation du retour qui pousse les émigrés à augmenter leurs taux d'épargne plus que les travailleurs autochtones. Ce papier a appliqué cette idée de la migration probable pour l'obtention des visas

d'émigration ou d'immigration. Il a ainsi analysé ces impacts sur le choix d'éducation.

1-1- Le modèle de Stark, Helmenstein et Prskawetz (1997) :

Les écrivains ont pensé qu'une économie ouverte à l'immigration n'offre pas seulement des opportunités pour les travailleurs mais elle influence également sur la structure des motivations qu'ils confrontent. « Les hauts salaires prévus pour les plus qualifiés dans les pays étrangers affectent la décision d'acquisition des qualifications dans les pays d'origine » (Stark et al., 1997). D'une façon plus simple, la migration internationale motive l'éducation dans les pays d'origine ce qui représente un moteur pour le développement de ces derniers.

Ils ont essayé de formuler un modèle qui prend en considération les opportunités offertes aux travailleurs étrangers. Les économistes ont intégré les motivations par les salaires et les informations disponibles aux travailleurs dans les pays d'origine ainsi qu'aux employeurs dans les pays d'accueil, afin de démontrer que « la fuite des cerveaux peut en effets être un bien déguisé » c'est-à-dire le Brain Drain peut se convertir en Brain Gain dans le pays d'origine.

Leurs arguments sont simples : Face à une opportunité d'émigrer et recevoir un revenu espéré plus haut, sous la condition d'avoir un certain niveau d'éducation, les travailleurs qui tendent à optimiser leur revenu, acquièrent le capital humain nécessaire et migrent. Les employeurs dans le pays d'accueil payent initialement tous les travailleurs migrants le même salaire²⁸. Par la suite, et après le déchiffrement des qualifications individuelles, les employeurs façonnent leurs paiements selon les productivités individuelles.

Dans cette optique, les travailleurs qualifiés vont récolter des salaires plus hauts et ceux qui sont moins qualifiés peuvent avoir des salaires plus bas, même plus bas que ceux récoltés dans les pays d'origine. Stark (1995) a signalé la possibilité de retour de quelques travailleurs non qualifiés après la découverte des qualifications et l'ajustement des salaires.

Les auteurs ont voulu calculer le niveau moyen du capital humain dans les pays d'origine en situation d'économie fermée après l'émigration et l'émigration-retour. Ils ont spécifié les conditions sous lesquelles le niveau moyen du capital humain dans le pays d'origine après l'émigration et l'émigration-retour est plus élevé que le niveau qui correspond si l'émigration n'est pas autorisée. C'est dans ce cas-là, que

²⁸ Basé sur le produit moyen des groupes de migrants.

nous pouvons parler d'un effet positif de l'émigration sur les économies des pays d'origine.

Ils ont conclu que la formation du capital humain répond aux effets de l'émigration sur l'incidence du Brain Gain. Cet effet résulte surtout de l'émigration des travailleurs moins qualifiés. Le Brain Gain peut survenir sans recourir à l'argument de l'apparition du gain à partir de nouvelles qualifications qui sont acquises à l'étranger et rapportées au pays d'origine après le retour (Stark et al., 1997).

En général, leurs résultats ont suggéré que la fuite des cerveaux bénéfique survient largement si la participation des moins qualifiés dans l'occupation est plus large. La grille des salaires respectant les qualifications dans les pays d'accueils est plus séduisante que celle dans les pays d'origines. Pour eux, puisque l'émigration espérée modifie favorablement les motivations des travailleurs envers l'investissement dans le capital humain dans les pays pauvres, les décideurs politiques doivent réviser leurs décisions avant de s'engager dans les mesures qui entravent la migration internationale.

1-2- Le modèle de Montford (1997) :

Comme les premiers, cet économiste a montré l'effet de la fuite des cerveaux sur la motivation de l'éducation. Pour cela, il a utilisé une version simplifiée du modèle de Miyagiwa (1991)²⁹. Après avoir décrit l'économie sans l'émigration, l'auteur a passé aux effets de l'émigration des personnes éduquées³⁰ d'un côté, et lors de l'absence du recrutement des émigrés éduqués³¹ de l'autre côté. Sous le « contrôle d'immigration³² », l'auteur a supposé que la probabilité d'une émigration réussie est indépendante du nombre des travailleurs éligibles d'émigrer³³. Ainsi, la politique migratoire, pour lui, est totalement anticipée. Il a supposé, sous l'ordre de la motivation du désir d'émigration, que le salaire par unité d'efficacité du travail est toujours plus élevé dans une grande économie que dans une petite économie ouverte. L'économiste a conclu que le niveau de la technologie est toujours plus élevé dans l'économie mondiale.

Sous le contrôle d'immigration, et lorsqu'il existe une probabilité d'émigration, la décision d'éducation des agents devient un problème d'utilité espérée, ce qui a

²⁹ Il a étudié une petite économie ouverte avec des générations reliées existantes dans un monde où un seul bien est produit sous les rendements d'échelles constants. Aussi, deux facteurs de production, le capital (parfaitement mobile) et des unités efficaces de travail.

³⁰ L'économiste a appelé cette situation le brain drain.

³¹ Mentionné « migration générale » dans le reste du travail.

³² Lorsque la migration est limitée par les pays de destination.

³³ Notons que dans le cas des visas de sortie « exit-visas » ou la migration est contrôlée par le pays d'origine, l'analyse reste la même.

poussé l'auteur à supposer que les agents sont neutre face aux risques. Il existe une possibilité que l'auteur a mentionnée, celle dans le cas où le gouvernement du pays d'origine peut influencer la probabilité d'émigration, à travers un agrément avec le gouvernement de l'autre monde ou via le contrôle des frontières.

En général, l'économiste a pensé que si la fuite des cerveaux est bénéfique pour les pays d'origine, cela dépend de la taille relative de ce nombre. C'est-à-dire l'effet positif de la fuite des cerveaux va dominer l'effet négatif, s'il est faible et si la proportion des agents éduqués dans le pays d'origine est faible aussi. En général, l'économiste a montré que la fuite des cerveaux peut augmenter la productivité dans le pays d'origine³⁴. Il a aussi montré comment une possibilité d'une émigration temporaire de main d'œuvre éduquée peut influencer sur l'augmentation de la productivité du pays d'origine.

Dans le même article, l'économiste a étudié la façon dont laquelle la migration peut modifier la distribution des revenus d'un côté et la structure des classes d'éducation dans le pays d'origine. Il a considéré trois niveaux d'éducation et il a montré comment la fuite des cerveaux élimine le niveau le plus bas dans la structure d'éducation dans les pays d'origine. Aussi, cette fuite, pousse les descendants de tous les agents qui restent dans le pays à la convergence vers le niveau le plus élevé de la structure.

Dans ce papier, Montford a montré que - lorsque l'accumulation du capital humain est endogène et l'émigration successive n'est plus une certitude - l'interaction entre la décision d'accumulation du capital humain, la croissance et la distribution des revenus pousse la fuite des cerveaux temporaire ou permanente à augmenter. Aussi, cette même interaction engendre une égalité des revenus dans une petite économie ouverte.

1-3- Le modèle de Vidal (1998) :

L'idée générale de ce travail tourne sur l'effet possible de l'émigration sur la formation du capital humain. Selon Vidal, l'émigration vers les pays fournissant des salaires élevés pour les plus qualifiés, génère une motivation d'investissement dans le capital humain. Alors le niveau de la formation du capital humain dans le pays d'origine peut ainsi être positivement corrélé avec la probabilité d'émigration internationale.

Ce qui est de nouveau dans ce papier est la modélisation de la trappe de pauvreté. Selon l'économiste, la montée d'émigration peut mener le pays d'origine à sortir de

³⁴ Lorsque la productivité est représentée par une fonction croissante de la proportion des travailleurs éduqués dans l'économie dans une période prévue.

la trappe de sous-développement. Aussi, l'auteur a discuté les implications du modèle pour la controverse de la convergence. A travers l'investissement dans le capital humain, les individus augmentent leurs capacités rentables et contribuent à l'augmentation du niveau de la productivité. La formation du capital humain est ainsi guidée par des motivations individuelles et des externalités dans et à travers les générations. L'un des caractéristiques intéressantes de l'approche OLG³⁵ pour le capital humain et la croissance est la possibilité de multiplier les états stationnaires et des systèmes dynamiques caractérisés par des externalités limités³⁶.

Le modèle de base développé par l'économiste suit étroitement le cadre développé par Galor et Tsiddon (1996)³⁷ et complète le modèle de Montford. Il a développé d'avantage l'idée qui prédit que l'émigration peut être constructive de la croissance économique à travers la fourniture d'une motivation à la formation du capital humain dans les pays d'origine.

Vidal a posé une condition sous laquelle l'émigration cause une bifurcation dans les dynamiques du modèle. Selon lui, dans ce cas l'émigration peut libérer le pays d'origine de la trappe de sous-développement. Pour que cette condition se réalise, la probabilité d'émigration doit être suffisamment élevée, ce qui implique la nécessité d'un effet de seuil, comme dans le modèle d'Azariadis et Drazen (1990). Dans la deuxième piste, l'auteur a considéré une extension dans laquelle la probabilité d'émigration est endogène et supposée dépendre du niveau moyen du capital humain dans le pays d'origine.

Dans le même ordre d'idée, afin d'analyser les implications de la migration internationale du travail, l'auteur a posé la problématique suivante : Comment une augmentation dans la probabilité d'émigration peut-elle affecter la structure de la formation du capital humain dans le pays d'origine ? Ensuite, Vidal a démontré la proposition suivante : Plus la probabilité d'émigration est élevée plus le niveau de la formation du capital humain est élevé. Pour le faire, il a supposé que l'externalité positive gouvernant l'accumulation du capital humain est du type Galor et Stark (1994).

En général, dans ce papier, l'auteur a développé d'avantage la possibilité d'une émigration du travail qui peut réellement être constructive de la croissance économique. Pour cela, il a fourni une motivation supplémentaire de la formation du capital humain dans le pays d'origine. Aussi, il a conclu que les barrières posées

³⁵ Overlapping Generations Model, traduit souvent par le model des générations imbriqués.

³⁶ Azariadis et Drazen (1990) ; Galor & Tsiddon (1996) et (1997).

³⁷ Ils ont développé un modèle dans lequel l'évolution d'inégalités dans les revenus et la production conforme aux hypothèses de Kuznets. En 1997, les auteurs ont analysé un modèle de la distribution du capital humain et la croissance économique.

à l'émigration par les pays caractérisés par des salaires élevés découragent la formation du capital humain dans les pays caractérisés par des salaires faibles. Aussi, les opportunités du travail dans les pays voisins, technologiquement supérieurs, génèrent des effets d'externalités « Spillover effets » sur la formation du capital humain dans les pays d'origines.

Pour lui, ces résultats sont compatibles avec les travaux empiriques de Chua (1993) qui a montré que la convergence est plus favorable de survenir entre les pays de la même région qu'entre les régions dans le monde. Parallèlement, Beine et al., (1998) et Beine et al., (2011)³⁸ ont fourni un support empirique pour un effet positif de l'émigration internationale sur les taux de croissance des pays d'origine.

Après avoir terminé avec les modèles théoriques qui ont tenté de trouver un lien positif de l'émigration sur la croissance en passant par le biais de l'augmentation du capital humain dans les pays d'origine, nous allons dans ce qui suit focalisé sur les études empiriques qui ont tranché sur la question de la fuite des cerveaux et la croissance économique.

2- Les études empiriques :

Les données empiriques tentant d'affirmer ces travaux théoriques ont été mitigés. Bein et al., (2001) ont étudié les effets de la migration internationale sur la formation du capital humain et la croissance dans les pays d'origine. Selon eux la migration internationale génère deux genres d'effets : Premièrement, un effet dit « l'effet des cerveaux³⁹ », selon lequel, sous l'hypothèse de l'ouverture du pays d'origine, les chances d'émigration contre des salaires espérés relativement élevés vont encourager l'investissement dans l'éducation. Le deuxième effet dit : « l'effet Fuite⁴⁰ », il représente la deuxième partie du scénario de l'émigration, qui conduit vers « le départ de quelques si ce n'est pas tous les agents éduqués » (Bein et al., 2001).

Les auteurs ont regroupé leurs scénarios pour pouvoir tirer un indicateur d'impact total qui capte le fait de la domination de l'un des deux effets. Ainsi, à travers leur modèle qui ne diffère pas des trois modèles de base déjà cités, ils ont essayé de détecter la présence d'une fuite des cerveaux bénéfique⁴¹. Ils ont trouvé que la fuite des cerveaux bénéfique est réalisable dans le cas où le pays se trouve dans une trappe

³⁸ Disponible en version électronique sur le lien :

<http://www.michelbeine.be%2Fpdf%2FJDE.pdf&ei=DVBsVOTmAoXtaOSxgMAM&usg=AFQjCNHjttXt5w7rfWIrNI7ZgaAGRNG-Vw&bvm=bv.80120444,d.d2s>

³⁹ Dans leur article, l'économiste parle du « brain effect »

⁴⁰ The drain effect.

⁴¹ Beneficial brain drain BBD

de sous-développement avec des probabilités d'émigration pas élevées. Aussi, la fuite des cerveaux bénéfique peut survenir lorsque le pays est relativement croissant avec des probabilités d'émigration moyennes. Empiriquement, les résultats ont montré la présence d'une fuite des cerveaux bénéfique plus large que dans les prédictions théoriques⁴².

Après ces confirmations empiriques, les auteurs ont suggéré l'élimination des barrières à l'émigration posées⁴³ pour préserver les financements publics de l'éducation. Selon eux l'établissement de telles barrières aura un effet négatif sur la formation du capital humain à long terme. Finalement, les auteurs ont pensé qu'à partir des perspectives des pays de destination, les politiques migratoires sélectives doivent aussi être révisées sous la lumière de leurs impacts sur la croissance dans les pays d'origine.

Defoort (2007) a exploré une nouvelle base de données⁴⁴ contenant les stocks et les taux d'émigration vers les 6 principaux pays receveurs de l'OCDE, ces statistiques sont classées par niveau d'éducation. L'économiste a montré dans sa thèse de doctorat que l'émigration qualifiée a certes augmenté à partir du début des années 90 dans le cadre de la globalisation de la mobilité et la hausse mondiale des qualifications. L'auteur a également constaté l'existence des inégalités dans les pays d'origine poussant à l'encouragement de l'émigration qualifiée au détriment de l'émigration non qualifiée.

D'un côté, elle a mis en évidence la possibilité de l'existence d'une fuite de cerveau bénéfique dans les pays les plus pauvres, à condition, les taux d'émigration qualifiée ne doivent pas être grands. D'un autre côté, selon Defoort: « Les projections de taux de fuite des cerveaux à l'horizon 2050 nous montrent qu'une accentuation des politiques d'immigration (choisie) dans les principaux pays receveurs européens pourrait s'avérer extrêmement néfaste pour les pays de départ des migrants » (Defoort, 2007).

Brzozowski (2007) a essayé d'étudier la relation entre la migration de la main d'œuvre qualifiée, l'investissement en éducation et la croissance économique. Il a défini la perte due à la fuite des cerveaux par l'occupation de la main qualifiée des emplois des travailleurs non qualifiés. Pour en arriver là, l'auteur a développé un modèle dans lequel il a conclu que cette « perte de cerveaux est doublement nuisible aux économies en transition » (Brzozowski, 2007). En premier lieu, l'auteur a

⁴² Selon eux, les perspectives de l'émigration ont un rôle plus significatif sur la décision d'éducation.

⁴³ Par les pays d'origine.

⁴⁴ 172 pays d'origine, entre 1975 et 2000.

mentionné le départ d'un grand nombre de travailleurs qualifiés comme une perte considérable dans le capital humain. La réduction du capital humain dans ces pays d'origine engendre une réduction dans la croissance économique.

Deuxièmement, il a pensé que les perspectives de la migration internationale baisse le rendement du capital humain, donc, la majorité des individus font des études pour émigrer. Selon lui, « Cette effet négatif des cerveaux réduit à son tour le taux de croissance du pays d'origine » (Brzozowski, 2007).

Brzozowski (2008) a pensé que les études empiriques et théoriques sur le sujet ont été trop optimistes. L'auteur a démontré que la menace de l'abondant des études due à l'utilisation inappropriée du capital humain des immigrants peut en réalité diminuer l'investissement en éducation future. L'économiste a critiqué les méthodes d'analyse suivies par les économistes de la nouvelle économie de la fuite des cerveaux. Selon lui, les chercheurs doivent analyser les effets de diasporas théoriquement et empiriquement, l'impact du trans-nationalisme de la main d'œuvre qualifiée sur le développement des pays d'origine, les études empirique au niveaux microéconomique et les enquêtes sur l'éducation induite doivent être complétées dans des régions où la main d'œuvre est facilement transportables.

Bein, Docquier et Rapoport, dans leurs fameux article "Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries : winners and losers" (2008), ils ont utilisé une nouvelle base de données⁴⁵ de 127 pays sur le taux d'émigration par les niveaux d'éducation. Leurs résultats ont montré l'existence d'un effet positif des perspectives de l'émigration qualifiée sur les niveaux de formation du capital humain. Ils ont trouvé que l'élasticité de la formation du capital humain à l'émigration qualifiée est stable à travers les spécifications et les méthodes d'estimation et elle est égale à 5%.

Après ces résultats, les économistes ont estimé l'effet net de la fuite des cerveaux pour chaque pays en utilisant des scénarios contrefactuels⁴⁶. Les résultats ont montré que les pays qui ont en même temps un niveau de capital humain bas ainsi qu'un taux d'émigration qualifiée réduit sont plus aptes à attraper une fuite de cerveaux bénéfique (BBD). Les auteurs ont donné l'exemple des pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique du centre. Selon les économistes, les nouveaux pays industrialisés, tel que la Chine, l'Inde et le Brésil attrapent un effet non négligeable.

Les auteurs ont conclu premièrement, que la fuite des cerveaux contribue à l'augmentation du niveau des travailleurs qualifiés vivant dans les pays d'origine. A

⁴⁵ Docquier et Marfouk (2006).

⁴⁶ Une estimation de ce qui se serait produit en termes de l'investissement en capital humain à cause de l'augmentation de l'émigration qualifiée.

partir de là, ils ont suggéré que la vision pessimiste n'a pas de justification empirique au niveau macro-économique. Deuxièmement, la fuite des cerveaux a un effet important distribué sur les pays en voie de développement.

Un an plus tard, les mêmes économistes ont publié un nouvel article dit « On The Robustness of Brain Gain Estimation ». Dans cet article, ils ont testé la robustesse des résultats de l'article précédent. Ils ont ainsi exploré une autre base de données⁴⁷ ou il est mentionné si les individus ont acquis leur formation du capital humain dans le pays d'origine ou dans le pays d'accueil. Les économistes ont régressé d'autres indicateurs d'investissement en capital humain sur les taux de l'émigration qualifiée pour reconfirmer l'existence de l'effet positif sur les jeunes analphabètes pendant que l'effet sur les inscriptions à l'école dépend des spécifications exactes choisies.

3- Les perspectives d'émigration des étudiants algériens et le capital humain

Il est clair que les trois modèles théoriques que nous avons présenté au début de ce chapitre posent l'hypothèse voir la condition de l'éducation payé pour l'existence d'une fuite des cerveaux bénéfique (BBD). Donc nous pouvons conclure à partir de cette hypothèse qu'un pays comme l'Algérie qui suit une politique d'éducation gratuite dès son indépendance ne peut jamais attraper un effet positif de la fuite des cerveaux.

Aussi, dans l'article de Bein et al (2008), les auteurs, comme nous l'avons évoqué, ont étudié la possibilité d'un BBD pour chaque pays. L'Algérie a été classée parmi les pays qui sont caractérisés par une fuite des cerveaux dommageable avec un effet sur la force de travail de (- 43766), le travail qualifiée de (-31182) et un effet sur la proportion des qualifiée de (-0.2%).

Donc l'Algérie est un pays qui, non seulement ne tire pas des bénéfices de la fuite des cerveaux, mais qui est la victime d'une fuite des cerveaux nuisible. Afin de tenter de palper la perte de ce pays, nous allons dans ce qui suit explorer une base de données issue d'une enquête que nous avons menée sur l'espérance d'émigration chez les jeunes étudiants Algériens.

L'enquête a été menée sur l'espérance d'émigration des étudiants de l'université de Mascara l'année universitaire 2012 /2013. Le fait que je suis Enseignant-chercheur à cette université, mes origines et mes connaissances de la région ainsi que ses

⁴⁷ Beine et al. (2007)

réseaux migratoires⁴⁸ m'ont facilité la tâche surtout avec les moyens limités que j'en dispose.

Aussi, Mascara représente une région à émigration moyenne grâce à sa situation interne (à environ 80 Km de la cote). Les arguments avancés représentent les seules justifications de ce choix.

Durant l'année universitaire 2012/2013, l'université de Mascara a accueilli 20 442 étudiants qui sont originaire de la région de Mascara et des autres wilayas limitrophes comme Relizane, Saida, Tiaret, et d'autre situé un peu plus au Sud comme Mechria, El-Bayad et Naama. Ces étudiants sont répartis sur six facultés (Sciences Economiques, Lettres et Langues, Sciences Technologiques, Biologie, Droit et Sciences Administratives et Sciences Sociologiques). Nous avons distribué 1.500 questionnaires, environ 7,5 % de la totalité des étudiants, et nous avons travaillé, après la collecte et le traitement, sur 800 questionnaires.

Notre questionnaire (espérance d'émigration annexe 2) se compose de 17 questions, la première partie est consacré aux informations générales (Age, Sexe, Niveau et Spécialité). Dans la deuxième on a essayé de diviser en deux, ceux qui espèrent rester ou effectuer une émigration interne et ceux qui espèrent effectuer une émigration internationale.

Dans cette même partie, nous avons essayé de voir les causes de ne pas opter pour une émigration internationale. La troisième partie a été consacrée aux étudiants qui ont espéré émigrer, les causes de ce choix, les pays de destinations, et même les perspectives des transferts et de retour ont été visés. En tout, notre questionnaire se compose de 46 variables.

La population étudiée a un intervalle d'âge entre 18 et 44. Dans cette enquête, 44 % des étudiants sont des hommes et 56 % sont des femmes, aussi nous avons essayé de toucher à tous les niveaux universitaires : Licence 67,4 %, Master 20,3 % et Doctorat 12,4 %.

⁴⁸ D'après ce qu'on entend sur les émigrés, les réseaux migratoires de cette wilaya sont distribués comme suite : La majorité des habitants du centre-ville ont émigré en France et en Italie, pour la région de Mohammadia la majeure destination est la France et l'Espagne, les sigois ont préféré la France et les États unis, les habitants de Hachem ont une forte présence en France et les restes des habitants de la wilaya ont choisi la France comme la majeure destination.

Figure 3 : Motif des études

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Rester	555	69,4	69,4	69,4
Migration interne	108	13,5	13,5	82,9
Migration internationale	137	17,1	17,1	100,0
Total	800	100,0	100,0	

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

La figure 3 montre l'intention d'émigration en général chez la totalité des étudiants. Les résultats sont comme suite : 69,4% des étudiants espèrent rester et travailler dans sa ville natale, 13,5% comptent effectuer une émigration interne et 17,1% espèrent travailler au-delà des frontières nationales ce qui représente une proportion très importante. La figure suivante montre que les pourcentages que nous avons présentés varient selon les niveaux des étudiants.

Figure 4 : Motif d'études par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
Rester	405	107	43	555
Migration interne	54	10	44	108
Migration internationale	80	45	12	137
Total	539	162	99	800

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

Comme il est indiqué dans la figure 4, et lors des réponses des étudiants sur la question : « Quel est le motif de vos études ? »⁴⁹, 75,13 % d'entre les étudiants de licence ont répondu pour travailler dans ma ville natale, 10,01 % pour une

⁴⁹ Les choix des réponses sont : pour travailler dans votre wilaya, dans une autre wilaya ou bien émigrer. Donc nous avons défini une migration interne par le faite de traverser les frontière de sa wilaya.

émigration interne et 14,84 % pour une émigration internationale ce qui représente un pourcentage non négligeable.

En ce qui concerne les étudiants de master, 66,04 % d'entre eux préfèrent rester et travailler dans leur ville natale, 6,17 % espèrent effectuer une émigration interne et 27,77 % ont le but de terminer leurs études dans la perspective de pouvoir travailler à l'étranger.

Pour les doctorants, les résultats ne sont pas aussi significatifs, d'entre la totalité des doctorants interrogés, 43,43 % étudient pour travailler dans ça wilaya, 44,44 % pour travailler dans une autre wilaya et 12,12 % pour émigrer. Nous pensons que ce dernier résultat est du premièrement à la disponibilité des chances d'emploi pour les docteurs ainsi que par la non existence d'une équivalence à l'étranger, en France en particulier et surtout pour les économistes. Ce qui fait que les qualifiés vont surement occuper des jobs des non qualifiés ce qui déclenche le deuxième effet néfaste de Brorozwki.

Figure 5 : Causes d'émigration par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
Pauvreté	12	1	2	15
Chômage	22	20	0	42
Exclusion sociale	21	8	0	29
Poursuite des études	21	13	9	43
Autres	4	3	1	8
Total	80	45	12	137

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

Le tableau précédent montre les causes de l'émigration internationale par niveau d'éducation. Nous avons constaté que premièrement, pour les étudiants de licence, 15% émigrent à cause de la pauvreté, 27,5 % à cause du chômage, 26,25 % sont exclu socialement, 26,25% afin de poursuivre les études et 5 % pour d'autres raisons. Deuxièmement, en ce qui concerne les étudiants de Master 2,22% à cause de la pauvreté, 44,44 % craigne le chômage, 17,77 % à cause de l'exclusion sociale et 28,88 % pour poursuivre leurs études. En dernier lieux, 16,66 % des doctorants ont compté émigrer pour fuir la pauvreté, 75% afin de poursuivre leurs études et le reste pour des raisons non définies.

Les résultats de cette analyse nous paraissent logique, les étudiants de licence et de master sont les plus exposés à l'émigration à cause du chômage des diplômés très présent en Algérie. Aussi, la majorité d'entre eux ont le rêve de poursuivre leurs études et comme la chance d'être inscrit en doctorat en Algérie est très limitée, ils espèrent le faire ailleurs. Par contre, les doctorants ont une large chance de retrouver un job⁵⁰ et la part minime de ceux qui espèrent émigrer n'a pas pour cause la pauvreté ou le chômage mais le rêve de faire une carrière dans la recherche scientifique à l'étranger.

Figure 6 : Causes du choix alternatif par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
Incapacité monétaire	58	21	5	84
Incapacité physique	7	4	3	14
Incapacité psychique	247	53	64	364
Préférence de rester	148	39	15	202
Total	460	117	87	664

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

En ce qui concerne les causes du choix alternatif, c'est-à-dire le fait de rester dans sa ville natale, le tableau ci-dessus montre qu'en ce qui concerne les licenciés, 12,6 % sont incapables de financer leurs émigration, 1,5 % sont incapables physiquement⁵¹, 53,69 % sont incapables psychiquement⁵² et 32,17 % préfèrent rester dans leur ville natale.

Pour les étudiants de master, 17,94 % sont incapables monétairement, 3,41% physiquement, 45,29 % psychiquement et 33,33 % préfèrent rester. Finalement, 5,74% d'entre les doctorants n'ont pas les moyens pour émigrer, 3,44 % sont incapables physiquement, 73,56 % sont incapables psychiquement et 17,24 % préfèrent rester.

⁵⁰ L'université algérienne est en pleine expansion à cause du plan d'université dans chaque wilaya, donc, la phase de saturation est loin d'être atteinte.

⁵¹ Nous avons défini l'incapacité physique par un handicap physique empêchant le candidat d'émigrer.

⁵² Ils ne peuvent pas supporter le fait d'être loin de la famille, les amis ou le pays.

Si nous analysant bien ces résultats, les candidats qui sont incapables monétairement et psychiquement ont une espérance d'émigration sauf qu'ils sont prisonniers de leurs incapacités. Donc, si jamais un jour, ces candidats à l'émigration dépassent leurs obstacles, ils peuvent émigrés ce qui pousse l'émigration réelle à la hausse.

Figure 7 : Perception d'émigration par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
Solution	49	21	5	75
Aventure	96	21	21	138
Découverte	123	34	32	189
Ouverture	191	54	25	270
Nécessité	25	11	10	46
Sans importance	55	21	6	82
Total	539	162	99	800

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

Pour ce qui est de la perception⁵³ de l'émigration chez l'échantillon des étudiants étudiés, les 9,09 % d'étudiants de licence considèrent l'émigration comme une solution, 17,81 % la prennent pour une aventure, 22,82 % pensent qu'il s'agit d'une découverte, 35,43 % sont convaincus qu'il s'agit d'une ouverture, 4,63 % l'émigration pour eux est une nécessité et 10,20 % la considèrent comme futile ou sans importance.

En ce qui concerne les étudiants de master, 12,96 % d'entre eux considèrent l'émigration comme solution, la même propension (12,96 %) la considèrent comme aventure, un peu plus que les pourcentages précédents (20,98 %) prend l'émigration pour une découverte, 33,33 % pense qu'il s'agit d'ouverture, 6,79 % des étudiants étudiés dont l'émigration est nécessaire et 12,96 % n'en donnent aucune importance.

Finalement, 5,05 % des étudiants de doctorat ont considéré l'émigration comme solution, 21,21 % l'ont considéré comme aventure, 32,32 % d'entre eux pense que l'émigration est une découverte, 25,25 % la prennent pour ouverture, 10,1 % pour nécessité et finalement 6,06 % ne donnent aucune importance.

⁵³ Nous avons ajouté cette partie pour voir au-delà des causes économiques (surtout le côté psychique et sociale) déterminé dans les choix de la question précédente.

Figure 8 : Les pays de destination choisie par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
La France	40	28	12	80
L'Allemagne	7	2	0	9
L'Italie	2	0	0	2
L'Espagne	5	2	0	7
Le Royaume Uni	8	4	0	12
L'Amérique	8	5	0	13
Les Pays du Golf	6	4	0	10
L'Australie	3	0	0	3
L'Asie	1	0	0	1
Total	80	45	12	137

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

Les majeures destinations espérées par les étudiants algériens sont la France avec 58,39 %, les Etats-Unis avec 9,48 %, la Grande Bretagne avec 8,75 %, les Pays de Golf avec 7,29 %, l'Allemagne avec 6,56 % et l'Espagne avec 5,10 %. Les résultats sont contradictoires avec le classement qui confirme les premiers couloires migratoires⁵⁴ publiée par la banque mondiale en 2011⁵⁵.

L'analyse des données a ainsi révélé que les étudiants de licence ont plus de choix de destination que les étudiants de doctorat et de master. Nous pensons que c'est à cause de leur large proportion et du fait qu'ils sont un peu loin de la décision finale. C'est-à-dire qu'ils poursuivent leurs rêves plus que d'être en face d'un choix réel d'émigration.

Le même tableau montre que 50 % d'entre les étudiants de licence espère émigrer en France, 10 % aux Etats Unis et en Grande Bretagne, 8,75 vers l'Allemagne, 7,5 % vers les Pays du Golf, 6,25% vers l'Espagne, 3,75 % vers l'Australie, 2,5% l'Italie et 1,25 vers l'Asie. Pour les étudiants de master, 62,22 % préfèrent la France, 11,11% les Etats-Unis, 8,88 % le Royaume Unis et les Pays du golfe et 4,44 % l'Espagne et l'Allemagne. Le nombre limité des doctorants étudiés espèrent rejoindre dans sa totalité la France.

⁵⁴ La France, l'Espagne, Israel...

⁵⁵ World Bank Outlook of migration 2011.

Le tableau suivant montre les motifs du choix de la destination, les résultats ont confirmé la présence des explications fournies par la théorie des réseaux. La cause principale du choix de la destination est les réseaux⁵⁶ avec plus de 45 % de l'échantillon étudié, 35,76 % pour la maîtrise de la langue, 13,86 % à cause de la facilité d'acquérir un visa et le reste à cause de la distance.

Figure 9 : Les origines des choix des destinations par niveau

	Niveau			Total
	Licence	Master	Doctorat	
Les réseaux	35	23	5	63
La facilité d'avoir le visa	7	9	3	19
La maîtrise de la langue	37	9	3	49
La distance	1	4	1	6
Total	80	45	12	137

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'espérance d'émigration (2013).

D'une façon plus agrégée, pour les étudiants de licence, 43,75 % d'entre eux choisissent le pays de destination suivant l'existence des réseaux et 46,25 % suivant la maîtrise de la langue. Pour les étudiants de master, 51,11 % préfèrent les réseaux, 20 % la maîtrise de la langue et la facilité de visa. Les doctorants choisissent leur destination en fonction des réseaux 41,66%, la maîtrise de la langue et la facilité de visa 25%.

Dans ce qui suit, nous allons essayer d'estimer la perte monétaire⁵⁷ due à l'émigration des étudiants algériens. Un simple calcul, si nous considérant les résultats de notre études comme représentatif, peut nous donner au moins une idée sur la perte de l'Etat algérien à cause du départ de la main d'œuvre formée en Algérie. L'Algérie a dépensé en 2012 un montant de 544.383.508.000 DA⁵⁸ (Nous allons le considérer comme un proxy puisqu'il ne reflète pas les dépenses réelles) pour financer l'éducation nationale et 277.173.918.000 DA pour financer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Cette dépense a eu pour but

⁵⁶ C'est-à-dire l'existence des membres de famille, des amis ou des voisins dans le pays voir dans la ville de destination de l'émigré.

⁵⁷ Nous allons considérer que la perte due à la dépense de l'Etat sur l'éducation, car nous pensons que le départ même la main d'œuvre la plus faible en terme de qualification représente une grande perte.

⁵⁸ Le journal officiel de 2012 disponible sur le lien : <http://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2011/F2011072.pdf>

de former environ 8.239.000⁵⁹ élèves durant l'année scolaire 2011-2012 et 1.400.000 le nombre des étudiants⁶⁰ dans cette même année. Donc en général, l'Algérie a dépensé la moyenne de 1.098.731.344.000 DA pour un an de formation de 9.639.000 entre élève et étudiant ce qui donne un montant de 113.988,1 DA par tête d'élève ou étudiant par an. Ce dernier montant, représente la perte de l'Etat si un seul élève qui a étudié une année en Algérie choisi de s'installer et travailler à l'étranger.

Plus précisément, le gouvernement algérien dépense 60.073,9 DA/Elève/An et 197.981,3 DA/Etudiant/An. Nous allons essayer de mesurer la perte due à l'émigration par niveau puis tirer la perte globale. Selon la démarche suivante :

Premièrement, les licenciés, selon notre échantillon, ils représentaient 67,4% de la totalité, ce qui veut dire 943.600 étudiants de licence en Algérie en 2012. En moyenne 14,84 % d'entre eux espèrent émigrer ce qui réduit le nombre total à 140.030 étudiants qui vont déposer leur demande de visa. Selon les statistiques publiées par le consulat de France durant la même année, 81% d'entre eux vont avoir l'accord⁶¹, c'est-à-dire 113.424 vont émigrer.

Dans notre démarche nous avons multiplié le nombre des étudiants qui vont émigrer par la dépense par étudiant par an (Calculé avant) ce qui nous a donné un montant de 224.559.287.73,96 DA. Les étudiants de licence étudient généralement 3 ans⁶² dans l'université ce qui rend le montant global dépensé par le ministère de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique égale à : 67.367.786.321,88 DA. A ce montant nous avons ajouté les dépenses du ministère de l'éducation nationale⁶³ ce qui a donné une somme totale de 128.692.184.624,28 DA.

Deuxièmement, en ce qui concerne les étudiants de master, en suivant la même démarche, 63.927 étudiant vont émigrer, sachant que ces étudiants étudie deux ans en plus que les licencié, la dépense de l'enseignement supérieur s'élève à 63.281.847.262,58 DA. A ce montant nous avons ajouté la dépense de l'éducation pour en avoir un montant de perte globale du à la fuite des étudiants de master qui

⁵⁹ Pour plus de détail consulté l'article publié sur le lien : <http://www.algerie360.com/algerie/rentree-scolaire-2011-2012-plus-de-8-millions-d%E2%80%99eleves-attendus/>

⁶⁰ Pour plus de détail consulté l'article publié sur le lien : <http://www.algerie360.com/algerie/rentree-universitaire-2011-2012des-chiffres-et-des-non-dits/>

⁶¹ Consultez la page : <http://alger.ambafrance-dz.org/Statistiques-visas>

⁶² Si nous considérons le nouveau système Licence, Master et Doctorat (LMD).

⁶³ Le nombre des étudiants de Licence qui vont émigrer multiplié par le montant dépensé par étudiant par an multiplié par 9 ans d'étude.

s'élève à 97.844.945.110,28 DA, l'équivalent de 76% de la perte engendrée par le départ des licenciés.

Pour les doctorants, qui étudient 3 ans de plus (environ 20 ans en totalité) que les étudiants de master, la perte globale de l'Etat est de 11.912.385.682,39 DA suite à l'émigration de 17.042 docteur. Bien que les doctorants étudient 3ans de plus que les étudiants de master, la perte due à leur départ est plus que 8 fois moins que la perte engendré par la fuite des diplômés de master. Nous pensons que cela revient à l'espérance d'émigration plus importante chez les étudiants de master.

Grosso modo, à cause de l'émigration de sa main d'œuvre qualifiée (licenciés, diplômés de master et de doctorat), sur la base des pourcentages d'espérance d'émigration de notre enquête, les dépenses de l'Etat, les nombres d'élèves et d'étudiants et les pourcentages des visas délivrées, l'Etat algérienne va perdre environ 238.449.515.416 DA. Selon le rapport de la Banque d'Algérie publié le 1^{er} juillet 2012⁶⁴ : « En 2012, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 7.169,9 milliards de dinars ». Donc l'Algérie va perdre environ 3,32% des dépenses budgétaires globales suite à l'émigration de ses diplômés universitaires.

Il faut noter qu'en plus du problème de la représentativité⁶⁵ de l'échantillon étudié, cette étude n'a pris en considération que la migration des diplômés de licence, de master ou bien de doctorat, sachant que les étudiants de médecine qui étudient généralement plus et qui coutent chers à l'Etat ne sont pas pris en considération. Aussi, ceux qui n'ont pas terminé leurs études⁶⁶ et ceux qui choisissent l'émigration irrégulière des cross-border et des over-stayer qui sont par nature non quantifiable ont été eux aussi négligés.

Conclusion :

Sur la base de la partie théorique, nous avons constaté que l'Algérie, ou l'éducation est gratuite, ne peut jamais attrapée un effet positif de la fuite des cerveaux. Les résultats de notre enquête sur l'espérance d'émigration des étudiants algériens ont révélé que 69,4 % d'entre eux préfère rester dans la ville natale, 13,5 % effectue une migration interne et 17,1 % une émigration internationale. Aussi, nous avons conclu que les ratios diffèrent selon le niveau d'éducation de façon que les étudiants de

⁶⁴ Disponible en ligne sur le lien :

http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba2012/chap5_2012.pdf

⁶⁵ La branche de la médecine à titre d'exemple qui représente une spécialité sensible ou l'Etat mise beaucoup n'a pas été prise en considération.

⁶⁶ L'étude a seulement capté ceux qui sont dans l'université, en réalité, un émigré qui n'a pas eu son bac, il a comme même étudié 9 ans en Algérie.

master soient les plus aptes à émigrer suivie par les étudiants de la licence et en fin les étudiants de doctorat.

Nous avons constaté également que pour les étudiants de licence, 15% émigrent à cause de la pauvreté, 27,5 % à cause du chômage, 26,25 % sont exclu socialement, 26,25% afin de poursuivre les études et 5 % pour d'autres raisons. En ce qui concerne les étudiants de Master, 2,22 % à cause de la pauvreté, 44,44 % craignent le chômage, 17,77 % à cause de l'exclusion sociale et 28,88 % pour poursuivre leurs études. Ainsi, 16,66 % des doctorants ont compté émigrer pour éviter la pauvreté, 75% afin de poursuivre leurs études et le reste pour des raisons non définies.

Nous pensons que les licenciés ont la chance de terminer leurs études et faire un master ce qui rend leurs vision relativement plus claire. Les étudiants de master ont une chance très limitée pour aller préparer un doctorat, avec le taux de chômage considérable des diplômés, ils ont une vision très étroite, ce qui les pousse à chercher dans d'autres horizons. Les étudiants de doctorat ont une vision très optimiste à cause de la disponibilité des postes dans l'université algérienne minimisant leur espérance d'émigrer.

En ce qui concerne les étudiants préférant rester, 12,6 % des licenciés sont incapables de financer leurs émigration, 1,5 % sont incapables physiquement, 53,69 % sont incapables psychiquement et 32,17 % préfèrent rester dans leurs ville natale. Pour les étudiants de master 17,94 % sont incapables monétairement, 3,41 % physiquement, 45,29 % psychiquement et 33,33 % préfèrent rester. Finalement, 5,74 % des doctorants ne peuvent pas financer une émigration, 3,44 % incapables physiquement, 73,56 % incapables psychiquement et 17,24 % préfèrent rester.

A partir des résultats de notre étude, les dépenses publiques sur l'éducation et l'enseignement supérieur, les nombres d'étudiants et d'élèves et des pourcentages des visas délivrés par le consulat de France en 2012, nous avons constaté que l'Etat algérien va perdre environ 238.449.515.416 DA (Environ 3,32% des dépenses budgétaires globales de 2012) à cause de l'émigration de la main d'œuvre qualifiée (licencié, diplômé de master et de doctorat).

Chapitre II

Transferts de Fonds

Introduction :

Les transferts de fonds des migrants peuvent atteindre des sommes faramineuses. En effet, la banque mondiale a estimé que les migrants en provenance des pays en développement ont envoyé 351 milliards de dollars vers leurs pays d'origines en 2011, soit le triple du montant de l'aide internationale au développement à la même date. Cette somme qui ne cesse de croître a dépassée l'aide internationale au développement (AID) et elle a même dépassée flux des montant des investissements directs étrangers (IDE) à partir des pays développés vers les pays d'origine de l'émigration, généralement sous-développés (Ratha et al., 2011).

Selon les statistiques d'octobre 2013, publiées dans le site officiel des Nations Unis⁶⁷, les transferts vont connaître une hausse de 6,3 %, pour s'établir à 414 MDS et ils devraient dépassés les 500 MDS d'ici 2016. Aussi, cette importante source de financement représente le canal le plus le plus ancien et le plus important qui sert à connecter la migration internationale au développement économique. A titre d'exemple, les transferts de fonds vers le Pakistan, selon les travaux de Slater publiés en 2002, ont pu réduire la dette extérieure du pays. Aussi, cette même source, à multiplié par deux les réserves de changes et elle a permis d'enregistrer une balance excédentaire durant la même année de l'étude.

D'autres études, que nous allons présenter plus tard dans ce même chapitre, ont montré l'importance des transferts de fonds dans les économies nationales des pays d'origine de l'émigration. Selon les statistiques publiées par la banque mondiale dans le recueil des statistiques sur les transferts de fonds (2011), cette source de financement a représenté 11 % du PIB du Vietnam et 6 % de celui du Maroc. Un pourcentage que nous qualifions vaguement importante pour couvrir une part des charges de la nation et peut même servir à financer l'épargne et l'investissement public ou privé.

Un nombre limité d'économistes tel Hugo (2003), ont souligné l'effet négatif probable des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine. Selon ces économistes, la présence des transferts de fonds dans les processus économiques des pays sous-développés peut procurer une certaine dépendance envers cette ressource

⁶⁷ WWW.UN.ORG

et du fait qu'elle est instable, ces pays peuvent attraper ce qu'on appelle le syndrome hollandais⁶⁸ (Deutch Desias).

Dans ce deuxième chapitre, nous allons essayer de mettre la lumière sur les effets positifs probables des transferts de fonds sur le développement économique en Algérie. Nous allons en premier lieu, dans une vaste revue de la littérature, présenter les travaux théoriques sur le sujet. En réalité, la majorité des économistes ont infirmé l'existence de des théories ou au moins d'une théorie propre aux transferts de fonds, sauf que nous avons montré dans le premier chapitre que ces transferts représentent la moitié du contrat explicite⁶⁹ entre ceux qui émigrent et ceux qui restent dans la théorie de la nouvelle économie de la migration du travail.

Cette implication des envois dans les causes voir dans la théorie de l'émigration, rend ces derniers encore plus importants et plus engagé dans les études sur le phénomène. Malgré l'absence des théories, nous allons présenter dans la revue de la littérature de ce chapitre des modèles qui ont été fournis afin d'expliquer les causes et les conséquences des transferts de fonds.

Comme le classement des sections dans le premier chapitre, les travaux empiriques vont faire l'objet de la seconde section. A cause de la complexité de la relation entre les transferts de fonds et le développement ainsi que leurs impact sur la consommation, l'épargne, l'investissement, la pauvreté, l'inégalité...etc, nous allons les classer par sous-canal. Et comme fut l'habitude, le temps, l'espace, la méthodologie et les résultats de l'étude sont tout ce dont on aura besoin.

Dans la section pratique de ce même chapitre, nous allons présenter une enquête que nous avons menée sur 200 émigrés en France originaires de l'Ouest de l'Algérie (l'Oranie). La méthodologie suivie pour la réalisation de cette étude, l'analyse de la base de données issue de cette enquête et l'interprétation des résultats vont être présenté dans cette dernière partie.

⁶⁸ Inspiré du cas de la Hollande à partir de 1960, c'est l'impact néfaste sur l'économie en général et l'industrie manufacturière en particulier, provoquées par une augmentation importante des exportations de ressources naturelles par un pays.

⁶⁹ Un contrat réalisé entre les membres de la même famille, nous pensons que le fait de choisir la famille comme l'unité d'analyse est l'existence de la confiance comme un facteur principal. Donc, ce pacte peut ainsi exister entre amis, voisins...etc.

1- L'aspect théorique :

La littérature sur les transferts de fonds reste jusqu'au là sans contours. La plus part des travaux ont suivi le même chemin pour identifier les causes, les couts et les bénéfiques des transferts de fonds sans essayer d'aller vers une variété méthodique. Comme tout phénomène influant sur l'économie, ses effets ont des causes et des conséquences. On ce qui concerne les causes des transferts de fonds, les études de Stark (1991), Brown (1997), Poirine (1997) et Smith (2003) ont distingué quatre causes principales, qui peuvent être résumé comme suite :

La première est la motivation altruiste, l'idée est que les émigrés transfèrent de l'argent vers le reste de la famille dans le pays d'origine par ce qu'ils se soucient du bien-être de la famille. A travers le modèle altruiste, le transfert de fonds donne une satisfaction aux émigrants grâce à leur préoccupation du bien-être de la famille. Les transferts de fonds altruistes sont plus répons dans les pays ou la solidarité familiale est forte⁷⁰. Les familles dans les sociétés arabes et musulmanes sont très solidaires. En Algérie par exemple, un membre peut fonder une famille et vivre dans la maison familiale toute sa vie, ce qui n'est pas le cas dans les pays dits développés.

La seconde motivation est basée sur l'intérêt personnel. Un mobile égoïste qui pousse l'émigré à transférer son épargne vers un endroit plus sûr. Pour lui, il doit sauver au moins une tranche de ces actifs en les transférant vers son pays d'origine. En général, les émigrés investissent leurs argents dans l'achat du foncier ou dans des actifs financiers (Les titres surtout), car ça représente une façon d'épargner avec des gains garantis.

Les fonds transférés et les investissements placés sont en général administrés par un ou plusieurs membres de la famille restants dans le pays d'origine. Durant la période d'émigration, l'émigré a besoin des agents de confiance pour leur confier son épargne. Dans ce cas, les membres de la famille, qui ont contribué à accroître la richesse de la famille, sont les plus favorables à recevoir un héritage dans l'avenir. Donc, même la motivation égoïste ne peut pas être dissociée de la raison altruiste. Ce point a poussé les économistes à relier la décision d'émigration à la famille et non pas à l'individu comme nous l'avons déjà présenté dans le premier chapitre.

⁷⁰ Voir le programme COFACE (2007-2013) sur les familles transnationales et l'impact de la migration économique sur les familles. Disponible sur le lien : http://cofaceeu.org/en/upload/03_Policies_WG1/2012%20COFACE%20position%20on%20Transnational%20Families%20en.pdf

La troisième cause est le remboursement des prêts. La nouvelle théorie de la migration du travail, dans son explication des transferts de fonds elle s'est basée sur le processus du transfert altruiste (Pour aider la famille dans le pays d'origine), traitant la famille ainsi comme l'unité principale d'analyse. Cette théorie suppose que les familles élaborent un contrat implicite entre ceux qui choisissent de vivre à l'étranger et ceux qui restent au pays d'origine. Le contrat contient des éléments d'investissement et de remboursement.

D'une façon plus simple, en premier lieu la famille investit dans le financement de l'éducation en général et les frais de l'émigration en particulier. Le remboursement des dettes débute après l'installation de l'émigré dans le pays de destination et le commencement de la croissance de son profil de revenu à travers le temps. Donc les transferts de fonds représentent selon cette théorie le remboursement du prêt⁷¹ de la famille.

Le dernier mobile s'inscrit dans « La motivation de coassurance ». Dans ce cas, il s'agit aussi d'un contrat familial implicite entre les émigrants et les restants qui se basent sur le principe de la diversification des risques. Sous cet arrangement, il est supposé que l'émigré doit soutenir les membres de sa famille dans les moments difficiles. Contrairement, la famille représente ainsi une assurance pour l'émigré, car les risques existent aussi dans les pays de destinations. A travers cette idée, l'acte d'émigration est considéré comme une stratégie de coassurance ou les transferts de fonds dans les deux sens⁷² jouent le grand rôle.

En général, selon Stark (1991), Brown (1997), Poirine (1997) et Smith (2003) les transferts de fonds peuvent être à la base d'une motivation altruiste, un motif égoïste, un remboursement du prêt ou une motivation de coassurance. Après avoir terminé avec les causes ou les motivations des transferts de fonds, nous allons tenter d'analyser leurs effets sur l'économie des pays d'origine.

En ce qui concerne les conséquences des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine, il n'existe pas de théories. L'effet des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine, vu la complexité et l'ambiguïté qui l'entourent, reste difficile à modéliser. Borjas (1994) a proposé un modèle théorique calculable à travers lequel nous pouvons trancher dans la position du pays d'origine envers l'émigration (gagnant ou perdant) en tenant en compte les transferts compensatoires⁷³. L'impact de l'émigration internationale sur les pays d'origine

⁷¹ Poirine (1997) et Smith (2003) ont formulé ce processus en ajoutant les intérêts au prêt principal.

⁷² De la famille vers l'émigré ou l'inverse, les économistes n'ont pas parlé du premier sens (famille - émigrés) parce qu'il est très limité.

⁷³ Il a considéré les transferts de fonds comme des montants compensant les pertes dus à l'émigration.

représenté par les travailleurs restants dans ce pays « est une question empirique et dépend du montant des transferts » (Faini, 2007).

Faini a développé l'analyse du modèle de Borjas (1994). Il a mis en relief, en premier lieu, le cas de la substituabilité parfaite des immigrés avec les natifs. Selon lui, cette substituabilité peut avoir un effet positif sur les salaires des immigrés dans les pays d'accueil. Cet effet peut être traduit par une augmentation des transferts de fonds et un effet final sur le bien-être des personnes qui ont choisi de rester au pays d'origine. Par contre, dans le cas de la substituabilité imparfaite⁷⁴, l'arrivée de nouveaux immigrés diminue les salaires des anciens. Cela engendre un effet négatif sur le bien-être des travailleurs restant dans le pays d'origine. Il a illustré ça démonstration par le rapport de la banque mondiale (2006).

En second lieu, l'économiste n'a pas oublié de montrer l'effet négatif probable de la fuite des cerveaux sur les économies des pays d'origine. Selon lui, « les migrations peuvent priver les pays d'origine de leurs travailleurs les plus talentueux, les plus qualifiés et les plus entreprenants » (Faini, 2007 : 162). D'après lui, les pays d'origine qui dépensent pour éduquer leurs propres travailleurs future (l'enseignement gratuit) vont assumer des pertes si une part de ces futurs travailleurs émigre. Les transferts de fonds peuvent une autre fois couvrir cette perte additionnelle à condition qu'ils soient aussi suffisants. L'étude empirique de Bein et al., (2008), présentée dans le premier chapitre, basée sur le capital humain et le Brain Gain a montré cet effet négatif sur les pays qui adoptent la politique de l'éducation gratuite.

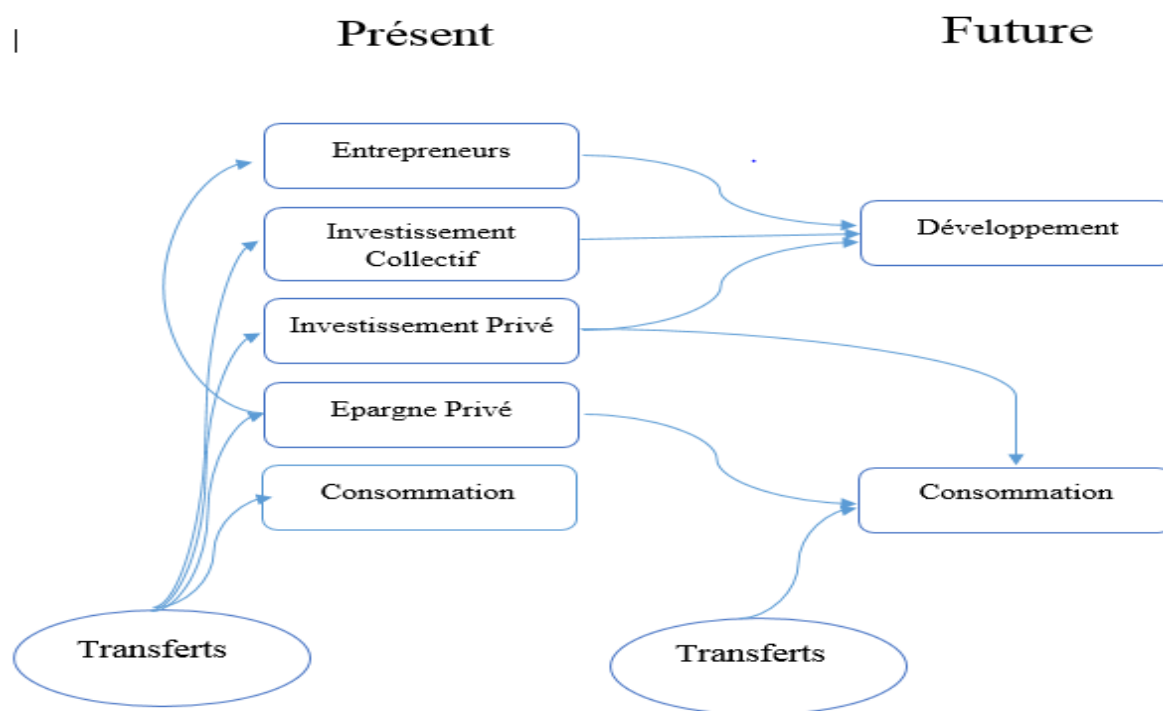
En ce qui concerne le rôle des transferts de fonds dans le développement des pays d'origine. Une grande partie de la littérature est d'accord que dans un monde de flux de capitaux, les envois de fonds représentent une redistribution de la richesse mondiale (Hugo (2003), Solimano (2003), Akkoyunlu et Vickerman (2000) et Wess (2004)). Par conséquent, les résultats empiriques sont loin de trancher sur l'impact final des transferts de fonds sur le développement économique des pays d'origine. Cet impact varie selon la taille du pays, les politiques économiques, la nature et l'ampleur de l'émigration, la force des réseaux, les mécanismes des transferts, le contexte culturel, social dans lequel vit l'émigrant et les receveurs des fonds.

L'effet des transferts de fonds sur le développement peut être décomposé en effet sur l'épargne, l'investissement, la consommation, la pauvreté, la répartition des revenus ou directement sur la croissance économique. Selon Hugo (2003), Martin (2004), Carling (2004), Wets (2004), Solimano (2003), Griffin (1976), Stark (1978)

⁷⁴ La théorie duale du marché du travail, présenté dans le premier chapitre, explique la substituabilité et la complémentarité des immigrés avec les natifs.

et Wess (2004) l'impact de la croissance des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine est susceptible d'agir par le biais de l'épargne, l'investissement, la demande globale et la production à la consommation au court terme. Les liens entre transferts de fonds et développement peuvent être schématisés dans la figure suivante :

Figure 10 : Processus des transferts de fonds et développement



Source : Carling (2004)

Dans cette figure, Carling a montré les liens entre l'utilisation des transferts de fonds à l'heure actuelle (le court terme) et le développement économique dans l'avenir⁷⁵. Si les transferts de fonds sont aujourd'hui consacrés seulement à la consommation, la consommation future devra être financée par les transferts de fonds futurs que l'émigré a déjà préparé en investissant les transferts anciens. Par conséquent si les envois de fonds sont investis ou épargnés, cela pourrait aider à financer la consommation future.

Lorsque les transferts de fonds sont enregistrés dans les institutions financières, la capacité de ces institutions, notamment les banques, à accorder des crédits va croître. Cette capacité va aider les entrepreneurs à réaliser leurs projets d'investissement, générant par la suite un impact positif sur le développement. La condition de l'enregistrement des transferts de fonds est très importante, pour cela, dans la suite

⁷⁵ C'est-à-dire l'accumulation des actes actuels pour un but dans le long terme.

de notre étude nous allons vérifier si les transferts de fonds vers l'Algérie passent par le canal formel ou non.

Dans la figure précédente, l'économiste a indiqué que les transferts de fonds contribuent à l'encouragement de l'investissement sans compter sur l'esprit entrepreneurial des migrants ou de leurs membres de famille. Selon lui, il est aussi probable que les investisseurs utilisant directement les fonds des émigrés afin de monter des projets vont représenter une contribution directe au développement économique⁷⁶.

Selon le rapport « Entrepreneurship and Migrant » publié en 2010 par l'OCDE, 101.909 est le nombre des entrepreneurs migrants en Allemagne en 2008. Nous espérons que le nombre des migrants investissant dans leurs pays d'origine sera plus grand. Aussi, l'investissement des migrants dans leurs régions d'origines, poussé par l'attachement effectif, peut aider à compenser les désavantages de cette région dans les yeux des investisseurs purement à la quête des profits. Donc, la migration peut motiver l'implantation des IDE dans les pays d'origine, nous allons traiter ce canal lorsqu'on va parler des réseaux ethniques dans le quatrième chapitre et le dernier chapitre.

Taylor et al (1996) ont pensé que les premiers effets de la migration sur le développement sont concentrés dans le ménage lui-même. C'est-à-dire le changement est d'abord concrétisé au sein de la famille, il est d'ordre quantitatif (le revenu) qui aura un impact d'ordre qualitatif (le bien-être). Pour cela, une grande partie des études menées sur l'impact des transferts de fonds sur les ménages ont indiqué que les familles vont être indemnisées par cet argent supplémentaire. Ces fonds seront utiles pour acquérir de nouveaux biens de consommation, l'amélioration du logement et le reste des conditions de vie, un meilleur accès aux services de santé, d'éducation et dans de nombreux cas, l'investissement dans l'activité productive⁷⁷.

Hugo (2003) a adopté une approche macroéconomique, il a étudié l'impact des transferts de fonds sur les économies asiatiques. Son étude a principalement conclu que les transferts de fonds officiels sont liés directement au volume d'exportation et d'importation des marchandises dans certains pays asiatiques. Aussi, trois des plus grands pays dans le monde sont asiatiques, ce qui fournit, selon lui, une grande opportunité en ce qui concerne les montants nécessaires pour un effet suffisamment significatif.

⁷⁶ Borjas, George (2006).

⁷⁷ Disponible sur le lien : <http://www.un.org/french/events/migrations>

L'économiste a montré aussi que dans des pays comme le Philippines, le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka, les transferts de fonds sont positivement reliés avec les exportations. Nous pensons que la migration internationale qui est étroitement lié aux transferts de fonds a un effet positif sur le commerce international (Gould, 1994). Donc, il est fort probable que l'effet de la migration sur le commerce ne passe pas par le biais des transferts de fonds mais c'est ce que nous allons appeler dans les derniers chapitres, l'effet des réseaux ethniques.

Martin (2004), a démontré que les transferts de fonds peuvent réduire la pauvreté et améliorer la vie des bénéficiaires. Selon lui, les transferts de fonds peuvent également accélérer le développement qui réduit, à son tour, la pauvreté de ceux qui restent aux pays d'origine.

L'économiste a ajouté que la plupart des transferts de fonds sont injectés dans la consommation, ce qui explique leurs stabilités malgré le changement des taux de changes et des perspectives d'investissements. Il a illustré cette idée par les efforts de nombreux pays pour rendre les taux de changes plus réalistes afin d'attirer plus de fonds. Politiquement, les présidents du Mexique et du Philippines ont reconnu les contributions importantes des transferts de fonds dans le développement économique.

Aussi, selon Martin (2004), les dépenses des transferts de fonds peuvent créer des emplois. Il a suggéré que l'émigration conduit d'abord à la réduction de la production dans les économies locales, mais l'arrivée des transferts de fonds peut conduire à un ajustement qui stabilise la production. Par exemple, les familles des migrants peuvent changer la culture par l'élevage, embaucher des travailleurs pour amplifier leurs agricultures ou bien louer des terres agricoles à d'autres agricultures. Ce genre de changements, dus essentiellement aux transferts, vont permettre aux bénéficiaires de réaliser des économies d'échelles.

D'un point de vue macroéconomique, il existe un effet direct de la migration sur l'emploi. C'est-à-dire le départ de la main d'œuvre diminue le chômage dans les pays d'origine, si cette main d'œuvre est comptée parmi la main d'œuvre capable de travailler mais en chômage⁷⁸.

⁷⁸ Derbal A et Djelti S « Migration Internationale, Chômage et Développement » Colloque international sur « la stratégie du gouvernement pour la lutte contre le chômage et la concrétisation du développement durable », Université de Msila, Algérie 15-16 novembre 2011 disponible en version arabe sur le lien : <https://www.google.dz/#q=%D8%AC%D9%84%D8%B7%D9%8A+%D8%B3%D9%85%D9%8A%D8%B1>

Le même auteur pense que les transferts de fonds ont d'autres effets positifs sur les pays d'origine. Pour lui, les transferts bouleversent souvent les hiérarchies locales, en permettant l'apparition de nouvelles couches sociales. Il a, également, met en relief la possibilité des effets négatifs et de la dépendance des pays d'origine des transferts de fonds. Cette dépendance va pousser les populations dans les pays d'origine, notamment ceux qui reçoivent des transferts de fonds, à refuser de travailler et attendre les montants transférés.

Nous pensons qu'une malédiction des transferts de fonds est moins dangereuse qu'une malédiction des ressources naturelle⁷⁹. Car pour celle des transferts de fonds il y a moins risque de disparition brutale⁸⁰. L'économiste pense que ces mêmes transferts de fonds doivent réduire la pauvreté et les inégalités puis accélérer le développement économique afin d'éviter une telle dépendance.

West (2004) a insisté sur la façon d'élaborer des mécanismes pour réduire les coûts des transferts de fonds et assurer les transferts par des circuits financiers fiables. Selon lui, ces démarches sont très importantes pour la mise en œuvre d'une politique efficace de gestion des transferts de fonds afin de contribuer au développement économique. Nous pensons que les propos de l'économiste sont très importants pour pouvoir maximiser le profit tiré par le pays d'origine de ce phénomène et alimenter le développement.

Afin d'illustrer les prédictions de l'économiste, une étude établie par la banque mondiale⁸¹ a montré qu'une réduction de 5 % dans les coûts des transferts de fonds augmente les réserves de change du pays d'origine par 16 milliards USD par an. Aussi, les canaux formels et informels sont ainsi d'une grande importance et leurs parité dans les transferts peut influencer positivement ou négativement l'équilibre monétaire dans les pays d'origine, nous allons analyser ce point pour le cas algérien dans la dernière section de ce même chapitre.

Dans son article « Remittances by Emigrants : Issues and Evidence » publié en 2003, Solimano a suggéré que les transferts de fonds ont un impact positif qui sert comme un outil de développement pour les pays d'origine. Les effets des transferts de fonds peuvent être résumés en effet sur l'épargne, l'investissement, la consommation. Selon lui, les effets cités mènent à une croissance économique le premier pas vers le développement à long terme. Donc, selon Solimano (2003), les

⁷⁹ Sala-i-Martin et Subramanian, "Addressing the Natural Resource Curse: An Illustration from Nigeria", NBER Working Paper, 2003; Tornell et Lane « *Voracity and Growth* » *American Economic Review*, 1999, pp. 22-46.

⁸⁰ Même si un pays décide de renvoyer tous les émigrés, le reste du réseau migratoire va amortir le choc.

⁸¹ Disponible sur le lien : <http://remittanceprices-francais.worldbank.org>

transferts de fonds peuvent être considérés comme la semence du développement économique.

Selon lui, l'impact des transferts sur la croissance est susceptible d'agir non seulement par le biais de l'épargne et l'investissement mais aussi par les effets de court terme sur la demande et la production à la consommation. Aussi, l'effet indirect de l'émigration sur la production dépend selon lui du niveau de la productivité de l'émigrant avant le départ. Plus explicitement, si le niveau de productivité de l'émigrés avant le départ est élevé, son départ va causer une diminution dans la production globale, ce qui n'est pas le cas si l'émigré était en chômage avant l'émigration.

L'effet des transferts de fonds sur l'épargne globale est le résultat des effets de l'épargne étrangère et l'épargne domestique. Les transferts de fonds représentent une composante de l'épargne étrangère et ils complètent l'épargne nationale en augmentant la somme totale des ressources disponibles à l'investissement. Une partie des effets de l'épargne des transferts de fonds joue un rôle dans ce que Solimano appelle la communauté. Les associations des migrants, souvent appelé Home Town Associations (HTAs) organisées par les émigrés de divers pays d'Amérique latine tel que El Salvador, Guatemala, Honduras, le Mexique et la République dominicaine.

Récemment en Algérie, nous avons entendu parler d'un projet pareil, il s'agit d'une tentative timide de monter un projet de soutien de développement économique par les émigrés algériens, dans le cadre de « l'Association Nationale de Volontariat Touiza⁸² Algérie ». Sous la tutelle de l'organisation de la migration pour le développement⁸³, cette association, grâce aux participations des émigrés, tente de financer et aider à monter des projets dans l'objectif de soutenir les jeunes de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cette initiative reste minime si on la compare avec les HTA's⁸⁴ de l'Amérique du Sud.

Les études menées par le sociologue De Haas (2006) et Lacroix (2010) ont montré que les associations des émigrés peuvent jouer un rôle très important dans le développement des pays d'origine. Cet effet ne passe pas seulement par les transferts des fonds ou les dons transférés vers les régions d'origine des émigrés, mais aussi par leurs opinions et leurs contributions dans les cultures et les institutions des pays d'origine.

⁸² Entraide collective pour certains travaux importants.

⁸³ Consultez le site officiel suivant : www.migration4development.org/fr.

⁸⁴ Home Town Associations.

A notre sens, cela peut être en quelques sortes bénéfiques s'il s'agit de techniques nouvelles d'ordre ou d'organisation mais une fois ça touche à l'identité du pays, cela peut devenir nocive pour l'ensemble de la société. Contrairement aux économistes qui pensent qu'un modèle de développement est standard, ce qui fait qu'on peut l'importer, nous pensons que chaque région ou territoire⁸⁵, doit développer son propre modèle de développement économique.

Selon Solimano, les associations des émigrés (HTA's) transfèrent régulièrement des dons pour financer l'investissement dans des projets de développement communautaire et local dans les pays d'origine. Les associations des émigrés mexicains transfèrent entre 5.000 et 25.000 dollars US par ans. Dans l'Etat mexicain de Zacatecas, le gouvernement fédéral et local relie chaque dollar versé pour financer des projets locaux par HTAs avec deux à trois dollars pour les petits projets d'infrastructures (Le traitement des eaux, la construction des écoles, des routes...etc).

Grace au programme de ces associations, plus de 400 projets d'aide au développement ont été achevés en huit ans. L'investissement total réalisé par les migrants s'élève à environ 4,5 millions de dollars selon les statistiques de la banque mondiale en 2002. Donc, l'épargne publique est mobilisée en association avec les transferts de fonds pour financer de petits projets communautaires. En ce qui concerne cet exemple, il ne faut pas oublier le rôle majeur de la coopération entre les émigrés et les collectivités locales.

Les transferts de fonds financent aussi la consommation et l'épargne privée qui, généralement, augmente moins proportionnellement que l'augmentation des revenus provenant des transferts. Les effets combinés des transferts de fonds sur l'investissement et la consommation peuvent causer l'augmentation de la production.

L'effet indirect de la croissance des envois de fonds sur la production en particulier ou bien sur la croissance économique en général, dépend du niveau d'instruction des émigrés qui ont quitté le pays d'origine, l'état du marché de travail et la productivité des émigrés.

La réduction de la pauvreté et la répartition plus équitable des revenus représentent une conduite plus qualitative que quantitative. Comme nous l'avons déjà mentionné, les receveurs des transferts de fonds sont souvent des familles à faible revenus dont certains membres ont décidé d'émigrer afin d'aider la famille à grimper dans le

⁸⁵ Nous sommes des adeptes des intégrations économiques tant que les pays partagent la même identité (territoire géographique, tradition, culture, religion...etc.)

groupe de référence ou changer le groupe de référence⁸⁶. D'une certaine manière, l'émigration représente une possibilité pour échapper la pauvreté⁸⁷ et améliorer la vie de l'émigré ainsi que les membres de la famille restant dans le pays d'origine (Solimano, 2003).

Dans la même idée, les transferts de fonds contribuent ainsi à alléger la pauvreté au sein des familles des migrants en augmentant leurs revenus. Aussi, L'effet des transferts de fonds peut théoriquement être favorable pour une redistribution plus équitable des revenus. Dans la partie qui suit, nous allons détailler le canal des effets des transferts de fonds sur la pauvreté et sur les inégalités dans les pays d'origine en présentant les études empiriques réalisées sur le sujet.

Les transferts de fonds représentent le canal le plus important et le plus compliqué du processus Migration/Développement. Malgré toutes les pistes que nous avons évoquées, nous pensons qu'ils existent d'autres qui ont échappées à cette étude. Nous allons essayer, dans ce qui suit, de présenter les études empiriques menées sur l'impact des transferts de fonds sur le développement. Les études empiriques sur le sujet vont être regroupées en effets sur la croissance économique en général, effets sur la réduction de la pauvreté et effets sur la distribution des revenus ou tout court les inégalités.

2- Les cas pratiques :

Nous allons diviser cette section en trois : Premièrement l'effet indirect des transferts de fonds sur la croissance passant par l'investissement, l'épargne et la consommation⁸⁸. Le deuxième est un effet direct des envois sur la réduction de la pauvreté des ménages restants dans le pays d'origine. La dernière partie va être consacrée à l'effet direct des transferts sur la distribution des revenus.

2-1- Transferts de fonds et croissance économique :

Ratha (2003) a cité les effets positifs des transferts de fonds sur le développement en général et sur l'investissement dans les pays d'origine tels que le Mexique, l'Egypte et l'Afrique Subsaharienne. Selon son étude, les transferts de fonds ont financé la construction des écoles, des dispensaires ainsi que d'autres

⁸⁶ Il s'agit d'une hiérarchie sociale basée surtout sur les revenus, elle est composée d'un nombre de groupes superposés et chaque groupe représente à son tour une échelle sociale.

⁸⁷ La pauvreté n'est pas seulement absolue, elle est aussi relative ce qui va biaiser l'idée de l'économiste, les travaux empiriques vont montrer l'inverse.

⁸⁸ Il existe un nombre infini des études empiriques, nous allons choisir les plus importants.

infrastructures. En outre, le retour des migrants peut apporter de grandes sommes de capitaux qui peuvent aider à financer des projets d'investissement.

Dans son travail, Ghosh (2005) a démontré que les ménages, recevant des transferts de fonds, ont une forte tendance à épargner des sommes considérables. Les transferts peuvent également, selon lui, ouvrir la porte à l'octroi des crédits d'investissement en rassurant les banques. Lorsque ces crédits sont octroyés par le biais de coopératives des crédits ou des institutions micro-financières à base communautaire, ils fournissent un capital précieux pour les petits investissements.

Bendixen et al., (2003) ont essayé de montrer l'effet des transferts de fonds sur la consommation. Ils ont mené une étude sur les transferts de fonds vers l'Equateur, ou ils ont pu montrer qu'environ 60% des transferts sont consacrés à l'achat des produits alimentaires, des médicaments, d'autres produits de base ainsi que le paiement du loyer. L'étude a également révélé que moins de 5% des transferts sont épargnés pour l'acquisition de l'immobilier résidentiel. La situation économique, sociale et politique ainsi que la mentalité résumée dans les valeurs du peuple jouent un rôle déterminant dans l'utilisation des transferts. Notre étude, va montrer une structure des destinations des transferts de fonds vers l'Algérie totalement différente que celle de l'Equateur.

On ce qui concerne l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique, les institutions internationales proposent des programmes de recherche pour l'évaluer. En 2006, la Banque Mondiale a déclaré que les études menées sur l'effet des transferts de fonds sur la croissance à long terme sont peu concluantes. Donc les résultats ne sont pas majoritairement significatifs ou bien ils ne vont pas dans le même sens. A son tour, le FMI n'a trouvé aucune relation positivement significative entre les transferts de fonds et la croissance par tête. Ces résultats nous ont rappelé la conclusion de Faini (2007) « Les effets des transferts de fonds sur la croissance économique peuvent être contra-cycliques⁸⁹ ».

Nous pensons que c'est tout à fait normal que les transferts de fonds ont des impacts contra-cycliques sur la croissance économique. Le processus comme il est déjà détaillé, dans la figure précédente, passe par le biais des intermédiaires : Consommation, investissement et épargne. Ce processus a besoin de flux considérables et d'une longue période pour pouvoir toucher ces fruites.

⁸⁹ Il s'agit d'un évènement en décalage avec un autre ce qui exclut toute corrélation entre les deux, ou bien un phénomène qui se produit de façon contraire à son cycle normal. Aux USA par exemple, lors de la crise des Subprime, le gouvernement a injecté de l'argent dans l'économie suivant un plan de sauvetage. Ces plans de relances contra-cycliques évitent les effets catastrophiques de la récession.

Glystos (2001) a mené une étude sur cinq pays méditerranéens. Il a construit un modèle Keynésien pour déterminer l'impact des transferts sur la consommation, l'investissement, l'importation et la production. Ce modèle a estimé les effets multiplicateurs d'un choc exogène causé par les transferts de fonds sur le court et le long terme. Les résultats de l'estimation ont révélé des performances uniformes concernant l'instabilité et l'incertitude entre les pays étudiés. Cela est accompagné par des fluctuations durant le temps et à travers les pays causées par les transferts de fonds.

En d'autres termes, il a montré l'existence des cas où les transferts lancent la croissance économique ou modèrent la récession. D'autres cas où les transferts jouent contre la croissance ou accentuent la récession sont probables. Donc selon l'étude de Glystos, le choc causé par les transferts peut avoir des effets positifs ou négatifs sur la relance de la croissance économique dans le pays d'origine. Il a également conclu que les cas où les transferts lancent la croissance sont généralement les plus favorables à apparaître.

En 2003, Van Doorn, dans son travail a soutenu que l'effet combiné des transferts sur l'investissement et la consommation peut stimuler la production et la croissance. Dans son étude, il a démontré que les transferts de fonds stimulent la demande globale qui augmente la production et le revenu avec un effet multiplicateur plus élevé que 1 : 3. Selon Van Doorn, si les transferts sont une réponse à une émigration récente, ils vont être transitoires et donc, leurs effets sur l'investissement, la consommation et la croissance peuvent être temporaires. En revanche, si les migrants forment des associations à but non lucratif et officialisent leur engagement envers leur pays, l'effet des transferts sur le développement devient plus stable et plus durable.

Chami, Fullinckamp et Jahjah (2005), ont développé un modèle microéconomique afin d'examiner l'impact des transferts sur la croissance économique. Ce modèle a révélé que les transferts altruistes ne sont utilisés que pour compenser la pauvreté des ménages⁹⁰. Empiriquement, l'estimation a révélé que les transferts sont négativement corrélés avec la croissance. Par contre, les transferts privés ou les investissements directs étrangers ont une corrélation positive avec la croissance dans le pays d'origine.

Rajan et Subramanian (2005), dans une étude comparative entre l'aide internationale au développement et les transferts de fonds ont suggéré que la croissance des

⁹⁰ Cette idée est basée sur le fait que les émigrés transfèrent des fonds altruistes suffisants seulement à une consommation ordinaire pour les membres restants dans le pays d'origine. Donc ça colmate la pauvreté sans aller vers la richesse qui peut causer la croissance économique.

transferts de fonds engendre une surévaluation du taux de change réel. Cela aura un impact négatif sur la croissance dans le pays d'origine⁹¹. Donc, bien que les montants des transferts aient dépassé l'aide internationale au développement, cette dernière reste plus efficace en ce qui concerne le but de développement grâce à sa stabilité et son orientation.

Nous retournons au travail de Faini, intitulé « Migration et Transferts de Fonds : Impact sur les pays d'origine » publié en 2007. Selon l'économiste : « Le taux de change réel ne semble pas constituer un mécanisme clé par lequel les transferts pourraient agir sur la croissance du pays receveur » (Faini, 2007 : 174). Donc, les taux de change peuvent servir comme des avantages pour la croissance des pays d'origine, mais même s'ils ne jouent pas leurs jeux, cela n'anéanti pas leurs contributions à la croissance économique des pays d'origine de l'émigration internationale.

Dans ce même article, l'économiste a continué son analyse empirique en réalisant un scénario de l'estimation de l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique, qui passe par le biais de l'investissement. Les résultats ont révélé qu'une augmentation de 1 % dans la part des transferts de fonds dans le PIB du pays receveur, accélère la croissance économique de ce pays par 0,08 %.

Alban et Ahoure (2008) a introduit la gouvernance comme une variable reliant les transferts de fonds à la croissance économique. Son étude a focalisé sur les pays d'Afrique sub-saharienne durant la période 2002-2006. Son analyse a révélé un effet négatif des transferts de fonds sur l'augmentation du revenu globale par tête dans le cas de la présence de la variable de gouvernance. C'est-à-dire, dans la présence de la gouvernance, les transferts de fonds et la croissance économique sont négativement corrélés.

Dans la seconde partie du travail, l'économiste a montré que les pays les plus performants en matière de gouvernance assument un effet négatif réduit à la moitié. « La stabilité politique et la maîtrise de la corruption mais plus encore une meilleure performance simultanée au niveau de plusieurs indicateurs de gouvernance, apparaissent comme des conditions nécessaires à une amélioration de la relation entre transferts et croissance du PIB/tête dans les pays d'Afrique sub-saharienne » (Alban et Ahoure, 2008).

Dans la même étude, il est démontré que « l'incidence négative des transferts sur la croissance est réduite lorsque ceux-ci sont associés à la formation brute du capital pour des pays présentant des états similaires de gouvernance » (Alban et Ahoure,

⁹¹ Ce qui n'est pas le cas lorsqu'on parle de l'aide internationale au développement.

2008). Cette étude représente un appui pour la nôtre, les résultats de notre enquête vont mener à des conclusions pareilles.

En général, les études de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique ont révélé que les effets ne sont pas uniformes. Nous avons constaté que ces effets varient selon les pays, la nature des transferts et à travers le temps. Il faut également noter que les transferts sont aussi une fonction de la politique économique menée par le pays d'origine. Des expériences des pays qui encouragent les transferts et veille sur leurs régularités, leurs formalités et leurs orientations et des pays qui laisse cette source plus ou moins importante négligée comme le cas Algérien.

2-2- Transferts de fonds et pauvreté :

Nous allons dans ce qui suit présenter les études réalisées sur les effets des transferts sur la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine. Cette partie du travail s'inscrit dans le processus Migration/Développement passant par le biais des transferts de fonds, d'où vient la nécessité de la présenter. Pour cela, nous allons citer les grands travaux réalisés dans ce domaine.

Richard et Adams (1986) ont utilisé des équations de revenu prédit⁹² pour mesurer l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté en Egypte. Leur étude a révélé que les transferts de fonds ont un impact limité mais positif sur la réduction de la pauvreté dans le milieu rural en Egypte. Selon eux, les calculs de seuil de la pauvreté indiquent que le nombre des ménages pauvres diminue de 9,8 % lorsque les transferts sont inclus dans le revenu par tête des ménages. Ces transferts représentent 14,7 % du revenu par tête prédit des ménages les plus pauvres.

Page et Adams (2004), ont mené une étude sur 74 pays sous-développés à revenus faibles et intermédiaires. Ce travail, d'un côté, a révélé qu'en moyenne, une augmentation de 10 % dans le nombre d'émigrés mène à une baisse de 1,6 % dans le taux de pauvreté. De l'autre côté, une augmentation de 10 % de la part des transferts de fonds dans le PIB d'un pays, engendre une baisse de 1,2 % dans le taux de la pauvreté dans ce même pays.

Richard et Adams (2004) ont utilisé une enquête menée sur les ménages au Guatemala. Leur but est d'analyser l'impact des transferts internes ainsi que les transferts venant des Etats-Unis sur la réduction de la pauvreté. Avec une seule exception, l'étude a montré que les transferts ont généralement un impact très

⁹² Ou la part des transferts de fonds est déjà incluse dans le revenu du ménage.

important sur la réduction de la gravité de pauvreté plutôt que sur les niveaux de pauvreté au Guatemala.

Plus précisément, l'indice d'écart de pauvreté au carré⁹³ baisse de 21,1 % lorsque les transferts internes sont inclus dans le revenu du ménage et de 19,8 % lorsque les transferts internationaux sont inclus dans ces revenus. Les économistes ont expliqué les résultats de leur étude par le fait suivant : Les ménages classés dans le niveau le plus bas du groupe social reçoivent une part très importante du revenu globale du groupe social ou les transferts de fonds sont inclus. Les ménages dans le groupe le plus inférieur reçoivent entre 50 et 60 % de leur revenu total des transferts de fonds ce qui réduit efficacement la pauvreté grave des groupes les plus défavorisés dans l'échelle sociale.

Selon les mêmes économistes, lorsque les ménages les plus pauvres situées en bas de l'échelle sociale reçoivent plus de fonds, leur statut de revenu change de façon spectaculaire générant ainsi un effet important sur toutes les mesures de la pauvreté⁹⁴. Donc pour résumer les propos des économistes, il faut que les transferts de fonds touchent la tranche sociale la plus basse ou la défavorisée pour que l'effet des transferts de fonds sur les inégalités sois de plus en plus positif.

Taylor et al.,(2005), dans leur étude menée dans le milieu rural mexicain, ils ont conclu qu'en dépit de l'effet positif des transferts sur les inégalités des revenus, ces mêmes transferts externes réduisent la pauvreté rurale par un montant plus important que les transferts internes. Selon eux, les effets croissants des transferts sur la pauvreté seront de plus en plus importants si les économies deviennent plus intégrées avec les marchés du travail des émigrés. C'est-à-dire, un marché de travail international intégré, va permettre un effet plus efficace de la migration sur le développement des pays les plus défavorisés.

Benallaoua (2009) a essayé d'étudier l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté monétaire à la Basse-Kabylie en Algérie. Il a remarqué, dès l'apparition des premiers résultats de son enquête, qu'il existe un écart entre les familles qui reçoivent des fonds (sont en général moins pauvres) et les familles qui ne reçoivent pas de fonds (plus pauvres que les premiers). L'écart de pauvreté extrême entre les deux types de ménages est considérable dans cette région, « l'extrême pauvreté est de seulement

⁹³ Il détermine le degré de la pauvreté dans un territoire donné, contrairement à l'indice d'écart de pauvreté. Les économistes mettent l'écart de pauvreté au carré pour chaque individu ou chaque ménage pour mettre l'accent sur les observations qui sont loin du seuil de la pauvreté plutôt que ceux qui sont plus proches. Simplement, cet indice mesure la gravité de la pauvreté.

⁹⁴ L'indice d'écart de pauvreté au carré considère le nombre, la distance ainsi que la distribution des ménages sous le seuil de la pauvreté.

1,8 % pour les bénéficiaires alors qu'elle est de 2,5 % pour les autres ménages » (Benallaoua, 2009).

En se basant sur la ligne de la pauvreté totale, l'économiste a démontré encore une fois la significativité de l'effet de l'émigration sur la réduction de la pauvreté. Selon lui « L'incidence de la pauvreté totale n'est que de 5,4 % pour les bénéficiaires de transferts alors qu'elle se situe à 17,5 % pour les non bénéficiaires » (Benallaoua, 2009). Ces résultats ont montré un écart important du a la présence des transferts dans la réduction de la pauvreté.

L'auteur a ainsi, en menant une régression multiple, montré que les transferts de fonds ont un rôle important dans l'augmentation du niveau du bien-être des ménages dans la région en question. Une estimation Probit des déterminants de la pauvreté des ménages, a eu lieu pour confirmer les résultats des études précédentes. Il a conclu que les ménages qui reçoivent des transferts ont une probabilité significativement réduite de 7,2 % pour être pauvre. C'est-à-dire, un ménage s'il commence à recevoir des fonds, il a moins de probabilité (7,2 %) d'être pauvre que celui qui ne reçoit pas (Benallaoua, 2009).

Comme l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique, l'effet sur la réduction de la pauvreté est mitigé. Il balance entre effet limité et effet significatif changeant avec les pays étudiés et leurs caractéristiques économique, sociales et même politiques. En général, la majorité des études que nous avons parcourues ont conclu un effet positif. Nous pensons qu'il s'agit des fonds qui viennent purement de l'étranger, ils vont surement servir à quelque chose, faire sortir quelqu'un de la pauvreté par exemple. Donc, c'est une affaire de montants transférés et de nombre des émigrés par rapport à la population dans le pays d'origine ainsi que leur attachement à leurs familles.

2-3- Transferts de fonds et inégalité :

Stark, Taylor et Yitzhaki (1986), dans leur papier intitulé « Remittances and Inequality », ont étudié l'impact des transferts de fonds sur la répartition des revenus en milieu rural. Selon eux, l'effet de l'émigration Mexico-Américaine sur l'inégalité dépend de façon critique de l'histoire de l'émigration dans ce village ainsi que les chances d'émigration parmi les ménages du village.

Les résultats empiriques, de cette étude, ont révélés que les transferts venant des Etats-Unis vers le Mexique ont un effet égalisateur des revenus dans le village relié par une longue histoire d'émigration. Cela veut dire, un accès plus facile aux marchés du travail des Etats-Unis. Cependant, les transferts de fonds internes,

incarnent une composante importante des rendements d'enseignement qui sont fortement reliés aux revenus des ménages dans le village.

Pour mieux comprendre cette étude, il est nécessaire de faire appel à la théorie des réseaux qui explique la migration internationale par les réseaux des relations entre les travailleurs dans pays d'origine et dans le pays d'accueil. Selon les théoriciens, ces relations humaines facilitent l'émigration internationale ou l'accès aux marchés du travail des pays de destinations. Dans le même sens, ces réseaux peuvent être bénéfiques pour le pays d'origine en servant comme un canal d'information facilitant l'implantation des IDE et les exportations des biens et services à partir de ces pays d'origine. Nous allons voir cette possibilité de développement dans les deux derniers chapitres de ce travail de thèse.

Richard et Adams (1986) ont mené une enquête dans le milieu rural de l'Égypte. Ils ont montré que les transferts influencent négativement sur la distribution des revenus, cela veut dire que les transferts de fonds ont augmenté les inégalités dans le milieu rural égyptien. Selon les économistes, lors de l'addition des montants des transferts aux revenus par tête prédit des ménages, le coefficient de GINI a augmenté par 24,5 %.

Les économistes ont expliqué les résultats paradoxaux par l'origine des émigrés, plus précisément l'appartenance sociale de ceux qui avaient accès à l'émigration. D'après Richard et Adams, il s'agit de personnes venant essentiellement des familles relativement plus riche, c'est-à-dire, les plus riches dans le village. Cette explication implique que les transferts de fonds rendent l'écart plus large entre les riches et les pauvres dans le même village.

Les mêmes auteurs, ont mené une enquête⁹⁵ sur les transferts et les inégalités au Pakistan en 1992. Ils ont conclu que l'effet des transferts sur les inégalités des revenus est neutre. Selon eux, lorsque les transferts internes sont introduits, le coefficient de GINI a augmenté de 3,0 %, tandis que l'indice de Theil⁹⁶ a augmenté de moins de 9,0 %. En réalité, les mêmes résultats sont maintenus pour les transferts internationaux. Lorsque les transferts d'outremer sont injectés, le coefficient de GINI a augmenté de 1,0 %, tandis que l'indice de Theil a augmenté de moins de 8,0 %. Selon Richard et Adams (1992), l'effet des transferts de fonds est neutre vis-à-vis la distribution des revenus, car les transferts sont distribués d'une façon équitable sur l'ordre des revenus initiaux.

⁹⁵ La collecte des statistiques à partir de 702 ménages dans cette enquête qui a duré 3 ans.

⁹⁶ Indice qui mesure les inégalités, il est basé sur l'entropie de Shannon.

Stark (1991) a étudié les effets des transferts sur les inégalités internes dans deux villages mexicains frontaliers aux Etats-Unis. Ils ont étudié le cas de la migration interne (Rurale – Urbaine) et celui de l'émigration internationale vers les Etats-Unis. L'étude a révélé que les transferts en provenance de l'émigration interne sont plus corrélés avec les années de scolarités des émigrés que les transferts de fonds provenant des Etats-Unis. Selon l'auteur, les moins éduqués occupent des emplois intensifs en travail, c'est-à-dire ou on demande plus de force de travail que du capital ou de technologie pour produire un bien.

En général, l'impact des transferts de fonds sur les inégalités dépend du classement du ménage dans l'échelle de la distribution des revenus dans le village, la part des transferts dans le revenu du village ainsi que la taille des transferts de fonds (Stark, 1991). Selon l'auteur, les variables citées dépendent à leurs tours de la distribution du capital humain (éducation et compétence) chez les villageois ainsi que la répartition des possibilités d'émigrations dans le village.

Brahma et Boucher (1998) ont mené une enquête en Bluefield au Nicaragua en 1991. Lorsqu'ils ont considéré les transferts comme une source exogène, ils ont conclu que les transferts venant des Etats-Unis ont tendance à réduire les inégalités des revenus dans ce village. Donc, cette fois-ci, les transferts de fonds ont un impact positif sur la réduction des inégalités.

Ratha (2003) a rapporté qu'en Pakistan, la part du revenu originaire des transferts extérieurs augmente avec le niveau du revenu. C'est-à-dire, les ménages avec des revenus élevés reçoivent la part la plus large des fonds transférés. Donc, selon Ratha, l'impact des transferts sur les inégalités entre les ménages reste limité, sauf qu'au niveau international, ces mêmes transferts peuvent jouer le rôle égalisateur des revenus entre les pays. Selon l'auteur, les transferts de fonds sont généralement originaires des pays caractérisés par un revenu par tête élevés vers des pays à faible revenu par tête.

Lucas et al.,(2005) ont constaté que les transferts peuvent accroître les inégalités entre les revenus dans le pays d'origine. Selon eux, c'est les riches qui en disposent des moyens pour émigrer ou inciter les membres de la famille à émigrer. Cette capacité d'assumer les couts d'émigration fait de ces ménages les plus appropriés à recevoir des transferts.

Les économistes ont suggéré que l'amélioration du revenu moyen d'un pays d'origine ne veut pas dire une amélioration des revenus par tête de tous les habitants. Selon eux, les migrants n'appartiennent pas tous aux segments les plus pauvres de

leurs sociétés. C'est-à-dire que l'émigration ne touche pas seulement les plus pauvres ou autrement dit, la pauvreté n'est pas la seule motivation de l'émigration⁹⁷.

Taylor et al., (2005), en utilisant des bases de données représentatives au Mexique qui est d'un ordre méso et macroéconomique (nationales et régionales), ils ont avancé que les transferts de fonds des migrants internationaux augmentent légèrement les inégalités entre les revenus dans le milieu rural. Par conséquent, les transferts de fonds des migrants dans le même pays jouent le rôle d'égalisateurs des revenus. Cette contradiction entre l'effet rural et régional peut être expliquée par l'accès ou la capacité à l'émigration, en d'autres mots, les pauvres qui vivent dans le milieu rural n'ont pas beaucoup de chance pour émigrer. C'est cette exclusion des pauvres de la possibilité d'en bénéficier de l'émigration internationale qui fait augmenter l'écart.

Selon les auteurs, les deux types des transferts de fonds diffusent un effet égalisateur sur les revenus dans les zones caractérisées par une forte migration de travail. Nous pouvons fournir une autre explication qui peut apporter plus de clarté à ces résultats en introduisant les coûts de l'émigration internationale au problème. L'émigration interne ne demande pas des coûts élevés comme celles exigés par l'émigration internationale (coûts de transports, coût de vie avant la stabilité et même les coûts psychique).

Donc les personnes les plus pauvres qui ne peuvent pas assumer les coûts lourds de l'émigration internationale ont tendance à émigrer vers les milieux urbains dans le même pays. Cela rend les transferts internes plus utiles en ce qui concerne la redistribution des revenus, car ils touchent les segments les plus défavorisés si on exclut les transferts internationaux.

D'après les mêmes auteurs, les résultats escomptés renforcent l'argument avancé par Stark, Taylor et Yitzhaki (1986). Les économistes prédisent que l'expansion de l'émigration génère un effet inégalitaire initialement dans le milieu rural. Ils ont ainsi pensé que la généralisation de l'émigration peut rendre l'effet des transferts sur le développement rural des revenus plus équitable ou en d'autres termes moins inéquitable.

El Mouhoub (2010) a essayé de traiter l'ambiguïté des effets des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités dans les pays d'origine. Selon lui, il existe des travaux concluants tels que Gupta, Patillo et Wagh (2007) et Yang et Choi (2007) en Afrique subsaharienne. Il a mis en relief l'effet négatif probable des transferts sur la

⁹⁷ Voir les théories sociologiques et géographiques de la migration internationale, « Migration Internationale : Causes et Conséquences » Notre Thèse de Magister, Université de Mascara, 2010.

performance des économies d'origine et la possibilité d'un syndrome hollandais. L'auteur a aussi, conclu que la majorité des études sur le sujet ont démontré l'existence d'un effet stabilisateur sur la croissance économique des pays d'origine ainsi que le rôle d'amortisseur des grands chocs.

En plus des grands effets qualitatifs de la migration sur la pauvreté et l'inégalité, des économistes ont mis en relief l'effet sur le travail des enfants, l'enseignement, la santé et le bien-être en général. Mansuri (2008) a montré qu'au Pakistan, les enfants peuvent éviter de travailler et aller plus loin dans le cursus scolaire s'il existe au moins un émigré parmi les membres de la famille. En général, les effets des transferts de fonds sur la croissance, la pauvreté ou l'inégalité ne vont pas dans le même sens, ce qui rend la possibilité d'un processus Migration/Développement passant par ce canal compliquée à confirmer.

3- Les transferts de fonds vers l'Algérie :

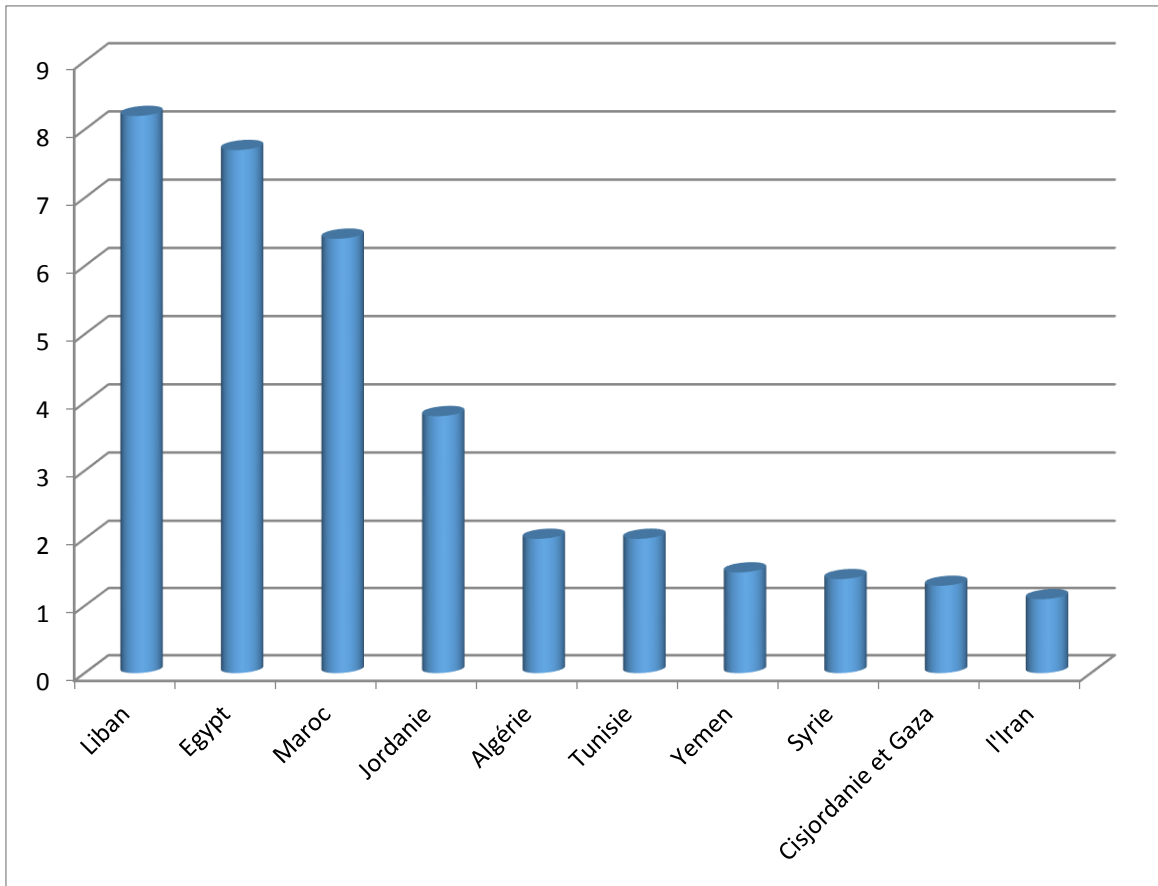
Il est vrai que l'Algérie est loin de figurer parmi les premiers pays d'émigration dans le monde, mais c'est un pays moyennement important au niveau du Moyen-Orient. L'Algérie est classé au sixième rang parmi les dix premiers pays d'émigration après l'Égypte, le Maroc, la Cisjordanie et Gaza, l'Irak et l'Iran (La Banque Mondiale, 2011). Aussi, l'Algérie - France représente un couloir migratoire très important (Classé au 25^{ème} rang au niveau mondial et au 3^{ème} rang au Moyen-Orient).

Ainsi, en ce qui concerne les transferts de fonds, l'Algérie est au 5^{ème} rang après le Liban, l'Égypte, le Maroc et la Jordanie. La figure suivante présente les transferts de fonds⁹⁸ officiellement enregistrés. Selon les études des perspectives du développement, publiées dans le recueil des statistiques de la Banque Mondiale en 2011, Le volume réel des transferts est plus élevé, si on prend en considération les transferts non officiels passant en général par les canaux informels⁹⁹.

⁹⁸ Mesurés en Milliard de Dollar US.

⁹⁹ Dans ce qui suit, nous allons confirmer cette déclaration pour le cas algérien.

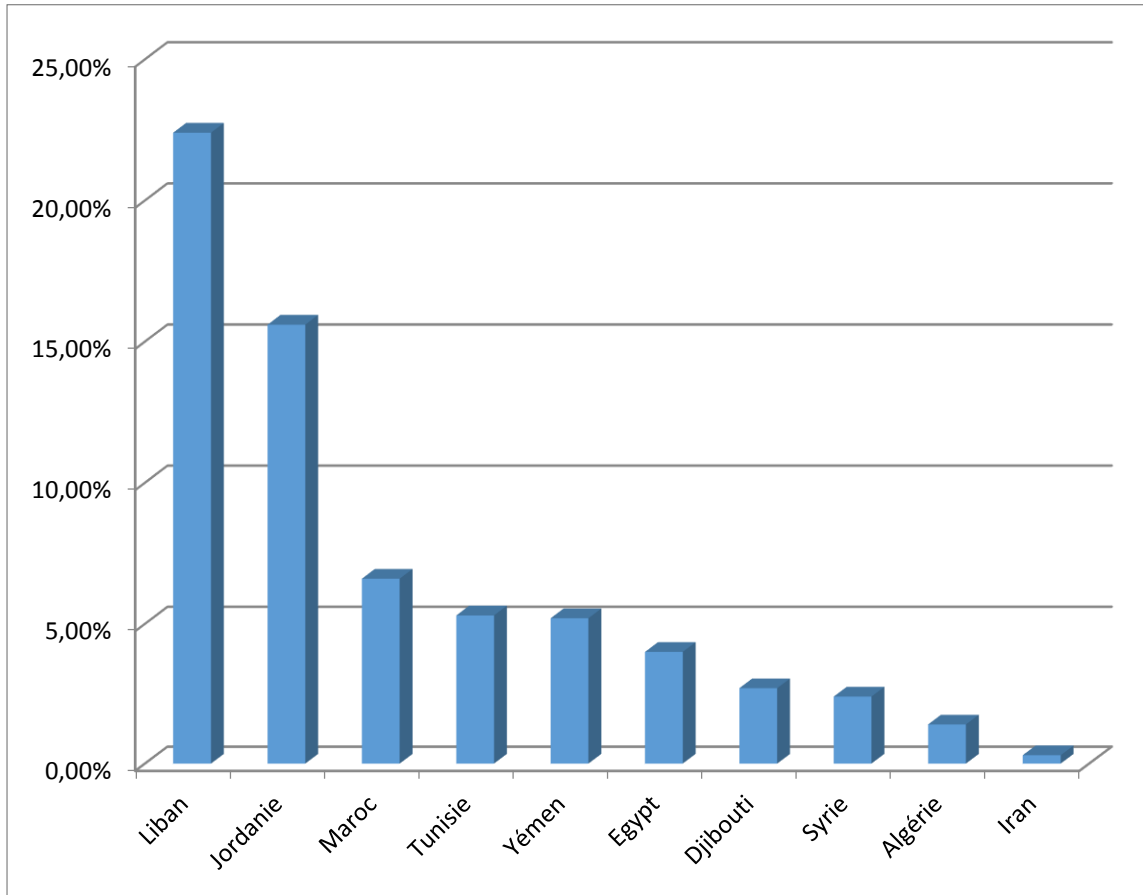
Figure 11 : Les transferts de fonds officiels vers les pays du MINA.



Source : La Banque Mondiale (2011).

Le même recueil des statistiques a classé les dix premiers pays du Moyen-Orient recevant des transferts de fonds en pourcentage du PIB. Après avoir été classé au 5^{ème} rang en 2010, l'Algérie est devenu avant dernier dans le 9^{ème} rang. Pour plus d'éclairage, nous l'avons encore une fois traduit en forme de battons dans la figure suivante :

Figure 12 : Les transferts de fonds officiels vers les pays du MINA en % du PIB.



Source : La Banque Mondiale (2011).

Les changements des classements des pays et même l'introduction de nouveaux pays comme le Djibouti dans le classement sont causés essentiellement par les fluctuations dans le PIB du pays en question. L'Algérie, tout comme l'Iran, représente un pays avec des revenus intérieurs bruts larges à cause de l'exportation des matières premières notamment le pétrole. Pour cela, les transferts sont moins efficaces dans ces pays rentiers si on les compare avec le Liban où les transferts comptent plus de 22% dans la totalité de leur économie.

Les transferts de fonds officiels sont loin de représenter les montants réels de l'argent transféré par les émigrés, « La composante informelle des transferts échappe à tout enregistrement et ne peut être mesurée de façon aussi précise que la composante « officielle » ; elle est tout au mieux évaluée par des estimations à partir d'enquêtes auprès des ménages ou d'enquêtes sur les migrants aux postes de frontière » (Charbit et Chort, 2006).

Le point positif de notre travail ou notre valeur ajoutée consiste à tenter de mesurer l'importance du canal informel des transferts de fonds dans un pays où l'informel occupe une place très importante à cause des taux de change dans les banques officielles et le marché parallèle et de l'absence des autorités.

3-1- Le profil des transferts vers l'Algérie :

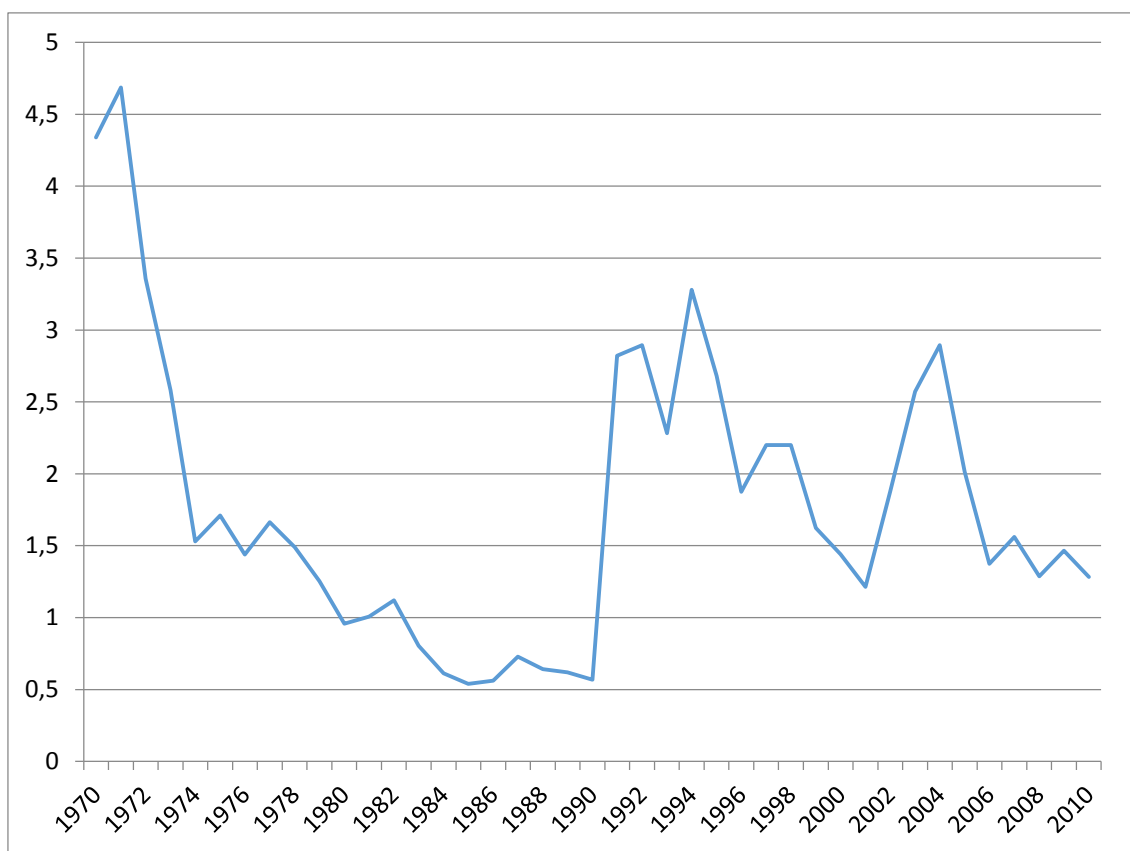
En se basant sur les données de la Banque Mondiale, nous avons essayé d'élaborer le graphe suivant (Figure 13). Il présente les transferts d'argent des travailleurs en pourcentage du produit intérieur brut, dès le premier regard, l'instabilité dans l'évolution de ces pourcentages est claire. Nous pensons qu'un ensemble de chocs nationales et internationales ont fait que les volumes de ces transferts changent durant cette période en plus des fluctuations surtout économiques dans les pays d'accueils¹⁰⁰.

Pour analyser ce graphe, nous pensons qu'il nous est important de faire appel à d'autres variables économiques. Il faut prendre en considération les variations des prix des matières premières exportées par l'Algérie ainsi que les quantités produites, notamment le pétrole, les taux de change, les nombres des émigrés et bien sûr les volumes des transferts. Nous avons observé, qu'entre 1970 et 1972, les transferts comptaient plus de 4 % du PIB, cette période coïncide avec la dévaluation du Dollar ainsi qu'un prix très bas du pétrole¹⁰¹.

¹⁰⁰ Comme le chômage, l'inflation ou bien les politiques migratoires adoptés par ces pays.

¹⁰¹ Disponible sur le lien : <http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/34087712.pdf>

Figure 13 : Les transferts de fonds vers l'Algérie.



Source : La Banque Mondiale dataset.

Une grande chute qui a duré jusqu'à l'année 1974, suivie d'une période avec une diminution¹⁰² des transferts de fonds relativement stable entre 1974 et 1990. La période qui s'étend de 1990 à l'an 2000 a été marquée par des variations dus à l'instabilité politique dans le pays qui a poussé une grande parties des jeunes, et surtout les intellects d'entre eux, à quitter le pays¹⁰³. C'est cette augmentation dans le taux d'émigration qui a engendré la remarquable hausse dans les transferts qui a marqué les années 90.

La diminution du pourcentage des transferts dans le PIB en Algérie à partir de la fin des années 90 est due à l'explosion des prix du pétrole ce qui a rendu la part des transferts minime par rapport au revenu national. Au début des années 2000, une autre augmentation surgie à cause de l'augmentation de l'émigration des algériens. Finalement, la récente crise financière des Subrim a joué elle aussi son rôle. Cette

¹⁰² Marqué par une diminution du au choc pétrolier et au commencement de l'augmentation du taux d'émigration.

¹⁰³ Consultez le lien : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SM.POP.NETM>

dernière a provoqué une crise de panique qui a engendré des licenciements. Cette état de panique a poussé les gouvernements et les individus à la vigilance ce qui a influencé négativement sur les transferts de fonds. Encore une fois, nous devons rappeler que les données présentées ci-dessous ne reflètent pas les montants réels transférés par les émigrés algériens à cause de l'informel.

En Algérie, la législation interdit l'échange des devises aux individus sauf dans quatre cas : Les frais de voyage 15 000¹⁰⁴ DA par an, les frais d'hospitalisation en cas de problème de santé sous des conditions¹⁰⁵, les bourses d'études et les frais de rapatriement des corps. A part les cas cités, les individus doivent se débrouiller pour trouver les devises. Cette demande accrue a alimenté la création d'un marché parallèle de change gigantesque.

En ce qui concerne les établissements de change de devise, les banques étatiques sont les seules à pouvoir faire cette opération. Une initiative de la banque d'Algérie en 1996¹⁰⁶ a visé la création des bureaux de change privés afin de régulariser ce marché noir. A l'heure où nous rédigeons cette thèse¹⁰⁷ il n'existe pas encore le moindre bureau de change privé en Algérie et le marché parallèle de devise devient de plus en plus large.

Des économistes pensent que les conditions sévères inscrites dans les cahiers de charges, les clauses des contrats avec l'autorité monétaire jugées sévères, la marge de profit médiocre de 1%¹⁰⁸ et l'absence des sources des devises¹⁰⁹ ont poussé les agents économiques intéressés à éviter de tirer leur agrément auprès de la Banque d'Algérie.

3-2- L'enquête :

Notre étude est basée sur une enquête que nous avons menée durant l'année 2012 à l'Ouest de l'Algérie. D'entre les 48 Wilayas, nous avons choisi de travailler sur quatre : Mascara, Oran, Relizane et Mostaganem¹¹⁰. Le choix de la zone d'étude est basé sur la proximité de notre résidence qui nous a permis de terminer dans le temps opportun avec les moyens que nous disposons. Ainsi, à notre connaissance,

¹⁰⁴ L'équivalent d'environ 140 Euro dans les banques et 100 Euro dans le marché noir durant les dernières années.

¹⁰⁵ Par exemples les maladies traitées en Algérie ne sont pas autorisées.

¹⁰⁶ Disponible sur le lien : <http://www.bank-of-algeria.dz/legist12.htm>

¹⁰⁷ Aout 2013.

¹⁰⁸ Pour plus de détail consultez l'article publié sur le lien : http://www.vitamedz.com/bureaux-de-change-une-activite-entree-par-la-regle-du-1/Articles_15688_361928_16_1.html

¹⁰⁹ Le tourisme par exemple qui représente un secteur très faible en Algérie.

¹¹⁰ Voir le plan d'enquête dans l'annexe 4.

l'émigration dans les quatre wilayas est moyenne surtout pour le couloir migratoire étudié (Algérie-France).

Nous avons interrogé des émigrés algériens en France. Dans le questionnaire¹¹¹ nous avons essayé de limiter le nombre de questions plus de chance d'avoir des réponses correctes. La majorité des questions sont traduites par des variables muettes, sauf dans le cas des transferts de fonds ou nous avons élaboré une échelle des montants passant de 0 à plus de 2 500 Euro par an. Le questionnaire, nous l'avons divisé en trois sections :

La première section a été consacrée à l'identification de l'émigré et les membres de sa famille ainsi que le profil migratoire du ménage. Cette section se compose de 11 questions et 19 variables. La deuxième section a concerné les transferts de fonds, comptant 4 questions et 18 variables. La dernière section avait visé la migration-retour composée à son tour de 4 questions et 14 variables. En tout, notre questionnaire compte 19 questions et 51 variables.

Nous avons travaillé avec Air Algérie et Algérie Férie¹¹² dans les quatre wilayas ainsi qu'un réseau de connaissances personnelles. Nous avons ainsi essayé d'enquêter directement auprès des émigrés lors de la vague de départ après la fin des vacances en septembre 2012 à l'aéroport international Ahmed Benbella à Oran. Il s'est avéré que la majorité des réponses étaient soit incomplètes soit contradictoires. La majorité des émigrés ont refusé de coopérer avec nous en remplissant le questionnaire. Ceux qui ont compris qu'il s'agit de la recherche scientifique, ils ont refusé de remplir la case des transferts et d'autre n'ont pas dit la vérité en racontant des contradictions¹¹³.

Nous avons constaté que ces problèmes mettent en doute la crédibilité de notre enquête. Ce constat nous a poussés à bien vérifier les réponses de la population interrogée et d'orienter l'enquête vers des gens de confiance à travers des réseaux des connaissances¹¹⁴. Nos moyens nous ont permis d'interroger 500 émigrés, après avoir éliminé les questionnaires non valables nous avons gardé 200 observations fiables.

Dans cette enquête, nous avons ciblé le couloir migratoire (Algérie/France) ainsi que les émigrés de la première génération¹¹⁵ afin de capter l'effet de leurs attachements

¹¹¹ Présenté dans l'annexe 3.

¹¹² Deux sociétés de transport, aérien et maritime en Algérie.

¹¹³ Par exemple : Beaucoup ont déclaré qu'ils ne transfèrent pas d'argent et qu'ils aident les membres de familles restants dans le pays d'origine.

¹¹⁴ Des amis ou des amis d'amis qui ont à leurs tours des amis émigrés ou des membres de leurs familles. La seule condition était la confiance.

¹¹⁵ Les questionnaires ont été destinés aux émigrés qui sont nés en Algérie.

à l'Algérie. Aussi, l'âge minimum de notre échantillon était de 18 ans, parce qu'il s'agit d'une étude sur l'émigration du travail. Durant l'enquête, nous avons insisté sur l'actualité des réponses des émigrés, par exemple : Dans la question sur les destinations des transferts, l'émigré doit choisir la destination actuelle (S'il a déjà acquis du foncier et il est maintenant entrainé de transférer pour épargner il doit choisir l'épargne).

En ce qui concerne la parité hommes/femmes, l'échantillon étudié est composé de 83% d'hommes et de 17% de femmes avec une moyenne d'âge de 39,7 ans et une taille de ménage moyenne de 2,12¹¹⁶. La situation matrimoniale a été composée comme suite : 75,5% des émigrés interrogés sont mariés contre 24,5% qui sont célibataires. La nature d'émigration à son tour était prise en compte, 82,5% ont entré au pays d'accueil d'une façon régulière contre 17,5% qui ont accédé au pays d'accueil d'une façon irrégulière.

Le niveau d'instruction a aussi marqué l'échantillon étudié, nous l'avons divisé en quatre : Le niveau primaire avec 19,5 %, le niveau moyen¹¹⁷ avec 38,5 %, le niveau universitaire (La graduation) avec 23,5 % et finalement les plus qu'universitaires représentant ceux qui ont fait des études supérieures comptant 18,5% de l'échantillon étudié.

3-3- L'interprétation des résultats :

Les transferts de fonds, comme il est déjà indiqué, représentent 2 % du PIB de l'Algérie, un pourcentage officiel qui rend l'importance du sujet traité redoutable en Algérie. L'un des principaux buts de cette étude est de vérifier l'exactitude de ce pourcentage et de savoir s'il n'existe pas des canaux parallèles des transferts. Les résultats de cette enquête, comme le montre la figure suivante, ont conclu que les hommes ont plus tendance à transférer de l'argent que les femmes. Avant d'essayer de trouver les causes de cette différence il faut d'abord calculer les pourcentages à partir du tableau croisé ci-dessous.

¹¹⁶ La taille du ménage est calculée sur la base du nombre d'enfants.

¹¹⁷ C'est l'intervalle le plus large parce que nous avons fusionné le moyen et le secondaire dans un seul intervalle.

Figure 14 : Transferts de fonds par sexe

	Transferts							Total
	pas de transferts	moins de mille	entre mille et 5 mille	entre 5 mille et 10 mille	entre 10 mille et 15 mille	entre 15 mille et 20 mille	plus de 20 mille	
Hommes	9	58	69	16	4	3	7	166
Femmes	2	12	15	1	1	1	2	34
Total	11	70	84	17	5	4	9	200

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

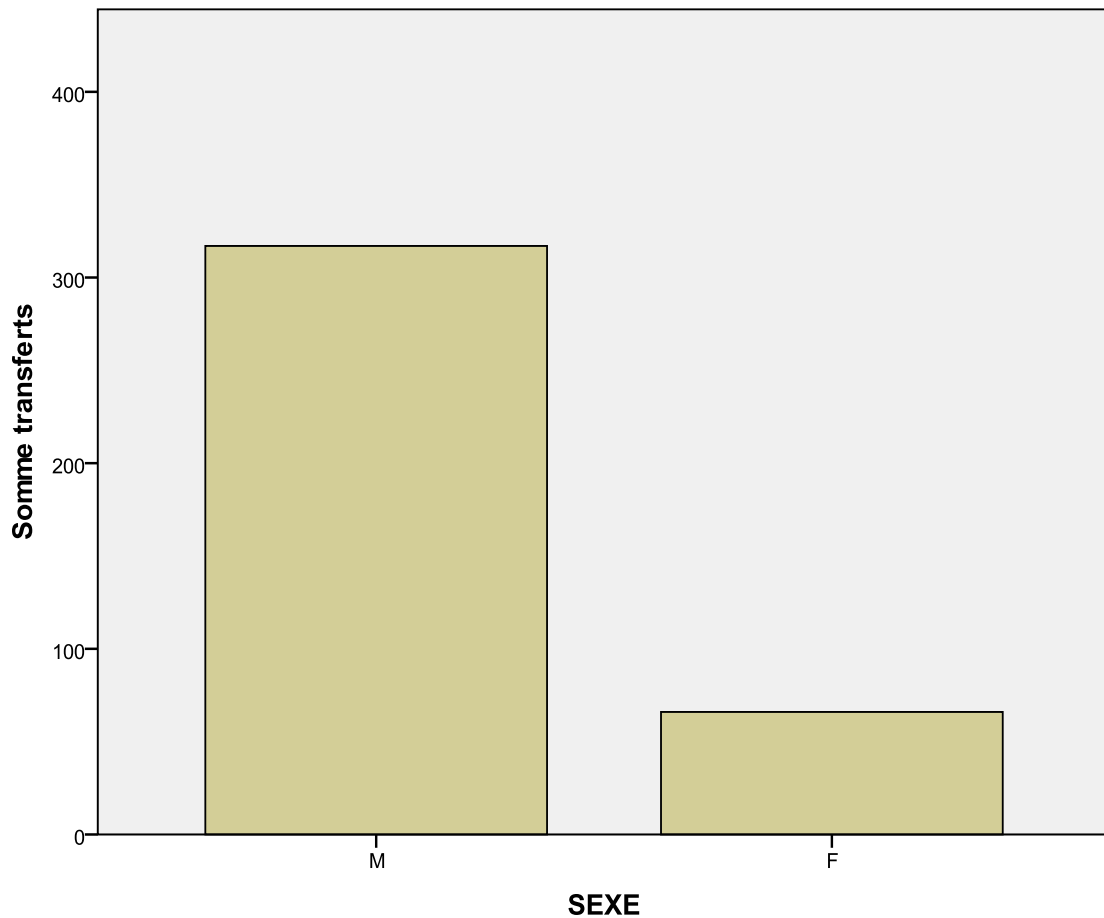
Les deux cents émigrés étudiés transfèrent en moyenne 707 500 Euro par an¹¹⁸. Les 83 % des hommes étudiés transfèrent en moyenne 581 500 Euro ce qui donne une moyenne de 3503,02 Euro transférés par émigré. Par contre, les 17 % des femmes émigrés transfèrent environ 126 000 Euro par an, un montant égal à 3 705,89 Euro par émigrée. La situation familiale des émigrés étudiés révèle que 76 % des hommes et 73 % des femmes sont mariés. Comme il est connu dans la famille arabomusulmane que c'est l'homme qui s'en charge de l'administration et des dépenses de la famille, cela a réduit sa part d'épargne par rapport à la femme.

Aussi, nous pensons que le calcul des moyennes des transferts par tête ne peut pas refléter la nature des transferts des femmes. Il est clair pour nous durant l'élaboration de l'enquête, l'existence de trois genres de femmes émigrées, les jeunes femmes émigrées qui travaillent et qui ne transfèrent que pour passer les vacances, des femmes qui travaillent et qui n'envoient pas de fonds et des femmes en chômage qui essaient d'aider le reste de la famille dans le pays d'origine.

Dans la figure suivante, qui met en évidence la relation des transferts avec le genre, il est clair que les hommes, vu leur pourcentage dans l'échantillon étudié, transfèrent la majorité absolue des montants avec plus de 83% de la totalité des transferts.

¹¹⁸ Nous avons additionné les moyennes des intervalles et pour la dernière nous avons supposé ainsi un intervalle de 5000 euro ce qui donne la moyenne de 22 500 Euro.

Figure 15 : Cumule des transferts par sexe



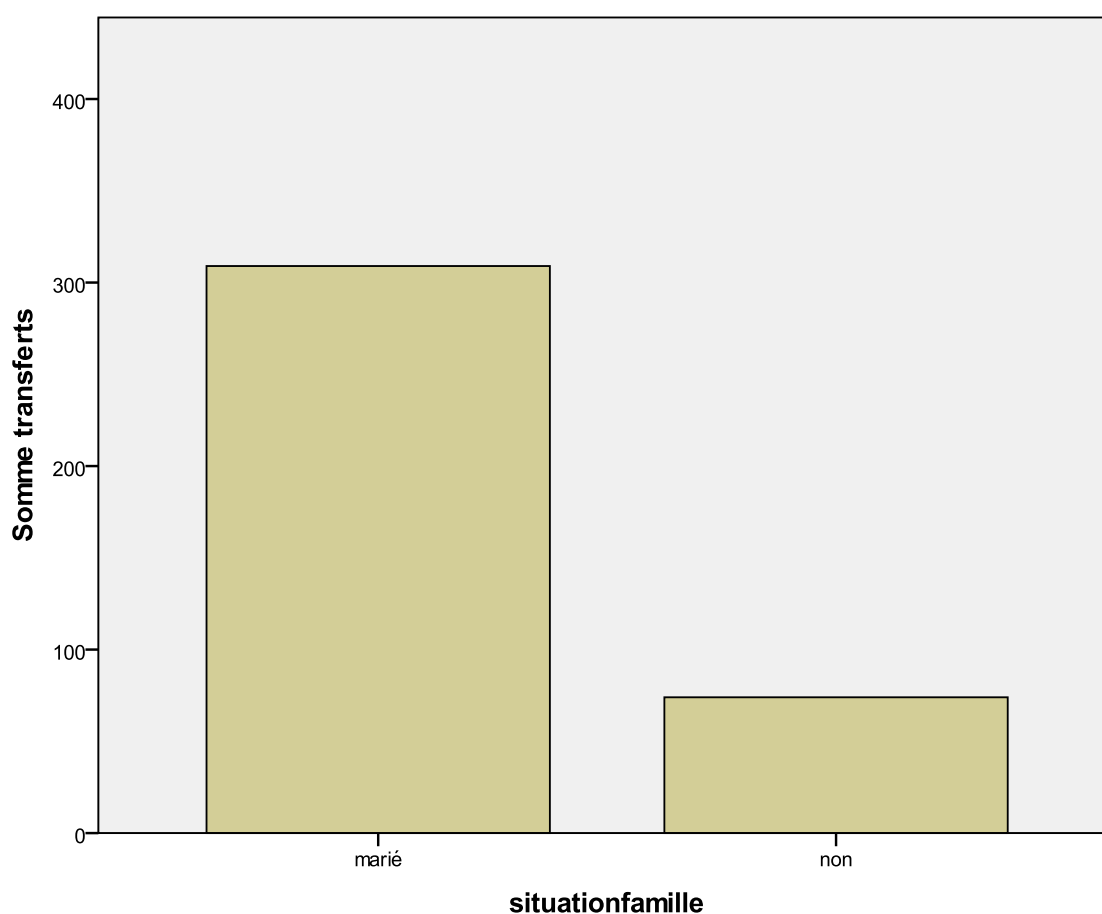
Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

En parcourant les questionnaires, nous avons constaté que la situation matrimoniale a aussi sa part dans l'effet sur les volumes des fonds transférés, la figure suivante montre les montants des envois en fonction de la situation familiale. Il est clair, à partir de cette figure, que les mariés transfèrent plus que le double des célibataires. Sincèrement, nous avons attendu l'inverse en pensant que les célibataires ont tendance à transférer de l'argent parce qu'ils ont moins de charges.

Après plusieurs analyses, nous avons mis la main sur l'explication de cette contradiction. La situation matrimoniale est corrélée avec la durée d'émigration, cela veut dire que les célibataires sont généralement de nouveaux émigrés. Ce fait empêche les célibataires de transférer de l'argent à cause de leur non stabilité dans le pays d'accueil. Le graphe suivant montre la relation entre la situation matrimoniale et la durée d'émigration.

Un autre aspect qui est de nature sociologique renforce l'analyse. Les jeunes célibataires avec moins de responsabilité, ont une plus grande capacité d'intégration contrairement aux mariés. Avant la suspension de la migration de la main d'œuvre en France. Ce pays a connu des vagues d'immigration des jeunes célibataires ce qui lui a poussé à arrêter ce processus et essayer de mettre en œuvres des politiques sociales pour l'intégration de cette main d'œuvre issue de l'émigration¹¹⁹.

Figure 16 : Cumule des transferts par situation matrimoniale.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

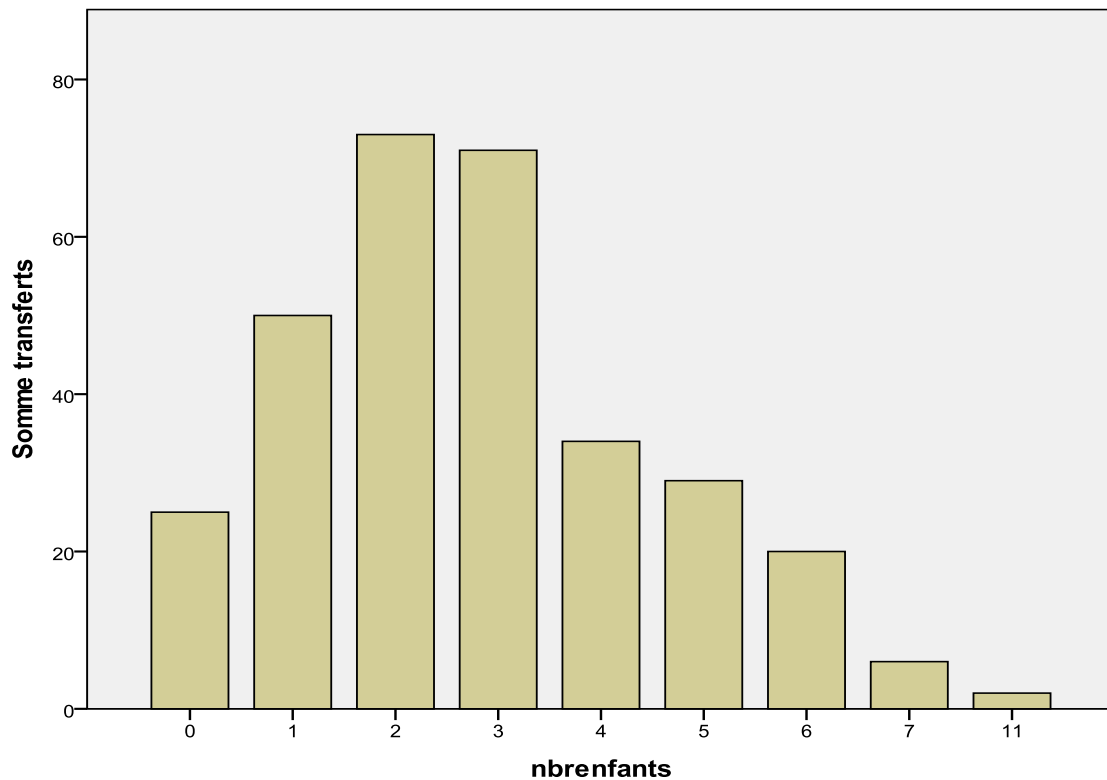
La taille du ménage mesurée par le nombre d'enfants, constitue une autre variable influant sur les volumes des transferts de fonds. La figure suivante montre que les transferts ont tendance à augmenter jusqu'au deuxième enfant ou ils enregistrent leur pic. Après une légère diminution au troisième enfant, les transferts chutent

¹¹⁹ Voir le rapport de l'accueil des immigrants et l'intégration des populations issue de l'immigration (Novembre 2004) sur le lien : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/044000576/0000.pdf>

au quatrième enfant et continuent de diminuer avec l'augmentation du nombre des enfants.

Nous pensons qu'après la naissance du troisième enfant, d'un côté, la consommation du ménage ne cesse d'augmenter ce qui épuise l'épargne et par conséquent les fonds destinés au transfert. D'un autre côté, la naissance et la scolarisation surtout des enfants dans les pays d'accueil augmentent la chance d'intégration de la famille. Cela l'oriente à investir dans leur vie et celle des enfants dans ce pays d'accueil. Le problème des tailles des ménages des émigrés algériens a provoqué une polémique au niveau politique, social et économique. De nombreuses études¹²⁰ ont essayé de mesurer l'impact des tailles des ménages recevant des allocations familiales couvertes par les dépenses budgétaires de l'Etat.

Figure 17 : Cumule des transferts par taille de ménage



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

En ce qui concerne la nature d'émigration, il est clair à partir du tableau suivant que les émigrés réguliers sont ceux qui transfèrent le plus d'argent. Les 18 % d'émigrés irréguliers étudiés transfèrent environ 63 000 Euro, ce qui représente 9 % du montant total transféré. En revanche, les émigrés réguliers transfèrent 644 500 Euro représentant la majorité du montant transféré avec un pourcentage de 91%.

¹²⁰ Voir le lien : http://droit.univ-lille2.fr/uploads/media/Rapport_Drees_EQUIPPE_V3_02.pdf

Figure 18 : Montants transférés par nature d'émigration

	Nature d'émigration		Total
	Régulière	irrégulière	
Pas de transferts	9	2	11
Moins de mille	54	16	70
Entre mille et 5 mille	68	16	84
Entre 5 mille et 10 mille	15	2	17
Entre 10 mille et 15 mille	5	0	5
Entre 15 mille et 20 mille	4	0	4
Plus de 20 mille	9	0	9
Total	164	36	200

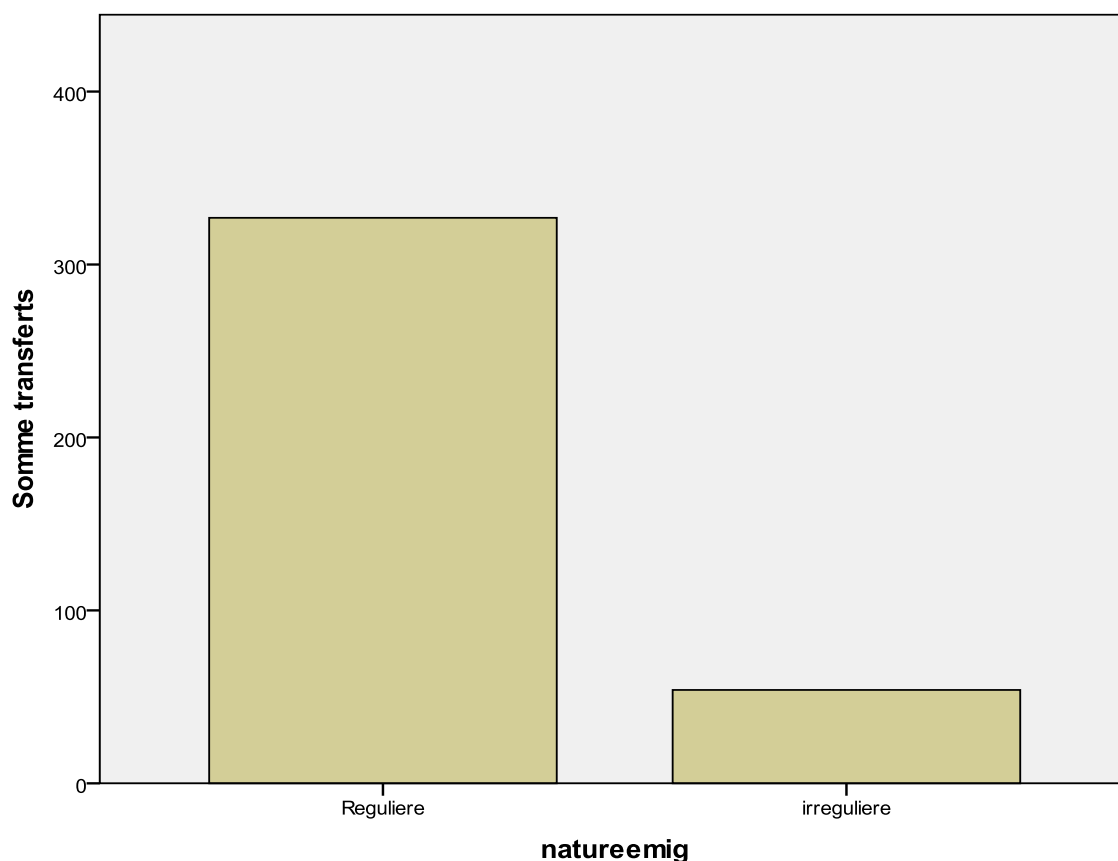
Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Nous pensons que ce résultat est logique, les émigrés irréguliers, surtout au début de leur émigration, sont en général en chômage et cherchent la régulation de leur statut. Même si quelques émigrés irréguliers se débrouillent très bien pour retrouver un travail, les salaires¹²¹fournis par les entrepreneurs sont généralement faibles, car les employeurs courent un risque en embauchant des émigrés irréguliers¹²². D'autres mesures sont à la base de la faiblesse des transferts de fonds des émigrés irréguliers. Nous notons la précarité ainsi que les dépenses liés à la régulation ce qui épuise l'épargne de l'émigrés rendant les transferts de fonds limités ou nulles.

¹²¹ Consultez : Concurrence et complémentarité entre immigrés irréguliers et autochtones dans les pays d'origine « Migration Internationale, Causes et Conséquences » notre thèse de magister, Université de Mascara, 2010.

¹²² Voir les sanctions liés au travail illégal sur le lien : <http://travail-emploi.gouv.fr/informations-pratiques,89/les-fiches-pratiques-du-droit-du,91/embauche,108/les-sanctions-liees-au-travail,656.html>

Figure 19 : Cumule des transferts par nature d'émigration.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Nous avons essayé, dans le même contexte, de croiser les volumes des transferts avec la situation sociale de l'émigré pour déterminer la relation des transferts avec le niveau d'instruction des émigrés à travers deux variables : Le niveau d'enseignement actuel de l'émigré et le nombre d'années d'études dans le pays d'accueil¹²³.

Dans le contexte de la théorie du signal ¹²⁴ qui explique les qualifications et les salaires, plus le niveau est élevé, plus le salaire augmente. Cela peut être interprété par la hausse de l'épargne des émigrés et par conséquent les transferts. Dans la figure suivante, les évidences des transferts contrarient les prédictions de ce raisonnement. Les niveaux les plus bas des transferts coïncident avec le niveau primaire, et ceux

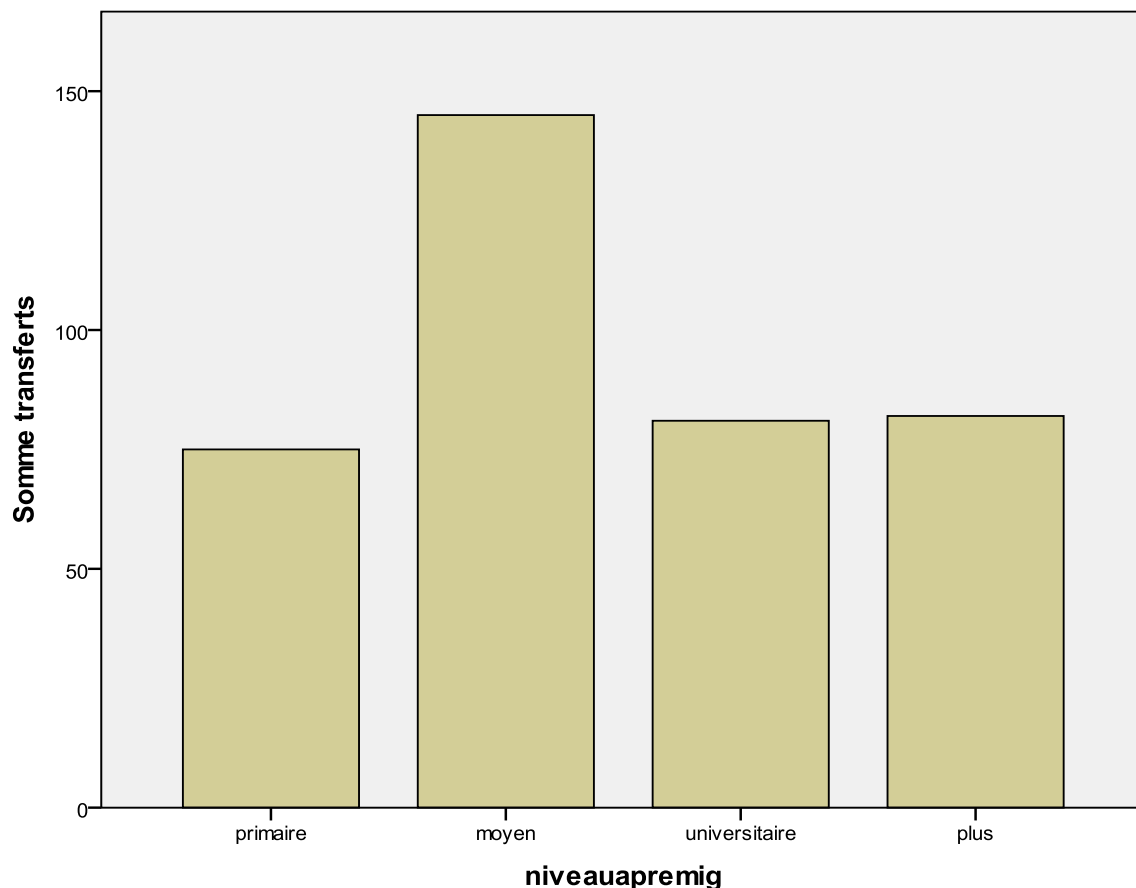
¹²³ Dans le questionnaire nous avons mis deux cases, les niveaux avant et après l'émigration, lors de l'élaboration de la base de données nous avons ajouté une case dans laquelle nous avons mentionné le nombre d'années d'études dans le pays d'accueil.

¹²⁴ Spence M., « Job Market Signaling », Quarterly Journal of Economics, 1973. Disponible sur le lien:

<http://www.econ.yale.edu/~dirkb/teach/pdf/spence/1973%20job%20market%20signalling.pdf>

avec un niveau moyen transfèrent plus que ceux qui ont le niveau primaire. Par contre, les universitaires et les plus qu'universitaires transfèrent presque les mêmes montants qui sont plus bas que le niveau moyen.

Figure 20 : Somme des transferts par niveau d'émigré (Après l'émigration)



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

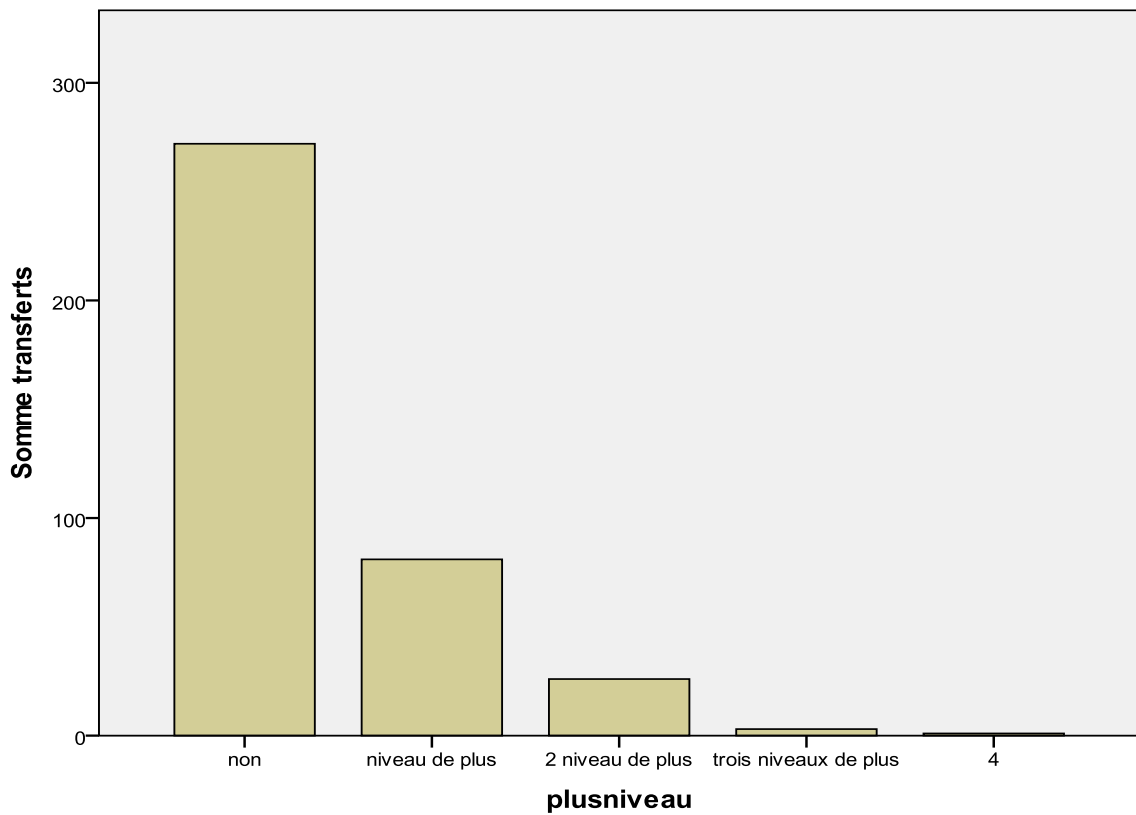
Dans le tableau des corrélations (Annexe 5), il n'existe pas de corrélation significative entre les transferts enregistrés et les le niveau d'instruction. Pourquoi les universitaires et les plus qu'universitaires, généralement mieux rémunérés, transferts moins que ceux qui ont le niveau moyen ? Nous pensons qu'il s'agit d'une question très compliquée et qu'il faut faire appel à d'autres critères pour analyser ces résultats.

La figure suivante montre la relation entre les transferts et les années d'études dans le pays d'accueil. Il est clair que les montants tendent vers l'infini avec l'augmentation des années d'études. Plus l'émigré étudie dans le pays d'accueil, plus

ces transferts de fonds diminuent. Nous pensons que la cause principale de cette corrélation négative¹²⁵ est l'intégration des émigrés algériens les sociétés d'accueils¹²⁶.

Aussi, ceux qui travaillent avec un niveau primaire ou moyen sont, en général dans des emplois de colles-bleue. Une situation à la fois misérable et précaire qui les pousse à transférer des fonds afin de faire une situation dans le pays d'origine et quitter ce pays d'accueil.

Figure 21 : Somme des transferts par niveau acquis au pays d'accueil.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Dans le même ordre d'idée, et afin de justifier les montants faibles transférés par les émigrés ayant un niveau universitaire ou plus, nous avons élaboré la figure 21. A partir des réponses sur le niveau d'instruction avant et après l'émigration, la colonne des années d'études à l'étranger a été établie. Le tableau des corrélations n'indique

¹²⁵ Voir le tableau des corrélations dans les Annexes.

¹²⁶ Pour plus de détails consultez l'article publié sur le lien : http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/10/12/le-bilan-contraste-de-l-integration-des-immigres-en-france_1773335_3224.html

aucune corrélation entre les années d'études à l'étranger et les transferts, mais lorsqu'il s'agit des sommes transférées, il est clair que la corrélation significative existe.

Plus l'émigré étudie à l'étranger, plus il a tendance à transférer moins d'argent. Cette relation est à son tour expliquée par :

- Premièrement, les étudiants n'ont pas de salaire pour pouvoir transférer.
- Deuxièmement, dès que ces étudiants terminent leurs études et accèdent au marché du travail, ils trouvent que leurs dépenses ont grandi. Le temps écoulé pendant les années d'études intègre l'émigré dans la société du pays d'accueil.

Les transferts de fonds et leurs relations avec les secteurs du travail des émigrés vont être présentés dans la figure suivante. Ce qui est frappant dans cette figure c'est les transferts de fonds réalisés par des chômeurs¹²⁷, quelqu'un qui n'a pas d'emploi même si c'est une activité précaire, comment se fait-il qu'il peut transférer de l'argent vers son pays d'origine ?

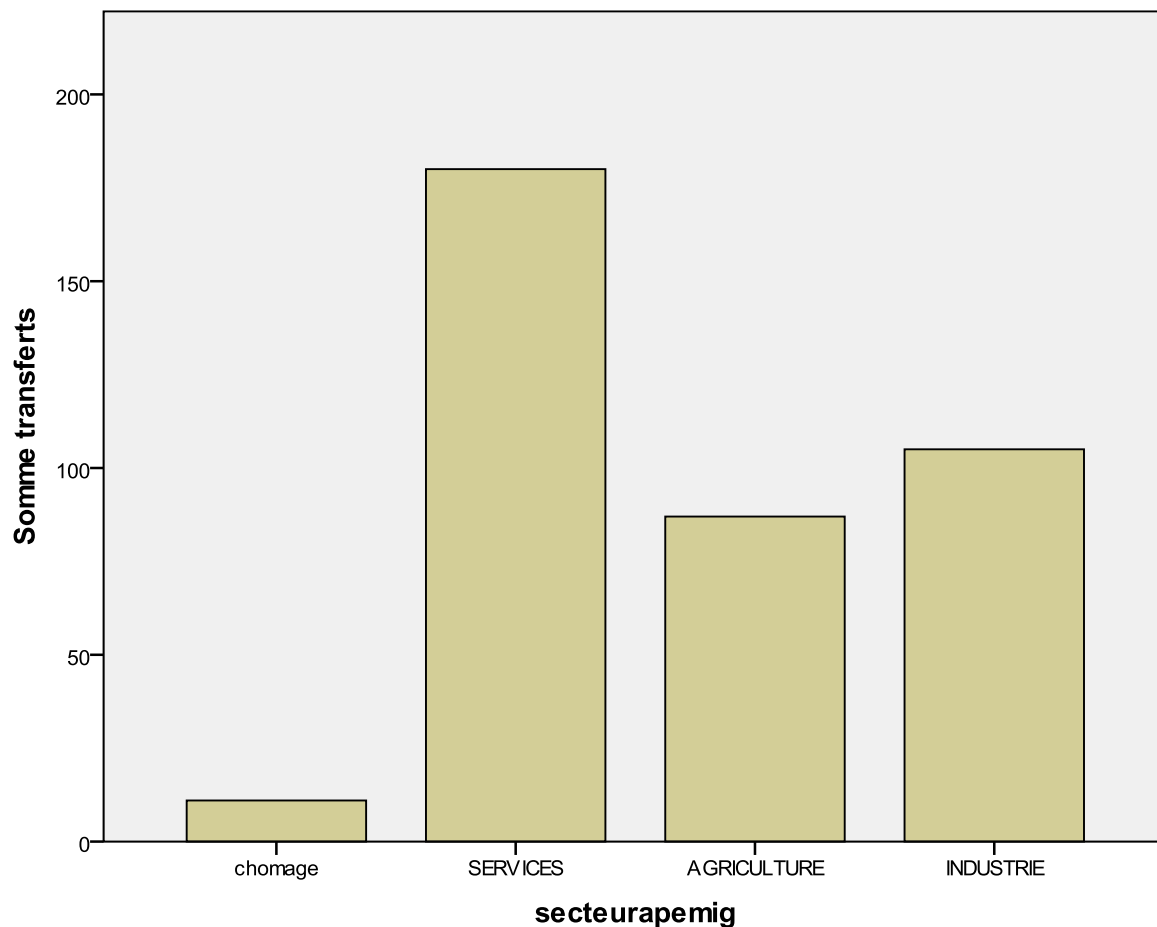
Nous avons pensé à l'assurance du chômage instauré en France, grâce à laquelle, les chômeurs touchent un minimum d'indemnité qui augmente avec leurs cotisations au pôle emploi¹²⁸. Les travailleurs du secteur des services sont ceux qui transfèrent le plus avec 55,3 % de la totalité suivi par le secteur industriel avec plus de 24,5 %, le secteur agricole comptant 18,6 % et finalement les chômeurs transférant 1,4 % de la totalité.

¹²⁷ Le tableau croisé entre les secteurs et le sexe des émigrés montre que la majorité de chômeurs qui transfèrent sont des femmes mariées.

¹²⁸ Voir les indemnités des chômeurs sur le lien :

<http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/282-assedic-calcul-des-indemnite-chomage>

Figure 22 : Somme des transferts par secteur de travail au pays d'accueil.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

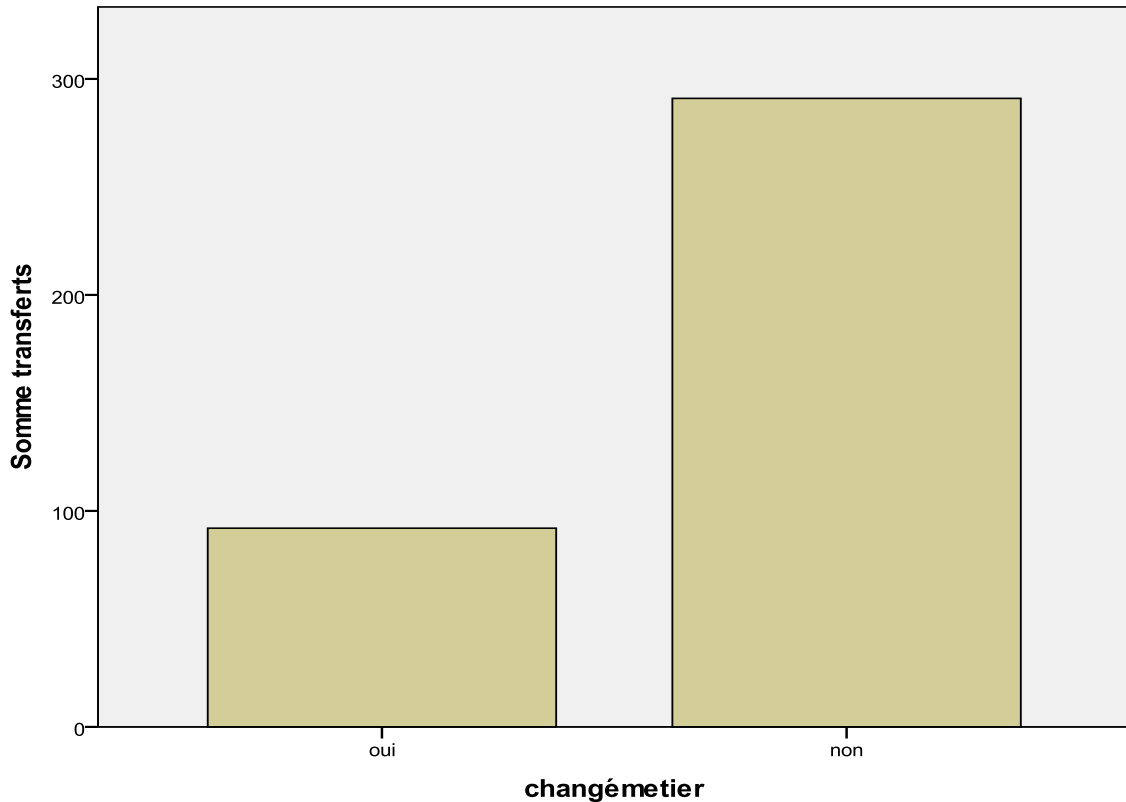
Dans ce qui suit, nous essayons d'analyser les transferts de fonds avec le fait si l'émigré a changé de métier¹²⁹ ou non. La figure suivante, montre que les émigrés qui ont changé de métier ont transféré moins. Si on change de métier dans les pays développés, il faut suivre une formation (Sauf dans les métiers des colles-bleus), ce qui demande du temps et pour commencer de travailler et pour s'adapter à ce nouveau emploi. Nous pensons, encore une fois que le temps écoulé, rend l'émigrés et ça petite famille plus intégrés diminuant par la suite les montants transférés de ces émigrés.

Il faut noter que le raisonnement avec lequel nous expliquons les statistiques de l'enquête ne représente pas seulement des déductions non fondées. Par contre, il s'agit des résultats de l'étude, de ce que nous avons remarqué et senti lors des

¹²⁹ Dans le questionnaire nous avons posé deux cases successives : Le secteur avant l'émigration et le secteur après l'émigration. Dans la base de données, nous avons ajouté une colonne indiquant si l'émigré a changé de secteur (métier) ou non.

interrogations des émigrés et de ce que nous avons lu entre les lignes des questionnaires

Figure 23 : Somme des transferts en fonction du changement du métier.

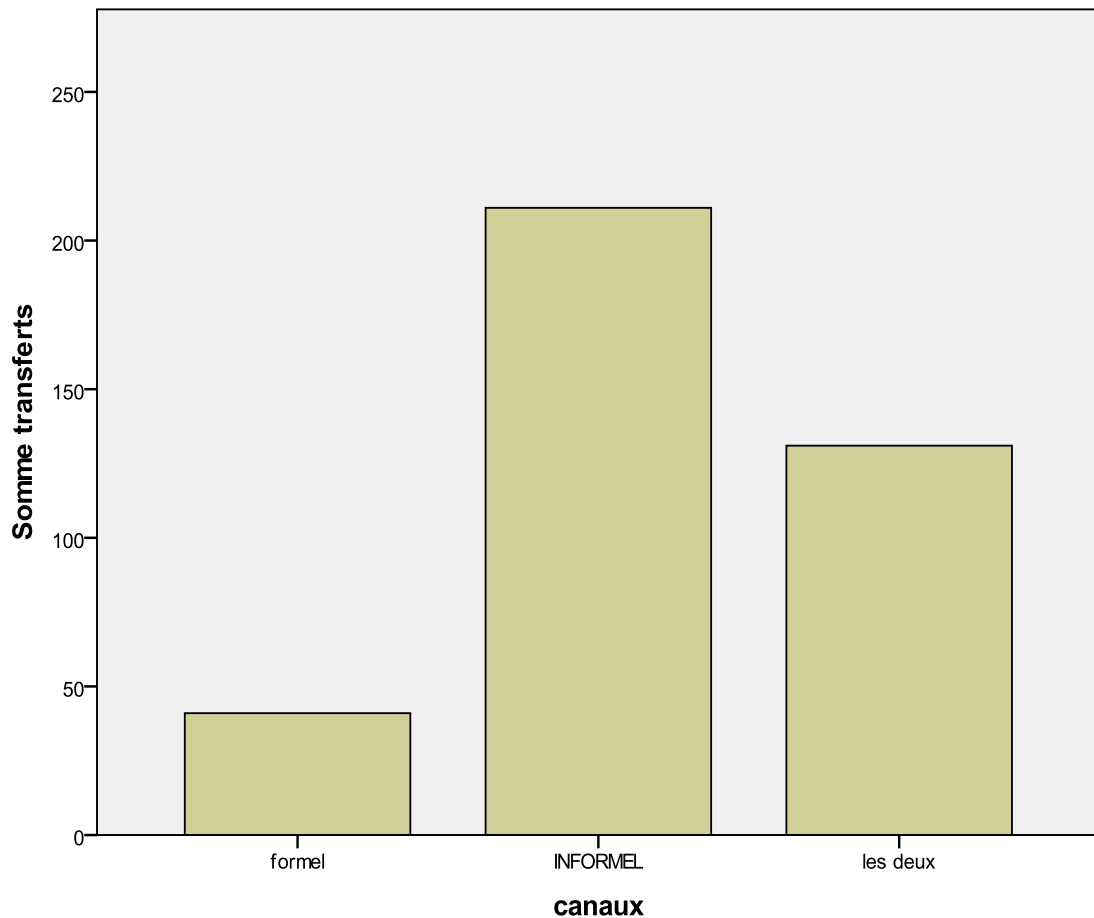


Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

En ce qui concerne la façon dont laquelle les émigrés effectuent leurs transferts de fonds, nous avons supposé qu'ils utilisent trois canaux : Le canal formel, l'informel ou bien les deux canaux. Le graphe suivant montre la somme des transferts par canal. Il est clair que le canal informel est le plus large, les deux canaux¹³⁰ sont en deuxième position et le canal formel est en dernière position. Ce résultat a rendu le sujet étudié plus important, donc les transferts de fonds sont plus importants que 2 % du PIB de l'Algérie.

¹³⁰ C'est une case destinée aux émigrés qui ont l'habitude d'utiliser les deux canaux durant les périodes des transferts.

Figure 24 : Somme des transferts par canal d'envoi



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Pour plus de précisions, nous allons dans ce qui suit analyser le tableau présenté dans la figure 25. Ce dernier croise les montants cumulés des transferts de fonds¹³¹ avec les canaux formels, informels et mixtes. D'une façon plus générale, l'objectif de cette analyse est de vérifier les canaux à travers lesquels les transferts de fonds sont canalisés à partir des pays de destination généralement développés vers les pays d'origine généralement sous-développés.

¹³¹ Afin d'estimer ces montants, nous avons d'abord calculé les moyennes des intervalles mentionnés dans les questionnaires, puis, nous avons passé à l'addition pour la totalité des effectifs étudiés par canal.

Figure 25 : Montants transférés par canal d'envoi.

	Transferts							Total
	pas de transferts	moins de mille	entre mille et 5 mille	entre 5 mille et 10 mille	entre 10 mille et 15 mille	entre 15 mille et 20 mille	plus de 20 mille	
Formel	0	10	11	1	0	0	1	23
Informel	11	52	48	9	5	2	1	128
Les deux	0	8	25	7	0	2	7	49
Total	11	70	84	17	5	4	9	200

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Les résultats ont révélé qu'au premier rang, 11,5 % des émigrés utilisent le canal formel qui assure la mobilité de 8,8 % du montant global. Au second rang, les 74 % des émigrés utilisent le canal informel pour envoyer 47 % des transferts et au dernier rang les 24,5% comptent sur les deux canaux pour transférer 44 % de la totalité des fonds. Le canal officiel reste très faible, car presque un dixième de la population émigrés l'utilisent pour transférer 8,8 % de la totalité des envois. Si nous généralisant cette conclusion¹³² sur les déclarations officielles en Algérie, le pourcentage de l'informel avec 47 %, augmente la part des transferts de plus de 9 fois que les statistiques officielles, ce qui le rend plus important dans la proportion du PIB.

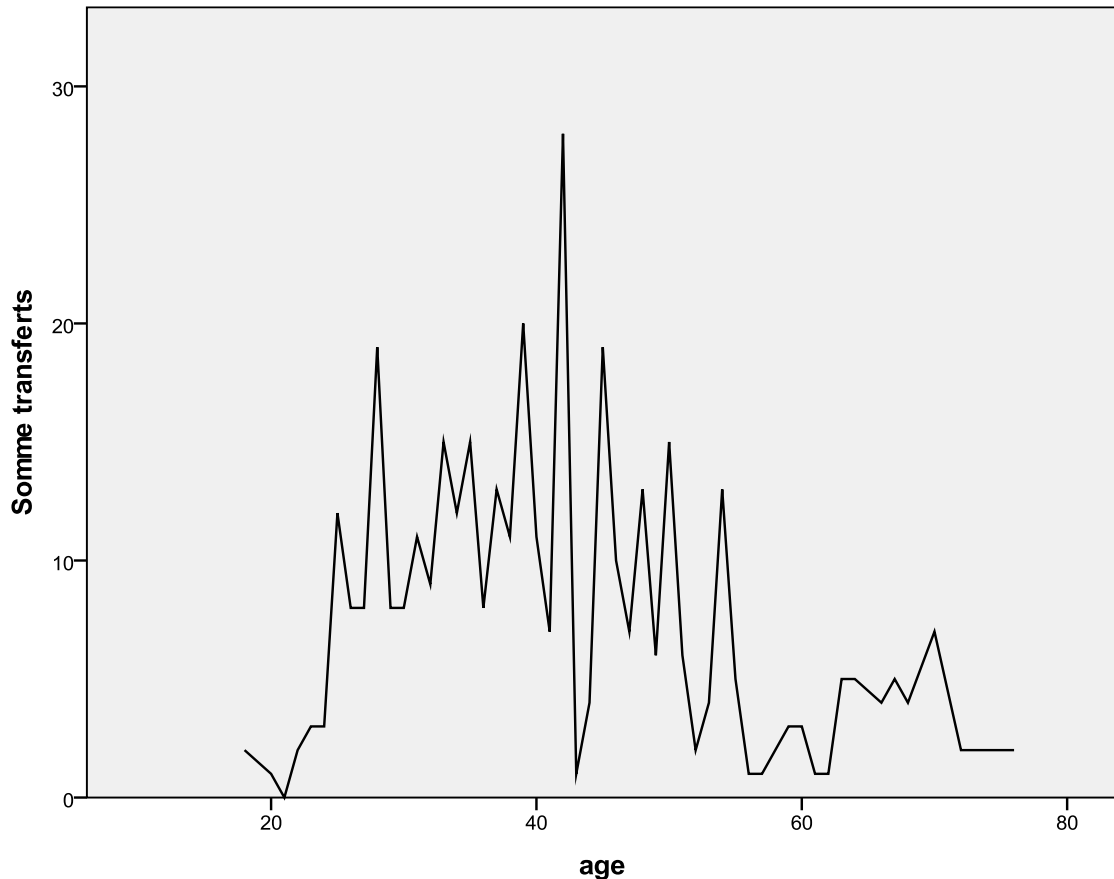
Après avoir estimé la réalité des transferts de fonds vers l'Algérie, nous allons passer aux déterminants de cette variable. Vu l'importance des deux variables, âge et durée de l'émigration dans les transferts, nous les avons laissés au dernier plan. Le tableau des corrélations dans l'annexe montre une corrélation significative à plus de 0,05 bilatérale entre les transferts et l'âge des émigrés ainsi qu'une corrélation très significative¹³³ entre l'âge et la durée d'émigration ce qui est logique.

¹³² Il faut noter que notre étude est basée sur un échantillon aléatoire très restreint qui n'a visé que 200 émigrés, originaires d'une petite région de l'ouest de l'Algérie et émigrants seulement en France.

¹³³ $R^2 = 0,829$ voir dans l'annexe des corrélations.

La courbe suivante montre la variation des transferts par rapport à l'âge des émigrés, il est clair qu'aux alentours des quarantaines, les transferts de fonds enregistrent leur pic et tendent vers la diminution. Ces résultats sont très importants pour notre étude car ils nous ont précisé l'âge ou les émigrés envoient le plus, ce qui est primordial pour une politique d'émigration efficace.

Figure 26 : Somme des transferts par tranche d'Age.

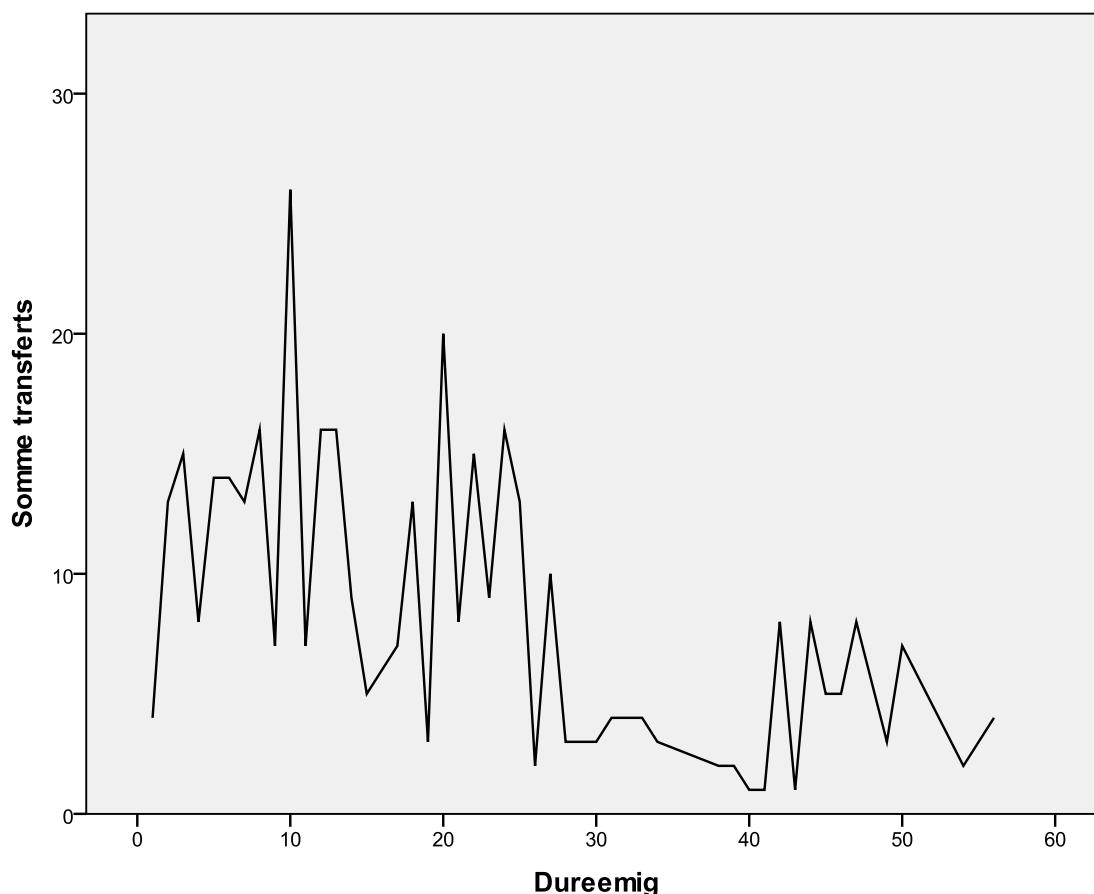


Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

La durée d'émigration est aussi nécessaire dans cette analyse. Contrairement à l'âge, le tableau des corrélations montre une relation très faible entre les transferts et la durée d'émigration. La courbe suivante va mettre en exergue l'effet non capté par la corrélation. Malgré sa complexité, la courbe indique que les émigrés ont tendance à transférer plus d'argent durant les premières années de leur émigration. Les émigrés, dès leurs arrivés, et notamment ceux qui ont émigrés régulièrement et réussi à trouver un emploi, commencent à transférer la totalité de leurs épargne. Nous pensons que le secret est dans la force des liens avec le pays d'accueil qui, à notre avis, deviennent de plus en plus faibles avec le temps ce qui pousse l'émigré à l'intégration.

A la dixième année d'émigration, les transferts enregistrés atteignent le sommet, après ils tendent, une autre fois, à une forte diminution continue et instable qui dure à peu près une autre dizaine d'années. Après 20 ans d'émigration, la chute est claire et continue. Cette forte diminution traduite par une prise de décision finale de retour, C'est-à-dire, l'émigré décide de rester dans le pays d'accueil ou rentrer au pays d'origine.

Figure 27 : Somme des transferts par durée d'émigration.



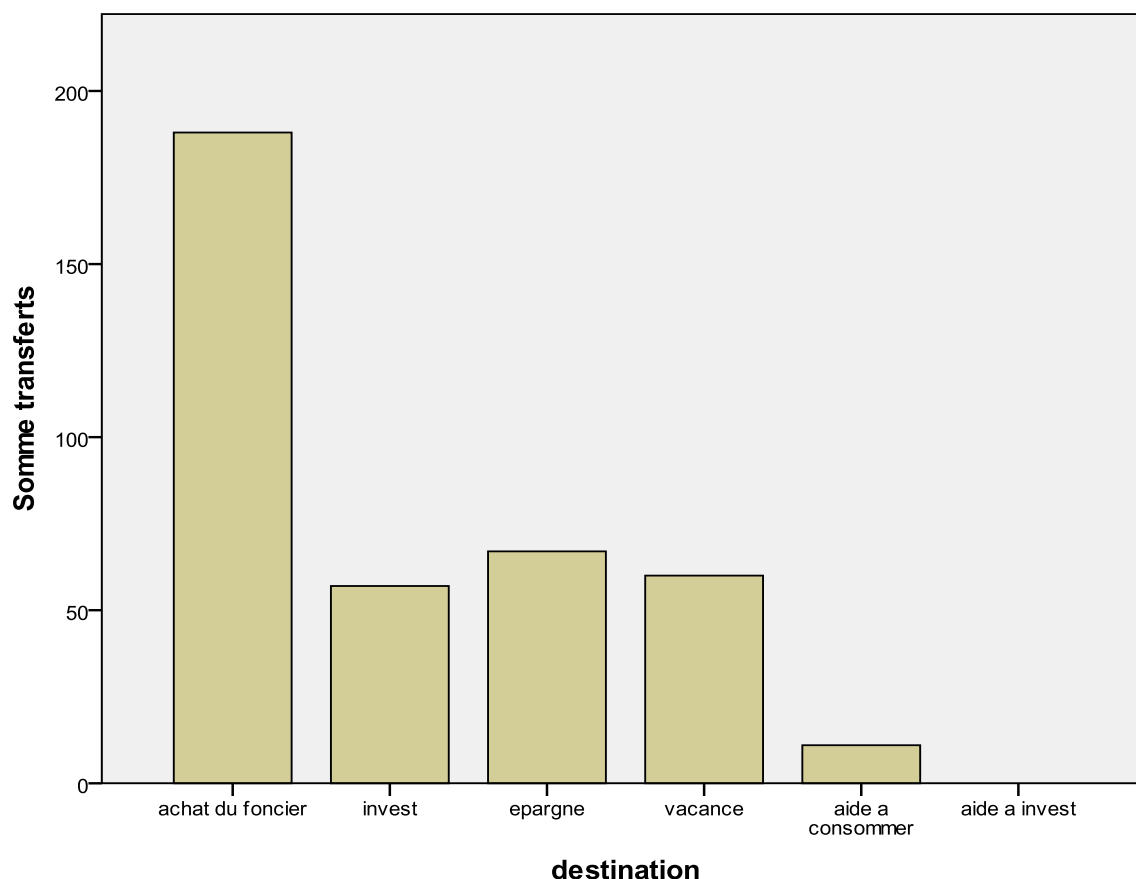
Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Les destinations principales des transferts sont mentionnées dans le graphe suivant. Il est clair que l'achat du foncier¹³⁴ occupe le premier rang suivi par l'épargne, le financement des vacances dans le pays d'origine, l'investissement, l'aide de la famille à la consommation et en fin l'aide de la famille à l'investissement. En plus de la domination de l'informel, l'investissement et l'épargne paraissent moins

¹³⁴ Il existe même des crédits pour l'achat du foncier spécialement pour les émigrés algérien, voir sur le lien : <http://www.lkeria.com/credit-immobilier-immigre.php>

importants que l'achat du foncier, ce qui met en panne le processus proposé par Carling (2004).

Figure 28 : Destinations des transferts de fonds.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Précisément, selon le tableau ci-dessous, les émigrés algériens ont transféré en moyenne 358 000 Euro (50,6%) pour acheter du foncier au pays d'origine, 156 500 Euro (22,12%) sous forme d'épargne, 129 000 Euro (18,23%) pour investir en Algérie, 52 500 Euro (7,42%) afin de financer les vacances¹³⁵ et 11 500 (1,62%) afin d'aider le reste de la famille restant au pays d'origine à consommer. Une autre case mentionnée dans le questionnaire est restée vide, il s'agit de l'aide des membres de la famille restant en Algérie à investir.

¹³⁵ Certains économistes l'étudient dans le cadre du lien entre migration et tourisme, nous pensons que la contribution de la migration au tourisme peut être captée par la capacité des émigrés à convaincre les autochtones de visiter l'Algérie. Donc, ça passe plus par le canal des réseaux ethniques que par celui des transferts.

Les résultats ont montré la faiblesse des investissements des émigrés ainsi que ceux de leurs m'ombres de famille par rapport à l'achat du foncier, l'épargne et le financement des vacances en Algérie. Nous pensons que les émigrés algériens préfèrent investir dans des projets moins rentables mais surs tel que l'immobilier et l'épargne. En général, avec une épargne majoritairement canalisée informellement et un investissement personnel ou familial si faible, il est impossible que le processus de Carling (2004) fonctionne.

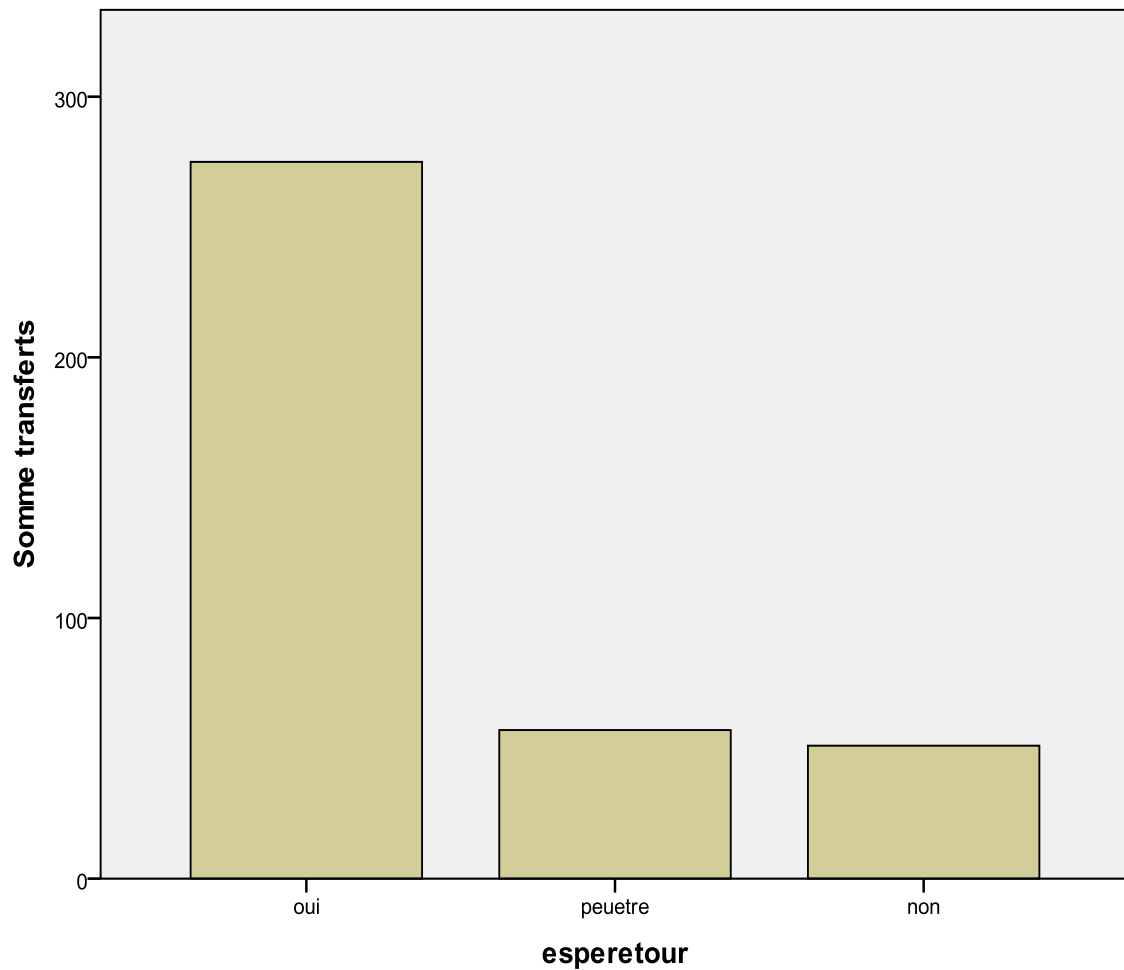
Figure 29 : Montants transférés par destination

	Destinations					Total
	Achat du foncier	Investissement	Epargne	Vacances	L'aide à la consommation	
Moins de mille	26	3	3	35	3	70
Entre mille et 5 mille	46	12	11	11	4	84
Entre 5 mille et 10 mille	6	3	7	1	0	17
Entre 10 mille et 15 mille	3	1	1	0	0	5
Entre 15 mille et 20 mille	2	1	1	0	0	4
Plus de 20 mille	5	2	2	0	0	9
Total	88	22	25	47	7	189

Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

Nous avons consacré tout un chapitre à la migration retour. Avant cela, notre analyse reliée des transferts, nous a conduits à étudier l'impact de la décision de retour qui est d'une très grande influence sur les transferts. Nous allons à travers le graphe suivant essayer de montrer d'une façon superficielle cet effet afin de le compléter profondément dans le chapitre suivant.

Figure 30 : Somme des transferts et espérance de retour.



Source : Les résultats d'analyse de notre enquête sur l'émigration (2012).

La figure ci-dessus montre qu'on trouve au premier rang, les émigrés qui transfèrent la part la plus importante. Il s'agit des émigrés avec une grande volonté de retour en Algérie. Au second viennent les émigrés qui ne sont pas sûrs de leur décision de retour et au dernier rang, on trouve ceux qui ont décidé de rester dans le pays d'accueil.

Les résultats de l'analyse précédente ont été logiques, ils confirment l'existence d'une corrélation positive entre les volumes des fonds transférés et la volonté de retour. Donc en ce qui concerne les émigrés algériens vivant en France, ils maximisent leurs transferts s'il a une forte volonté et intensification de retourner en Algérie.

Conclusion :

Nos conclusions sont classées comme suite : Premièrement, en plus de la sensibilité et l'instabilité des transferts vers l'Algérie, ils sont loin d'être estimés par les canaux officiels. Notre étude a révélé que le canal informel des transferts assure l'envoi des montants 9 fois plus importants que le canal formel. Aussi, le canal mixte a assuré à 24,5 % des transferts étudiés (plus de deux fois le canal formel). Ces résultats ont montré que, contrairement aux estimations officielles, les transferts sont plus grands en volume et en importance dans l'économie algérienne.

Deuxièmement, les montants transférés augmentent avec l'âge des émigrés jusqu'à 40 ans où ils enregistrent le pic et commencent à redescendre. En ce qui concerne la durée d'émigration, l'analyse a montré que durant les dix premières années d'émigration, les volumes transférés sont très importants. Cette période est suivie par une dizaine d'années de diminution continue et d'instabilité dans les transferts jusqu'à leur disparition.

Troisièmement, les transferts des femmes ne sont pas moins importants que ceux des hommes, les émigrés mariés ont tendance à transférer plus d'argent que les célibataires. À partir du deuxième enfant, les transferts commencent à diminuer à cause des dépenses élevées, la scolarisation des enfants et l'intégration des familles des émigrés.

Quatrièmement, les émigrés algériens qui ont franchi les frontières de la France régulièrement transfèrent environ 5 fois plus que ceux qui ont émigré d'une façon irrégulière. En ce qui concerne leur niveau d'instruction, les émigrés qui ont le niveau moyen transfèrent le plus, ceux avec le niveau primaire transfèrent le moins et les universitaires et les plus qu'universitaire sont entre les deux. Aussi, plus l'émigré étudie dans le pays d'accueil plus ses transferts de fonds tendent vers le zéro ce qui explique l'intermédiaire de l'intégration.

Cinquièmement, en ce qui concerne le secteur du travail, les émigrés en chômage sont ceux qui transfèrent le moins d'argent. Ils sont suivis par les travailleurs du secteur agricole, le secteur industriel et en fin le secteur des services. Ainsi, les émigrés qui ont changé de métier transfèrent beaucoup moins d'argent que ceux qui ont terminé et travaillé dans leur domaine de formation ou d'expérience acquise en Algérie.

Enfin, Les résultats ont montré la faiblesse des investissements des émigrés ainsi que leurs membres de famille par rapport à l'achat du foncier, l'épargne et le financement des vacances en Algérie. Nous pensons que les émigrés algériens

préfèrent investir dans des projets moins rentables mais sûrs tel que l'immobilier et l'épargne.

En général, nous pensons que l'instabilité, les canaux suivis, les destinations des transferts ainsi que l'intégration des émigrés jouent contre le fonctionnement du processus de Carling (2004). Cette situation paralyse les effets positifs probables des transferts sur le développement économique en Algérie.

Chapitre III

Migration retour

Introduction :

Commençant notre chapitre par les constats révélés dans l'étude de Glystos réalisée en 1988. L'économiste a confirmé qu'entre un million de grecs qui résidaient l'Allemagne de l'Ouest, entre 1960 et 1984, 85 % ont retourné vers la Grèce, leurs pays de naissance.

Dans le même sens, Boahning (1984) a estimé que plus de deux tiers des travailleurs étrangers vivant dans la République Fédérale Allemande et que plus de quatre cinquièmes vivant en Suisse ont retourné dans leurs pays d'origines. Aux Etats-Unis la migration retour a été aussi considérable, Jasso et Rosenzweig (1982) ont indiqué qu'entre 1908 et 1957, environ 15,7 millions de personnes ont émigrés aux Etats-Unis et environ 4,8 millions étrangers ont œuvré pour une seconde émigration internationale.

Tout comme le canal des transferts de fonds, la migration retour représente un sujet ancien. Les études sur le sujet trouvent leurs origines dans les écrits de Grubel et Scott (1966) et Johnson (1967). Les travaux théoriques et empiriques sur la migration en général ont donné moins d'attention à la migration retour en comparaison avec celle accordée aux transferts de fonds. Nous pensons que cela est dû à l'inexistence des retours massifs engendrant des effets significatifs sur l'économie du pays d'origine.

En réalité, l'émigration du travail venant du Sud vers l'Europe central entre 1950 et 1970, dont laquelle les pays du nord de l'Afrique ont été les principaux pays d'origine, ont été principalement temporaires. Ce fait confirme l'existence d'une migration retour de masse mais qui n'est pas sous forme de vagues importantes ce qui la rend non remarquable.

Contrairement à l'idée précédente, le colonialisme ou les européens qui ont envahi les terres de l'Asie, de l'Afrique et même de l'Amérique, ont envoyé des vagues de travailleurs vers ces pays, ils ont créé des colonies et pourtant, personne n'a considéré cette mobilité comme une émigration¹³⁶ qui a fini, dans la plus part des temps, par un retour définitif attirant avec eux des vagues importantes d'émigrés dans le sens inverse.

En ce qui concerne les études sur l'impact de la migration retour sur le développement des pays d'origine, les économistes considèrent que les émigrés mobilisent l'expérience et la connaissance qui vont les diffuser dans le pays d'origine dès leur retour. Ce transfert de savoir et de savoir-faire peut, selon eux,

¹³⁶ Nous aurons besoins de cette idée dans le dernier chapitre pour expliquer la coupure des réseaux ethniques en ce qui concerne leur contribution dans le commerce international.

favoriser la croissance qui en plus de la qualité du savoir mobilisé favorise le développement.

A notre avis, ils sont rares les travaux qui ont essayé d'expliquer tous les processus, la majorité d'entre eux sont orientés à étudier les déterminants de la migration-retour des travailleurs ou du non-retour des étudiants.

Dans ce contexte, nous distinguons¹³⁷ deux types de littératures sur la migration retour : La première considère la migration retour générale qui implique les travailleurs qualifiés et non qualifiés, par contre, la deuxième prend en considération les étudiants poursuivant leurs études à l'étranger.

Comme fut la tradition, nous allons diviser ce chapitre en trois sections. Dans la première, nous allons présenter les théories qui ont pris en considération la migration de retour, sachant que tout comme les transferts de fonds, des théories propres à la migration retour sont inexistantes. Les théories ou les modèles théoriques qui ont pris la migration retour comme un canal qui sert à drainer la main d'œuvre qualifiée et la main d'œuvre professionnelle et expérimentée.

Dans la seconde section, nous allons présenter les études empiriques sur la migration retour ainsi que les expériences des pays dans ce que les spécialistes dans le domaine appellent les politiques d'attraction des élites. La collecte de ces expériences a été très bénéfiques pour notre étude tout comme les études empiriques qui nous ont aidé à tracer l'orientation de ce chapitre.

La dernière section, nous allons la consacrer à la partie pratique, qui sera à son tour composée en deux. Nous allons d'abord, commencer avec une étude sur la migration retour en Algérie, les tentatives de mesure, de modélisation et d'attraction des émigrés. Dans la partie qui va suivre, nous allons analyser une base de données issue du projet « Migration Retour au Magreb » (MIREM).

1- Les théories de base :

Comme nous l'avons signalé dans l'introduction, il est connu que les économistes optimistes sont les premiers à parler de la migration retour, sauf que, c'est au compte de la nouvelle économie de la migration du travail que revient son rôle dans le développement des pays d'origines. Durant les années 1960 et 1970, le non-retour des étudiants qui ont terminé leurs études à l'étranger a pris une grande préoccupation dans la littérature économique. L'article classique d'Adams (1968), a mis l'accent sur les effets néfastes du non-retour des étudiants sur les économies

¹³⁷ Cette distinction va concerner la partie théorique, dans la partie pratique nous allons traiter le phénomène d'une façon générale.

des pays d'origines. Ce papier est considéré parmi le premier à déclencher l'étude de la migration de retour et son impact sur les pays d'origines.

Dans le même sens, après la démonstration des effets négatifs de la fuite des cerveaux sur les pays d'origines¹³⁸, Bhagwati et Partington¹³⁹ (1976), ont suggéré la nécessité de l'application d'une taxe spéciale imposée sur les étudiants restants et travaillants à l'étranger. Selon les économistes, cet impôt doit être collecté par le gouvernement du pays développé et remis aux pays d'origine. Cette taxe a pour fin, la contrebalance des effets néfastes de la migration sur le développement des pays d'origines.

Plusieurs études peuvent être considérées comme des modèles théoriques pour expliquer les causes pour lesquelles les étudiants ne retournent pas au pays d'origine dès qu'ils terminent leurs études. Nous pensons que ce phénomène constitue la base de la fuite des cerveaux. Chen et Su, (1995) ont pensé que le système d'emploi dans le pays d'origine peut intéresser la plupart de ceux qui poursuivent leur formation à l'étranger.

D'une façon plus explicite, le système d'enseignement et de formation étranger est censé répondre aux besoins du marché du travail du pays d'accueil. Les émigrés vont logiquement choisir un marché de travail plus adéquat à leurs formations. Lorsque la formation étrangère est suivie par une expérience de travail dans le pays d'accueil, la probabilité de retour va diminuer au fur et à mesure que l'augmentation des années d'études et d'expérience dans les pays d'accueils¹⁴⁰.

Wong (1995) a démontré que l'expérience de travail acquise à l'étranger a tendance à améliorer la productivité de l'émigré. Aussi, le revenu de l'émigré va augmenter d'une façon considérable. Les émigrés qui disposent d'un grand cumul de connaissance dans le pays d'accueil, à travers l'apprentissage par la pratique « Learning by Doing »¹⁴¹, sont les plus favorables à voir ces améliorations dans la productivité et dans le revenu. Certaines théories¹⁴² en faveur du Brain Gain¹⁴³ ont souligné la « Re-migration » qui désigne le processus d'une autre migration ainsi que le transfert des connaissances et des compétences vers leurs pays d'origines.

¹³⁸ La vague des économistes pessimistes dans l'introduction générale.

¹³⁹ Le titre de l'article est : 'Taxing the Brain Drain'.

¹⁴⁰ Nous allons vérifier la validité de cette hypothèse pour les émigrés algériens dans la partie pratique de ce même chapitre.

¹⁴¹ Cette approche trouve son origine dans les travaux de Lucas (1988), selon lui répéter les mêmes tâches dans la production augmente la productivité du travailleur.

¹⁴² Tel que la théorie de Cassarino (2004) que nous allons présenter dans la décision du retour à la fin de cette section.

¹⁴³ Nous allons détailler ce canal dans le dernier chapitre.

Bucovetsky (2003) a examiné la façon dont la fuite des cerveaux (Ou autrement expliquée par le non-retour des étudiants aux pays d'origines) peut réduire l'incitation du gouvernement à imposer des taxes sur le capital humain. Cette libéralisation d'éducation engendre un effet bénéfique sur la formation du capital humain et la croissance de la production dans le pays d'origine.

Les divers points de vue des études menées sur les effets de la migration des qualifiés ont prédit qu'il s'agit d'un processus complexe qui nécessite l'analyse de plusieurs dimensions. Haque (2005) soutient que la question de la fuite des cerveaux doit être affichées et gérées dans une grande partie de la même manière que la fuite des capitaux. Le cas de l'augmentation de la fuite des capitaux est considéré comme un indicateur nécessitant la correction de la politique de gestion des capitaux. Kapur et McHale (2005) ont également proposé le contrôle des flux des migrants qualifiés ainsi que l'indemnisation, afin d'encourager le capital humain à rester dans le pays d'origine.

Dans l'étude de Kuhn et McAusland (2006), ils ont analysé la connaissance comme un caractère public. Selon les économistes, la connaissance est essentielle pour assurer des avantages à la fois au pays d'accueil et d'origine. Dans le même ordre d'idée, les auteurs ont soutenu que les émigrés produisent plus de connaissance de qualité dans le pays d'accueil grâce à la plus grande taille du marché. Cette connaissance est publique et parfaitement reproductible, elle peut toucher le pays d'origine. L'importance relative des avantages pour le pays d'origine dépende sur les droits de propriétés intellectuelles dans les deux pays ainsi que la pertinence de la connaissance créée pour le pays d'origine.

En ce qui concerne la décision du retour des émigrés, ou bien la décision de la Re-migration, plusieurs modèles théoriques ont été proposés. Nous allons présenter les trois grandes théories d'entre eux (Dustman, Cassarino et la théorie de l'action raisonnée adopté par Baruch et al en 2007).

Si nous prenons l'exemple de l'étude de Dustman (2001), ou il a considéré que les décisions d'émigration et de retour comme étant formées dans un modèle du cycle de vie de la migration à long terme. Selon lui, Les intentions initiales de la durée de séjour dans le pays d'accueil jouent un rôle important dans les décisions d'éducation prises par les migrants à l'étranger.

D'après Dustman, ceux qui vont à l'étranger avec une intention initiale d'un séjour plus long, ont tendance à investir dans un capital humain spécifique au pays d'accueil. Le capital humain spécifique peut être moins pertinent pour les besoins immédiats du pays d'accueil ce qui renforce leurs intentions initiales du long séjour. Par contre, ceux qui planifient un séjour plus court, tendent à accumuler moins de

capital humain spécifique dans le pays d'accueil. Cela veut dire qu'il existe plus de chances pour eux de retourner à leur pays natal.

Bien que les spécialistes peuvent fournir des services généraux qui sont bénéfique pour leur pays d'origine, mais ils vont trouver sans doute ce travail moins satisfaisant dans le côté professionnel. Le cas des politiques d'attraction des élites qui favorisent les cerveaux retournés aux pays d'origines en ce qui concerne les salaires¹⁴⁴ représente le bon exemple. Donc, une grande partie de la décision de retour est fondée sur les récompenses monétaires que les individus s'attendent à recevoir dans leur pays d'origine, par rapport à leur pays de résidence actuel.

Nous pensons que ces récompenses doivent à leur tour être déterminées par les compétences accumulées durant le séjour. Dans les pays d'accueil, les compétences spécialisées sont plus valorisées, ils gagnent plus de revenu parce que les pays développés sont caractérisés par des institutions scientifiques. Ces derniers hiérarchisent les salaires et les statuts sociaux de façon que les compétences spécialisées aient le niveau le plus élevé, ce qui n'existe pas dans les pays sous-développés. Aussi, l'attraction des élites doit répondre à une demande spécifique de main d'œuvre. Par exemple, si c'est pour la recherche scientifique, l'Etat doit d'abord aménager les laboratoires avec du matériel moderne pour pouvoir récolter les fruits d'une tel politique.

Cassarino (2004) a expliqué que le processus du retour dépend de deux critères essentiels : La phase de préparation du retour et celle de la mobilisation des ressources. Il a démontré, dans son modèle théorique, que la possibilité de devenir un acteur de développement dans le pays d'origine dépend de l'importance que l'émigré de retour offre à la préparation du retour.

La mobilisation des ressources étroitement liée à la théorie des réseaux¹⁴⁵ « et aux ressources tangibles (capital financier surtout) et non tangible (contacts, relations, qualifications, connaissances directes...Etc.) qui ont été transférés durant la période d'émigration » (Cassarino, 2004). Avec tout ça, l'auteur n'a pas oublié le capital social de l'émigré envers son pays d'origine. Nous pensons que le capital social peut être envers le pays, la race, la religion, la famille et les amis. En général,

¹⁴⁴ L'Algérie a eu plusieurs expériences dans ce sens « En matière économique et technique les Algériens émigrés peuvent également apporter beaucoup, et leur volonté de contribuer au développement économique du pays doit être encouragée » La Charte d'Alger, lors du premier congrès du FLN du 16 au 21 avril 1964.

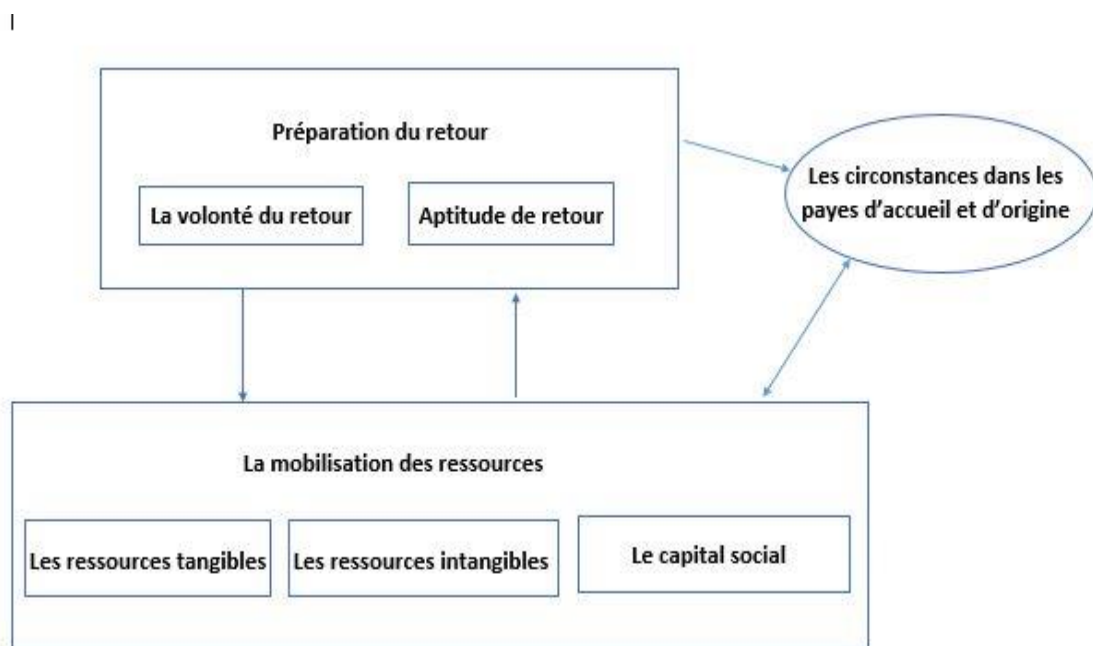
¹⁴⁵ Présentée dans le premier chapitre.

l'auteur pense que ces deux groupes sont déterminants pour la préparation du retour de l'émigré.

La phase de préparation du retour ne dépend pas seulement de la bonne volonté mais aussi du fait d'être prêt¹⁴⁶ à retourner. L'économiste a expliqué d'avantage cette phase par « Un acte volontaire qui doit être supporté par une collecte des ressources suffisantes et des informations sur les conditions du poste retour au pays d'origine » (Cassarino, 2004). Il est connu que la préparation du retour est basée sur un choix¹⁴⁷ libre mais selon Cassarino, pour que le retour soit fortement lié au développement du pays d'origine, la préparation du retour doit être vue par tous comme une épreuve de bonne volonté¹⁴⁸.

Cassarino (2004) a éclairé les interactions entre les différents concepts utilisés dans son analyse. Aussi, il a essayé de relier ces mêmes concepts avec les circonstances¹⁴⁹ dans les pays d'origines et les pays d'accueils. A partir de ces interactions, l'économiste a conclu à la formation d'un processus du retour des émigrés. La figure suivante schématise les interactions entre les concepts :

Figure 31 : La décision de retour



Source : Cassarino (2004)

¹⁴⁶ En anglais l'auteur a utilisé le mot « Readness »

¹⁴⁷ Introduit dans le Council Of Europe (1987).

¹⁴⁸ Encore une fois l'auteur a utilisé le mot readness « proof of readness ».

¹⁴⁹ Plus tard dans son article, l'économiste a résumé les circonstances dans l'actualité institutionnelle, économique et politique dans les deux pays concernés.

L'auteur a tenté de théoriser le retour des émigrés en tirant les conclusions suivantes : Selon lui, le retour ne représente pas simplement un acte volontaire mais aussi une mobilisation des ressources qui demande du temps. Le statut¹⁵⁰ légal de l'émigré dans le pays d'accueil influence sur la phase de préparation du retour ainsi que sur la mobilisation des ressources. Les émigrés de retour ne diffèrent pas seulement en termes de motivation mais aussi en termes du niveau de préparation et de modèle de mobilisation des ressources.

Dans le même sens, nous pensons que la phase de la préparation du retour ne dépend pas seulement de l'expérience de l'émigré à l'étranger et les fonds transférés mais aussi du climat générale dans les deux pays. A titre d'exemple, les changements institutionnels, économiques et politiques dans le pays d'accueil¹⁵¹.

Le capital social joue à son tour un rôle très important, il est défini par la force de la relation entre l'émigré et son pays d'origine, sa famille et ses amis. Ce capital est généralement mesuré par le nombre de visites ou même les appels téléphoniques envers le pays d'origine. L'économiste a aussi souligné que la préparation de retour est influencée par les circonstances dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil ainsi que par les conditions de prés et poste retour. Généralement, l'impact du retour sur le développement dépend du niveau de préparation. A titre d'exemple, l'émigré qui a été expulsé sans planifier son retour ne peut rien offrir à son pays, car il n'a pas mobilisé les ressources suffisantes pour.

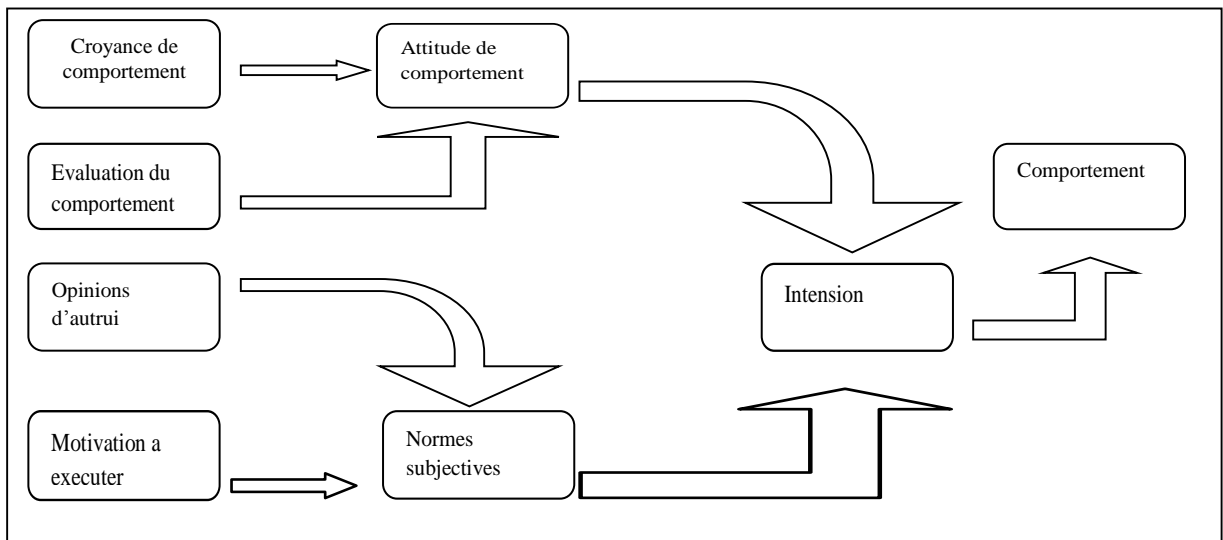
Nous ne pouvons pas aborder le sujet de la migration retour sans faire appel à la théorie de l'action raisonnée¹⁵² (Theory of Reasoned Action). Cette théorie est développée initialement par Ajzen et Fishbein (1980). Leur idée générale est simple, il existe un lien étroit entre les intentions et les décisions que les personnes prennent. La figure suivante montre les relations entre les croyances, les attitudes, les normes, les intentions et les comportements des individus dans cette théorie :

¹⁵⁰ L'auteur l'a illustré par les exemples fournis par King (1986) et Dustmann (2001) : Le cas des émigrés qui ont une expérience ni courte ni longue pour investir le capital humain et financier acquis.

¹⁵¹ Selon l'auteur ces changements ont des répercussions sur la façon dont laquelle la mobilisation de ressources s'effectue.

¹⁵² Selon ce modèle, la décision d'une personne est déterminée par son intention comportementale envers cette décision. Cette intention serait quant à elle déterminée par l'attitude de la personne et par ses normes subjectives relatives au comportement en question.

Figure 32 : La décision de retour selon la théorie de l'action raisonnée



Source : Fishbein et Ajzen (1975).

Baruch et al (2007) ont tenté d'appliquer cette théorie à la décision d'émigration, les résultats de cette étude ont suggéré que les plans originaux des émigrés ont changé. Cela veut dire que, même les émigrés qui ont des croyances des attitudes et des intentions peuvent en réalité rester dans le pays d'origine. Ce fait explique la complexité d'analyser la décision d'émigration¹⁵³ d'un côté et de la migration-retour de l'autre.

Aussi, certaines études ont suggéré que les intentions sont liées directement au niveau d'éducation ainsi qu'aux plans de travail des individus. De l'autre côté, la planification pour l'avenir est très importante pour la détermination et la concrétisation des décisions d'émigration.

2- Les études empiriques :

Beaucoup d'études ont été menées sur la probabilité de retour de la main d'œuvre qualifiée et surtout les étudiants à l'étranger. L'objectif était de mesurer l'ampleur de ce phénomène et d'en déduire des solutions afin de lutter contre ce fléau¹⁵⁴. En Asie, à titre d'exemple, nous avons trouvé les travaux de Niland (1970), Kao et Lee

¹⁵³ Il ne s'agit pas seulement d'un simple calcul des coûts/bénéfices comme le suggère la théorie néoclassique.

¹⁵⁴ Le non-retour des étudiants.

(1973) et Zweig et Changgui (1995) en Chine ainsi que l'étude de Cortés (1980) en Amérique Latine.

Borjas et Bratesberg (1994), dans leur fameux article « Who migrate ? »¹⁵⁵, ont présenté une analyse théorique et empirique des comportements des migrants qui retournent dans leur pays d'origine. Leur modèle théorique de migration retour génère des prédictions concernant la taille et la composition des compétences des flux des émigrés de retour.

Ils ont conclu que la migration de retour est reliée au type de sélection qui a généré les flux d'immigrants en premier lieu. En d'autres termes, si le flux d'immigrants est positivement sélectionné de sorte qu'ils ont un niveau supérieur, les migrants de retour seront les moins qualifiés. En revanche, si les flux d'immigrants internationaux sont négativement sélectionnés, les migrants de retours seront les plus qualifiés.

Dans leur analyse, ils ont construit une base de données sur les flux sortant pour 70 pays d'origines. Ils ont pu faire ça à partir de la combinaison de deux sources de données : Le recensement américain de 1980 et un ensemble de micro-données disponibles chez les services de la naturalisation de l'immigration¹⁵⁶. A partir de cette base de données, les économistes ont démontré que les immigrés de retour sont dans leur majorité originaires des pays proches et moins pauvres.

En général, leur analyse empirique a confirmé la prédiction théorique suivante : « La composition des compétences des flux de migrants de retour dépend de la politique de sélection qui a généré le flux d'immigrants dans le premier lieu » (Borjas et Bratesberg, 1994). En raison de la nature sélective de la migration, la composition des compétences d'immigrants abandonnés aux Etats-Unis est sensiblement différente de celle dans le pays d'origine. Cet effet pousse cette main d'œuvre additionnelle et non compatible avec celle demandée à émigrer encore une fois. Cette découverte a des implications importantes pour les études de l'impact économique de l'immigration et les politiques migratoires.

Si nous prenons en compte cette analyse, nous pouvons avoir une idée sur la main d'œuvre tendant à revenir au pays d'origine. Puisque la majorité des politiques migratoires sélectives favorisent la main d'œuvre hautement qualifiée, les migrants de retour seront généralement les moins qualifiés. Supposons qu'un pays de destination adopte une politique migratoire sélective favorisant la main d'œuvre non

¹⁵⁵ Vous retrouvez tous les Working Papers de Borjas sur le site officiel du Bureau National des recherches économiques : www.nber.org.

¹⁵⁶ Ces services prennent en considération certain nombre de caractéristiques démographiques et juridiques pour chaque immigrant admis aux Etats-Unis depuis 1972.

qualifiée. Dans ce cas, la main d'œuvre qualifiée de retour ne peut apporter grande chose parce qu'elle était soit en chômage soit elle a travaillé comme une main d'œuvre non qualifiée.

Dustman (1995), a présenté un simple modèle de cycle de vie où le migrant détermine simultanément la consommation et la longueur du séjour qu'il souhaite passer à l'étranger. L'objectif de l'analyse consiste à comparer les décisions prises en vertu de ceux qui sont certains et qui sont incertains dans le pays d'accueil et d'origine. Ils ont aussi analysé l'épargne de précaution chez les migrants et les autochtones ainsi que l'impact de l'incertitude sur la décision de la première et la seconde émigration.

Si leur fonction ne présente plus un risque absolu croissant, les émigrés accumulent une épargne de précaution durant leur séjour à l'étranger. L'ampleur de ces épargnes dépend de la variance espérée du revenu futur dans les pays d'origine et d'accueil. Si les chocs aléatoires affectant les marchés du travail dans la première et la deuxième période ne sont pas corrélés, la variance de la durée de vie du revenu peut être plus large pour les migrants que pour les autochtones.

Les migrants sont donc plus susceptibles d'accumuler de plus en plus d'épargne de précaution que les travailleurs natifs durant leur séjour d'émigration. Ceci est éventuellement le cas pour les situations où les émigrés ne peuvent pas réclamer les mêmes droits¹⁵⁷ dans le marché du travail du pays d'immigration que les travailleurs autochtones. C'est-à-dire lorsqu'il y a une discrimination contre les travailleurs étrangers au sein du marché du travail au pays d'accueil. Un autre point renforce le cas étudié, c'est le cas où le marché du travail du pays d'origine présente un degré élevé de risque et d'instabilité.

Si toutefois, les chocs aléatoires affectant le marché du travail du pays d'accueil dans la première et la deuxième période sont positivement corrélés¹⁵⁸, la migration peut réduire la variance de la durée de vie du revenu du migrant. Alors, pendant que les travailleurs natifs accumulent les risques dans les deux périodes, le caractère temporaire de l'émigration permet aux migrants d'être à l'abri ou la diversification des risques. Dans ce cas, l'épargne de précaution des migrants peut être inférieure à celle des autochtones, même si les migrants sont exposés à un risque de revenu plus élevé dans les deux périodes séparément.

¹⁵⁷ Surtout dans le cas de l'immigration irrégulière.

¹⁵⁸ L'économiste a ajouté une autre condition : La période du premier choc dans le pays d'accueil doit être négativement corrélée (ou non corrélée) avec la période du deuxième choc au pays d'origine.

L'analyse a distingués trois effets d'incertitude sur le choix optimal de la migration retour, un effet direct et deux effets indirects. En ce qui concerne les effets indirects, ils surviennent en raison de l'endogeniéte de la période de séjour. C'est-à-dire un changement induit dans cette période affect la durée de vie de la variance du revenu d'un côté et le degré d'aversion aux risques de l'autre. Bien que l'effet d'un revenu futur incertain sur la durée de l'émigration soit ambigu, certaines conclusions sur le signe de l'effet peuvent être établies pour des situations spécifiques d'émigration internationale¹⁵⁹.

Dos Santos et Viney (2003) ont analysé la relation entre la dynamique migratoire d'un pays en voie de développement et la croissance économique lorsque les travailleurs peuvent choisir librement leurs destinations. Ils ont montré que certains émigrés peuvent rationnellement choisir de retourner dans leurs pays d'origines après avoir accumuler des connaissances à l'étranger, pendant que certains préfèrent rester en permanence dans le pays d'accueil. Ils ont ensuite essayé de mettre en évidence l'idée que la libre mobilité des travailleurs peut avoir un effet expansionniste. Les économistes ont constaté que dans le long terme, moins les autochtones sont susceptibles d'émigrer plus les migrants sont susceptibles de revenir.

Comme l'objectif de ce papier été de mettre une évidence un impact positif de la migration sur les pays sous-développés, les auteurs ont posé quelques hypothèses que certaines d'entre eux peuvent être assouplies. Leur principal postulat est que le pays sous développé stagne en autarcie tandis que les pays développés enregistrent un taux de croissance exogène. Les économistes ont pensé qu'il serait plus intéressant d'étudier les dynamiques migratoires ainsi que la convergence des deux pays lorsque les deux régions disposent des ressources endogènes de croissance fondée sur l'accumulation des connaissances par exemple. En outre, ce modèle a suggéré certainement que les études empiriques sur l'impact de l'émigration de retour sur la croissance est d'un intérêt majeur.

Iredal et al.,(2003), dans leur livre intitulé « Return Migration in the Asia Pacific », ont présenté une étude menée sur plusieurs pays analysant le retour des migrants qualifiés et les entreprise ainsi que l'impact probable sur les pays d'origines¹⁶⁰. Selon

¹⁵⁹ Par exemple, l'incertitude est susceptible d'avoir un effet positif sur la durée de la migration dans la situation ou le différentiel de salaire entre le pays d'origine et le pays d'accueil est large et le risque perçu dans le marché du travail du pays d'origine est important par rapport au marché du travail du pays d'accueil. Il a aussi illustré cette dernière situation par le cas de la migration Est-Ouest en Europe. Cette analyse a allé plus loin en essayant de théoriser la décision de la migration retour.

¹⁶⁰ Les études ont visé les régions de l'Asie et du Pacifique.

les résultats préliminaires, les effets sont différents et ils changent avec le temps et l'espace. Aussi, leurs contributions à l'économie varient selon la nature de l'environnement dans lequel les émigrants ont retourné. Ils ont ainsi mis la lumière sur les bonnes expériences de la migration retour vers le Bangladesh, la Chine, le Taiwan et le Viêtnam.

Les auteurs ont pensé que les retours des migrants qualifiés mobilisant avec eux l'expérience professionnelle ainsi que le cumul des connaissances acquises représentent une partie intégrante du processus de la mondialisation en général et le développement des économies sous-développées en particulier. Dans leur travail, ils ont examiné les modèles et les processus de la migration retour ainsi que leur impact sur les migrants, leurs familles et leurs communautés. Aussi, leur étude était tellement vaste qu'elle n'a pas exclu les effets de la migration retour sur les pays d'origines et même les pays d'accueils.

Ce livre a mis en évidence de nombreuses considérations qui peuvent influencer la décision de retour au pays d'origine telles que les facteurs sociaux liés à la carrière, les perspectives et l'environnement économique et politique. Dans le même ordre d'idées, ils ont insisté sur les politiques gouvernementales en vue de faciliter la migration de retour à travers la promotion de l'entrepreneuriat, l'éducation et la formation qui peuvent également jouer un rôle crucial dans le développement des pays d'origines.

Selon les auteurs, sur le long terme, les craintes d'une fuite des cerveaux dans certaines circonstances, peuvent être remplacées par la perspective des gains dus à la fuite des cerveaux (Brain Gain). Selon eux, récemment, l'idée de « La circulation des cerveaux mondiaux¹⁶¹ » dans lequel l'émigration et l'immigration coexistent et sont complétées par des mouvements circulaires de courte durée, sera plus présente si les pays deviennent plus intégrés dans l'économie mondiale.

Cet ouvrage a regroupé les opinions des économistes qui ont les mêmes idées. Pour eux, la migration est bénéfique pour les pays d'origine en général et pour les quatre pays d'Asie Pacifique étudiés en particulier. La particularité de ces pays c'est l'adoption des politiques non seulement pour encourager l'émigration-retour mais aussi l'incitation à l'émigration temporaire, les transferts et l'accumulation des connaissances. Nous pensons que cette grande étude confirme le gain de ces pays, mais pour le reste des pays d'origine l'impact est à vérifier.

Dans le cadre d'étudier les déterminants de l'émigration et de l'émigration-retour au Suède, Nakbi (2006) a mené une étude intitulée « The Emigration of Immigrants,

¹⁶¹ Les espaces Schengen représentent un petit exemple de cette perspective.

Return vs Onward Migration : Evidence From Sweden ». Dans cette étude, l'économiste a utilisé une base de données établie en Suède entre 1991 et 2000 pour la détermination des actes¹⁶² des émigrés nées à l'étranger. L'émigration-retour implique l'émigration vers les pays d'origine alors que l'émigration ailleurs indique une seconde émigration.

Les résultats ont montré que les émigrés sont positivement sélectionnés en termes d'éducation. C'est-à-dire, seulement les émigrés qui ont faits des études universitaires ont tendance à émigrer une autre fois. En ce qui concerne les natifs, toutes les catégories d'éducation ont eu la chance d'émigrer. Les propensions d'émigration sont en forme U en ce qui concerne les niveaux de revenu mais positif pour ceux qui s'inscrivent à zéro revenus moyens.

En terme d'émigration des immigrants, les concernés sont une sélection positive envers l'éducation. Les résultats indiquent que l'enseignement universitaire est positivement associé à l'émigration, par contre elle est insignifiante¹⁶³ pour la migration-retour. La composition des émigrés varie également selon la région d'origine, par exemple, par apport aux européen de l'ouest, les immigrants africains, américains du nord et originaires de l'Océanie sont plus susceptible à émigrer vers des pays tiers.

L'auteur a conclu¹⁶⁴ qu'en raison de la distribution des salaires et des prestations sociales, les immigrants peuvent avoir plus de motivation pour rester en Suède, ou le niveau de vie est relativement plus élevé. Aussi, les immigrants hautement qualifiés ont des possibilités d'emplois limités en Suède ce qui les poussent à tenter leurs chance ailleurs.

Adda, Dustmann et Mestres (2006) ont proposé un modèle dynamique de la migration retour. Leur idée générale consiste à analyser les processus de la décision du retour des immigrants en utilisant un modèle dynamique. Dans chaque période, les migrants ont tendance à prendre une décision, soit ils y restent dans le pays d'origine, soit ils retournent au pays d'origine, simultanément avec des choix de consommation et d'investissement.

Les décisions sont prises en comparant les flux actualisés de l'utilité entre rester pour une année supplémentaire et le retour au pays d'origine de façon permanente.

¹⁶² Le choix entre le retour au pays d'origine et l'émigration une autre fois.

¹⁶³ Par exemple, un doctorat est un indicateur positif pour les deux types d'émigration.

¹⁶⁴ Les régressions ont montré que le marché du travail suédois est discriminatoire et que les immigrants qui ont émigré ont un niveau plus élevé que les immigrants jusqu'à l'âge de 35 à 40 ans.

Ces décisions dépendent du capital investi dans chaque pays ainsi que les séries des chocs stochastiques. Leur objectif était d'expliquer comment les migrants décident de rester ou de retourner vers leurs pays d'origines avec leurs épargnes ainsi que leur décision de consommation.

Le modèle dynamique permet aux migrants de revoir leurs décisions à chaque période. Les auteurs ont utilisé des données de panel de l'Allemagne¹⁶⁵ ce qui leur a permis de suivre les migrants de différents pays pour une période de 20 ans. Cette base de données révèle également leurs intentions de retour dans chaque période et s'ils ont retourné ou non. Ils ont estimé les modèles avec des intentions de retour, par la suite, ils ont effectué des simulations sur les politiques des pays d'origine pour attirer leurs diasporas. Les économistes ont également comparé l'intention observée de rester avec celle prédite dans le modèle.

Selon les économistes, les intentions observées et prévues se réfèrent aux personnes âgées de 40 à 45 ans en 1984 (qui ont séjourné déjà 20 ans en Allemagne). Le modèle a saisi la mise à jour observée dans les données et ils ont pu voir comment les migrants qui séjournent en Allemagne vont réviser leurs intentions attendues au cours de leur période d'immigration.

Nordman et Gubert (2008) ont étudié dans le cadre du projet MIREM¹⁶⁶ le retour des migrants et la création des petites entreprises au Maghreb¹⁶⁷. En se basant sur les données d'une enquête publiée sur le site web du projet¹⁶⁸. Ils ont conclu qu'un tiers des émigrés retournant, investissent dans des projets ou dans le commerce. Sachant que cette proportion varie d'un pays à l'autre, l'Algérie enregistre la part la plus faible.

Les économistes pensent que les cause de cette faiblesse en Algérie sont : Premièrement, une grande part des algériens a émigré au début des années soixante et occupé des emplois moins qualifiés ce qui n'a pas permis d'acquérir des

¹⁶⁵ Les immigrants font face à un nombre de chocs de préférences défavorables ce qui les pousse à réviser la période qu'ils prédisent rester et rentrer bien avant. Par contre, ceux qui font face à de bons chocs, vont prolonger la durée prévue du séjour. Cela arrive pour deux raisons, premièrement, les chocs de préférences sont persistants c'est-à-dire, un bon choc d'aujourd'hui, signifie que les chocs future seront bons aussi. Deuxièmement, les individus qui ont resté longtemps en Allemagne ont les intentions les plus élevés d'y rester.

¹⁶⁶ Migration de Retour au Maghreb

¹⁶⁷ L'étude n'a pris en compte que les trois pays méditerranéens l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

¹⁶⁸ Disponible sur le lien :

www.mirem.eu/données/statistiques/statistiquesforstatisticsbasedoncensusdata.

qualifications entrepreneuriales. La deuxième cause est reliée à l'âge, l'étude a révélé que les émigrés algériens sont en général vieux et en retraite.

Aussi, les économistes ont conclu que les émigrés de retour entrepreneurs contrairement aux non entrepreneurs sont généralement des hommes, jeunes, ayant une éducation moyenne et qu'ils ne forment pas un groupe homogène (Nordman et Gubert, 2008). En ce qui concerne l'effet de la durée d'émigration, les auteurs ont conclu qu'il n'existe pas de corrélation claire entre la durée d'émigration et l'entrepreneuriat.

En général, selon Nordman et Gubert (2008), les projets des émigrés de retour dans les trois pays étudiés sont hiérarchisés comme suite : Le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie, l'agriculture, l'industrie manufacturière et la construction. Ces investissements, généralement sous forme d'entreprises familiales, sont financés en totalité par les transferts et ils sont souvent d'une petite taille (moins de dix employés).

Une partie très importante de leur étude consistait à l'analyse des difficultés rencontrées par les émigrés de retour. Selon eux, en premier lieu on trouve les contraintes administratives, en second, la compétition excessive et en dernier lieu le manque des capitaux. Les émigrés de retour qui n'ont pas investi, ont révélé que l'accès au financement représente le plus grand obstacle dans les trois pays étudiés et spécialement au Maroc.

Dos Santos et Wolff (2010) ont essayé, à partir d'une enquête réalisée sur le passage à la retraite des immigrants en 2003, d'établir une étude qui a pour but de répondre à la question suivante : Pourquoi les ressortissants d'origine portugaise résidant la France se singularisent par des intentions de retour au pays dès l'âge de la retraite, deux fois plus que leurs homologues espagnols et italiens ?

Leur étude a indiqué que les différences communautaires relatives au niveau d'éducation, durée de séjour, la maîtrise de la langue française, la localisation des membres de la famille et l'origine du conjoint expliquent une part importante de l'écart observé. L'application de la technique de décomposition non linéaire a révélé que près de 70 % des écarts dans les intentions de retour entre les ressortissants du Portugal et ceux de l'Espagne et l'Italie s'expliquent par des différences dans les caractéristiques retenues. Par contre, un tiers de l'écart observé est lié à l'effet différencié des facteurs influençant le souhait de localisation à la retraite.

Selon les auteurs, la migration a été pendant longtemps étudiée dans le contexte du marché du travail. Avec le vieillissement de la population immigrés, les économistes

ne s'intéressent aujourd'hui pas seulement aux performances du marché du travail des émigrés mais également à analyser la migration sur l'ensemble du cycle de vie en la plaçant dans sa dimension intergénérationnelle.

Güngör et Tansel (2012), dans leur étude sur la Turquie, ils ont fourni des données quantitatives démontrant l'importance des facteurs non pécuniaires¹⁶⁹ dans la décision du retour pour les étudiants turcs poursuivant leurs études aux grandes écoles à l'étranger.

Les économistes ont ainsi pensé que le plus grand impact positif sur la probabilité de non-retour se produit lorsque la déclaration de l'intention initiale est de rester par rapport à ceux qui, au départ leurs intention était de revenir. Cette constatation s'appuie sur la «Théorie de l'action raisonnée» qui prédise que les intentions façonnées par des attitudes, sont au centre du processus de la décision de retour des individus.

Ainsi, leur étude a révélé que les considérations familiales, comme le soutien familial pour la décision de s'installer à l'étranger, jouent également un rôle important dans les décisions de mobilité. Ils ont découvert que la décision d'émigrer n'est pas simplement un choix individuel en fonction de gagner un salaire plus élevé ou de profiter des conditions de travail meilleures à l'étranger.

Selon les économistes, il s'agit d'une décision prise par les membres de la famille. Nous pensons que ce point est très important car il confirme la théorie de la nouvelle économie de la migration du travail NELM. Dans le même ordre d'idée, ils ont trouvé que le mariage avec un étranger fournit une raison importante pour empêcher le retour de l'émigré.

Parmi les facteurs d'attraction et de répulsion, les économistes ont cités l'instabilité économique qui a le plus grand effet dissuasif sur les intentions de retour. En général, leurs résultats suggèrent que la décision de retour est basée en partie sur les plans initiaux prenant en considération les deux aspects pécuniaires et non pécuniaires de la migration.

Bouoiyour et Miftah (2013) ont recherché les causes du retour des émigrés marocains. Leur étude repose sur une base de données issue d'une enquête réalisée

¹⁶⁹ Tel que les considérations familiales, la décision initiale du retour, le soutien familiale, la durée de séjour, l'expérience du travail ainsi que les formations spécialisés à l'étranger.

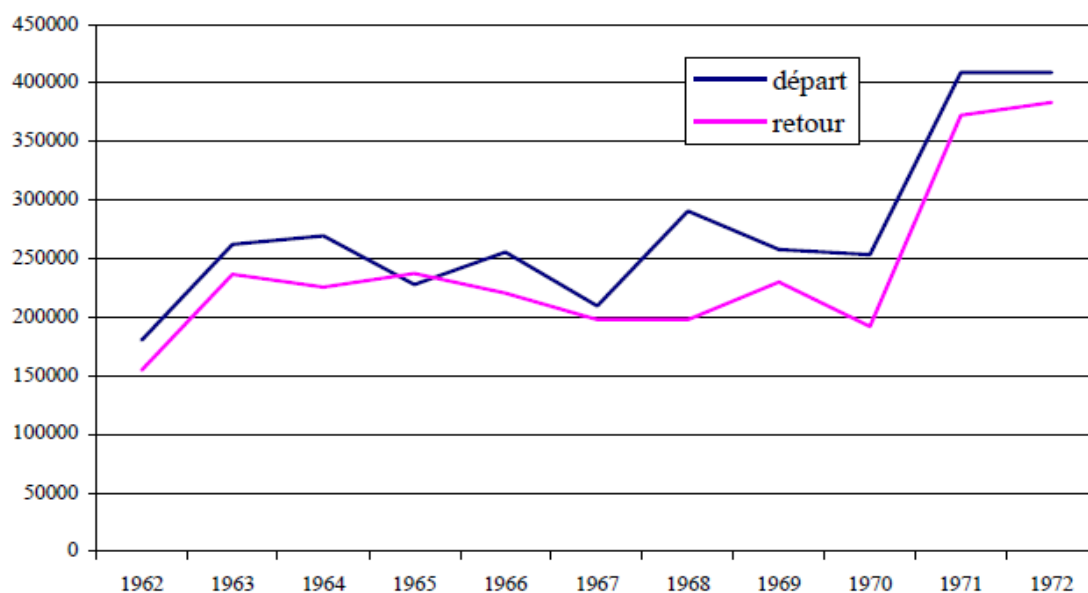
en 2007¹⁷⁰. Pratiquement, ils ont testé l'effet des variables explicatives sur la variation de la probabilité de retour à l'aide d'un modèle Probit.

La conclusion générale des économistes peut être résumé dans la passage suivant : «Le migrant type qui envisage retourner est soit un jeune homme vivant seul (célibataire ou divorcé), n'ayant pas dépassé le niveau bac, appartenant à un ménage modeste (Revenu entre 1500 et 2000 €), envoyant de l'argent régulièrement au Maroc pour sa famille et pour financer un projet, ayant accumulé de l'argent durant plusieurs années et enfin possédant une maison au Maroc (ou envisage de la construire), Soit un étudiant » (Bouoiyour et Miftah, 2013). En générale, pour qu'il décide de retourner définitivement, l'émigré doit planifier son domicile ainsi que le financement de son projet au pays d'origine.

3- La migration retour des algériens :

Dans ces travaux, le sociologue Musette s'est intéressé au côté réglementaire de l'émigration pour la mise en œuvre des politiques d'attraction de la main d'œuvre algérienne émigrées. Dans la partie de l'identification du profil migratoire algérien, il a présenté les résultats d'une enquête menée par Khandriche (1994).

Figure 33 : Emigration et retour en Algérie entre 1962 et 1972



Source : Musette (2007), basé sur les statistiques de l'enquête de Khandriche (1994).

¹⁷⁰ L'enquête a visé la communauté marocaine installée en France, les principaux bureaux de poste de la France ont coopéré pour la réalisation de cette enquête.

D'après le schéma, durant la période étudiée, il existe une forte corrélation entre les départs et les retours des émigrés algériens. Musette a expliqué cette régularité par la réglementation qui a organisé la migration et le retour des algériens à l'époque. Selon lui, la migration algérienne durant cette période a obéi à des séquences d'emploi temporaire. Afin d'illustrer ses propos, l'auteur a cité qu'un « Accord Franco-Algérien instaure un certificat de résidence de cinq ans pour les algériens entré en France après le premier janvier 1966 » (Musette, 2007).

Toujours selon lui, la création de l'ONAMO¹⁷¹ et la signature de l'accord Franco-Algérien ont permis l'évolution d'un nombre de politiques migratoires entre les deux pays et le commencement de l'organisation de l'émigration de la main d'œuvre algérienne par le décret N° 63-191 du 29 Mai 1963.

Nous pensons que cette réglementation a régularisé l'émigration et le retour de la main d'œuvre algérienne, ce qui a été bénéfique pour l'économie du pays à long terme. Selon l'auteur, « Malheureusement, cette période a été suspendue par le gouvernement algérien en septembre 1973 après les événements racistes¹⁷² contre les algériens en France » (Musette, 2007). Le sociologue pense que la réglementation de l'émigration et du retour sous forme de migration temporaire été plus bénéfique pour l'Algérie.

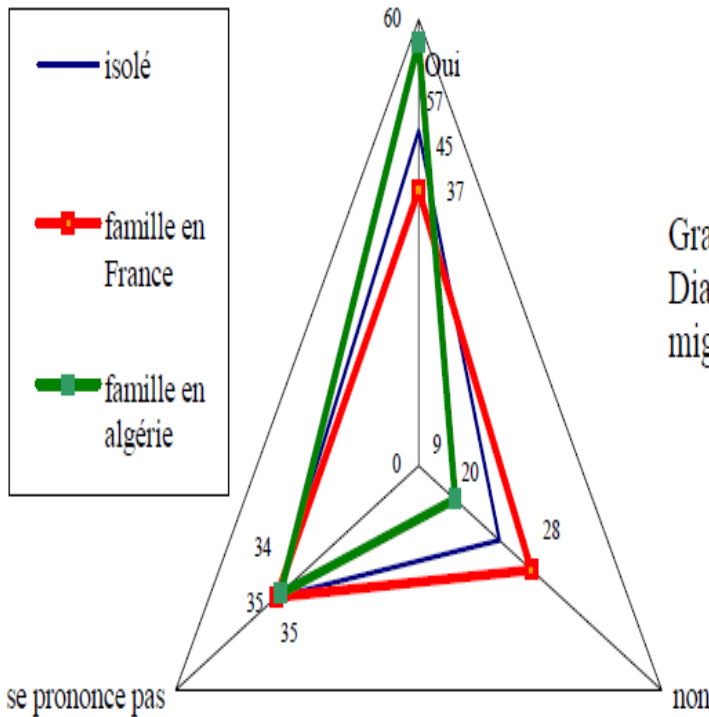
Après ces événements, selon Musette, le phénomène migratoire est devenu plus compliqué, la France a instauré à la fois une politique de retour et une politique d'intégration des émigrés, ce qui a rendu la réglementation du retour difficile à réaliser. Aussi, avec la réunification familiale, l'ère de l'émigration Algérienne féminine s'est déclenchée rendant le retour des émigrés algériens de plus en plus difficile.

La figure suivante montre les intentions du retour des émigrés algériens vivant en France en 1992. L'enquête LERMAM (1992) a divisé les émigrés algériens en trois groupes : ceux avec la famille qui vive en Algérie, ceux qui ont la famille en France et ceux dites les isolés comme les stagiaires et les étudiants.

¹⁷¹ L'Office National de la Main d'œuvre.

¹⁷² Une série d'événements racistes contre les algériens fini avec un attentat (4 morts et 20 blessés) le 14 décembre 1973 contre le consulat algérien de Marseille.

Figure 34 : La perception du retour des émigrés algériens en 1980



Graphique N° 9
Diamant de la perception du retour des migrants algériens en 1980

Source : Musette (2007) exploitation des données de LERMAM¹⁷³ (1992).

La figure précédente montre que les émigrés d'origine algérien qui ont toute la famille en Algérie¹⁷⁴ ont une plus grande intention de retour que ceux qui ont la famille en France. Les isolés sont situés entre les deux, plus du tiers d'entre eux ont s'abstenait et le reste est partagé entre le choix du retour en Algérie ou le fait de rester en France.

En basant sur la même enquête, le sociologue a conclu que « Les migrants, Algériens ou français de naissance, optent en majorité pour la création d'activité économique en Algérie et vivre en France. Le projet d'installation en Algérie n'est pas écarté pour autant : Ils sont 7 %, les migrants neutralisés qui envisagent de s'installer au pays des parents contre 17 % des résidents algériens à l'étranger » (Musette, 2007). Loin d'un effet bénéfique pour l'Algérie, nous pensons que ces émigrés ont compté suivre le même sens du colonialisme, avoir de l'argent algérien pour le dépenser en France.

¹⁷³ Laboratoire des Etudes et des Recherches sur le Maghreb et la Méditerranée et le CREAD Alger (1992).

¹⁷⁴ Les célibataires et les mariés qui ont la petite famille en Algérie.

3-1- L'enquête :

Sur la base de même enquête MIREM¹⁷⁵ exploitée par Nordman et Gubert en (2008) et à l'aide de la conception théorique de Cassarino (2004) nous allons analyser le profil des émigrés algériens de retour, leurs mobilisation des ressources, leurs préparation du retour, leurs contribution dans le développement de l'Algérie ainsi que les difficultés rencontrées et les solutions proposées par ces émigrés de retour interrogés.

L'équipe de recherche a défini le migrant de retour comme « Toute personne retournant vers le pays dont elle est ressortissante, au cours des dix dernières années, après avoir été un migrant international (à court ou long terme) dans un autre pays ». Le retour peut être temporaire ou permanent. Il peut également être décidé de manière autonome par le migrant ou contraint par des circonstances imprévues » (MIREM, 2008). Selon les chercheurs, deux grandes catégories de migrants de retour ont été prises en compte :

1. Les migrants décidant, ceux qui choisissent librement de rentrer dans leur pays d'origine.
2. Les migrants forcés de retourner dans leur pays d'origine.

En Algérie l'enquête a été établie par une équipe de recherche de CREAD¹⁷⁶, ils ont dispersé leur étude sur quatre Wilaya comme il est montré dans le tableau suivant :

Figure 35 : Profil de l'enquête MIREM en Algérie.

Wilaya	Nombre	Pourcentage
Alger	104	31,3 %
Sétif	82	24,7 %
Bejaia	75	22,6 %
Tlemcen	71	21,4 %
Total	332	100 %

Source : Enquête MIREM¹⁷⁷.

¹⁷⁵ Disponible sur le lien : <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/research-projects/mirem/>

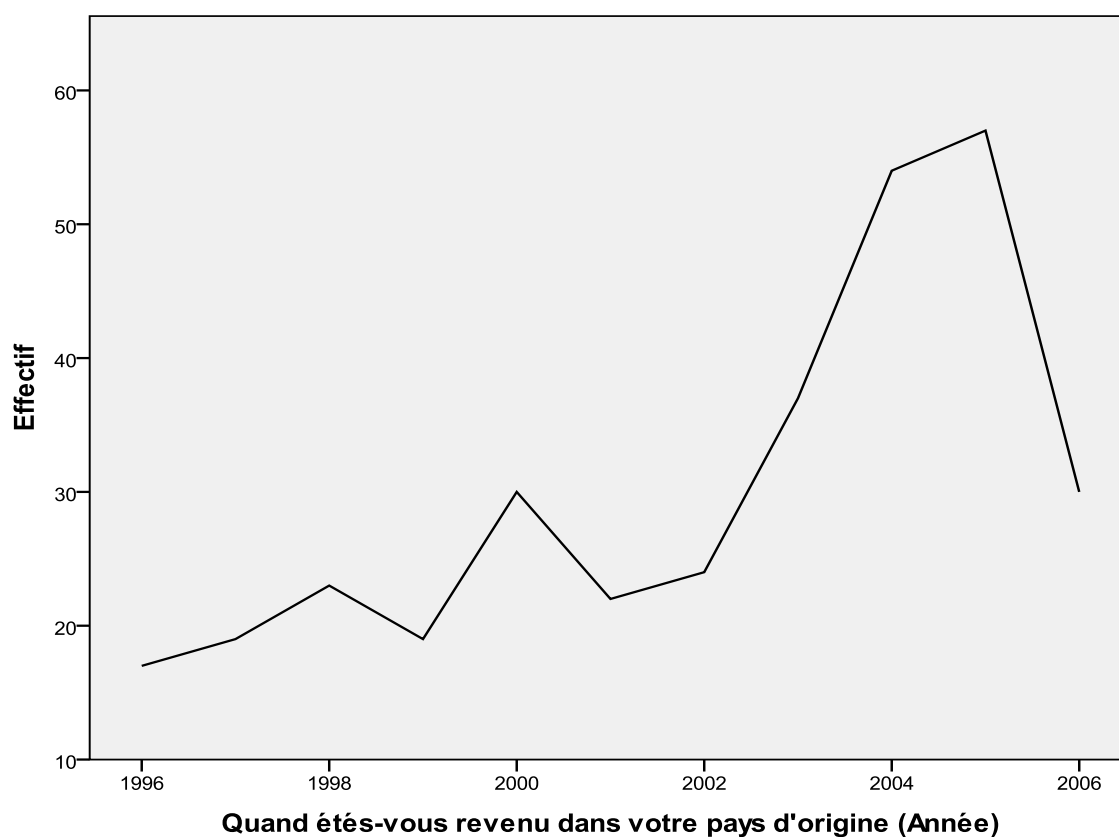
¹⁷⁶ Centre de recherche en l'économie appliquée pour le développement

¹⁷⁷ Disponible sur le lien : <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/research-projects/mirem/survey-on-return-migrants/methodology/>

L'étude a été menée à base d'un grand questionnaire¹⁷⁸ de plus de 40 pages, il est composé de trois phases : Avant l'émigration, durant le séjour à l'étranger et après le retour au pays d'origine. Nous pensons que cette structure permet d'apprécier la manière dont les nombreuses variables sociodémographiques et économiques ont évolué avant le départ, durant le séjour à l'étranger et depuis le retour du migrant dans son pays d'origine.

L'enquête menée a permis d'interroger 287 homme et 45 femme ce qui fait 86,4% hommes et 13,5 % de femmes¹⁷⁹. Le profil d'échantillon étudié a été mesuré selon l'équipe de recherche en le comparant aux études précédentes. Dans ce qui suit, en se basant sur le graphe suivant, nous allons essayer d'analyser les périodes du retour des émigrés algériens.

Figure 36 : Les années de retour par effectif.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

¹⁷⁸ Disponible sur le site du projet MIREM.

¹⁷⁹ Dans notre enquête, présenté dans le chapitre précédent, nous avons suivi presque la même dispersion 83% d'homme et 17% de femmes.

L'échantillon étudié montre une instabilité dans le nombre des émigrés retournés entre 1996 et 2006. Le graphe précédent montre que le nombre de migrants de retour a connu une légère augmentation à partir de 1996, une diminution en 1998 puis une autre augmentation qui a enregistré le pique de l'an 2000.

Nous pensons que cela peut être expliqué principalement par une stabilité relative en ce qui concerne la sécurité en Algérie ainsi que l'augmentation des cours des matières premières qui a hissé relativement le pouvoir d'achat et par conséquent le niveaux de vie en Algérie. A notre avis, ces deux importants facteurs, ont joué le rôle d'éléments d'attraction pour les algériens vivant à l'étranger. Afin de pousser l'analyse un peu plus loin, logiquement les algériens qui ont émigrés durant la décennie noire qui a été marquée et par la baisse du niveau de vie et par l'insécurité, ont pu revenir après l'instauration d'un niveau de vie et de sécurité relativement plus élevé.

Après ce pique, encore une fois, la courbe de l'émigration retour a connu une tendance plus forte d'augmentation, nous avons expliqué ça par la continuation positive dans l'instauration de la sécurité et du bien-être ainsi que des facteurs de répulsion à partir des pays d'origine notamment les événements du 11 septembre 2001. Nous pensons que ces attentats, la guerre contre le terrorisme et la haine contre les musulmans qui en résultait, ont poussé les émigrés musulmans en général et algériens en particulier à regagner leur pays d'origine.

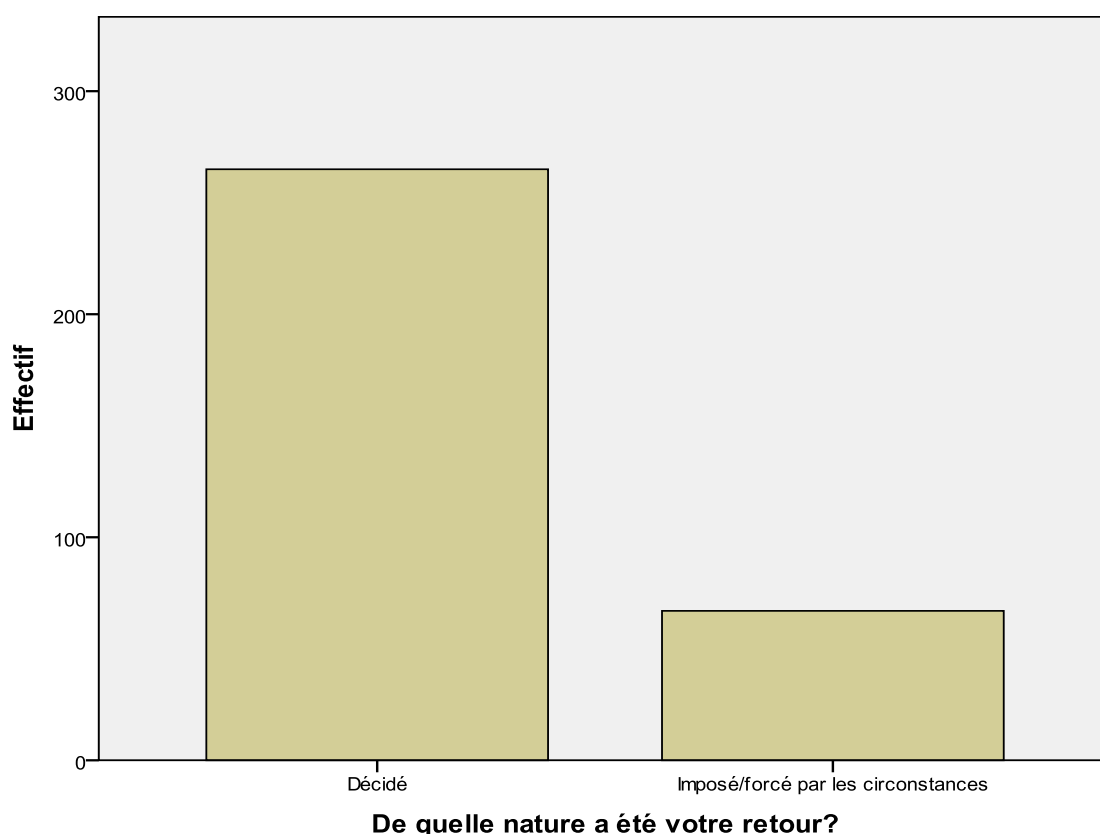
A partir de 2005, la migration retour vers l'Algérie a connu une forte diminution que nous qualifions originaire d'une stabilité relative dans les pays d'accueil. Si nous essayons de tracer le scénario d'après 2006, nous pensons que la tendance aura du connaître, encore une fois, une augmentation à cause de la diminution du niveau de vie et l'augmentation du chômage dans les pays d'accueil, causé essentiellement par l'effet contagion de la crise de 2008.

Nous avons conclu de cette brève analyse, ainsi qu'à partir des résultats du premier chapitre¹⁸⁰, que la migration de retour des algériens tend par nature à la diminution et ce sont des chocs internes ou externes qui peuvent l'augmenter. Cette conclusion, nous a rappelé la nécessité des politiques d'attraction des élites et leurs rôles importants dans l'incitation au retour des émigrés.

¹⁸⁰ Le fait que les transferts de fonds et l'espérance de retour diminue avec le temps et la durée de l'émigration.

Toujours dans le contexte du profil des émigrés de retour étudiés, avant avoir retourné aux pays d'origine, 31,6 % des émigrés algériens ont décidé de retourner d'une façon permanente, 35 % de façon provisoire et 33,1 % n'ont pas déclaré leurs intentions. Le graphe suivant présente cette dispersion. Nous avons commencé avec cette division malgré quelle est situé dans la troisième phase de l'émigration (le retour) parce que nous allons l'utiliser et la comparer avec toutes les autres variables du questionnaire pour pouvoir tirer les déterminants de la décision de retour.

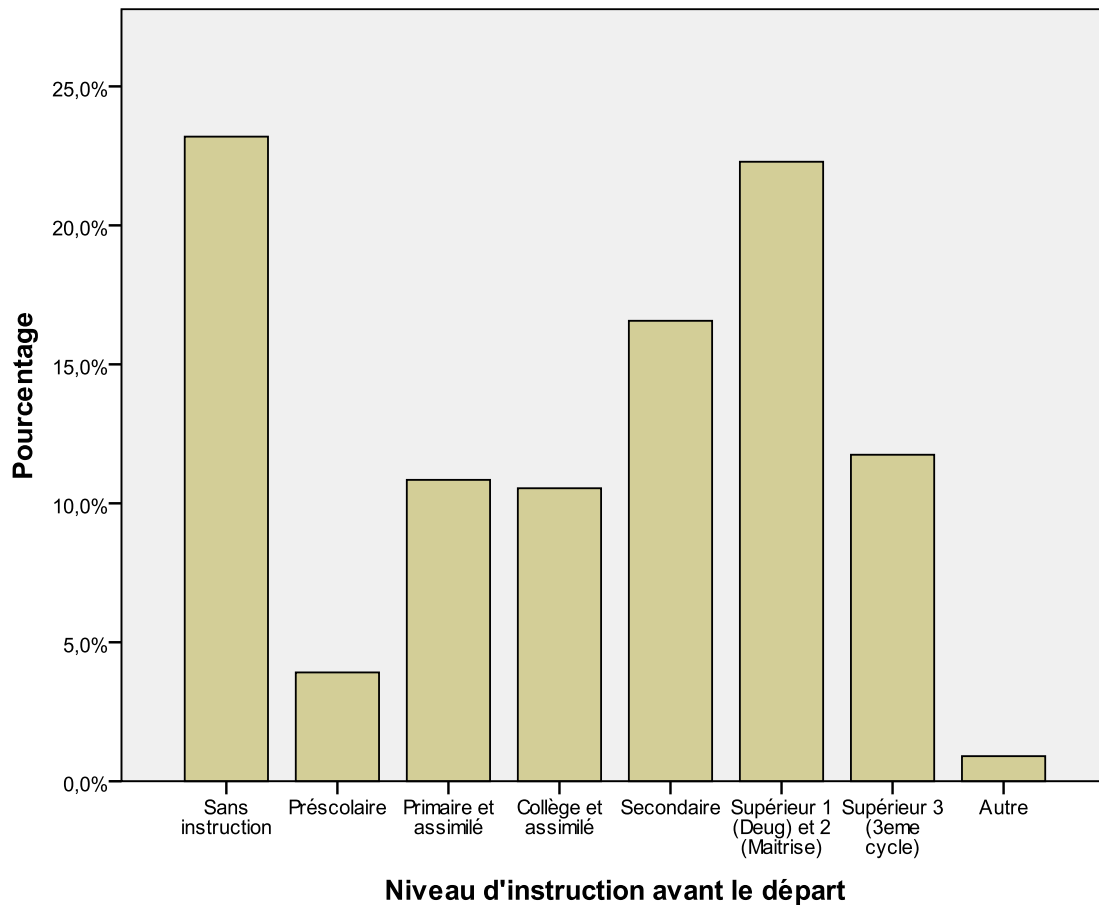
Figure 37 : Nature du retour par effectif.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Aussi, comme il est montré dans le graphe précédent (figure 37), plus de 79,8 % ont eu un retour décidé ou volontaire contre seulement 20,1 % qui ont eu un retour forcé. En ce qui concerne les circonstances qui ont contraint ou forcé les émigrés à retourner sont classées comme suite : Le fait d'être expulsé par les autorités du pays d'accueil, les contraintes familiaux, le chômage, le fait de ne pas pouvoir renouveler son permis de séjour, les problèmes administratives et fiscaux, l'interruption des études et finalement à cause des problèmes graves de santé.

Figure 38 : Niveau d'instruction avant l'émigration.



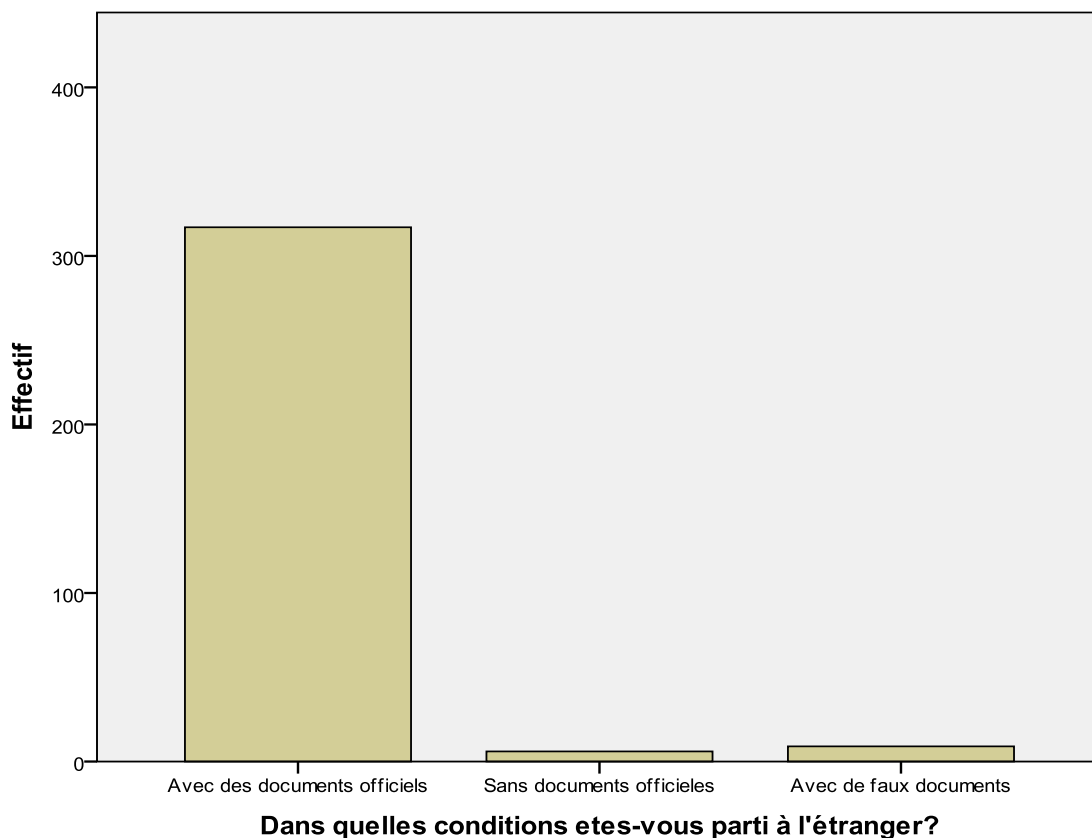
Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Contrairement à notre étude présentée dans le chapitre précédent, l'équipe de recherche a divisé le niveau d'instruction en sept. Comme il est indiqué dans la figure 38, ceux qui sont sans instruction prennent la part la plus large du sondage avec plus de 22,9 % de la totalité, en second rang, ceux qui ont un niveau supérieur 1¹⁸¹ avec 22,3%. Les émigrés avec un niveau secondaire sont au troisième rang avec à peu près 16,5% et le niveau supérieur 3¹⁸² avec plus de 11,7 % au quatrième rang. Le primaire (10,8 %) au cinquième rang, les collégiens (10,5%) au sixième et finalement ceux avec un niveau prés scolaires avec 3,9 %.

¹⁸¹ Cet intervalle est composé des étudiants de la graduation et du master.

¹⁸² Le troisième cycle.

Figure 39 : La nature d'émigration



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Toujours dans le contexte du profil des émigrés de retour en Algérie, nous avons essayé de croiser la migration retour avec la nature de la première émigration afin de capter cet effet résumé dans le graphe précédent. Les enquêteurs du projet MIREM, ont divisé la nature d'émigration en trois, avec des documents officiels, sans documents officiels et avec de faux documents.

L'enquête a révélé que 95% d'entre eux ont quitté l'Algérie avec des documents officiels, 2,7 % avec de faux documents et 1,8 % sans documents officiels. Dans notre étude, nous avons considéré les émigrés réguliers et les émigrés irréguliers¹⁸³ englobant ceux avec des faux papiers et ceux qui ont émigrés sans papiers. Le choix de notre échantillon a été un peu loin avec 17 % d'émigrés irréguliers à cause de l'indisponibilité des statistiques sur la migration irrégulière¹⁸⁴.

¹⁸³ Pour spécifier dans la migration irrégulière, les spécialistes parlent souvent des Cross-borders et des Over-stayer.

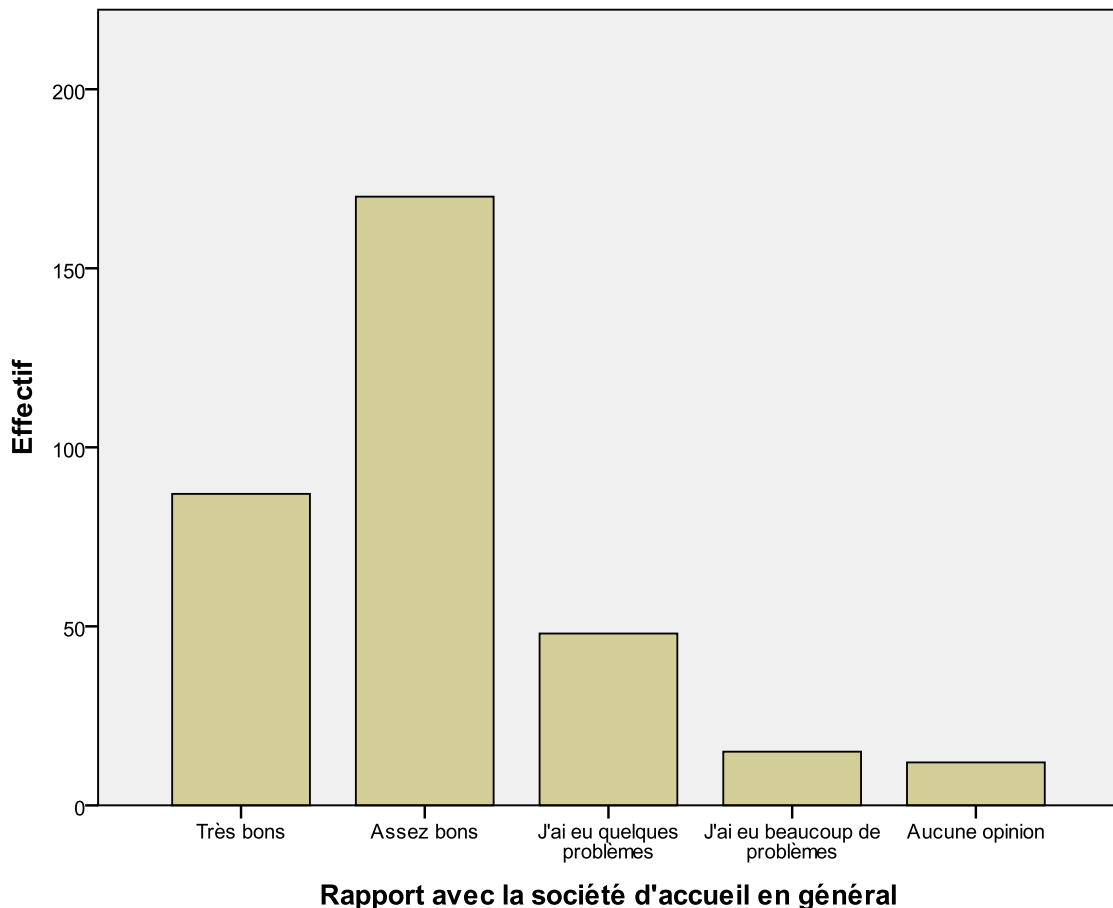
¹⁸⁴ La migration irrégulière est par nature non mesurable.

3-2- L'analyse de l'enquête :

3-2-1- L'attachement de l'émigré au pays d'accueil :

En ce qui concerne le degré d'attachement de l'émigré au pays d'accueil, l'équipe de recherche a prévu quelques questions. La première est liée au rapport général de l'émigré avec la société d'accueil. Les résultats de l'enquête ont révélé que la majorité des émigrés avec plus de 51 % ont eu de bonnes relations avec la société d'accueil. Au second rang vient la part de 26,2 % des émigrés algériens qui ont eu un assez bon apport. 14% ont eu quelques problèmes et la proportion la plus petite 4,5 % a eu beaucoup de problèmes dans ou avec la société d'accueil. Généralement il nous paraît clair que plus que 77 % des émigrés étudiés ont eu entre de très bon et assez bons rapports avec la société d'accueil.

Figure 40 : Degrés d'intégration au pays d'accueil.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Les résultats précédents nous ont poussés à s'interroger sur l'effet de la relation avec la société d'accueil sur les décisions de retour. Dans le tableau suivant nous avons essayé de croiser le rapport avec la société d'accueil et l'intention de retour des émigrés. Les résultats ont été surprenants, d'entre ceux qui ont eu de très bons rapports 47,1 % ont décidé de revenir d'une façon permanente et 26,4 % d'une façon provisoire. La propension de 65,8 % de ceux qui ont eu des rapports assez bons ont décidé de revenir d'une façon permanente et 7% d'une façon provisoire.

En ce qui concerne la part des émigrés qui ont eu quelques problèmes durant leur séjour, 62,5 % d'entre eux, ont visé un retour permanent contre seulement 12,5 % visant un retour provisoire. La dernière tranche, ceux qui ont eu beaucoup de problèmes, 73,3 % ont espéré retourner en permanence et 6 % compte retourner provisoirement.

En analysant ce tableau, et surtout lors des calculs des ratios, nous avons touché l'existence d'une corrélation entre le rapport avec la société d'accueil et la décision de retour. Ce qui nous a surpris, est le faible effet de ces rapports sur la décision de retour apparaissant dans le premier ratio.

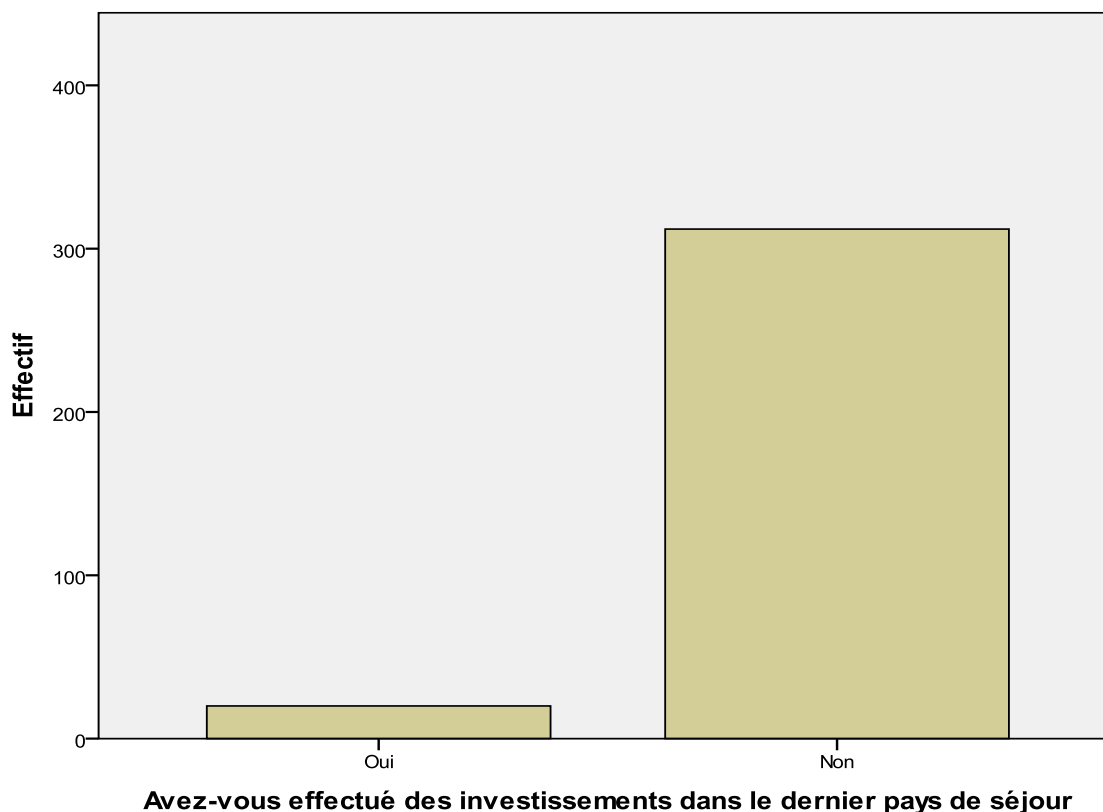
Figure 41 : Degrés d'intégration par intention de rester

	Lors de votre retour, aviez-vous l'intention de rester de manière...			Total
	Permanente	Provisoire	Ne sait pas	
Très bons	41	23	23	87
Assez bons	112	12	46	170
J'ai eu quelques problèmes	30	6	12	48
J'ai eu beaucoup de problèmes	11	1	3	15
Aucune opinion	6	3	3	12
Total	200	45	87	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

L'attachement économique et financier de l'émigré est pris à en considération par l'équipe de recherche. L'exploitation de la base de données, comme le montre le graphe suivant a conclu encore une fois à une faible proportion des émigrés qui ont investi dans le pays d'accueil. De la totalité des émigrés étudiés, seulement 6 % ont investi dans le pays d'accueil. Nous pensons que l'investissement¹⁸⁵ constitue un appui à l'intégration qui est plus fort que le rapport avec la société d'accueil.

Figure 42 : L'investissement dans le pays d'accueil.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Afin d'éclairer le rapport de l'investissement dans le pays d'origine avec la décision de retour, nous avons établi le tableau croisé suivant. Encore une fois, les résultats ont révélé l'inverse de ce que nous avons attendu. Ils ont montré que 60 % des émigrés qui ont monté des affaires dans le pays d'accueil ont décidé de retourner d'une façon permanente contre seulement 25% d'entre eux qui ont décidé de retourner d'une façon provisoire. Aussi, le ratio est presque le même (60,2%) pour ceux qui n'ont pas investi dans pays d'accueil.

¹⁸⁵ Une autre dimension est prise en considération, celle de la taille et la durée de l'investissement établi par l'émigré.

Donc, si nous avons bien analysé cette partie de l'enquête, les résultats ont révélé que l'espérance ou l'effet d'investissement dans le pays d'accueil n'a aucun impact sur décision du retour.

Figure 43 : Les investissements dans le pays d'accueil et l'intention de rester

	Lors de votre retour, aviez-vous l'intention de rester de manière...			Total
	permanente	provisoire	Ne sait pas	
Oui	12	5	3	20
Non	188	40	84	312
Total	200	45	87	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Après l'analyse de l'attachement de l'émigré au pays d'accueil, Nous avons conclu que ni les bons rapports ni le fait d'investir dans le pays d'accueil n'ont un effet significatif sur la décision du retour des émigrés algérien. En général, à partir de l'exploitation de cette base de données, les émigrés ont de bons intentions de retour malgré la présence des forces qui les rattachent au pays d'accueil ou autrement dit malgré leur intégration.

3-2-2- La mobilisation des Ressource :

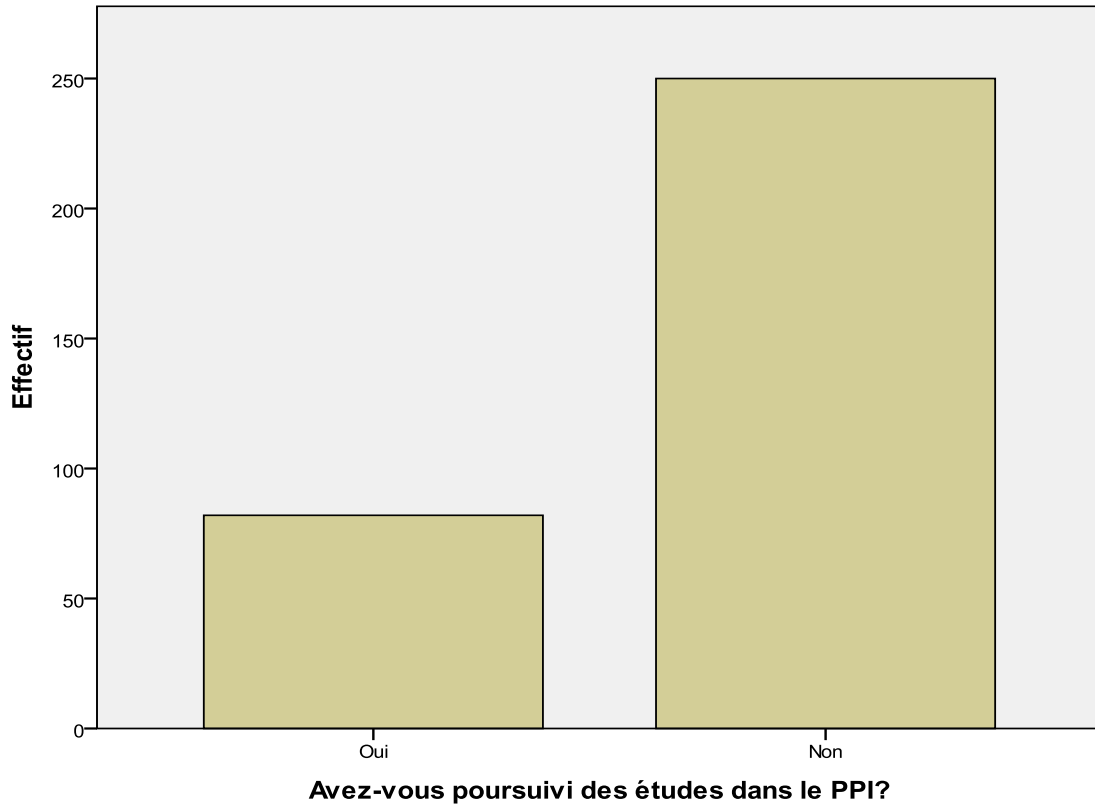
Le fait de poursuivre des études ou des formations professionnels dans le pays d'accueil peut ainsi approfondir l'intégration des émigrés rendant leur retour plus difficile¹⁸⁶. Dans cette section, et suite au raisonnement de Cassarino (2004), nous allons mettre en relief les ressources mobilisées par les émigrés avant la préparation du retour.

En ce qui concerne les études des émigrés, le graphe suivant montre qu'une faible proportion de 24,6 % des émigrés retournés a poursuivi des études à l'étranger contre 75,3 % qui ne l'ont pas fait. Nous ne pouvons pas estimer l'importance de cette

¹⁸⁶ Comme il est démontré dans le premier chapitre.

proportion sans savoir les niveaux d'instructions des émigrés qui ont poursuivi leurs études.

Figure 44 : Niveau d'instruction acquis dans le pays d'accueil.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Le tableau suivant montre que d'entre ceux qui ont terminé leurs études¹⁸⁷, 5,1 % sont sans instruction, 7,6 % ont le niveau prés scolaire, 5,5 % ont le niveau primaire, 9,3 % étaient en collège, 23,6 % en secondaire, 47,2 % en supérieur1 et 56,4 en supérieur3. Les résultats de ce tableau ont montré une croissance continue dans la part de ceux qui ont poursuivi des études avec l'augmentation du niveau d'instruction dans le pays d'origine. En d'autres mots, plus le niveau acquis au pays d'origine est élevé plus les émigrés algériens ont plus de chance de terminer leurs études au pays d'accueil.

¹⁸⁷ Dans notre enquête explorée dans le premier chapitre, nous avons mis en relief la durée des études des émigrés mesurée en nombre d'années.

Figure 45 : Niveau d'instruction avant l'émigration et poursuite des études à l'étranger

	Avez-vous poursuivi des études dans le PPI?		Total
	Oui	Non	
Sans instruction	4	73	77
Préscolaire	1	12	13
Primaire et assimilé	2	34	36
Collège et assimilé	3	32	35
Secondaire	13	42	55
Supérieur 1 (Deug) et 2 (Maitrise)	35	39	74
Supérieur 3 (3eme cycle)	22	17	39
Autre	2	1	3
Total	82	250	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

La figure 46 montre l'influence de la poursuite des études sur la décision de retour. Pour ceux qui ont poursuivi des études dans le pays d'accueil, 59,7 % ont décidé de retourner d'une façon permanente contre seulement 20,7 % qui ont visé un retour provisoire. En ce qui concerne ceux qui n'ont pas effectué des études à l'étranger, les propensions de la décision permanente de retour s'élèvent timidement à 60,4 % contre seulement 11,2 % comptant retourner d'une façon provisoire. Encore une fois nous avons conclu que les résultats n'ont signalé aucune corrélation significative entre la poursuite des études et la décision de retour.

Figure 46 : Etudes au pays d'accueil et intention de rester.

	Lors de votre retour, aviez-vous l'intention de rester de manière...			Total
	Permanente	Provisoire	Ne sait pas	
Oui	49	17	16	82
Non	151	28	71	250
Total	200	45	87	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

En ce qui concerne la formation professionnelle, la figure suivante présente une faible propension. Seulement 15,9 % des émigrés algérien ont fréquenté des cours de formation professionnelle à l'étranger. Comme le cas de la poursuite des études, nous allons voir l'influence de cette fréquentation sur la décision du retour. Le tableau montre que 64,1 % de ceux qui ont fréquenté des cours de formation professionnelle avaient l'intention de revenir d'une façon permanente contre 13,2 % espérant retourner d'une façon provisoire. La majorité de ceux qui n'ont pas suivi des programmes de formation professionnelle (59,5 %) ont prévu un retour permanent et 13,6 % ont prévu un retour provisoire.

Figure 47 : Formation professionnelle acquise et intention de rester.

	Lors de votre retour, aviez-vous l'intention de rester de manière...			Total
	Permanente	Provisoire	Ne sait pas	
Oui	34	7	12	53
Non	166	38	75	279
Total	200	45	87	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

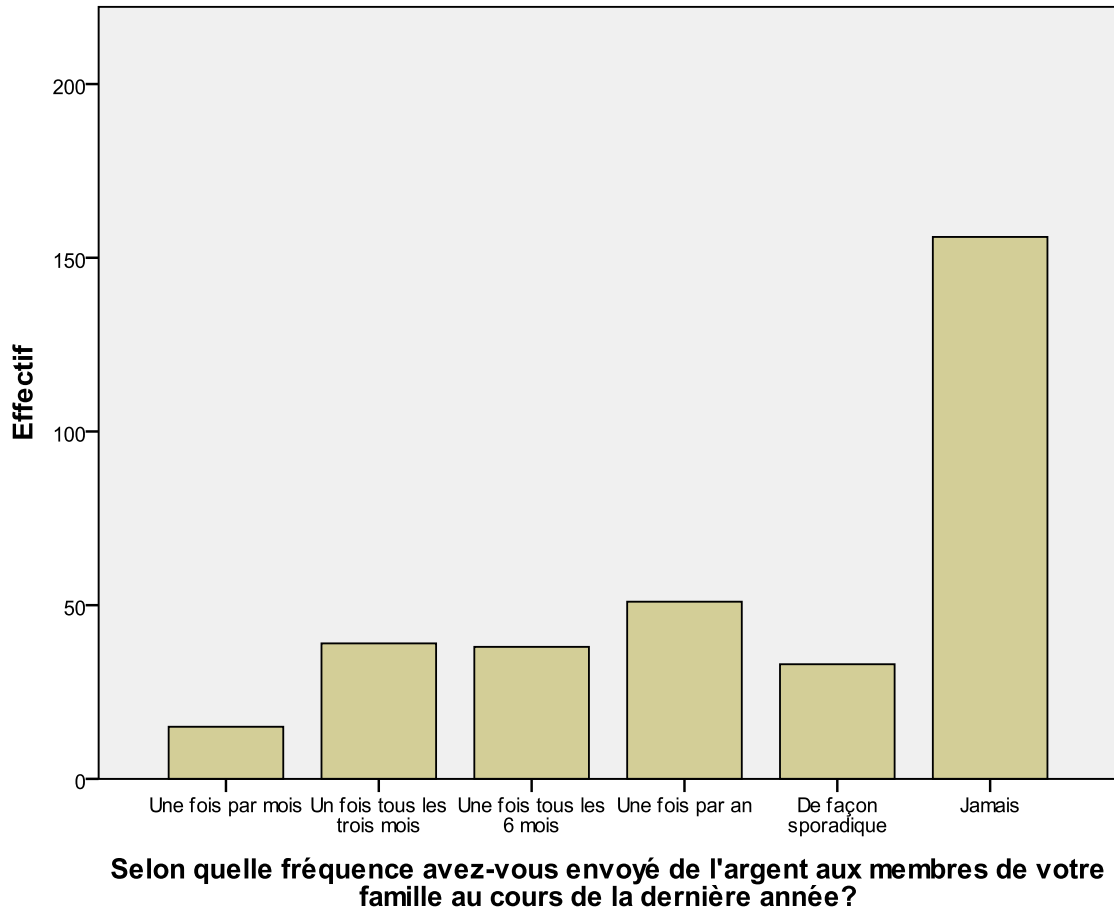
Nous avons conclu que le côté capital humain¹⁸⁸ dans la phase de la mobilisation des ressources des émigrés algériens est très faible. Aussi, il n'a aucune influence sur la décision du retour de ces émigrés. Nous pensons que capital humain acquis par les émigrés algériens, puisqu'il n'influence pas l'intention de retour, il a pour but de répondre à une carrière dans le pays d'accueil et non pas le développement du pays d'origine.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources tangibles ou financières, le graphe suivant met en relief les fréquences des transferts des émigrés algériens. Il est clair que ceux qui n'envoient jamais des fonds au pays d'origine sont les plus importants avec 46,9% de la population étudiée. En second lieux, nous retrouvons ceux qui envoient de l'argent une fois par an, représentant 15,3 %, suivies par ceux qui transfèrent une fois tous les trois mois avec 11,7 % et une fois tous les six mois avec

¹⁸⁸ Etudes et formations professionnelle.

11,4%. En dernier lieu, ceux qui transferts de façon sporadique représente 9,9 % de l'échantillon étudié et ceux qui envois tous les mois représente la part la plus limité avec 4,5 %.

Figure 48 : Fréquence de transfert de fonds.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Comme dans le cas des ressources humaines mobilisées, nous allons essayer de voir l'impact des ressources financières mobilisées¹⁸⁹ sur la décision de retour des émigrés algériens. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

¹⁸⁹ Dans le cas des ressources humaines, nous avons attendu un effet d'attachement au pays d'accueil, pour les ressources financières nous attendons un effet d'attachement et d'attraction vers le pays d'origine

Figure 49 : Fréquence des transferts de fonds et l'intention de rester.

	Lors de votre retour, aviez-vous l'intention de rester de manière...			Total
	Permanen t	provisoire	Ne sait pas	
Une fois par mois	9	1	5	15
Un fois tous les trois mois	23	8	8	39
Une fois tous les 6 mois	32	1	5	38
Une fois par an	25	9	17	51
De façon sporadique	24	3	6	33
Jamais	87	23	46	156
Total	200	45	87	332

Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Le tableau précédent présente les fréquences des transferts de fonds par rapport à la décision de retour. Il montre que ceux qui transfèrent plus ont tendance à vouloir rester en Algérie d'une façon permanente. Premièrement, D'entre ceux qui envoie des fonds tous les mois, 60 % veulent rester d'une façon permanente contre seulement 6,6 %. Deuxièmement, ceux qui effectuent des transferts tous les trois mois 58,9 % sont surs de rester en permanence contre 20 %.

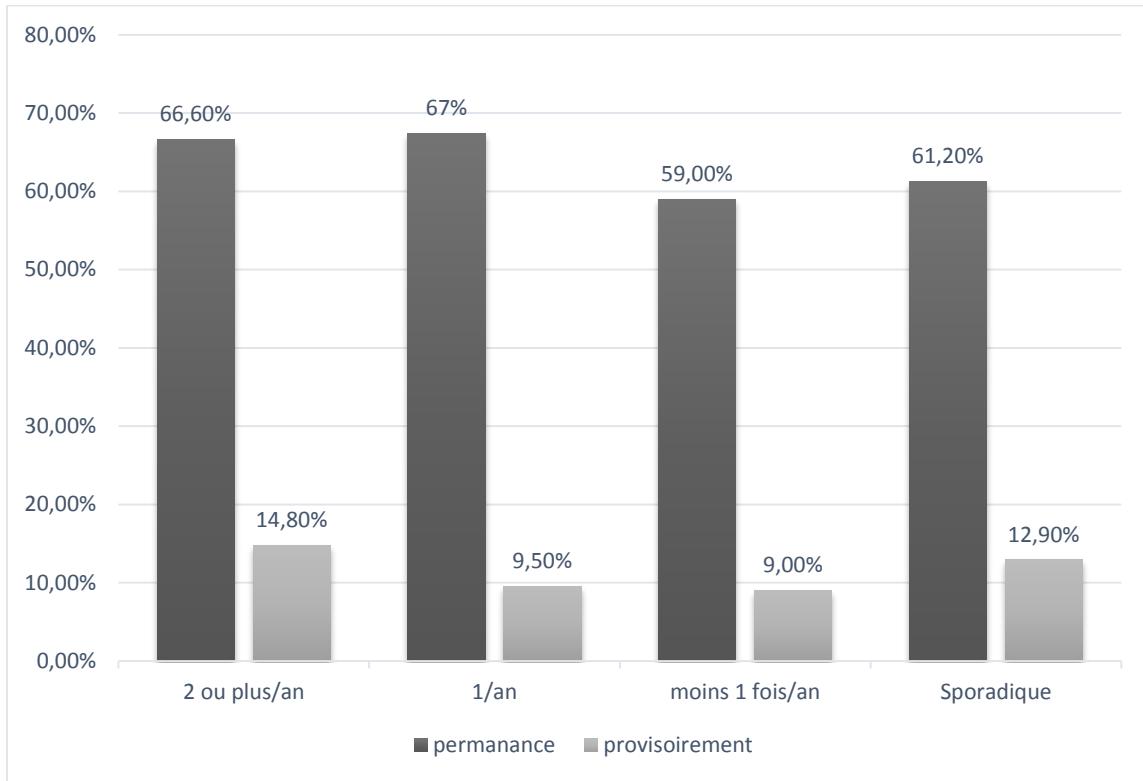
Troisièmement, 84,2 % comptent rester en permanence contre 2,6 % d'entre ceux qui effectuent des transferts tous les six mois. Quatrièmement, 49 % de ceux qui transfèrent une fois par an, veulent rester en permanence contre 17,6 %. Cinquièmement, 72,7 % de ceux qui transfèrent d'une façon sporadique, envisagent un retour permanent contre seulement 9%. Finalement, concernant ceux qui n'envois jamais d'argent, 55,7 % ont décidé de rester en permanence contre seulement 14,7 %. Cette analyse malgré ça complexité, montre une corrélation entre les transferts¹⁹⁰ et l'intention de retour.

Puisque les fréquences des transferts ne reflètent pas vraiment la taille de ces montants, dans le tableau suivant, nous avons repris la décision de retour en fonction des intervalles des transferts. Après avoir calculé les ratios, nous avons présenté les résultats dans le graphe suivant. Il est clair que ceux qui transfèrent le plus (dans le

¹⁹⁰ Dans le chapitre précédent nous avons conclu les mêmes résultats.

même intervalle) ont plus de volonté de s'installer d'une façon permanente en Algérie, sauf qu'il n'y a pas une croissance continue avec la croissance d'intervalle.

Figure 50 : Fréquence et stabilité des transferts



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Afin de lever le voile aux contradictions, il faut faire appel aux destinations des transferts¹⁹¹ qui sont classées comme suite :

- La subvention des besoins de la famille dans le pays d'origine avec environ 38 %.
- L'investissement dans l'immobilier¹⁹² avec 33 %.
- La scolarisation des enfants avec 16 %.
- L'investissement 8%. Et,
- L'achat des terrains ou des biens agricoles à environ 5%.

En général, en ce qui concerne les ressources financières mobilisées, ils sont dans leurs majorités injectées dans la consommation avec plus de 54 %, l'investissement

¹⁹¹ Si, par exemple, l'émigré ne transfère que pour aider les membres de la famille restants en Algérie à consommer, cela ne constitue pas des ressources mobilisées qui motive son retour.

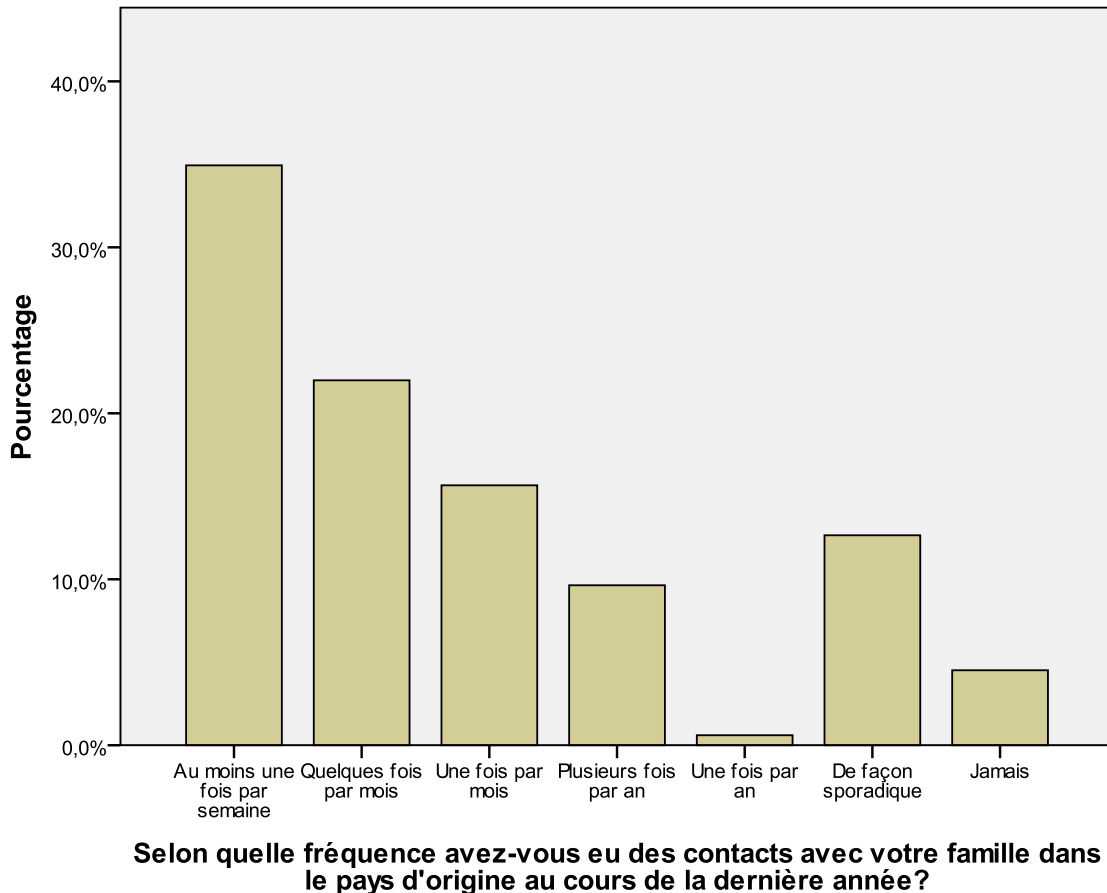
¹⁹² Lots de terrains, appartements ou la construction d'une maison.

dans l'immobilier touche à son tour 33 % des transferts et la part la plus maigre de 8% est destinée à l'investissement. Cela montre la faiblesse de la fiabilité des transferts dans le processus du développement économique en Algérie.

3-2-3- La préparation du retour :

L'attachement de l'émigré à l'ensemble de ces proches restants en Algérie est présenté dans la figure suivante. Nous remarquons qu'à part ceux qui contactent leurs proches de façon sporadique et ceux qui ne contactent jamais leurs proches, plus les fréquences des contacts baissent, plus la part des émigrés de retour diminue avec. Nous pensons que ces résultats primaires donnent un bon signe à propos de l'effet du capital social sur l'intention du retour des émigrés algériens.

Figure 51 : Nombre de contacts avec la famille dans le pays d'origine

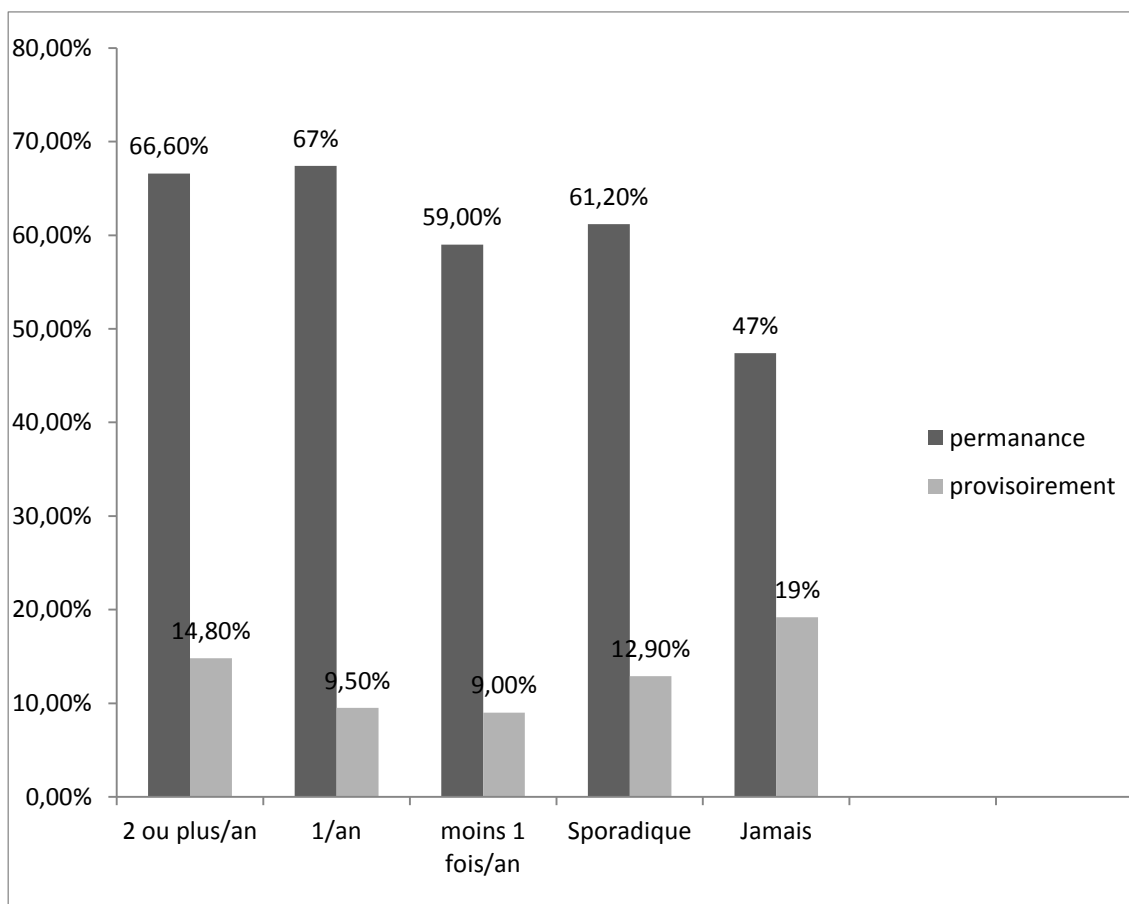


Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Pour plus de précision, nous avons établi, comme dans le cas précédent, le graphe suivant (figure 52). Les résultats sont ainsi paradoxaux à ce que nous attendons. Ils ont montré que plus on contacte moins les proches (entre les intervalles), plus on a

tendance à vouloir rester d'une façon permanente. Dans les intervalles, le fait de vouloir rester provisoirement diminue avec la diminution des contacts ce qui est attendu. Nous pensons que l'explication de ces paradoxes se trouve dans la part de ceux qui s'abstiennent ou qui étaient indécis envers le fait de rester.

Figure 52 : Fréquence et stabilité des contacts avec la famille



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

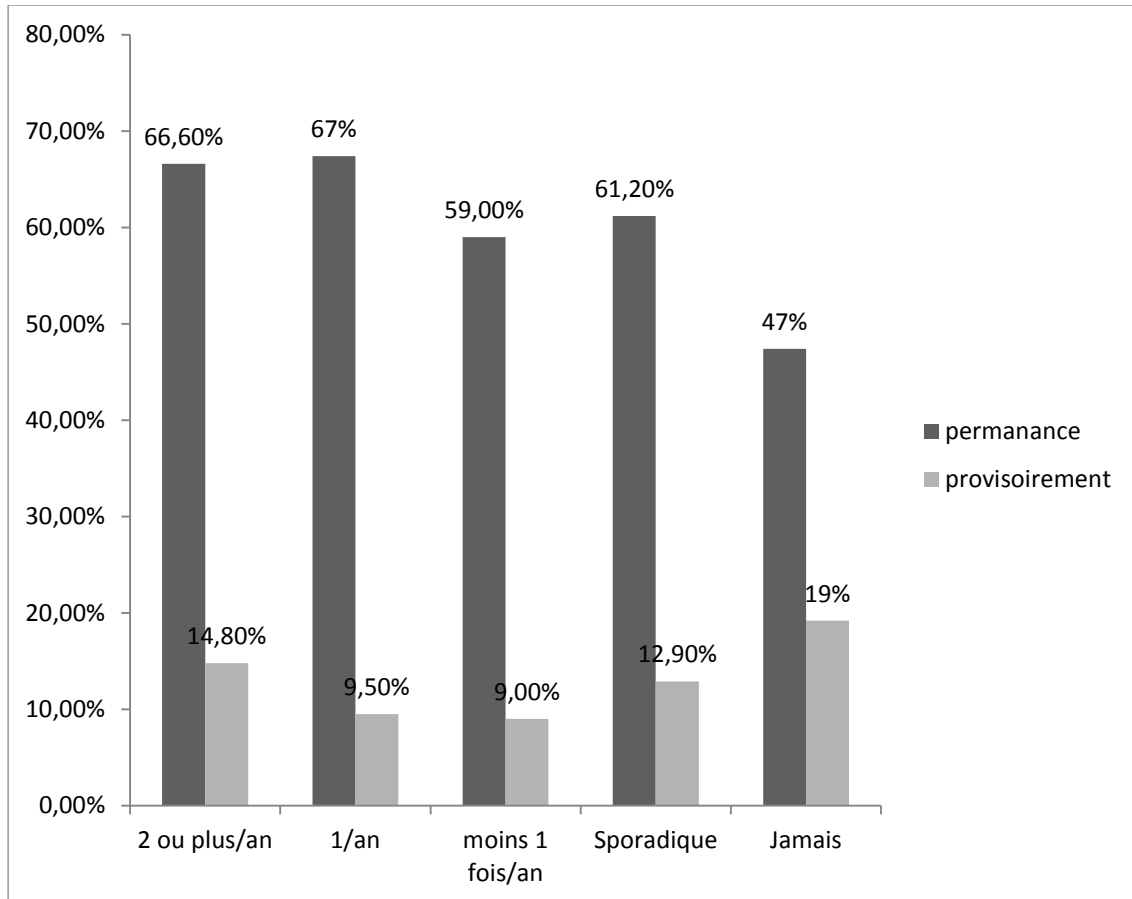
Les fréquences des visites du pays d'origine ont ainsi leur part dans l'explication du retour des émigrés. La figure suivante, montre l'existence d'une légère diminution dans les visites rendues aux proches qui marche avec la diminution de la propension des gens visant un retour permanent provisoire en même temps.

Donc, ceux qui espèrent retourner d'une façon provisoire visitent l'Algérie plus que ceux qui espèrent retourner d'une façon définitive. Nous pouvons expliquer ce fait par l'aspect financier. Ceux qui visent un retour permanent se mettent à maximiser le profit¹⁹³ de leurs séjours à l'étranger en travaillant et transférant de l'argent. D'un

¹⁹³ Même les frais de voyage représentent une grande charge surtout pour les grandes familles.

autre côté, ceux qui visent un retour provisoire, considèrent leurs visites comme des vacances ce qui leur permet de les répéter régulièrement.

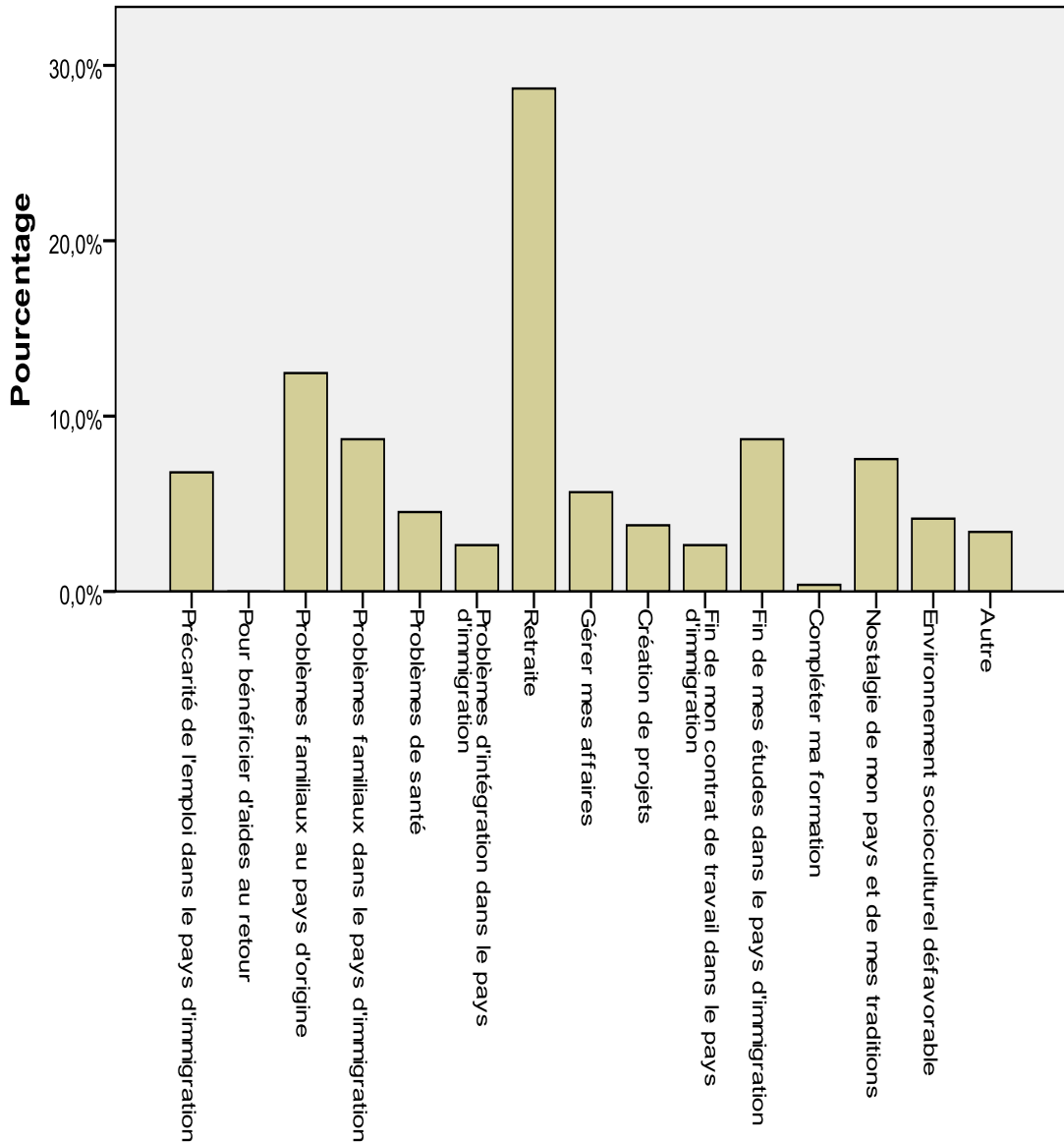
Figure 53 : Fréquence et stabilité des visites au pays d'origine.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

La figure suivante montre les principales raisons du retour des émigrés. Il est clair que la plus part des émigrés ont retourné au pays d'origine pour prendre la retraite. Cette évidence explique la majorité des contradictions qui nous ont confrontés lors de l'analyse de ce questionnaire d'un côté, et coupe tout espoir de fonctionnement de ce canal de l'autre côté.

Figure 54 : Raisons de retour au pays d'origine.



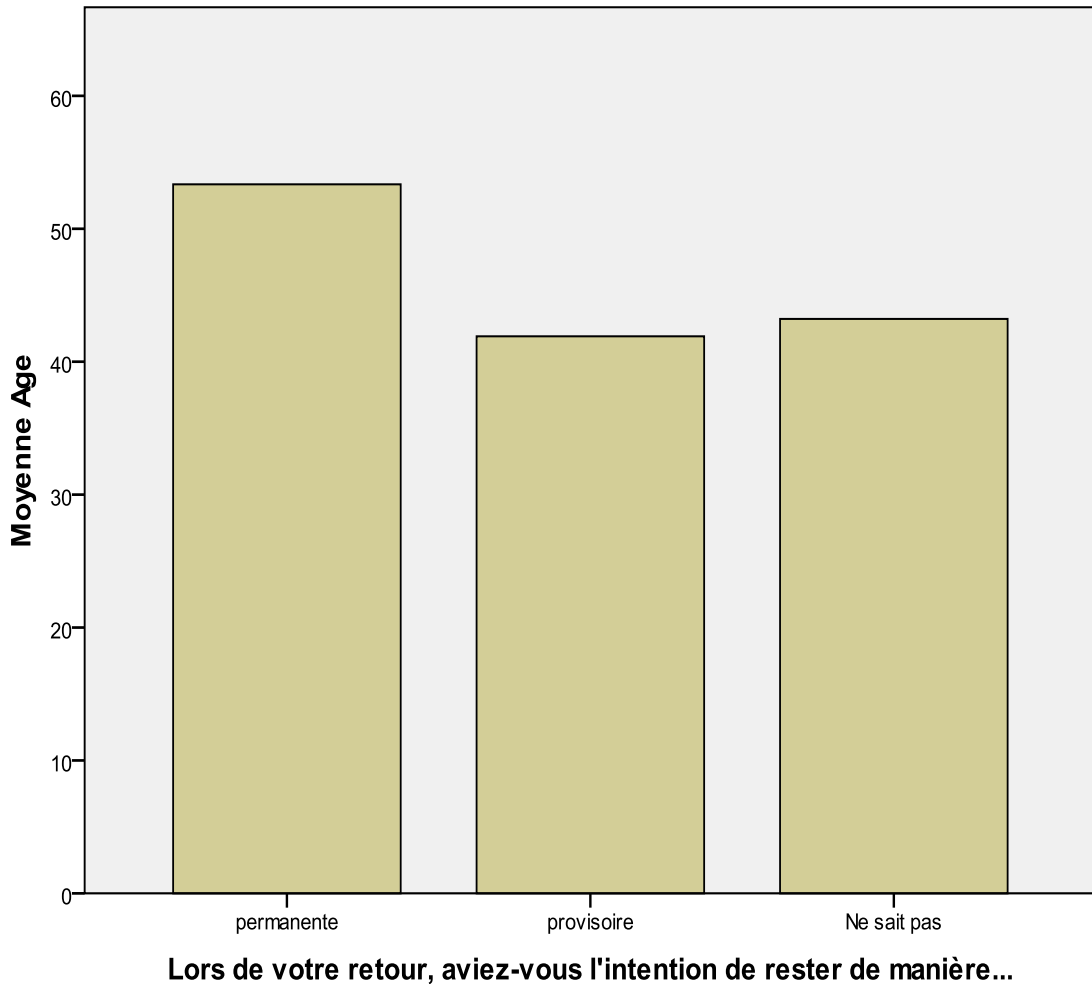
Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

Si la majorité des émigrés de retour rentrent en Algérie pour prendre la retraite, cela veut dire que les ressources mobilisées en matière de capital humain et de fonds ne vont pas contribuer au développement. La majorité des émigrés de retour qui ont déjà investi dans l'achat d'immobilier, vont se contenter de consommer leurs fonds transférés en Algérie. Même si on considère qu'ils vont aider ou pousser leurs descendants à investir, le fait d'être en retraite coupe le transfert du savoir-faire, de l'expérience et du capital humain en général.

Cette analyse nous a poussés à étudier l'espérance de retour des émigrés en fonction de leur âge. Le graphique suivant montre que les émigrés qui ont visé un retour

permanent ont en général une moyenne d'âge (54 ans) plus grande que ceux qui visent un retour provisoire (42 ans). Cette déduction confirme la vieillisse et l'épuisement de la main d'œuvre retournée en Algérie, ce qui affaiblit sa contribution au développement économique du pays.

Figure 55 : Intention de rester après le retour au pays d'origine.



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

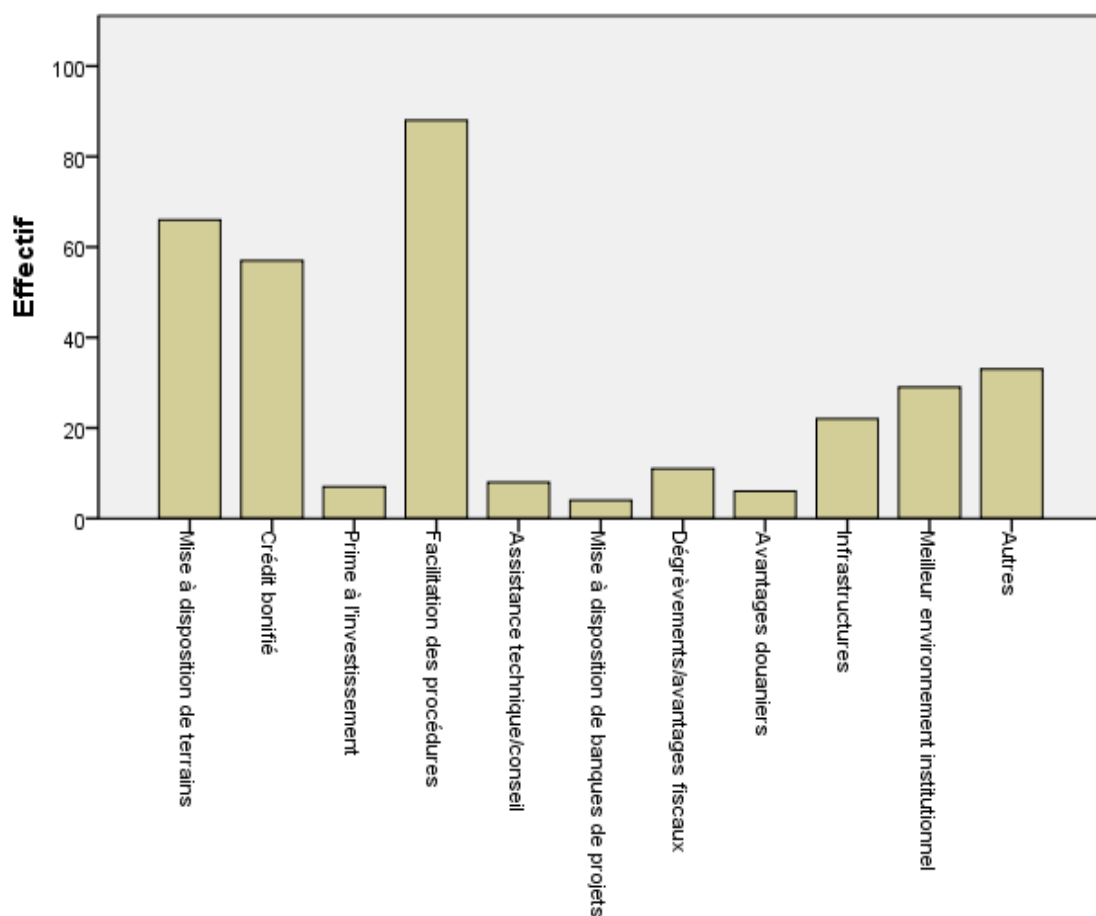
En ce qui concerne les difficultés¹⁹⁴ de la réalisation des investissements en Algérie, les émigrés de retour ont pensé que les contraintes administratives représentent le

¹⁹⁴ En comparant les difficultés entre les hommes et les femmes, nous avons palpé une légère différence : « Les émigrés de retour ont pensé que les principales contraintes de l'investissement sont pour les hommes classés comme suite : Contraintes administratives, concurrence forte, insuffisance de capitaux, difficulté de gestion et le manque d'expérience. Pour le deuxième sexe, les contraintes administratives, le manque d'expérience, l'insuffisance des capitaux et la forte concurrence sont les principales contraintes » (Djelti et Mokhtari, 2014).

plus grand obstacle suivi par la concurrence excessive dans les marchés algériens, l'insuffisance des capitaux, les difficultés de gestion et en dernier lieu le manque d'expérience.

Les enquêteurs ont également pensé aux opinions des migrants de retour envers les dispositifs que l'Etat doit prendre en considération afin de lever ces obstacles et encourager le retour des émigrés investisseurs en Algérie. La figure 56 montre la solution proposée et les choix des émigrés de retour.

Figure 56 : Les avantages nécessaires pour inciter les émigrés au retour



Source : Les résultats d'analyse de l'enquête MIREM (2008).

D'entre les solutions proposées par les enquêteurs, les émigrés de retour ont choisi les trois principales suivantes : En premier lieu, l'Etat doit faciliter les procédures du retour des émigrés et baisser les obstacles administratifs. En second lieu, la facilitation de l'acquisition des terrains pour les émigrés ayant l'intention d'investir en Algérie. Et finalement, la mise en disponibilité du financement bonifié en facilitant l'accès aux crédits.

Les trois principales solutions ont été suivies par un environnement institutionnel meilleur, les infrastructures, les avantages fiscaux, l'assistance, la prime à l'investissement, les avantages douaniers et la mise à disposition des banques de projets.

Conclusion :

La revue de la littérature a montré que la migration de retour tend par nature à la diminution et que ce sont les chocs internes ou externes qui peuvent l'augmenter. L'analyse de l'enquête a révélé que ni les bons rapports ni le fait d'investir dans le pays d'accueil n'ont un effet significatif sur la décision du retour des émigrés algérien. En général, les émigrés ont de bonnes intentions de retour vers l'Algérie malgré leur intégration.

Nous avons conclu ainsi, que le transfert du capital humain¹⁹⁵ est très faible et qu'il n'a aucune influence sur la décision du retour de ces émigrés. Puisqu'il n'influence pas l'intention du retour, le capital humain acquis a pour but de répondre à une carrière dans le pays d'accueil et non pas au développement de l'Algérie. En ce qui concerne les ressources financières mobilisées en Algérie, dans leur majorité, elles sont injectées dans la consommation avec plus de 54%, l'investissement dans l'immobilier touche à son tour 33% des transferts et la part la plus maigre de 8% est destinée à l'investissement.

Si la majorité des émigrés de retour rentrent pour prendre la retraite, cela veut dire que les ressources mobilisées en matière de capital humain et de fonds, ne vont servir au développement de l'Algérie. Cela confirme les conclusions précédentes. Pour les solutions, Afin d'attirer plus d'émigrés, il faut faciliter les procédures du retour des émigrés, faciliter l'acquisition des terrains pour les émigrés ayant l'intention d'investir et mettre en disponibilité les financements adéquats.

En général, les résultats de cette analyse ont montré que la migration retour avec un taux de transfert de capital humain, de fonds, d'investissement si faible plus une majorité retourné pour prendre la retraite avec une moyenne d'âge de plus de cinquante ans, ne peut pas générer ou au moins aider¹⁹⁶ au développement économique de Algérie.

¹⁹⁵ Etudes et formations professionnelle.

¹⁹⁶ Il faut se rappeler que nous menons cette étude dans le contexte de la nouvelle théorie de la migration du travail, qui prédise contrecarrer les pertes causées par l'émigration. Donc, si un canal n'apporte pas ces fruits, le pays assume surement des pertes.

Chapitre IV

Emigration, réseaux ethniques et IDE

Introduction :

Selon les Statistiques de la CNUCED¹⁹⁷, l'investissement direct étranger a enregistré, au niveau mondial, une baisse de 18 % en 2012 par rapport à l'année précédente. Le même rapport a indiqué que ces derniers flux ont atteint 1350 milliards de dollars en 2012, ce qui est loin d'être négligeable pour les économies des pays de destination des IDE. Les économistes de cette institution ont mis en relief le paradoxe résultant de cette diminution et l'augmentation du reste des indicateurs économiques¹⁹⁸ mondiaux durant la même période.

En cherchant les principales causes de cette chute, les économistes ont pensé qu'il s'agit d'une politique prudentielle prise par la majorité des firmes multinationales : «Bon nombre de sociétés transnationales (STN) ont redimensionné leurs investissements à l'étranger, procédant notamment à des restructurations, des cessions d'actifs et des relocalisations» (CNUCED, 2013). L'investissement direct étranger reste un support économique sensible, voir fragile pour les pays receveurs à cause de ça variation avec les conjonctures économiques.

Contrairement aux effets de la migration sur le commerce international¹⁹⁹, peu d'intérêt a été consacré à l'étude de la relation entre la migration internationale et l'implantation des investissements directs étrangers dans les pays d'origine de l'émigration, pourtant les IDE sont aussi importants que les exportations ou le commerce international. Nous pensons que la raison principale de ce manque dans les travaux sur la migration et les IDE, est que la théorie des réseaux ethniques a été conçue pour lier la migration internationale au commerce extérieur et les études sur les IDE ont repris la même base théorique.

Plus généralement, les économistes ont beaucoup travaillé sur la relation triangulaire qui regroupe « Migration, Commerce et IDE », la problématique principale été d'essayer de déterminer la relation entre les trois²⁰⁰ (Aroca et Maloney, 2005). D'autres ont tenté d'apporter des éléments de réponse à la fameuse question qui cherche à savoir si ça existe une relation de complémentarité ou de substitution entre les trois phénomènes.

¹⁹⁷ Rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble « les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement » 2013.

¹⁹⁸ Le produit intérieur brut, le commerce international ainsi que l'emploi.

¹⁹⁹ Qui fera l'objet de du chapitre suivant.

²⁰⁰ Il s'agit de la mobilité des produits et des facteurs de production : Biens, services, capitaux et main d'œuvre.

Loin des études empiriques, nous pensons qu'historiquement, la migration est le premier acte de mouvement sur la planète. L'apparition et le développement du commerce international est le résultat des décalages dans les développements des économies, les avantages comparatifs et les contraintes posés sur les mouvements des personnes. Plus récemment, le premier investissement direct étranger est né après la fermeture définitive des ports de Séville et de Lisbonne aux navires hollandais.

Il s'agit de la VOC²⁰¹, la première société qui a franchi les frontières nationales pour en devenir une multinationale. Cette dernière s'est délocalisée dans les Iles Moluques (un archipel de l'est de l'Indonésie) en 1602 (Nyahoho, 2006). Nous avons pensé à la problématique de la substituabilité et la complémentarité, il nous semble qu'à cette époque, les IDE ont été un substitut au commerce international, puisqu'ils sont nés après avoir barré la route au commerce.

Les réseaux ethniques de la migration internationale représentent les relations entre les pays qui passent par les communautés des pays d'origine vivant dans des pays d'accueil. Ces réseaux fonctionnent entre les pays en drainant des informations dans les deux sens entre les deux pays, aussi, ces derniers ne sont pas reliés seulement aux investissements directs étrangers et au commerce international, récemment, des économistes ont essayé de les relier aux institutions, à la démocratie et même au renforcement des femmes.

Dans ce chapitre, nous allons commencer par une revue de la littérature sur les réseaux ethniques de la migration internationale surtout les fondements de cette idée et le mécanisme selon lequel les réseaux fonctionnent. Ensuite, les études empiriques réalisées sur le sujet, leurs objectifs leurs résultats et leurs méthodologies vont être présentés.

A la fin de ce chapitre, après avoir mettre en relief les couloirs migratoires les plus importants en Algérie ainsi que les pays qui investissent le plus dans ce pays, nous allons essayer de vérifier l'effet de la migration sur les IDE. Ce que les économistes appellent réseaux ethniques va représenter le canal dont lequel cet effet va être canalisé.

²⁰¹ Une société hollandaise qui a été spécialisée dans le commerce des épices venants spécialement de l'inde.

1- Le survol théorique :

Au niveau macroéconomique, la littérature sur les transnationales insiste sur un simple calcul des coûts fixes de l'installation dans le pays de délocalisation et les gains dus à la diminution ou la suppression totale des coûts de commerce dans le cas d'investissement direct étranger horizontal²⁰² ou vertical. Donc les bénéfices sont originaires des coûts réduits des facteurs de production. Plus généralement, on parle d'investissement direct étranger lorsque les bénéfices d'une délocalisation de production dépassent ou au moins récompensent les coûts dépensés pour maintenir la capacité de la conquête de plusieurs marchés (Markusen, 2002).

Afin de relier la migration internationale aux investissements directs étrangers, les économistes ont tout misé sur les coûts. Une analyse profonde de cette entité les a menés au coût fixe de capacité d'installer une production à l'étranger (Barba et Navaretti, 2004). Parmi ces coûts, nous ne trouvons pas seulement les terres, les équipements, les buildings ou les droits fiscaux mais aussi les coûts de la collecte des informations à propos du climat des affaires actuels, la réglementation locale et la disponibilité des fournisseurs (Helpman, Melitz et Yeaple, 2004).

Dans leurs travaux, Pors et al.,(2001), Pors et Rey (2005), Daude et Frazzschler (2008), Harding et Javorcik (2008) ont démontré que les coûts de la collecte des informations sont très importants et que l'asymétrie des informations entrave les mouvements des capitaux. Aussi, selon les mêmes économistes, les investissements directs étrangers sont très sensibles aux frictions des informations que les investissements ordinaires. Parallèlement, l'efficacité des efforts de promotion de l'investissement est positivement corrélée avec les capacités de réduire l'asymétrie de l'information.

Les travaux empiriques déjà cités ont mis en relief l'utilité des réseaux ethniques qui servent comme une conduite d'information traversant les frontières nationales. Ces derniers, peuvent réduire les coûts de la collecte des informations ainsi que les coûts fixes d'entreprendre des investissements directs étrangers. Pour plus de précision, le rôle des réseaux ethniques dans la réduction de l'asymétrie de l'information a été étudié en premier temps en relation avec le commerce²⁰³.

Les études empiriques sur la relation entre les réseaux ethniques et les investissements directs étrangers sont, comme nous l'avons déjà évoqué limitées.

²⁰² L'horizontal est la création des filiales qui produit toutes des biens identiques, par contre le vertical représente un investissement dans les soldes du portefeuille et les créances de sécurité.

²⁰³ Encore une fois, dans ce travail de thèse, nous n'avons pas suivi l'ordre chronologique.

Les résultats ont été mitigés : Les travaux de Bhattacharya et Groznik (2008) et Buch et al.,(2006), ont confirmé la relation positive entre les deux variables. Par contre, les études de Kugler et Rapoport (2007) ont trouvé que la migration et les flux entrants d'IDE sont négativement corrélés mais ils n'ont pas exclu un effet positif futur.

Dans leurs démonstrations, Kugler et Rapoport (2007), ont utilisé trois variables dépendantes, les IDE dans le secteur des services, les IDE manufacturiers et les IDE globaux. Ils ont ainsi classé les migrants par niveau d'instruction (primaire, secondaire et tertiaire). Leur approche est simple, ils ont régressé la croissance du capital financée par les IDE des Etats-Unis dans les autres pays sur les stocks des immigrants venants de ces pays et le changement de ce stock entre 1990 et 2000. En utilisant une base de données contenant 55 pays, ils ont conclu une corrélation positive entre les investissements directs étrangers américains et le stock des immigrants avec les niveaux d'éducatons primaires et tertiaires. En ce qui concerne le changement dans le stock des immigrants internationaux, la corrélation n'été pas significative.

Selon leur étude, les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier sont positivement corrélés avec le stock des immigrants du niveau tertiaire. Par contre, les stocks d'immigrants avec le niveau secondaire influence négativement sur les IDE. Aussi, les IDE dans les services sont positivement corrélés avec le stock des immigrants ayant le niveau tertiaire, tandis que le changement dans ce stock a eu une relation négative avec les IDE.

Dans le même contexte, Gao (2003) a orienté son travail vers l'étude des réseaux ethniques chinois et leur relation avec les investissements directs étrangers. Son analyse a conclu l'existence d'une forte corrélation entre le stock des IDE en Chine et la proportion de la population de race chinoise résidant les pays d'origine des investissements directs étrangers.

Tong (2005), a également montré que la robustesse des réseaux raciaux bilatéraux chinois, mesurés par le nombre des chinois résidant les deux pays, est positivement corrélée avec le montant cumulatif de leurs IDE réciproques.

Après avoir présenté n ensemble des travaux sur la littérature théorique du sujet, nous allons dans cette deuxième section, étudier le profil migratoire algérien qui va nous refléter les réseaux ethniques de ce pays.

2- Les réseaux ethniques algériens :

Selon les statistiques de la banque mondiale (2011), le stock d'émigrés²⁰⁴ en Algérie était de 1 211 100 en 2010 ce qui fait 3,4 % de la population algérienne. En ce qui concerne leurs niveaux d'instruction, 9,4 % de la population émigrés à un niveau tertiaire dont 9 % sont des infirmiers et 2,8 % sont des physiciens nés en Algérie.

Ce même rapport a mis l'accent sur les destinations majeures des émigrés algériens, il les a classés comme suite : La France, l'Espagne, Israël, le Canada, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la Tunisie et les Etats-Unis. Ce classement peut nous donner une idée sur les orientations ainsi que les volumes des réseaux ethniques algériens à l'étranger.

Pour plus de détails, nous allons présenter dans la figure suivante, les destinations des émigrés algériens en 1995 et 2002. Cette figure révèle que la majorité des émigrés algériens réside la France avec 74,5 % en 1995 et 85 % en 2002, tandis que 8% sont dispersés sur le reste des pays européens, 5 % dans les pays Arabes et 2 % dans les pays nord-américain. Durant la période étudiée (1995-2002), le stock des émigrés n'a pas enregistré une grande variation annuelle.

Figure 57 : Les émigrés algériens par pays de résidence 1995-2002

Pays de résidence	1995	2002
France	74,5	85
Tunisie	2,4	-
Maroc	2,0	-
Belgique	1,5	-
UK	1,2	-
Canada	0,8	-
Allemagne	0,7	-
Espagne	0,6	-
Italie	0,5	-

Source : CARIM, Migration profil (2010).

²⁰⁴ Représente les personnes qui sont nées en Algérie et résident d'autres pays.

Une autre base de données plus récente (CIRCA, 2008) a collecté des statistiques à partir des pays de destination. Cette dernière montre la variation des destinations ainsi que l'importance du Canada et de l'Espagne comme de nouvelles destinations pour les émigrés algériens. Par exemple, le pourcentage des émigrés algériens résidants l'Espagne était de 6,3 % (du total des émigrés) en 2009 avec une moyenne de croissance annuelle de 77,2 % de 1999 à 2009.

Cette nouvelle base de données, malgré le fait qu'elle montre les changements dans les orientations et les volumes d'émigration, il est clair que la France demeure la destination majoritaire des émigrés algériens avec environs 75 % de la totalité. Les dernières statistiques fournis par la banque mondiale, révèlent que la tendance migratoire des algériens vers la France a connu une croissance très forte. En 2011, les émigrés algériens vivant en France constituent plus de 90%. Ce qui fait de ce couloir migratoire le plus important en Algérie et parmi les plus importants à l'échelle mondiale.

Figure 58 : Les émigrés algériens par pays de destination (CIRCA 2008)

Pays de résidence	Nombre	%
France (2005)	679 000	75,8
Espagne (2009)	56 201	6,3
Canada (2006)	32 255	3,6
Italie (2009)	24 387	2,7
Belgique (2008)	20 295	2,3
Allemagne (2009)	13 148	1,5
USA (2005)	13 364	1,5
Maroc (2005)	11 581	1,3
Tunisie (2004)	9 612	1,1
UK (2007)	10 000	1,1

Source : CARIM, Migration profil (2010).

Les statistiques présentées montrent clairement que les réseaux ethniques algériens ne sont pas diversifiés, par contre, ils sont concentrés vers un nombre très limité de pays. A plus de 90 %, les réseaux ethniques algériens, sont concentrés majoritairement en France. Dans ce qui suit, nous allons essayer de vérifier si les réseaux ethniques issus de ces couloirs migratoires ont eu une influence sur les implantations des Investissements Directs Etrangers en Algérie.

3- Les IDE en Algérie :

L'Algérie a été, pendant plus de 30 ans, un marché vierge en termes d'investissements directs étrangers. La figure suivante montre la variation des volumes des IDE en Algérie durant la période (1970 – 2010). Le graphe montre que ce pays, malgré son marché vaste, sa richesse en ressources naturelles ainsi que sa main d'œuvre jeune et consistante, n'as pas été pris pour une cible d'investissement entre 1970 et 1990.

A partir de l'an 2000, l'Algérie a reçu de plus en plus d'IDE, sauf que leurs volumes restent faiblarde²⁰⁵. Selon les statistiques de l'ANDI²⁰⁶ (2010), au niveau africain, l'Algérie a fait partie des dix premiers pays en termes de réception d'IDE. Aussi, selon la même source, deux tendances contradictoires caractérisent les flux des IDE :

Premièrement, il s'agit d'une baisse nette dans les investissements d'origine européens. Les économistes ont pensé que la cause principale est l'existence d'un climat d'affaire défavorable, notamment avec les scandales bancaires²⁰⁷ que nous lisons dans les journaux presque tous les jours, qui non seulement n'attire pas les investisseurs étranger mais qui joue le rôle d'un facteur de répulsion.

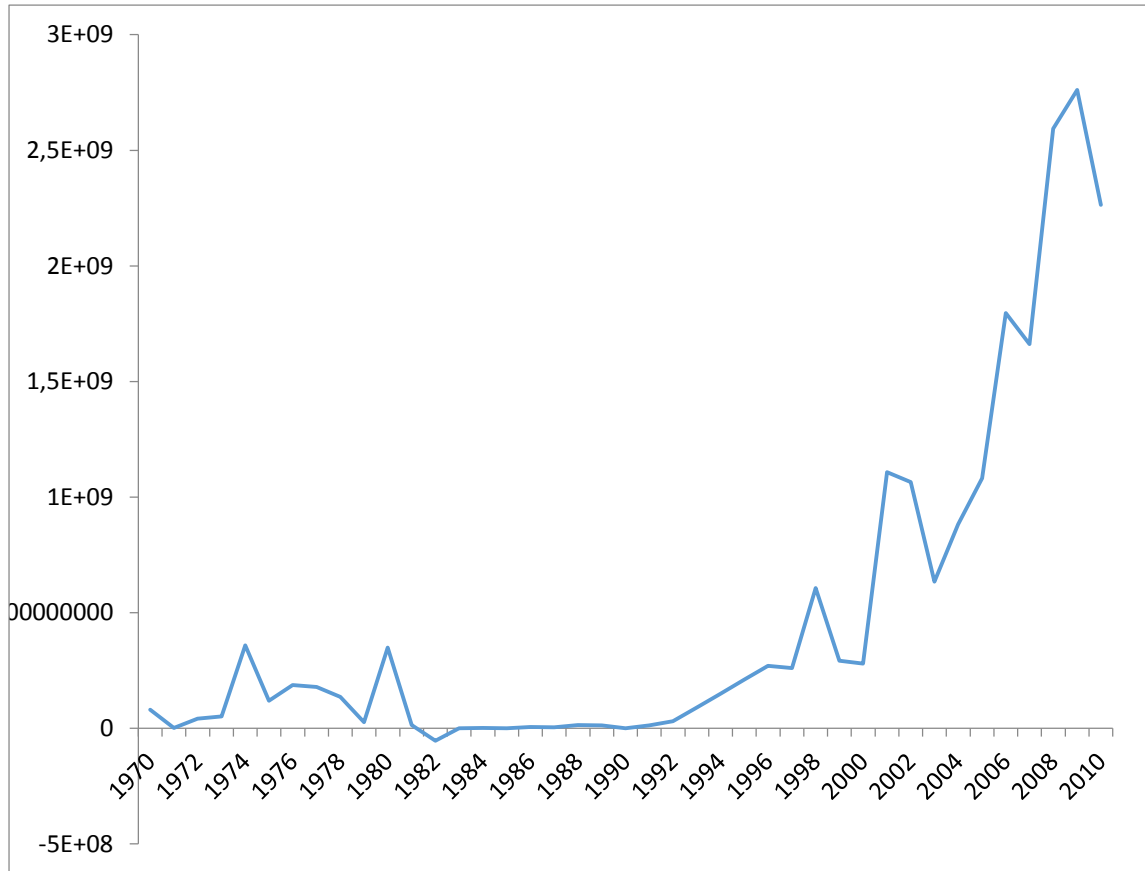
Deuxièmement, l'existence d'un regain d'intérêt des investisseurs originaires des pays du Golf. A notre sens, cette réalité ne se contredit pas avec la théorie des réseaux ethniques même si la majorité des émigrés algériens vivent en Europe. Elle est dite la théorie des réseaux ethniques et n'ont pas des réseaux nationaux et nous partageons autant qu'algériens l'appartenance à la communauté Arabe (la même langue, les mêmes us et traditions) et à l'Islam.

²⁰⁵ Il s'agit là de l'accumulation des IDE.

²⁰⁶ L'Agence Nationale de Développement des Investissements.

²⁰⁷ L'affaire Khalifa-Bank qui a été mondialisé qui a reflété la réalité, nous disant bien la réalité, de l'instabilité du système bancaire et financier algérien.

Figure 59 : L'évolution des IDE en Algérie en Dollar



Source : La Banque Mondiale Dataset.

En analysant la figure 60, qui insiste sur les indices des IDE, il est clair que les flux annuels d'IDE ont resté presque stables avec une moyenne de 2.527 millions DS. Cette tendance peut être traduite par une augmentation annuelle de presque 100 % dans les stocks des IDE si on considère l'absence d'une hémorragie dans les investissements directs étrangers²⁰⁸.

²⁰⁸ Des flux sortant d'IDE déjà installés en Algérie.

Figure 60 : Les indicateurs des IDE en Algérie

Investissement Direct Etranger	2009	2010	2011
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2.746	2.264	2.571
Stocks d'IDE (millions USD)	16.946	19.210	21.781
Indicateur de performance ²⁰⁹ , rang sur 181 économies	130	113	103
Indicateur de potentiel ²¹⁰ , rang sur 177 économies	-	-	62
Nombre d'investissements greenfield ²¹¹	32	20	25
IDE entrants (en % de la FBCF ²¹²)	5,7	4,8	4,0
Stock d'IDE (en % du PIB)	12,3	12,1	11,7

Source : CNUCED Dataset.

Dans la troisième ligne du tableau, il est indiqué l'indicateur de la performance des IDE qui est déterminé par un classement des pays au niveau mondial établi par la CNUCED, cet indicateur montre l'importance des IDE du pays par rapport au Pib. Sur 181 pays, l'Algérie été classé 130, loin d'être un grand profiteur des IDE, l'Algérie a fait un grand progrès dans ce domaine en se classant dans la 113^{ème} place en 2010 et la 103^{ème} en 2011.

²⁰⁹ L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans la totalité des IDE mondiaux entrant ainsi que sa part dans le Pib mondial.

²¹⁰ L'indicateur du Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le Pib, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque... etc.

²¹¹ Les investissements Greenfield représentent l'élargissement de la maison mère à travers la création des filiales.

²¹² La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements matériels réalisés pendant une année.

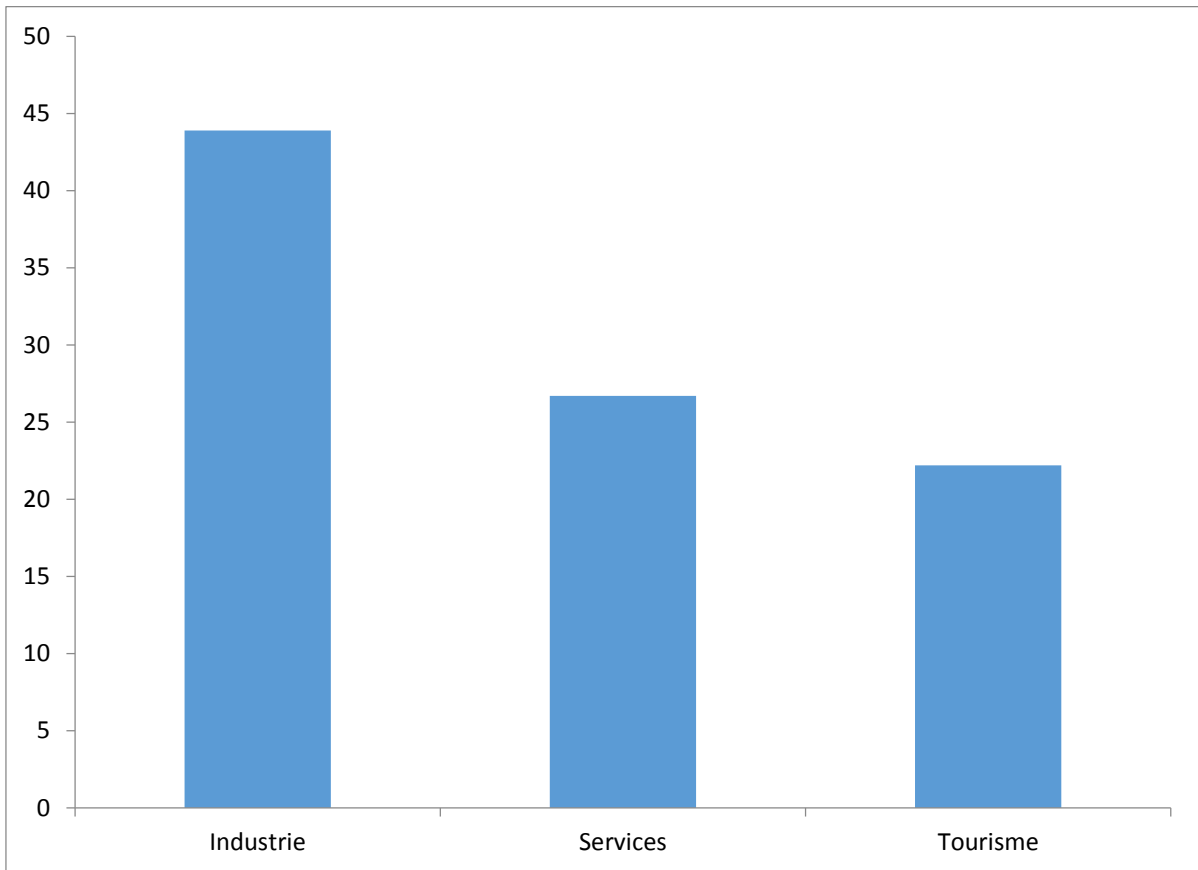
L'indicateur de potentiel, comme le premier, il est basé sur plusieurs indicateurs économiques et structurels tel que le Pib, les IDE et les infrastructures. Sur 177 pays en 2009 et 2010, et à cause du manque des statistiques, l'Algérie n'a pas été classé, tandis qu'il a occupé la 62^{ème} place en 2011. Nous pensons qu'il s'agit d'un progrès important mais pas suffisant pour maximiser le profit tiré des investissements directs étranger en les attirant de plus en plus ou au moins en laissant l'effet réseaux ethniques réagir.

Le volume des investissements directs étranger Greenfield a enregistré une variation relativement moins stable surtout durant les trois dernières années, ils ont passé de 32 en 2009 à 20 en 2010 et 25 en 2011. Le pourcentage des IDE par rapport à la formation brute du capital fixe a été à son tour instable, mais moins que le précédent. Nous remarquons qu'en plus de son instabilité, cet indice a marqué une diminution continue durant les trois années étudiées passant de 5,7 en 2009 à 4,8 en 2010 puis à 4 en 2011.

La dernière ligne du tableau indique le stock des IDE en pourcentage du PIB. Cette dernière mesure est la plus stable avec une moyenne de 12 %. Il faut mettre en relief le fait qu'il ne s'agit pas du pourcentage de la contribution des IDE dans le PIB, mais de la part des sommes des IDE en Algérie par rapport au PIB. Loin de représenter une importante proportion du revenu, les IDE restent profitables à leurs pays d'origines contrairement aux pays de destinations.

La figure suivante montre la répartition des IDE sur les secteurs d'investissements. En Algérie, le secteur industriel prend la part du lion avec 43,9 % des IDE implantés en Algérie en 2011. Le secteur des services vient en seconde place avec 26,7 % suivi par le secteur touristique (22,2 %) et finalement la télécommunication (4,1 %). Il est important de noter que le secteur du tourisme, bien qu'il représente 22% des IDE, il reste un secteur très en retard si l'on compare avec les capacités touristiques, naturelles, historiques et traditionnelles de l'Algérie.

Figure 61 : Les IDE par secteur en Algérie (En %).



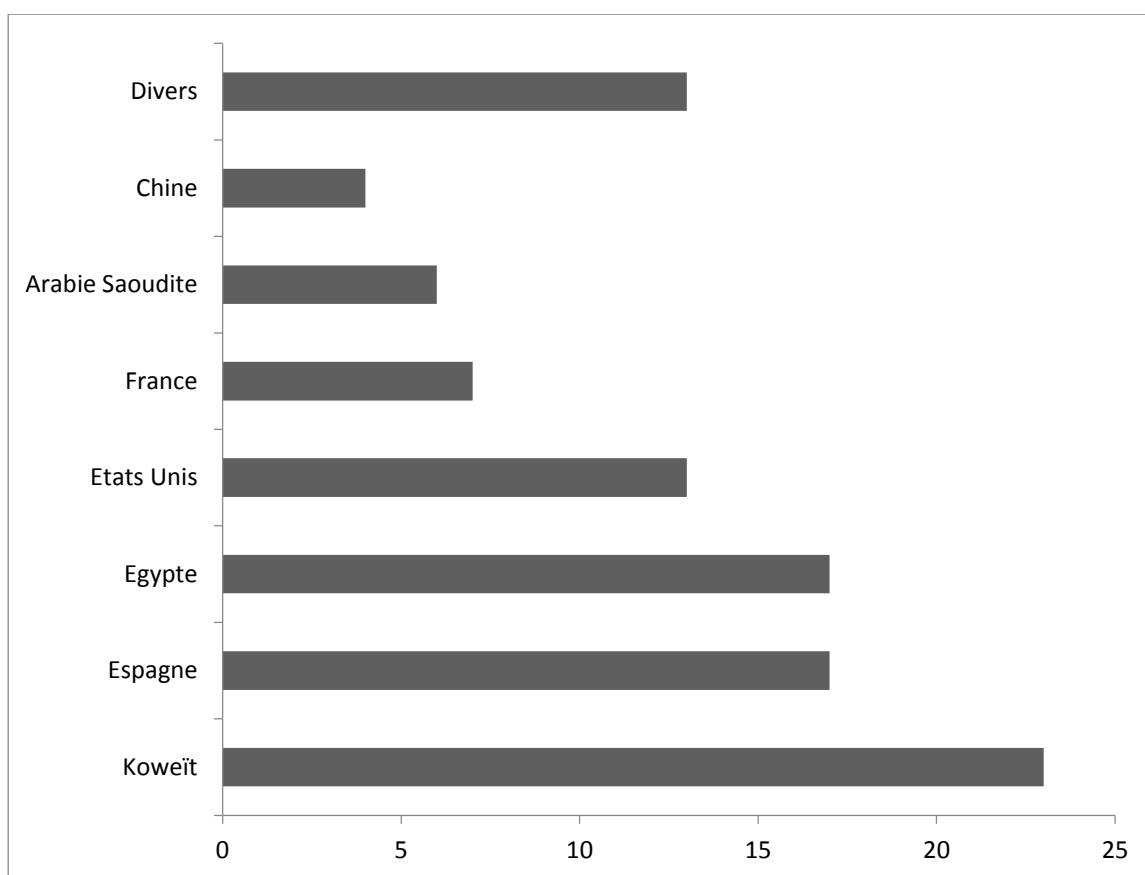
Source : ANDI²¹³ (2011).

Les pourcentages des flux d'IDE par pays d'origine en 2011 sont présentés dans la figure suivante. Dans le premier rang, on trouve le Koweït avec une couverture de plus de 23 % du marché algérien suivie, dans le second rang arrivent l'Espagne et l'Égypte avec plus de 17 %. Les Etats-Unis occupent la quatrième place avec plus de 13 % suivie par la France avec 7 % du marché algérien des IDE. L'Arabie Saoudite avec 6% et la Chine avec 4% représentent les pays les moins exportateurs d'IDE vers l'Algérie avant le reste des pays.

Nous avons beaucoup pensé à une explication économique pour les classements des principaux pays ayant des IDE en Algérie mais franchement nous n'avons rien trouvé. Il s'agit d'un mélange entre pays, arabes, développés, industrialisés, voisins...etc. Donc même si le gouvernement a adopté une politique selon laquelle il a privilégié des pays selon des critères, la vision de cette politique reste ambiguë à notre sens.

²¹³ L'Agence Nationale du Développement des Investissements.

Figure 62 : Les flux d'IDE par pays d'origine (En %).

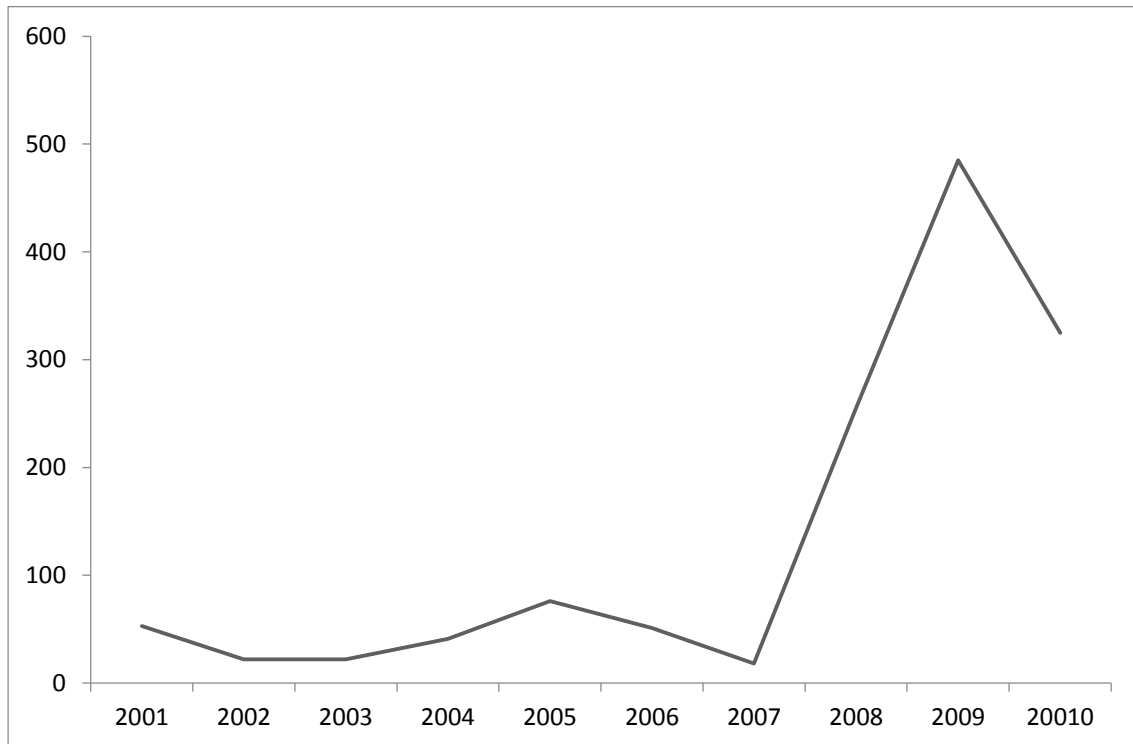


Source : ANDI (2011).

Il est primordial pour nous de noter que la cinquième position occupée par la France avec environ 7 % du total des IDE implantés en Algérie, contredit les résultats attendus. Si nous prenons en considération le fait que la France représente la majeure destination des émigrés algériens avec plus de 90%, en suivant les théories des effets des réseaux ethniques sur les IDE, la France doit être le premier pays investissant en Algérie. Ce qui n'est pas le cas.

La figure 63, présente les volumes des IDE français implantés en Algérie. Il est clair que malgré leurs faiblesses (Même après le commencement de l'ouverture et de la réception des IDE en Algérie à partir de l'an 2000), les IDE français restent limitée jusqu'en 2007 ou une petite tendance de croissance parait. La chute après le pique de 2009 peut être facilement expliquée par la crise financière propagée en Europe impliquant des pertes, plus de rigueur et de méfiance de la part et des investisseurs et du gouvernement français.

Figure 63 : Les IDE français en Algérie (2001-2010)



Source : OCDE Dataset.

La modeste analyse comparative a mené a des résultats non concluantes, mais la question qui se pose est : Pourquoi l'effet des réseaux ethniques sur l'attraction des IDE n'a pas donné les fruits en Algérie ? Pourquoi presque les 90% émigrés algériens résidant la France n'ont pas joué le rôle du canal transportant les informations, facilitant par la suite l'attraction et l'implantation des IDE français en Algérie ?

Avant d'évoquer directement les causes de l'absence de l'effet des réseaux ethniques sur les IDE, il est essentiel pour nous de citer les entraves qui ont retardé et continue de œuvrer comme contrainte pour l'Algérie dans le domaine de la réception des IDE. La majorité des économistes pensent que la série des mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, et spécialement la nouvelle réglementation²¹⁴ qui impose une participation majoritaire de l'Etat, représentent des facteurs décourageant les investisseurs étrangers de choisir l'Algérie comme une cible de délocalisation ou d'expansion (ANDI, 2012).

²¹⁴ La loi 51/49 %

D'autres facteurs ont joué le même rôle de découragement, nous pouvons les résumer dans : L'insécurité, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle (ANDI, 2012). A présent, et selon la même agence, le gouvernement est plus que jamais engagé dans la destruction des entraves à l'investissement. L'Etat œuvre pour la libéralisation économique et le lancement des recherches à l'investissement étranger dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau.

Après avoir montré tous ces effets, il est clair que le retard de l'Algérie en terme de réception des IDE est expliqué majoritairement par des facteurs économiques. Par contre, en ce qui concerne la petite part française dans les IDE algériens, nous pensons qu'elle est expliquée par des facteurs non économiques. Notre explication est que les relations entre l'Algérie et la France ont été très froides du côté de la majorité du peuple algérien comme du côté du gouvernement (traditionnellement le FLN). Ce froid s'est répercuté négativement sur les relations économiques des deux pays. Le gouvernement algérien a refusé plusieurs fois d'accorder des investissements de grande ampleur à des investisseurs français.

Conclusion :

A partir de ce travail de thèse, nous avons conclu que la motivation des IDE par la migration ou autrement dit, l'effet des réseaux ethniques sur les IDE est absente en Algérie. Le couloir migratoire le plus important des algériens est Algérie-France avec plus de 90% des émigrés algériens. Par contre, la France est classée 5ème dans les pays implantant des IDE en Algérie avec environ 7 %.

Aussi, les IDE en Algérie ont été marqués par une faiblesse durant la période 1970 – 2000 et nous remarquons une tendance croissante de ces flux à partir de l'an 2000. Par contre, les IDE français n'ont pas suivie la même tendance, ils n'ont commencé de croître timidement qu'après 2007 avec une chute en 2009.

Nous avons essayé de fournir des explications de ce retard d'ouverture envers la réception des IDE et particulièrement les Français d'entre eux. Pour le premier, d'après les économistes, la réglementation dure, l'insécurité, les mesures protectionnistes, la bureaucratie, la corruption et la faiblesse financière ainsi que d'autres facteurs d'ordre structurel sont à la base de la faiblesse des IDE implantés en Algérie. Par conséquent la part limitée des IDE Français est due à notre avis aux décisions politiques.

Nous pensons que le dernier traité d'amitié²¹⁵ et de coopération entre les deux pays ainsi que l'installation de l'usine Renault va favoriser la croissance des flux d'investissement directs Français en Algérie et ce qui va débloquent le processus des réseaux ethniques.

²¹⁵ Lors de la visite du président français « François Hollande » le 19 et 20 décembre 2012.

Chapitre V

Réseaux ethniques et commerce extérieur

Introduction :

Le commerce international est très important dans l'économie d'un pays, nous pensons même qu'il est plus important que le reste des piliers de l'économie (l'investissement, la consommation l'épargne...etc.). Il s'agit d'un jeu à somme nulle, donc si un pays enregistre un surplus dans sa balance commerciale c'est sûr que c'est un autre pays qui a assumé un déficit.

Selon le rapport²¹⁶ de l'organisation mondiale du commerce, « Les revenus des pays en développement et ceux des pays riches ont tendance à converger depuis les années 1990 car la croissance des économies en développement s'est accélérée, alors que celle des économies développées a ralenti » (OMC, 2014). Selon ces propos, le commerce international a pu agir positivement dans la question des inégalités au niveau mondial.

Dans ce rapport sur le commerce, les économistes ont remis en valeur les tendances qui ont caractérisé la dernière décennie. Selon eux, les tendances sont résumées dans les quatre points suivants : Le développement rapide des pays en développement, l'expansion des chaînes de valeur²¹⁷ au niveau mondiale, l'inflation et l'importance des exportations des produits de base et les chocs macroéconomiques qui sont devenus de plus en plus mondialisés.

L'analyse de ces tendances a confirmé le rôle moteur joué par le commerce international dans le transfert et la diffusion du développement à partir des pays développés vers les pays en développement. Aussi, le même rapport a souligné « les obstacles qui continuent d'entraver l'expansion du développement mondial » (OMC, 2014). Les économistes de cette institution²¹⁸ pensent que les gouvernements anti ouverture et libre échange posent des barrières au développement des pays en développement.

²¹⁶ Le rapport sur le commerce mondial 2014, disponible en version électronique sur le site : WWW.WTO.ORG

²¹⁷ Djelti et Mokhtari « Capital Humain, Mobilité et Innovation dans les Pays Méditerranéens », papier préparé pour la participation à la conférence internationale sur « Commerce, localisation des IDE et participation des pays méditerranéens aux chaînes de valeurs : Quelles retombées en termes de développement ? », Rabat, 20-22 Novembre 2014

²¹⁸ Qui essayent, bien sûr de défendre les propos économiques de l'organisation mondiale du commerce.

Toujours dans la vague de la nouvelle économie de la migration de travail, des économistes ont pensé que les réseaux migratoires peuvent booster les exportations des pays d'origine. Selon ces économistes, le mécanisme reliant les réseaux ethniques au commerce extérieur en général et à l'exportation en particulier, passe principalement, comme dans le chapitre précédent, par le biais du canal de l'information.

D'autres économistes, que nous allons détailler leurs travaux théoriques et empiriques dans ce qui suit, ont pensé que l'existence d'une population qui préfère les produits traditionnels du pays d'origine par goût ou par nostalgie, dans le pays d'accueil peut stimuler la demande de ces produits et, par conséquent, l'augmentation de l'exportation.

Nous ne pouvons pas parler de la relation entre la migration internationale et le commerce sans présenter les travaux de Greif (1993) et Gould (1994). Selon ce dernier économiste, qui a commencé par un cadre théorique robuste, les exportations et les importations des Etats-Unis sont positivement corrélées avec les stocks des migrants présents aux USA. Combes et al.,(2003) et Head et Ries (1998) ont conclu les mêmes résultats lorsqu'ils ont analysé la base de données sur le commerce de Canada et de la France.

Plus tard, Rauch et Trindade (2002) ont été les premiers à distinguer entre les effets des réseaux à travers l'information d'un côté et le renforcement du mécanisme du contrat de l'autre. Ils ont montré que la présence des réseaux ethniques chinois est plus importante pour le commerce des produits différenciés²¹⁹ que pour le commerce des matières premières homogènes.

Dans ce dernier chapitre, nous allons présenter dans un premier temps, les travaux théoriques sur les réseaux ethniques et le commerce international. Dans un second temps, nous allons comme fut l'habitude les travaux empiriques qui ont confirmé ou infirmé l'impact des réseaux sur le commerce. La dernière partie, va être consacrée à la présentation de notre étude empirique, dans laquelle nous avons appliqué le modèle de gravité sur les exportations algériennes, tout en introduisant l'émigration des algériens vers les pays étudiés comme une variable explicative.

²¹⁹ Selon l'économiste, il est très difficile d'évaluer les produits différenciés nets.

1- La Revue de la littérature :

Les trois articles de base, souvent cités dans les travaux empiriques ou théoriques sur le sujet, sont classés selon leur ancienneté et importance comme suite :

En premier lieu, Greif (1993), en se basant sur l'histoire du commerce extérieur Maghrébin et musulman, l'économiste a essayé d'examiner les institutions économiques utilisées durant le 11^{ème} siècle pour faciliter la complexité du commerce. A son avis, les relations commerciales de l'époque, ont été marquée par une très grande asymétrie de l'information d'un côté et de l'application limitée des contrats légaux de l'autre.

L'économiste a essayé de chercher le secret des institutions de l'époque dans « Les documents de la Genizah²²⁰ sont employés pour présenter la Coalition : une institution économique basée sur le mécanisme de réputation utilisé par les commerçants méditerranéens pour confronter les problèmes organisationnelles associés aux relations d'échange entre les marchands et leurs agents d'outre-mer » (Greif, 1993). L'auteur a ainsi pensé que les forces sociales, religieuses et raciales ont donné aux marchands magrébins une très bonne réputation. Cette dernière a facilité la gestion de leurs relations commerciales avec leurs clients ainsi que leurs fournisseurs.

Nous soutenons l'auteur dans l'idée de croiser les forces raciales et religieuses afin de former une bonne réputation. L'exemple des musulmans montre clairement ce couplage, les arabes ont été avant l'Islam de bons marchands et l'histoire atteste de ça. Après l'arrivée de l'islam, les marchés des musulmans sont de plus en plus réglementés²²¹. Par exemple en ce qui concerne la transparence de l'information, l'islam a interdit la vente du bédouin au citadin et cela pour une transparence optimale de l'information²²². A travers cette étude, l'auteur a tenté d'expliquer « Pourquoi les commerçants ont-ils utilisé des formes spécifiques d'associations de commerce et mettre en relief l'interrelation entre les institutions sociales et économiques » (Greif, 1993).

²²⁰ La tombe où les juifs enterrent les documents religieux surtout.

²²¹ Le khalife Omar a mis pour la première fois des gens pour contrôler le marché et lutter contre la fraude.

²²² C'est parce que le bédouin n'a pas une idée sur les prix du marché contrairement aux citadins, et ces derniers avaient l'habitude de les attendre à l'entrée pour acheter leurs produits et les revendre plus cher.

Dans la conclusion de cette étude, l'auteur a mis en relief « l'origine religieuse et ethnique des commerçants trace les frontières de la coalition. Il sert aussi, comme un signal lorsque l'information sur les commerçants peut être obtenue, pendant que les relations sociales et commerciales dans la coalition servent comme un réseau pour la transmission de l'information » (Greif, 1993).

Le deuxième modèle théorique le plus cité est celui de Gould (1994). L'économiste a examiné les relations des immigrants avec leurs pays d'origine, qui peuvent avoir un effet sur les relations bilatérales de commerce. Selon lui, les relations sont basées sur « La connaissance du marché du pays d'origine, la langue, les préférences et les contrats personnels qui ont le potentiel de baisser les coûts des transactions commerciales » (Gould, 1994).

L'auteur a développé le modèle de Bergstrand (1998) en se basant sur les fondements microéconomiques de l'équation de gravité²²³. Il a introduit les coûts endogènes de transaction qui baissent selon lui avec l'introduction de l'information étrangère au marché offerte par les immigrants. Dans son modèle théorique, il a supposé un nombre de pays dont chacun produit des biens qui sont différenciés par rapport au pays de destination.

Aussi, la production est selon lui liée à l'embauche de la main d'œuvre native et de la main d'œuvre immigrée. Il a argumenté ce point par la maximisation du profit assujettie à l'élasticité constante de transformation (CET). De leur tour, les consommateurs maximisent l'élasticité constante de substitution (CES).

Après avoir analysé l'offre et la demande, l'auteur a monté un modèle de gravité qui explique les flux du commerce international entre deux pays i et j par :

- 1- Les revenus des pays importateurs et consommateurs qui reflètent la demande et l'offre potentielle.
- 2- La cale (wedge) entre les prix d'exportation et d'importation des biens marchands due aux coûts de transport, les tarifs et le manque d'information sur les marchés étrangers.
- 3- Les termes des prix reflétant la substituabilité entre les biens marchands et les autres biens.

²²³ Le modèle de gravité, inspiré de la loi universelle de Newton, a été utilisé en économie pour la première fois par Tinbergen en 1962.

Rauch et Cassela (1998), ont remarqué que les pays commercent et investissent le plus avec eux même (McCallum, 1995) et (Feldstein et Horioka, 1980). Ils ont conclu que « Traverser les frontières est couteux » (Rauch et Cassela, 1998). Dans leur article, le constat précédent, les a poussés à suggérer que l'information incomplète représente un obstacle majeur à l'opération productive du marché international.

Dans le même ordre d'idée, les économistes ont constaté qu'il est plus difficile dans les marchés internationaux de répondre aux goûts des consommateurs et de retrouver les distributeurs adéquats pour les biens de consommation, les fournisseurs, les partenaires...etc. Donc en général, les réseaux ethnique, par le biais de l'information vont servir a facilité l'installation des investissements direct étrangers dans les pays d'origine de l'émigration.

Dans leur modèle de base, simplifié dans la relation entre les travailleurs et les producteurs dans principalement deux pays, les économistes ont focalisé sur deux objectifs :

Premièrement, un modèle d'équilibre général ou la différence dans le niveau d'information entre les autochtones et les partenaires internationaux peut être intuitivement capturée et traitable. Plus généralement, les économistes ont visé un modèle qui prend en considération la valeur ajoutée de l'information dans l'attraction des partenaires internationaux.

Deuxièmement, ils ont voulu introduire un facteur immobile²²⁴ qui a une distribution différente entre les pays afin de capter l'origine du gain tiré du commerce international. Il s'agit d'un facteur stable et fixe qui, selon les économistes, joue le rôle d'un repère.

En général, et d'après les trois modèles théoriques de base que nous avons présenté au début de ce chapitre, les réseaux ethniques passent principalement par la réduction des couts du commerce. Cette réduction résulte de la disponibilité ou la transparence de l'information d'un côté et à travers l'historique des relations de commerce international de l'autre.

²²⁴ Principalement la terre et les ressources naturelles.

2- Les études empiriques :

L'étude de Gould (1994) a conclu que pour les USA et le Canada, les relations des émigrés ont joué un rôle dans l'augmentation des flux du commerce bilatéral. Plus spécifiquement, en appliquant le modèle de gravité, l'auteur a conclu que les résultats ont indiqué que les informations fournis par les immigrants internationaux ont joué un rôle important dans la détermination des flux bilatéraux du commerce. Les effets de l'information semblent être plus forts pour l'exportation et l'importation des produits manufacturiers de consommation que pour les biens de production.

En général, selon les résultats de cette étude empirique, l'exportation semble être la plus influencée par les relations d'immigrants, si l'on compare à l'importation. Aussi, le niveau de qualification des immigrants joue un rôle positif dans le commerce canadien mais il a un effet négatif sur le commerce des USA. L'économiste a expliqué cet effet négatif par la création des industries par les immigrants qui ont été substitué par les biens des pays d'origines. Aussi, la durée d'émigration a eu un effet positif mais limité sur l'exportation et un effet négatif sur l'importation.

Les résultats ont ainsi montré qu'une communauté d'immigrants relativement petite peut épuiser la majorité des effets des relations des émigrés dans le secteur de l'exportation. Pendant qu'une communauté, relativement large, est exigée avant que les effets soient exhaussés dans le secteur d'importation. L'économiste a pensé que cela peut refléter le rôle dominant que les préférences des produits d'origine jouent dans le secteur d'importation. Cela implique une corrélation linéaire entre les importations et le nombre des immigrants internationaux résidant et côtoyant les travailleurs autochtones.

Rauche et Trindade (2002) ont essayé d'étudier l'impact des réseaux ethniques chinois sur le commerce bilatéral de ce pays. Les économistes ont introduit une nouvelle mesure pour un nouveau concept, ils ont mesuré la force des réseaux ethniques chinois par la probabilité de tirer deux chinois lors d'un choix au hasard dans deux pays²²⁵. Leur étude a révélé que les réseaux ethniques chinois ont économiquement un impact positif important sur le commerce bilatéral pour les produits différenciés que pour les produits homogènes en 1980 et 1990.

En général, l'étude a révélé que les réseaux ethniques chinois ont un impact quantitatif important sur le commerce bilatéral à travers les mécanismes de

²²⁵ C'est-à-dire, si on prend deux pays et on tire au hasard un individu de chaque pays, la probabilité qu'ils soient les deux chinois mesure la force du réseau ethnique.

l'information du marché, l'appariement, les services publics et les associations²²⁶. En plus, un autre effet à travers l'application communautaire des sanctions qui découragent les comportements opportunistes. Dans ce travail, les économistes ont regroupé les deux modèles théoriques cités dans la partie théorique de ce même chapitre.

Aussi, l'étude a confirmé que les barrières informelles sont quantitativement larges pour le commerce des produits différenciés entre les pays avec une part de population chinoise dominante en Eud-Est de l'Asie. La conclusion générale de l'étude est qu'en 1990, les réseaux ethniques chinois ont augmenté le commerce de la Chine par environ 60%.

Les résultats de cette étude empirique ont été critiqués par plusieurs économistes. Dans leur étude, Felbermayr, Jung et Toubal (2009), ils ont démontré que l'étude précédente est biaisée parce qu'elle prend en considération des variables omises. En plus « Cette étude est partiellement basée sur des effets des préférences que sur l'application et /ou la disponibilité de l'information » (Felbermayr, Jung et Toubal, 2009).

Après avoir montré les points faibles de l'étude, les économistes, en se basant sur un modèle de gravité et une base de données d'ethnicité entre 1980 et 1990 d'un côté et en se focalisant sur les effets des réseaux de l'autre, ils ont conclu que les réseaux chinois permettent de créer une part très faible de commerce par rapport au premier résultat (environ 15%).

En utilisant une nouvelle base de données sur le stock bilatéral des migrants (La Banque Mondiale, 2000), les économistes ont élargi l'analyse vers tout le potentiel ethnique des réseaux. Leur analyse a repéré des réseaux polonais, turcs, mexicains ou indiens. En ce qui concerne la confirmation de l'existence des réseaux ethniques chinois, leur potentiel de création et de stimulation du commerce international diminue avec la présence d'autres réseaux ethniques.

Belderbes et Sleweagen (1998) ont essayé de tester l'hypothèse suivante : Les investissements japonais présentent une réponse aux barrières du commerce. Pour le faire, ils ont examiné les exportations électroniques japonaises vers l'Europe, ainsi que les firmes japonaises investissant dans l'industrie et la distribution en Europe durant la deuxième moitié des années 1980. Les résultats ont montré une augmentation rapide des investissements directs étrangers dans le secteur

²²⁶ Lawyer referral services : une force mixte qui œuvre pour aider la justice dans sa mission.

manufacturier en Europe accompagnée par des politiques commerciales constituant un barrage pour le commerce international.

Les relations entre les firmes japonaises ont ainsi joué un rôle important dans l'exportation. Les firmes sous-traitantes, implantées par la firme mère dans la communauté européenne, ont exporté relativement plus à l'Europe. Aussi, les exportateurs affiliés sont capables d'élargir leurs exportations pour offrir des composants pour l'Europe ou le montage sera effectué par leurs firmes. Cela suggère que lorsque l'investissement manufacturier est substitué par l'exportation, la substitution de l'exportation devient plus faible si elle est mesurée par un niveau de Keiratsu²²⁷ vertical.

Récemment, Kugler et Rapoport (2011) ont essayé de déterminer la relation entre le commerce international, la migration internationale et l'investissement direct étranger dans un contexte d'hétérogénéité des firmes. Après avoir introduit la migration internationale²²⁸ comme une variable explicative²²⁹, les économistes ont estimé l'élasticité de l'exportation au pays d'origine des migrants à 9 % lorsqu'ils ont utilisé les stocks des migrants qualifiés. Aussi, les auteurs, ont estimé l'élasticité correspondante des investissements directs étrangers²³⁰ à 25%. Ils ont expliqué ces résultats par la sensibilité des IDE à l'émigration vers le pays d'origine des FMN que les exportations avec l'émigration à partir des pays importateurs.

Lors de l'utilisation du stock total des migrants, les élasticités sont apparues plus faibles. Les auteurs ont expliqué ça par le fait que « La migration qualifiée représente le type le plus relevant pour comprendre le rôle de la migration dans la réduction des coûts de transaction de vendre à l'étranger » (Kugler et Rapoport, 2011).

Hiller (2011) a utilisé une base de données sur les firmes danoises établie en 2001, pour explorer la relation entre l'émigration et l'exportation. L'auteur a pensé que cela est essentiel pour la mesure de la similarité des goûts des populations dans le Danemark et dans les pays partenaires du commerce. En plus, à partir des recherches menées sur les petites et moyennes entreprises, l'économiste a évalué l'hétérogénéité de l'effet de l'émigration à travers différentes tailles de firmes. Son

²²⁷ Un terme japonais qui signifie un groupe d'entreprises qui opèrent dans différents domaines, et qui entretiennent entre elles des participations croisées.

²²⁸ Le stock migratoire total et le stock de la migration de la main d'œuvre qualifiée.

²²⁹ Les auteurs ont utilisé les stocks des migrants des pays importateurs vivant aux pays exportateurs en 2000.

²³⁰ Ce papier représente une étude empirique pour ce chapitre et pour le chapitre suivant (migration et IDE).

étude, qui a été basée sur une base de données microéconomique, a conclu que l'émigration joue le rôle du promoteur du commerce international.

Redding (2012), a constaté l'existence de trois formes majeures de capitalisme²³¹ dans l'Asie Pacifique, l'outremer chinois et le reste qui est dispersé sur toute une région. Pour comprendre la part la plus importante de la force de ce capitalisme, l'auteur a pensé qu'il « Est fondé sur un certain héritage culturel contenant des éléments forts de confucianisme²³², la confiance personnelle et des conduites basées sur l'insécurité » (Redding, 2012). Dans ce contexte, l'auteur a pensé que le commerce des familles est devenu leurs échelles par l'établissement des réseaux dans différentes régions.

Ehrhart et al.,(2012) ont essayé de répondre à la question suivante : Est-ce que la migration encourage l'exportation en Afrique ? Ils ont expliqué la façon selon laquelle les migrants internationaux d'origine africain encouragent-t-ils le commerce extérieur. En explorant une nouvelle base de données sur la migration internationale bilatérale entre 1980 et 2010 réalisée par la banque mondiale, les auteurs ont estimé un modèle de gravité.

Leurs résultats ont démontré l'existence d'un effet positif de la présence de la diaspora africaine sur l'exportation africaine. Ils ont suggéré ainsi « Un effet de substitution entre les migrants et les institutions avec l'existence des réseaux de migrants compensant par exemple la mise en place des contrats fiables » (Ehrhart et al, 2012).

Cet effet, dit positif, est selon les auteurs important pour l'exportation des produits différenciés. Par la suite, les auteurs ont focalisé leur étude sur le commerce intra-Africain, ils ont conclu que « Les effets des migrants africains sur le commerce sont plus importants lorsque les émigrés sont installés dans des pays qui ne sont pas des voisins et dans des pays africains qui sont originaires de différents groupes ethniques » (Ehrhart et al, 2012).

²³¹ Le capitalisme japonais, coréen et chinois d'outre-mer.

²³² Courant de pensée philosophique chinois développé par Confucius et ses disciples. Il est fondé sur des principes tels que la bonne conduite, la sagesse et les relations sociales saines. Le confucianisme est considéré comme l'un des fondements des théories et des institutions politiques chinoises.

3- L'émigration des algériens et le commerce international :

Selon les statistiques fournis par la douane algérienne, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré (du 31/12/2011 au 30/11/2012) un excédent commercial équivalant à 24,26 milliards de dollars, pendant que la même période un an plus tôt, l'excédent commercial algérien a été de 23,19 milliard de dollars soit une hausse de 4,6%.

Un an plus tard, le rapport de conjoncture du secteur commercial au 1er semestre 2013, publié par le ministère du commerce algérien²³³ en juin 2013 a indiqué toujours un excédent de la balance commerciale de 7,557 milliards de dollars. La différence est très large si nous comparons les statistiques des deux années précédentes, soit une chute de 68,85 %.

Selon le même rapport, les causes principales de cette chute sont la hausse des prix de certains produits agricoles, la réévaluation du taux de change Dollar/DA et Euro/DA ainsi que la diminution des prix du baril de pétrole²³⁴. Selon le ministre du commerce extérieur, « La balance commerciale de l'Algérie demeure fragile du fait qu'elle dépend de la conjoncture internationale des matières premières, à l'export pour les hydrocarbures et à l'import pour les produits de base ». Donc, le problème de la balance commerciale algérienne se trouve dans les exportations qui sont, majoritairement dépendantes des hydrocarbures ainsi que les cours internationaux des produits alimentaires.

Aussi, en ce qui concerne les exportations, des statistiques fournis par l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur²³⁵ ont révélé que « Les exportations algériennes hors pétrole et gaz vers l'Union européenne (UE) ont été largement dominées par les dérivés d'hydrocarbures avec un taux de 93 % durant le 1er semestre 2013 ». Donc, il s'agit d'une économie totalement dépendante de l'exportation des matières premières puisque les produits hors hydrocarbures sont des déchets et des matières premières.

Ces statistiques relativement récentes, peuvent nous donner une idée sur la nature, le volume et la stabilité du commerce extérieur algérien. Dans ce qui suit, nous allons

²³³ Sur le site officiel : www.mincommerce.gov.dz

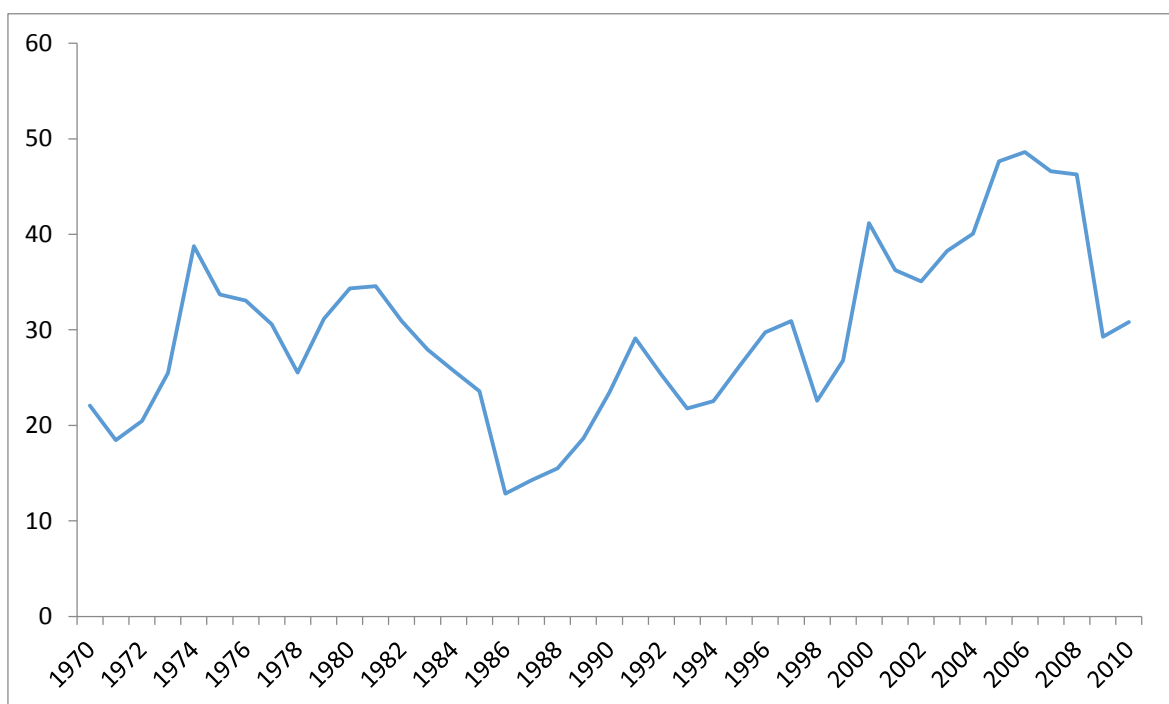
²³⁴ Une diminution sensible, de 94,41 dollars/baril en fin juin 2012 à 93,20 dollars/baril en fin juin 2013.

²³⁵ Algex, créée par le Décret exécutif n°04-174 du 12 juin 2004 (J.O N°39) a pour but la mise en œuvre d'un support efficace aux exportations hors hydrocarbures.

s'intéresser aux exportations algériennes et à leur relation avec les réseaux ethniques.

La figure suivante montre les volumes des exportations algériennes entre 1970 et 2010. Il est clair que chaque choc pétrolier est traduit par une chute dans les exportations algériennes (1971, 1986, 1998, 2009)²³⁶, par contre chaque envolé des prix du baril représente un pique dans cette même figure (1974, 1981, 1991, 2001, 2006).

Figure 64 : Les exportations de l'Algérie.



Source : La Banque Mondiale Dataset.

Nous allons dans ce qui suit, essayer de comparer les dix principaux clients de l'Algérie avec les dix principales destinations des émigrés algériens en 2000 et 2010²³⁷. Le premier tableau, publié par l'ONS, présente les dix premiers clients de l'Algérie en 2000. Selon ces statistiques, l'Espagne représente le premier client de l'Algérie avec environ 117,16 million de dollars américains, suivie par la France, l'Italie, le Portugal, les Pays-Bas, l'Irak, la Tunisie, la Belgique, les USA et la Suisse.

²³⁶ Les deux derniers sont à mon avis liés directement aux crises financières tandis que la première est le résultat de la crise monétaire.

²³⁷ Il s'agit des deux années où les statistiques des deux variables sont disponibles.

Figure 65 : Les dix premiers clients de l'Algérie en 2000²³⁸

Clients	Valeur en million d'USD
Espagne	117,16
France	92,26
Italie	83,77
Portugal	47,29
Pays bas	45,40
Irak	24,71
Tunisie	23,54
Belgique	20,79
USA	14,95
Suisse	14,09

Source : L'Office Nationale des Statistiques dataset.

Le tableau suivant montre, à son tour, les dix premières destinations des émigrés algériens. Comme il est mentionné dans ce tableau de la figure 66, et déjà montré dans le chapitre précédent, la France constitue la majeure destination des émigrés algériens avec environ 1 057 135 émigrés. Le classement de la France est suivi par des pays où le nombre des émigrés est très faible par rapport à la majeure destination. A titre d'exemple, le nombre des émigrés Algériens qui résident Israël²³⁹ (classé deuxième) est à 4,42% des émigrés Algériens en France. Dans le classement nous trouvons ainsi, l'Angleterre, l'Espagne, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, la Tunisie, le Maroc et en fin les Etats-Unis.

²³⁸ Les statistiques ont été publiées en Dinar algérien et nous avons assuré la conversion en Dollar américain en utilisant le lien : <http://www.forexticket.com/fr/conversion/monnaie-DZD-USD> selon les cours du dimanche 22 septembre 2013 à 18h44.

²³⁹ Les bases de données établies par la Banque mondiale définissent l'émigré par la personne qui réside au moins un an dans un pays différent de celui de sa naissance. Nous pensons que dans le cas d'Israël, il s'agit d'une mobilité indirecte, c'est-à-dire qui passe par un autre pays généralement la France, et qui est définitive, c'est-à-dire un allé sans retour.

Figure 66 : Les dix premiers pays de destination des émigrés algériens.

Destination	Nombre d'émigrés
France	1 057 135
Israël	46 734
UK	40 555
Espagne	23 269
Canada	20 298
Allemagne	20 295
Italie	15 861
Tunisie	15 846
Maroc	13 233
USA	11 717

Source : La base de données de la migration bilatérale, Banque Mondiale Database.

Cinq d'entre les principaux pays de destinations ne figurent pas dans la liste des principaux clients de l'Algérie. On compte : Israël, l'Angleterre, le Canada, l'Allemagne et le Maroc. En ce qui concerne les volumes, ils sont éclairés dans les classements, par exemple, un pays comme Israël désigné comme la deuxième destination des algériens et qui ne figure pas dans la listes des clients laisse un grand point d'interrogation.

A partir de cette analyse, qui manque de netteté à défaut de l'indisponibilité des données, nous pensons qu'il existe comme même un effet des réseaux ethniques dû à l'émigration des algériens sur les exportations Algériennes.

Dix ans plus tard, les données concernant les principaux couloires migratoires et les principaux clients de l'Algérie n'ont pas connue un grand changement, du côté des orientations comme du côté des volumes. Le tableau suivant montre que l'Espagne est devenue au premier rang des clients de l'Algérie. Il est important de marqué la présence de quatre nouveaux pays, la Syrie, le Soudan, la Turquie et la Lybie figurant dans la nouvelle liste des clients, remplaçant le Portugal l'Irak, les Etats-Unis et la Suisse.

Figure 67 : Les dix premiers clients de l'Algérie en 2010

Client	Valeur en millions USD
Espagne	300,40
France	223,98
Pays bas	168,88
Italie	118,22
Belgique	109, 56
Syrie	74,12
Tunisie	60,08
Soudan	52,44
Turquie	34,64
Lybie	30,74

Source : Office nationale des statistiques Dataset.

En 2010, selon les statistiques de la banque mondiale, les dix premier destinations de l'Algérie ont été : la France, l'Espagne, Israël, le Canada, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la Tunisie, et les Etats-Unis. A part l'introduction de la Belgique dans le classement, les dix premières destinations ont resté les mêmes. En ce qui concerne le classement, l'Espagne est devenu dans le deuxième rang contre le quatrième en 2000, Israël a reculé d'une case, le Canada a avancé d'une case, l'Italie a avancé occupant la 5^{ème} contre le 7^{ème} en 2000. L'Allemagne a reculé d'une place avec la Tunisie et l'Angleterre a occupé la 7^{ème} place après la troisième en 2000.

En ce qui concerne la compatibilité ou la relation des dix premier pays de destination avec les dix premier clients de l'Algérie, la moitié des pays ne figurent pas dans la liste des clients (Les Bays-Bas, la Syrie, le Soudan, la Turquie et la Lybie). Aussi, la France et l'Espagne étant donné comme les plus grandes destinations des émigrés algériens sont parmi les premiers clients de ce pays.

Afin de vérifier ces conclusions descriptives, nous allons dans ce même chapitre estimer empiriquement l'impact des réseaux migratoires sur le commerce

international en Algérie. Pour le faire, nous allons utiliser le fameux modèle de gravité en introduisant l'émigration bilatérale comme variable explicative. L'équation principale de la gravité est donnée comme suite :

$$T_{ij} = A \times Y_i \times Y_j / D_{ij}$$

Ou:

T_{ij} : Représente le volume du commerce entre pays i et pays j,

A : Est une constante,

Y_i : Représente le PIB du pays i,

Y_j : Est le PIB du pays j et,

D_j : Représente la distance entre les deux pays.

Dans cette estimation, notre variable dépendante est les exportations de l'Algérie vers l'ensemble des pays étudiés. Dans l'estimation, nous allons garder les variables de base plus l'émigration bilatérale qui va être introduite. Pour faciliter l'estimation de cette équation, nous avons introduit le Logarithme Népérien à l'ensemble de l'équation. Le problème de l'existence de valeurs nulles en ce qui concerne les exportations et l'émigration bilatérale nous a poussés à ajouter une unité à chaque variable (exp+1 et emig+1). L'équation est donc devenue :

$$\ln(\text{exp}+1) = \ln(a) + \ln(y_i) + \ln(y_j) + \ln(\text{emig}+1) - \ln(D_{ij}) + \sigma$$

Nous avons représenté le revenu des pays d'accueils et d'origines par le Pib/tête²⁴⁰. A cette équation de base, et afin de toucher la plus part des variables qui influencent le commerce bilatérale, nous avons ajouté des variables de contrôle²⁴¹ :

$$\ln(\text{exp}+1) = \ln(a) + \ln(\text{pib/tete_d}) + \ln(\text{emig}+1) - \ln(\text{Dist}) + \text{front} + \text{comlangoff} + \text{comlangethno} + \text{comcolonialiste} + \text{coloni} + \text{gatt} + \text{rta} + \text{comcol} + \sigma$$

²⁴⁰ Le Pib/Tête prend en considération une autre variable qui est la population ce qui le rend plus significatif.

²⁴¹ Des variables qui prennent en considération l'existence du lien ou non, en prenant une valeur binaire.

Nos variables explicatives sont expliquées comme suite :

Front : Représente le fait d'existence des frontières entre les deux pays.

Comlangoff : Est l'existence d'une langue commune entre les deux pays (Langue mère ou langue secondaire).

Comlangethno : Le cas de la langue principale de la race.

Comcolonialiste : Si les deux pays (i et j) ont colonisé le même pays.

Coloni : Est l'existence d'un lien de colonialisme.

Gatt : Si les deux pays font partie du GATT ou non.

Rta : Est le fait d'avoir des accords de commerce bilatéral.

Comcol : Si les deux pays ont été colonisés par le même pays.

En ce qui concerne les statistiques, nous avons regroupé les données bilatérales de l'Algérie avec 139 pays²⁴² durant les années 1970, 1980, 1990, et 2000²⁴³. Les statistiques sur l'exportation²⁴⁴ sont issues de la base de donnée COW-Trade-3.0²⁴⁵, les données sur l'émigration bilatérale internationale sont disponibles sur le site de la Banque Mondiale et le reste des statistiques sont originaires du site officiel de CEPII regroupés dans « Gravité Data²⁴⁶ ».

Avant de passer à l'application, nous avons effectué en premier lieux les tests de stationnarité des variables. Les tests de Levin, lin et Chu, DF et PP sont présentés dans le tableau récapitulatif suivant :

²⁴² La liste des pays dans l'ordre de l'analyse est dans l'annexe 6.

²⁴³ Les statistiques sur la migration bilatérale ont limité notre analyse dans le temps, car ce sont les seules statistiques existantes.

²⁴⁴ En Millions de Dollars courant.

²⁴⁵ Disponible sur le lien : <http://www.correlatesofwar.org/COW2%20Data/Trade/Trade.html>

²⁴⁶ http://www.cepii.fr/cepii/en/bdd_modele/presentation.asp?id=8

Figure 68 : les tests de stationnarité

Method	Statistic	Prob.**	Cross-Sections	Obs
Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-38.6805	0.0000	46	138
Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
ADF - Fisher Chi-square	178.493	0.0000	46	138
PP - Fisher Chi-square	232.754	0.0000	46	138

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

L'hypothèse nulle prédit que la variable est non stationnaire, pendant que l'hypothèse alternative suppose que la variable est stationnaire. Comme il est indiqué dans le tableau précédent, les trois tests affichent une Prob nulle (moins de 0,05). Donc nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle, c'est-à-dire les variables sont stationnaires. Pour les tests d'hétéroscédasticité, nous avons effectué les mêmes démarches sur le test de White et les résultats ont révélé que les variables sont hétérosédastiques.

La présence des variables muettes dans notre modèle, nous a imposé de commencer par l'estimation du modèle à effets fixes²⁴⁷. A la base du modèle de gravité, l'analyse sur Eviews 8 de la régression linéaire en MCO à effets fixes de l'équation précédente (Les exportations de l'Algérie vers 139 pays durant quatre ans, 556 observations) a conclu les résultats résumés dans le tableau suivant :

²⁴⁷ Normalement, nous devons commencer par l'estimation de modèle Pooling, connu par le modèle naïf. Ce dernier ne prend que les variables numériques et si on ajoute les variables muettes, il devient un modèle à effets fixes (voir l'annexe 7).

Figure 69 : Modèle à effets fixes

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.840283	1.057225	2.686545	0.0074
Ln(Pib/tête D)	0.316864	0.043975	7.205497	0.0000
Ln(Dist)	-0.541802	0.110950	-4.883299	0.0000
Ln(Emig+1)	0.150689	0.027509	5.477872	0.0000
Rta	1.511948	0.264973	5.706051	0.0000
Gattd	-0.084132	0.138091	-0.609250	0.5426
Coloni	2.980923	0.770828	3.867172	0.0001
Comcol	0.424158	0.213760	1.984275	0.0477
Comcolonialiste	0.162146	0.138669	1.169306	0.2428
Frontieres	-0.450303	0.376353	-1.196492	0.2320
Comlangethno	-0.738198	0.335439	-2.200689	0.0282
Comlangoff	-0.227217	0.333056	-0.682219	0.4954
R-squared	0.458982	Mean dependent var	1.036957	
Adjusted R-squared	0.448042	S.D. dependent var	1.934319	
S.E. of regression	1.437080	Akaike info criterion	3.584450	
Sum squared resid	1123.469	Schwarz criterion	3.677704	
Log likelihood	-984.4772	Hannan-Quinn criter.	3.620875	
F-statistic	41.95562	Durbin-Watson stat	1.039944	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

Le modèle est très significatif (Prob = 0 %) avec un coefficient de détermination de 45%. En ce qui concerne les variables indépendantes, le Pib/tête du pays de destination, la distance, l'émigration, les accords bilatéraux (Rta), les liens coloniaux (Colony) et la langue ethnique commune (Comlangethno) sont significatives. Par contre, le fait que le pays d'accueil est membre du Gatt, d'avoir coloniser le même pays (Comcol) ou être colonisé par le même pays (Comcolonialiste), les frontières communes et la langue commune ne sont pas significatives.

Avant d'approfondir l'analyse, il nous faut trouver le bon modèle. Pour cela, nous avons effectué une régression à effets aléatoires afin de capter l'effet des variations à travers les individus (les 139 pays). Le modèle à effets aléatoires procède un certain classement des observations des individus pour améliorer le modèle de base. Les

résultats de la régression à effets aléatoires sur la même base de données sont résumés dans le tableau suivant :

Figure 70 : Modèle à effets aléatoires

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.262936	1.540751	2.117757	0.0346
Ln(Pib/tête D)	0.354518	0.050481	7.022804	0.0000
Ln(Dist)	-0.600412	0.168964	-3.553490	0.0004
Ln(Emig+1)	0.097316	0.030927	3.146573	0.0017
Rta	1.517361	0.262400	5.782627	0.0000
Gattd	-0.075783	0.149420	-0.507180	0.6122
Coloni	3.364287	1.247094	2.697702	0.0072
Comcol	0.415998	0.344429	1.207789	0.2277
Comcolonialiste	0.135448	0.226874	0.597018	0.5507
Frontieres	-0.257792	0.603142	-0.427415	0.6692
Comlangethno	-0.642196	0.541360	-1.186264	0.2360
Comlangoff	-0.297869	0.545703	-0.545844	0.5854

Effects Specification		S.D.	Rho
Cross-section random		1.076621	0.5437
Idiosyncratic random		0.986249	0.4563

Weighted Statistics			
R-squared	0.317507	Mean dependent var	0.431816
Adjusted R-squared	0.303707	S.D. dependent var	1.182687
S.E. of regression	0.986884	Sum squared resid	529.8233
F-statistic	23.00708	Durbin-Watson stat	1.721238
Prob(F-statistic)	0.000000		

Unweighted Statistics			
R-squared	0.454880	Mean dependent var	1.036957
Sum squared resid	1131.986	Durbin-Watson stat	1.033428

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

Par rapport au premier modèle, la significativité des variables explicatives a légèrement diminué. Aussi, la langue ethnique commune est devenue une variables non significative à 23% ce qui veut dire statistiquement que le coefficient de cette variable peut être nul. Le coefficient de corrélation est presque le même dans le cas

des statistiques non pondérées et il égale à 31% dans le cas des statistiques pondérées. Les remarques que nous venons de relever ne peuvent nous orienter en ce qui concerne le choix du modèle approprié. Pour ce faire, le test d'Hausman est nécessaire.

Figure 71 : Le test d'Hausman

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f.	Prob.
Cross-section random	4.700240	4	0.3195

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

Notre hypothèse nulle est que le modèle à effets aléatoires est le model approprié tandis que l'hypothèse alternative prédit que le modèle à effets fixes est le modèle approprié. La valeur de la probabilité (Prob) est plus grande que 5% (Très grande = 0,3195).

Statistiquement cela veut dire qu'on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle, donc le modèle à effets aléatoires est plus approprié que le modèle à effets fixes. Après avoir analysé le modèle sous les effets fixes et aléatoires en ce qui concerne les individus (les pays étudiés), il nous faut une analyse en coupe transversale ou instantanée pour capter l'effet des changements périodiques. Pour ce faire, nous allons suivre les mêmes étapes :

Figure 72 : Modèle en coupe instantanée

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.910839	1.098365	2.650157	0.0083
Ln(Pib/tête D)	0.316317	0.047529	6.655191	0.0000
Ln(Dist)	-0.547608	0.112438	-4.870305	0.0000
Ln(Emig+1)	0.149410	0.027597	5.413972	0.0000
Rta	1.510130	0.266061	5.675888	0.0000
Coloni	2.995411	0.772897	3.875565	0.0001
Gattd	-0.100376	0.141388	-0.709931	0.4781
Frontieres	-0.450266	0.377335	-1.193280	0.2333
Comlangoff	-0.230821	0.333839	-0.691413	0.4896
Comlangethno	-0.736072	0.336450	-2.187761	0.0291
Comcolonialiste	0.160661	0.139048	1.155441	0.2484
Comcol	0.421511	0.215856	1.952739	0.0514

Effects Specification			
Period fixed (dummy variables)			
R-squared	0.459865	Mean dependent var	1.036957
Adjusted R-squared	0.445887	S.D. dependent var	1.934319
S.E. of regression	1.439883	Akaike info criterion	3.593609
Sum squared resid	1121.636	Schwarz criterion	3.710176
Log likelihood	-984.0233	Hannan-Quinn criter.	3.639140
F-statistic	32.90007	Durbin-Watson stat	1.036467
Prob(F-statistic)	0.000000		

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

Contrairement au premier, dans ce modèle nous avons fixé les périodes étudiées²⁴⁸. Afin de suivre les mêmes étapes précédentes, il nous faut une régression à effets aléatoires, ce qui n'est pas possible²⁴⁹ dans ce cas. En ce qui concerne le test de normalité, Le graphe montre une asymétrie²⁵⁰. Pour plus de précision, la probabilité de Jarque-Berra est inférieure au seuil de 5% ce qui fait que les résidus ne sont pas distribués normalement (les mêmes résultats pour le modèle à effets aléatoires précédent).

²⁴⁸ Puisque les variables muettes existent toujours, dans cette régression les pays et les périodes sont fixés.

²⁴⁹ Le modèle à effets aléatoires exige un certain nombre de périodes, avec seulement quatre périodes, nous n'avons pas pu l'appliquer.

²⁵⁰ Annexe 8.

En comparant le modèle à effets aléatoires et celui en coupe instantanée, nous avons choisi le dernier. Afin de justifier notre choix, statistiquement, le coefficient de détermination est plus important, les variables sont plus significatives et il y a plus de variables significatives. Economiquement, l'Algérie durant les quatre périodes étudiés (40 ans) a connu des changements politiques, sociales et surtout économiques²⁵¹ considérables.

Pour nous, le modèle en coupe transversale capte mieux ces effets parce qu'il prend en considération les variations périodiques. Donc, notre modèle approprié est celui en coupe instantanée. Après avoir éliminé les variables non significatives, nous avons remarqué une légère amélioration dans le modèle, puisque les tests Akaikeinfo, schwars creterian²⁵² ont diminué et le test de liklyhood²⁵³ a connu une augmentation en valeur absolu. La nouvelle estimation est présentée comme suite :

Figure 73 : Régression des variables significatives (Coupe instantanée)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Ln(Pib/tête D)	0.293623	0.044134	6.653035	0.0000
Ln(Dist)	-0.511009	0.105670	-4.835874	0.0000
Ln(Emig+1)	0.135846	0.025932	5.238492	0.0000
Rta	1.563624	0.263158	5.941760	0.0000
Coloni	3.001331	0.764191	3.927460	0.0001
Comlangethno	-0.690444	0.143642	-4.806706	0.0000
C	2.791858	0.996921	2.800482	0.0053
Effects Specification				
Period fixed (dummy variables)				
R-squared	0.453546	Mean dependent var	1.036957	
Adjusted R-squared	0.444538	S.D. dependent var	1.934319	
S.E. of regression	1.441634	Akaike info criterion	3.587254	
Sum squared resid	1134.757	Schwarz criterion	3.664966	
Log likelihood	-987.2566	Hannan-Quinn criter.	3.617608	
F-statistic	50.35211	Durbin-Watson stat	1.035661	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Notre élaboration en utilisant Eviews 7.

²⁵¹ Les chutes des prix du pétrole, l'endettement et le changement total du système économique, d'une économie socialiste vers une économie du marché. Cela a exigé à l'Algérie de nouveaux partenaires économiques notamment en ce qui concerne le commerce international.

²⁵² Plus les deux testes diminuent plus le modèle est meilleur.

²⁵³ Plus ce test est grand en valeur absolu, plus le modèle est meilleur.

Dans l'objectif d'améliorer notre estimation du modèle, nous avons tenté d'éliminer les observations des deux pays dont le nombre d'émigrés algériens est nul durant les quatre années (Les Iles-Comores et de Guyane). Les régressions²⁵⁴ ont montré la diminution du coefficient de détermination. Aussi, nous avons dans le même contexte éliminé les variables où le taux d'émigration est faible puis les pays où l'exportation est nulle les résultats ont révélé toujours une détérioration de la capacité d'explication du modèle²⁵⁵.

La dernière estimation montre que la probabilité de F-statistic est très faible (égale à zéro), cela veut dire statistiquement que les coefficients des variables explicatives ne peuvent être nulles. Economiquement le modèle est très significatif. Aussi, le coefficient de détermination est à environ 45 %, c'est-à-dire que les variations des variables dépendantes (Le Pib/tête du pays d'accueil, le nombre des émigrés, la distance, les accords bilatéraux, les liens coloniaux et la langue commune) expliquent 45% des variations des exportations algériennes vers les 139 pays étudiés entre 1970 et 2000.

En ce qui concerne l'émigration -notre variable principale- elle est statistiquement très significative à 0 % avec un coefficient de 13,5 %. Cela veut dire²⁵⁶ qu'une augmentation de dix pour cent dans l'émigration algérienne vers les 139 pays étudiés aboutit à 1,35 % d'augmentation dans la valeur réelle des exportations algériennes vers ces mêmes pays durant la période étudiée. Donc l'étude a conclu que l'impact existe sauf qu'il est très faible.

En général, les réseaux ethniques des algériens tout comme les Pib/tête des pays de destination, les liens colonialistes et les accords bilatéraux ont un effet positif significatif sur les exportations de l'Algérie, tandis que la distance et la langue ethnique ont un effet négatif. Nous pouvons en déduire que contrairement aux résultats du chapitre précédent, les réseaux ethniques sont relativement présents pour expliquer une partie des exportations algériennes. Reste à voir s'ils sont bénéfiques pour l'économie algérienne.

Comme nous l'avons déjà évoqué au début de ce chapitre, 93% des exportations hors hydrocarbures sont des déchets des hydrocarbures et des matières premières, et comme les prix de ce genre de matière première suivent les cours internationaux (Les organisations spécialisées²⁵⁷), l'Algérie n'en tire aucun profit en vendant à tel

²⁵⁴ Les résultats (137 pays) sont résumés dans l'annexe 9.

²⁵⁵ Les résultats des deux corrélations (105 pays et 46 pays) dans les Annexes 10 et 11.

²⁵⁶ Puisque les variables sont en logarithme, nous pouvons considérer les coefficients comme des élasticités.

²⁵⁷ OPEC et OPEP

ou tel pays. Par contre, les clients, généralement des pays industrialisés, assurent leur ratio d'énergie.

Nous ne pouvons pas fermer ce dossier sans se poser la question : Pourquoi l'Algérie n'exporte pas, au moins, les produits traditionnels intéressant sa population émigrés vivant principalement en France ? Selon les statistiques publiée par Aida²⁵⁸ : « Les Algériens ou personnes d'origine algérienne vivant en France en 2012 sont au nombre de 5 millions » (Aida, 2013). Cette population émigrée a bien envie de consommer des produits traditionnels originaires de l'Algérie.

Le couscous, par exemple, est actuellement classé deuxième parmi les plats les plus mangés en France²⁵⁹. Il fait partie de la cuisine française et il est inscrit dans le patrimoine immatériel de la France à l'UNESCO. En effet, la question que nous avons posée avant, nous a beaucoup intrigués durant la préparation de ce travail de thèse. Jusqu'au jour où nous avons pensé au cas des pieds noirs.

Cette population qui a vécu en Algérie plus d'un siècle en côtoyant les algériens. Durant cette longue période, ils ont été intégrés dans la société algérienne en devenant une partie de sa culture et tradition. A la fin de la guerre de libération algérienne, ces derniers ont mobilisé avec eux tout ce qu'ils ont acquis comme culture et traditions algériennes.

Nous pouvons considérer cette mobilité sous l'emprise du colonialisme, comme une immigration en Algérie et émigration-retour vers la France, qui a précédé la vague migratoire des algériens après l'indépendance. Nous pensons que cette émigration et émigration-retour a joué contre l'apparition des effets bénéfiques des réseaux ethniques sur le commerce en Algérie.

Conclusion :

A travers l'analyse descriptive, nous avons conclu que, contrairement aux résultats négatifs de la présence d'un effet des réseaux ethniques sur les IDE, ils sont faibles mais présents en ce qui concerne les exportations algériennes. L'application du modèle de gravité sur les exportations algériennes, vers 139 pays durant les périodes 1970, 1980, 1990 et 2000, ont révélé l'existence d'un effet significatif, positif et faible de l'émigration sur les exportations de l'Algérie. Ce qui a confirmé l'analyse descriptive précédente.

²⁵⁸ L'Association internationale de la diaspora algérienne à l'étranger, créée en 2012 à Londres.

²⁵⁹ Selon un sondage établi en France en 2013.

La présence des réseaux ne signifie pas l'existence des répercussions bénéfiques sur le développement de l'Algérie. Nous pensons que ces réseaux sont pas bien exploités du fait qu'ils ne concernent que la matière première et pas les produits finaux algériens encore moins la production traditionnelle.

Nous avons cherché les causes de l'inefficacité d'un tel effet dans l'histoire. En effet, les économistes traitant l'émigration algérienne vers la France, n'ont jamais considéré la présence des français pendant un siècle et 30 ans comme une émigration qui a fini par un retour définitif. A notre avis, cette migration de retour massive a permis de transféré le savoir-faire algérien en ce qui concerne ces avantages comparatifs voir les us et les traditions.

Conclusion générale :

Les principaux résultats tirés de l'exploration des enquêtes ou des études empiriques menées sur les quatre canaux (Transferts, Migration-retour, Réseaux ethniques et Fuite des cerveaux bénéfique), simplifiant le processus Migration/Développement en Algérie, sont :

Premièrement, l'Algérie ne peut jamais attrapée un effet positif de la fuite des cerveaux à cause de l'éducation gratuite. Les résultats de notre enquête sur l'espérance d'émigration des étudiants algériens ont révélé que 69,4 % d'entre eux préfèrent rester dans la ville natale, 13,5 % compte effectuer une émigration interne et 17,1 % une émigration internationale.

A partir des résultats de notre enquête, les dépenses publiques sur l'éducation et l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants et d'élèves et des pourcentages des visas délivrés par le consulat de France en 2012, nous avons constaté que l'Etat algérien va perdre environ 238.449.515.416 DA (Environ 3,32% des dépenses budgétaires globales de 2012) à cause de l'émigration de la main d'œuvre qualifiée (licencié, diplômé de master et de doctorat).

Deuxièmement, en ce qui concerne les transferts de fonds, le volume est loin d'être estimé par les canaux officiels. Notre étude a révélé en premier temps que le canal informel des transferts de fonds assure l'envoi des montants 9 fois plus importants que le canal formel, en second temps, un troisième canal mixte assure 24,5% des transferts étudié (plus de deux fois le canal formel).

Notre enquête a montré la faiblesse des investissements des émigrés ainsi que leurs membres de famille par rapport à l'achat du foncier, l'épargne et le financement des vacances en Algérie. Nous pensons que les émigrés algériens préfèrent investir dans des projets moins productifs et rentables mais sûres tel que l'immobilier et l'épargne.

Troisièmement, historiquement, ce sont les chocs internes ou externes qui peuvent augmenter la migration-retour, sinon elle tend vers la diminution. L'analyse de l'enquête MIREM a révélé que ni les bons rapports ni le fait d'investir dans le pays d'accueil n'ont un effet significatif sur la décision du retour des émigrés algériens. Aussi, le transfert du capital humain est très faible et il n'a aucune influence sur la décision du retour, ce qui signifie que le capital humain acquis est le socle d'une carrière dans le pays d'accueil et non pas de développement de l'Algérie.

Si la majorité des émigrés de retour rentrent pour prendre la retraite, cela veut dire que les ressources mobilisés concernant et le capital humain et les finances ne vont servir à grande chose. La migration retour, avec un taux de transfert de capital

humain, de fonds, d'investissement si faible plus une majorité retournée pour prendre la retraite ne peut pas promouvoir le développement de l'Algérie.

Quatrièmement, le couloir migratoire le plus important des algériens est l'Algérie-France avec plus de 90%. Par contre, la France est classée 5ème dans les pays implantant des IDE en l'Algérie avec environ 7 %.

Les IDE ont été très faibles en Algérie entre 1970 et 2000, à partir de l'an 2000, une tendance croissante de ces flux est apparue. Les IDE français n'ont pas suivi la même tendance, ils n'ont commencé de croître timidement qu'après 2007 suivie par un crash à partir de 2009. Nous pensons que les mauvaises relations politiques entre les deux pays ont joué contre l'installation des IDE français en Algérie.

Finalement, les réseaux ethniques sont relativement présents en ce qui concerne les exportations algériennes. L'application du modèle de gravité sur les exportations algériennes vers 139 pays durant les périodes 1970, 1980, 1990 et 2000 a suggéré l'existence d'un effet significatif positif de l'émigration sur l'exportation. La présence des réseaux ne signifie pas l'existence des répercussions bénéfiques sur le développement de l'Algérie. Nous pensons que ces réseaux ne sont pas bien exploités du fait qu'ils ne concernent que la matière première et pas les produits finaux algériens encore moins la production traditionnelle.

Nous avons cherché les causes de l'inefficacité d'un tel effet dans l'histoire. En effet, tous ceux qui ont étudié l'émigration algérienne vers la France, n'ont jamais considéré la présence des français pendant un siècle et 30 ans comme une émigration qui a fini par un retour définitif. A notre avis, cette migration de retour massive a permis de transférer le savoir-faire algérien en ce qui concerne ces avantages comparatifs voir les us et les traditions.

Dans ce modeste travail de recherche et après avoir vérifié tous les canaux menant de la migration internationale au développement économique en Algérie, la conclusion générale semble non concluante. En réalité, quelque canaux tel que les transferts ou la migration-retour peuvent être bénéfiques mais ils sont mal exploités voir négligés ce qui confirme la deuxième hypothèse.

Puisque le processus Migration/Développement est le fruit de croisement des forces des émigrés, de leurs membres de famille restant et du gouvernement, nous pensons que la malédiction de ressources naturelles n'a pas épargné le processus migration/développement en Algérie, cette hypothèse va être vérifiée dans nos recherches ultérieures.

Références :

- Alban et Ahoure (2008) « Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d'Afrique sub-saharienne : Une analyse à partir de données de panel » Papier préparé pour le séminaire sur les migrations « IMI WORKSHOP ».
- Andi (2012) Rapport de l'Agence Nationale des Investissements.
- Barba, Venables (2004) "Multinational firms in the world economy" Princeton University Press.
- Barro, Sala-i-Martin (1992) "Regional Growth and Migration: a Japan US comparison" NBER Working Paper Series N° 4038.
- Bartolomeo, Jaulin et Perrin (2010) "CARIM –Migration Profile: Algeria" CARIM working papers.
- Bein, Docquier et Rapoport (2008) "Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries: Winners and Losers".
- Bein, Docquier et Rapoport (2009) "On the Robustness of Brain Gain Estimates" IRES, Université Catholique de Louvain, Discussion Paper N° 18.
- Beucuwe, Mabrouk (2010) « Migration Internationale et Commerce Extérieur : Quelles Correspondances ? » Cahiers du GREThA.
- Bhagwati, Hammada (1973) "The Brain Drain; International Integration of Markets for Professionals and Unemployment: A Theoretical Analysis" N° 102.
- Bijak (2006) "Forecasting International Migration: Selected Theories, Models, and Methods" CEFMR Working Paper N° 4.
- Blomqvist (1986) « International Migration of Educated Manpower and Social rates of Return to Education in LDCS" International Economic Review; vol 27 N° 1.
- Borjas (1994) "Who Leaves? The Out Migration of the Foreign-Born" NBER Working Paper Series N°4913.
- Borjas (2006) "Making it in America: Social Mobility in the Immigrant Population" NBER Working Paper Series N° 12088.
- Bouoiyour, Miftah (2013) « Le Retour des Migrants Marocains dans leur Pays d'Origine, Quand ? Dans Quelles Circonstances? » MPRA Papers No. 46114.
- Brzozowski (2007) "Brain Waste, Educational Investments and Growth in Transitional Countries » Kraków University of Economics Working Papers.
- Brzozowski (2008) "Brain Drain or Brain Gain? The New Economics of Brain Drain Reconsidered" Kraków University of Economics Working Papers.
- Charbit et Chort (2006) « Les transferts monétaires des migrants : pays industrialisés et pays en développement » Revue européenne des migrations internationales, vol. 22 - n°2.
- Cerc report (1999).

- Defoort (2007) « Migration Qualifiées et Capital Humain : Nouveaux Enseignements Tires d'une Base de Données en Panel » Thèse de Doctorat, University of Lille 2.
- De Haas (2006) "Engaging Diasporas: How Governments and Development Agencies can Support Diaspora Involvement in the Development of their Origin Countries" International Migration Institute (IMI), University of Oxford.
- De Haas (2008) "Migration and Development: A Theoretical Perspective" International Migration Institute (IMI), University of Oxford.
- Djelti, Derbal (2014) « L'impact de la Migration Internationale sur le Chômage : Les politiques migratoires bénéfiques pour les pays Nord-Africain» Revue Algérienne d'Economie et de Management, N° 5.
- Djelti, Mokhtari (2014) "Evidence de l'Entrepreneuriat Féminin Issue de la Migration-Retour des Algériens » Revue Cahiers Economiques Issue N° 08.
- Docquier et al.,(2011) "Emigration and Democracy" World Bank Migration and Development Program.
- Docquier, Rapoport et Salomone (2011) "Remittances, Migrants' Education and Immigration Policy: Theory and Evidence from Bilateral Data" CReAM Discussion Paper, No 19/11.
- Dos Santos, Postel-Vinay (2003) "Migration as a Source of Growth: The Perspective of a Developing Country" Journal of Population Economics, Vol. 16, No. 1.
- Ehrhart et al., (2012) "Does Migration Foster Exports? An African Perspective" CEPII seminar, ETSG conference in Leuven.
- Faini (2007) « Migration et Transferts de Fonds. Impact sur les Pays D'origine » Revue d'économie du développement 2007/2 - Vol. 21.
- Felbermayr, Jung et Toubal (2010) "Ethnic Networks, Information, and International Trade: Revisiting the Evidence" Annals of Economics and Statistics, N° 97/98.
- Galor, Tsiddon (1997) « The Distribution of Human Capital and Economic Growth" Journal of Economic Growth, Vol 2.
- Gao, Ting (2003) "Ethnic Chinese Networks and International Investment: Evidence from Inward FDI in China" Journal of Asian Economics.
- Gaston, Wei (2005) "Transparency and International Portfolio Holdings" Journal of Finance.
- Girma, Sourafel et Holger (2007) "Evaluating the Foreign Ownership Wage Premium Using a Difference-in-Differences Matching Approach" Journal of International Economics.
- Gibson et al., (2010) "Natural Experiment Evidence on the Effect of Migration on Blood Pressure and Hypertension" CREAM.

- Glytsos (2001) "Dynamic Effects of Migrant Remittances on Growth: An Econometric Model with an Application to Mediterranean Countries" Centre of Planning and Economic Research.
- Gould (1991) "Immigrants Links to the Home Country: Empirical Implications for U.S. and Canadian Bilateral Trade Flows" Federal Reserve Bank of Dallas, No: 91-02.
- Greif (1989) "Reputation and Coalitions in Medieval Trade: Evidence on the Maghribi" Traders." *Journal of Economic History* XLIX.
- Greif (1993) "Contract Enforceability and Economic Institutions in Early Trade: The Maghribi Traders' Coalition." *American Economic Review*. 83:3, pp. 525–48.
- Grubel, Scott (1966) "The International Flow of Human Capital" *The American Economic Review*, Vol. 56, No. 1/2.
- Gubert, Nordman (2009) « Migration Trends in North Africa: Focus on Morocco, Tunisia and Algeria" OCDE, Vol 4.
- Haque, Kim (1995) "Human Capital Flight: Impact of Migration on Income and Growth" IMF; vol 42 N 3.
- Harris, Todaro (1970) "Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis" *American Economic Review* 60.
- Helpman, Melitz et Yeaple (2004) "Exports versus FDI with heterogeneous firms" *American Economic Review*, vol. 94.
- Hiller (2011) "The Export Promoting Effect of Emigration: Evidence from Denmark" ETSG 2010, the Gottingen Workshop in International Economics.
- Iom (2011) Report "Etat de la migration dans le monde".
- Javorcik et al., (2010) "Migrant Networks and Foreign Direct Investment" Forthcoming in the *Journal of Development Economics*.
- Jochen, Schumann (2004) "International Migration and Social Capital" CREAM working papers.
- Johnson (1967) "Some Economic Aspects of Brain Drain" *The Pakistan Development Review*, Vol. 7, No. 3.
- Kugler, Rapoport (2011) "Migration, FDI, and the Margins of Trade" CID Working Paper N° 222.
- Lacroix (2010) "Hometown Organisations and Development Practices" IMI working papers.
- Lewis (1954) « Development with Unlimited Supply of Labour" School of Economic and Social Studies, Manchester.
- López, Schiff (2009) "Reviewed Migration and the Skill Composition of the Labour Force: The Impact of Trade Liberalization in LDCs" *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 31.
- Lucas (1988) « On the Mechanics of Economic Development" *Journal of Monetary Economics*, N° 22, North-Holland.

- Mansuri (2008) « Migration, School Attainment and Child Labor: Evidence from Rural Pakistan » World Bank, Development Research Group.
- Marfouk (2007) « La Fuite des Cerveaux en Afrique : Ampleur et Déterminants » Université libre of Bruxel, Tripoli.
- Markusen (2002) “Multinational Firms and the Theory of International Trade” The MIT Press, Cambridge, MA.
- Miyagiwa (1991) “Scale Economies in Education and the Brain Drain Problem” International Economic Review, Vol 32, N° 3.
- Montford (1997) “Can a Brain Drain be Good for Growth in the Source Economy” Journal of Development Economics, Vol 53.
- Mouhoud (2010) « Migrations, Transferts et Inégalités » Apports de travaux microéconomiques, Revue Economique, N° 6, Vol 61. DOI: 10.3917/reco.616.0973.
- Nordman, Gubert (2008) “Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb” MIREM Analytical report, MIREM AR2008-02, RSCAS/EUI, Florence.
- Oecd (2010) “Entrepreneurship and Migrants” Report by the OECD Working Party on SMEs and Entrepreneurship.
- Piore (1979) “Birds of passage: Migrant Labor in Industrial Societies” Cambridge University Press.
- Pwu Hispanic center (2006) Report.
- Ratha, Mohapatra et Silwal (2010) «Remittance Flows to Developing Countries Remained Resilient in 2009: Expected to Recover During 2010-11» The World Bank Report.
- Rauch, Trindade (2002) “Ethnic Chinese Networks in International Trade” The Review of Economics and Statistics, Vol 84, N° 1.
- Rauch, Casella (1998) “Overcoming Informational Barriers to International Resource Allocation: Prices and Group Ties” NBER Workong Paper Series, N° 6628.
- Scott (1970) “The Brain Drain- is a Human Capital Approach Justified” University of British Columbia.
- Shiff (2005) “Brai Gain: Claims about its Size and Impact on Welfare and Growth are Gratly Exaggerated” Word Bank.
- Sjaastad (1962) “the Costs and Returns of Human Migration” Journal of Political Economy, N° 70(5).
- Stark, Bloom (1985) “The New Economics of Labor Migration” American Economic Review, N° 75(2).
- Stark, Helmenstein et Prskawetz (1997) “A Brain Gain with a Brain Drain” Reihe Okonomics, Economics Series N°: 45.
- Souiah (2013) “Politiques d’Attraction des Ressortissants Résidant à l’Etranger : Maroc, Algérie, Liban” IPEMED.

Vidal (1998) “The Effect of Emigration on Human Capital Formation” J Popul Econ.

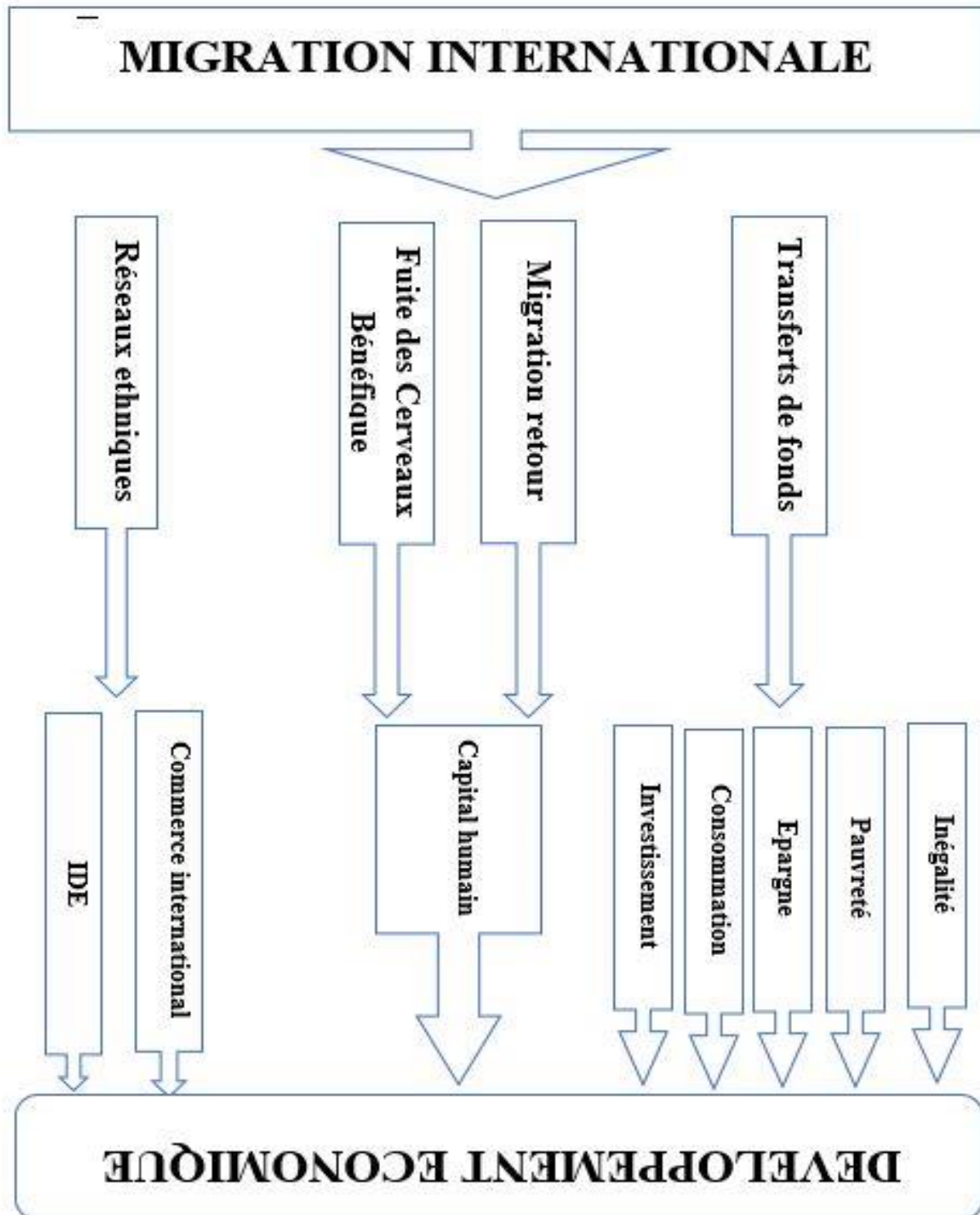
Wallerstein (1974) “The Modern World-System” Vol I: Capitalist Agriculture and the Origins of European World-Economy in the Sixteenth Century. Academic Press, New York.

World Bank (2011) “The Migration and Remittances Factbook”.

World Bank report (2012).

Annexes:

1- Schéma du processus Migration/Développement :



Source : Notre élaboration

2- Extrait de la nouvelle Economie de la Migration du Travail.

Dans une profession x , les travailleurs avec une qualification S reçoivent un salaire $W_p(s)$ et $W_r(s)$ des employeurs P et R . Supposant que la qualification suit une distribution uniforme et les fonctions $W_p(s)$ et $W_r(s)$ sont linéaires et croissantes. Aussi, S est connu par les employeurs P et R . Supposant aussi que pour un niveau faible de S : $S < S^* : W_p(s) > W_r(s)$ mais pour $S \geq S^*$ l'inégalité inverse est gardée.

Supposant maintenant que les employeurs R ne peuvent pas observer le vrai niveau de qualification des travailleurs de P (l'information de qualification est asymétrique) mais ils connaissent la distribution de S . Les employeurs P vont payer les migrants un salaire égale à la productivité moyenne du groupe migrant. La solution S^* va disparaître et être remplacée par les deux solutions extrêmes : soit il y a des migrants soit il n'y a pas.

Cela résulte, parce que les travailleurs hautement qualifiés qui émigrent sous une information parfaite peuvent ne pas émigrer si le pool des salaires est faible. Sauf que les individus ne migrent pas sous une information parfaite. Mais s'ils n'émigrent pas, le second groupe des travailleurs hautement qualifiés ne trouve pas ça avantageux pour émigrer.

Source : Stark et Bloom (1985) (Notre traduction).

3- Questionnaire d'espérance d'émigration.

استبيان

بهدف محاولة إيجاد إجابة للإشكالية التالية: " هجرة الشباب، توجهاتها وأثرها في الجزائر " نضع بين أيديكم هذا الاستبيان بغرض جمع الإحصائيات اللازمة والتي أكرمنا وضع أسئلة شخصية نودا ما لكنها لن تخرج عن الإطار العلمي. نطلب منكم أخذ هذا العمل بمحمل الجد. شكرا لتعاونكم.

العمر الجنس السنة التخصص

لماذا تود إتمام دراستك؟ - من أجل العمل في الولاية التي تقطن فيها

- من أجل العمل في ولاية أخرى

- من أجل الهجرة إلى الخارج

ما هو سبب البقاء في الجزائر؟ - لا تستطيع تحمل تكاليف السفر والإقامة إلى أن تحصل على عمل

- لا تستطيع تحمل عناء السفر والبحث (القدرة الجسدية)

- لا تستطيع تحمل الغربة والبعد عن الأهل والديار

- تستطيع لكثك تفضل العمل في الجزائر

إذا اخترت الهجرة إلى الخارج:

ما هو السبب؟ - الفقر - البطالة - الحرمان الاجتماعي

- إتمام الدراسة في الخارج - أسباب أخرى

إلى أي بلد؟

ما هي رؤيتك للهجرة إلى الخارج؟ - حل - مغامرة - اكتشاف - نفتح على لعالم - لا بد منها - غير مهمة

لماذا اخترت هذا البلد؟

- وجود أقارب أو أصدقاء في هذا البلد - سهولة الحصول على تأشيرة - التحكم في اللغة - القرب من الديار

في أي مجال تود العمل؟

خلال إقامتك في الخارج هل ستحول أموال إلى الجزائر؟ - نعم - لا

إذا كانت الإجابة نعم: - تحول الأموال لانحارها - لاستثمارها - لمساعدة بقية أفراد العائلة في الجزائر

- اقتناء عقارات ومباني - أو قضاء العطل

هل تود قضاء كل حياتك في الخارج؟ - نعم - لا

إذا كانت الإجابة لا، كم تود البقاء؟ - أقل من 5 سنوات - من 5 إلى 10 سنوات - من 10 إلى 15

من 15 إلى 20 سنة - أكثر من 20 سنة

بعد الرجوع هل تود إعادة الجزائر بالخبرات المكتسبة في الخارج؟ - نعم - لا

إذا لم تحصل على تأشيرة: - تبحث عن عمل في الجزائر - تحاول الهجرة بطريقة غير شرعية

4- Questionnaire des transferts de fonds.

Laboratoire LAMEOR

Université de Mascara

Questionnaire

Afin de tenter de répondre à la problématique suivante : « Migration : moteur ou frein du développement économique en Algérie? », nous menons une enquête sur les migrations internationales et leurs impacts sur le développement économique en Algérie. Pour cela nous vous soumettons ce questionnaire afin de collecter des statistiques ciblées. Dans ce questionnaire, il est inévitable pour nous de poser des questions plus ou moins personnelles. Ce travail ne sortira pas du cadre de la recherche scientifique. Merci pour votre compréhension et coopération...

Année d'émigration Pays de résidence

Age Sexe Marié(e) Oui Non Nombre d'enfants

Nature de l'émigration : Régulière Irrégulière

Niveau d'instruction avant l'émigration : Primaire Moyen Universitaire Plus

Niveau d'instruction actuel : Primaire Moyen Universitaire Plus

Expérience professionnelle acquise (nombre d'années):

Dans quel secteur exercez-vous avant l'émigration ? Et maintenant ?

Avez-vous effectué des transferts de fonds vers l'Algérie ? Oui Non

Combien en euro / an? Moins de 1000 1000 à 5000 5000 à 10000
10000 à 15000 15000 à 20000 20000 à 25000 plus de 25000

Passant pas les canaux : Formels Informels Les deux

Pour achat de foncier pour investissement pour épargne pour vacances

Pour aider des membres de la famille restants en Algérie à : Consommer Investir

Comptez-vous revenir au pays ? Oui Peut être Non

Si c'est oui, en Algérie vous voudriez :

Travailler Investir prendre la retraite

Si c'est non, Pourquoi ?

L'aspect économique : Ex : Salaire plus bas ou moins de chance de retrouver un emploi.

L'aspect politique : Ex : Qualité de la gouvernance ou degré de transparence.

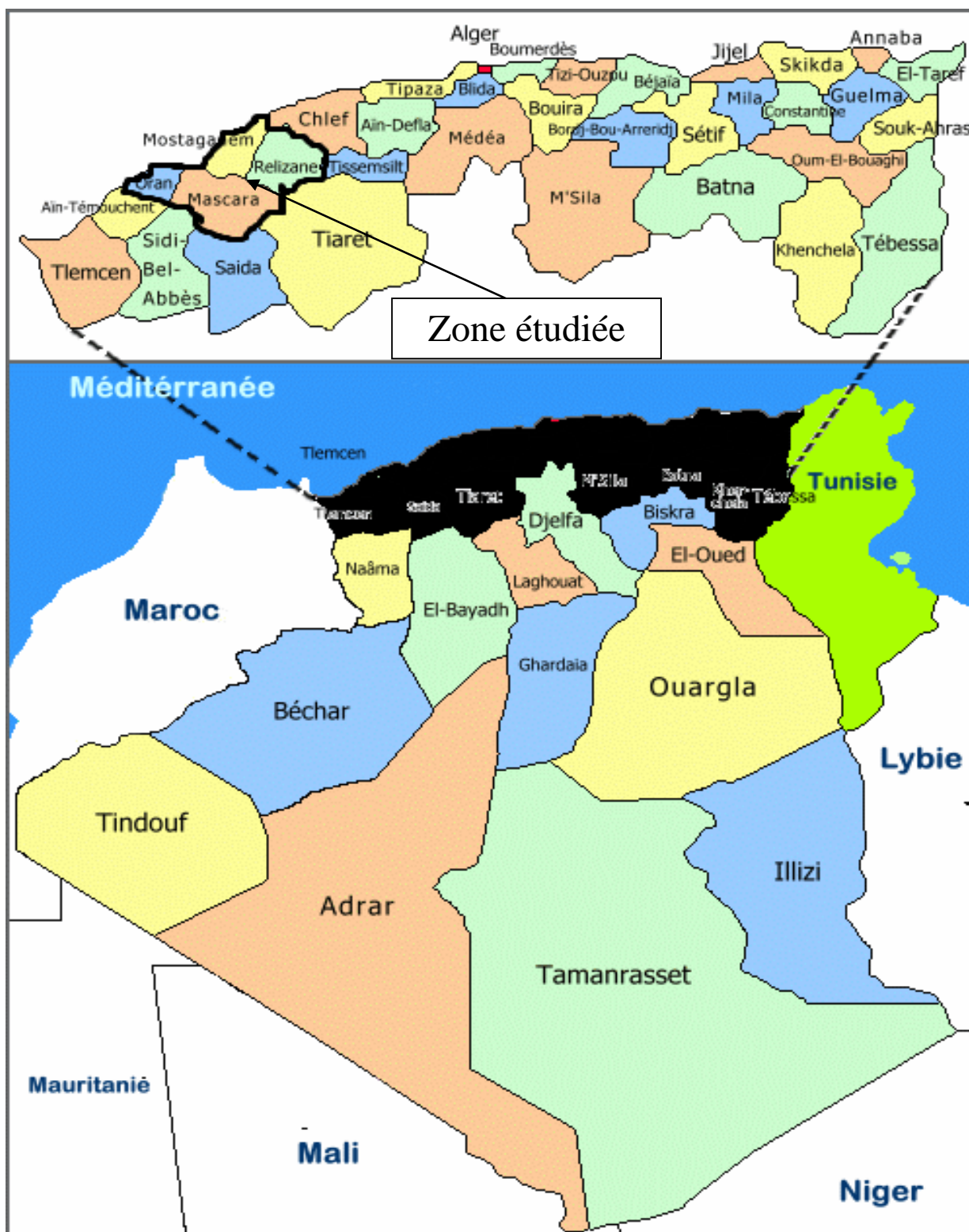
L'aspect social : Ex : Système d'assurance sociale moins efficace.

L'aide à la famille restée en Algérie.

L'intégration de la famille dans le pays d'accueil. Autres :

Est-ce que le changement des aspects peut influencer sur votre décision ? Oui Non

5- Plan de la zone étudiée²⁶⁰ :



²⁶⁰ Prise du lien <http://www.annonce-algerie.com/ImmobilierSurCarte.asp> et modifiée par nous-même.

6- Tableau des corrélations :

	Duree emig	SEX E	Age	situat ionfamille	nbren fans	Naturee mig	Nive auapremig	Plusniveau	experie nce	Chan gémetier	Trans ferts	canau x	Desti natio n	Esper etour	
Duree mig	Corrélation de Pearson	1	-,127	,829*	-,621*	-,355*	-,287*	-,221*	,149*	,894*	,139*	,137	-,072	,006	,250*
	Sig. (bilatérale)		,074	,000	,000	,000	,000	,002	,036	,000	,050	,053	,311	,932	,000
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
SEXE	Corrélation de Pearson	-,127	1	-,105	,021	-,155*	-,108	,054	-,051	-,212*	,009	,036	,126	-,020	
	Sig. (bilatérale)	,074		,140	,771	,028	,128	,448	,477	,003	,003	,897	,614	,083	,778
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Age	Corrélation de Pearson	,829*	-,105	1	-,708*	-,435*	-,317*	-,210*	-,038	,837*	,010	,217*	-,025	-,047	,052
	Sig. (bilatérale)	,000	,140		,000	,000	,000	,003	,595	,000	,892	,002	,728	,517	,461
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Situatio nfamilye	Corrélation de Pearson	-,355*	,021	-,435*	1	-,611*	-,217*	,057	-,013	-,371*	,029	-,180*	,013	,026	,062
	Sig. (bilatérale)	,000	,771	,000		,000	,002	,423	,850	,000	,688	,011	,861	,726	,380
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
nbrenfans	Corrélation de Pearson	,621*	-,155*	,708*	1	-,611*	-,213*	-,179*	-,006	,643*	,002	,122	-,001	,039	,045
	Sig. (bilatérale)	,000	,028	,000		,000	,002	,011	,933	,000	,973	,085	,994	,597	,523
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
naturee mig	Corrélation de Pearson	-,287*	-,108	-,317*	-,217*	1	-,114	-,153*	-,254*	-,090	-,151*	,007	-,054	-,119	
	Sig. (bilatérale)	,000	,128	,000	,002	,002	,108	,030	,000	,203	,032	,920	,459	,094	
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Niveau apremig	Corrélation de Pearson	-,221*	,054	-,210*	-,057	-,179*	1	-,533*	-,200*	,185*	,050	,011	,090	-,014	
	Sig. (bilatérale)	,002	,448	,003	,423	,011	,108	,000	,005	,009	,478	,872	,216	,839	
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Plusniveau	Corrélation de Pearson	,149*	-,051	-,038	-,013	-,006	-,153*	,533*	1	,042	,201*	-,049	-,229*	,083	,198*
	Sig. (bilatérale)	,036	,477	,595	,850	,933	,030	,000		,550	,004	,493	,001	,257	,005
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Experie nce	Corrélation de Pearson	,894*	-,212*	,837*	-,371*	-,643*	-,254*	-,200*	,042	1	,074	,197*	,030	-,032	,120
	Sig. (bilatérale)	,000	,003	,000	,000	,000	,000	,005	,550		,296	,005	,675	,660	,092
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200

Changé metier	Corrélation de Pearson	,139*	,212*	,010	,029	,002	-,090	,185*	,201*	,074	1	-,054	-,044	,127	,051
	Sig. (bilatérale)	,050	,003	,892	,688	,973	,203	,009	,004	,296		,445	,537	,082	,473
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Transfe rts	Corrélation de Pearson	,137	,009	,217*	- ,180*	,122	- ,151*	,050	-,049	,197*	-,054	1	,267*	- ,232*	- ,278*
	Sig. (bilatérale)	,053	,897	,002	,011	,085	,032	,478	,493	,005	,445		,000	,001	,000
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Canaux	Corrélation de Pearson	-,072	,036	-,025	,013	-,001	,007	,011	- ,229*	,030	-,044	,267*	1	-,014	-,007
	Sig. (bilatérale)	,311	,614	,728	,861	,994	,920	,872	,001	,675	,537	,000		,849	,918
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200
Destina tion	Corrélation de Pearson	,006	,126	-,047	,026	,039	-,054	,090	,083	-,032	,127	- ,232*	-,014	1	,314*
	Sig. (bilatérale)	,932	,083	,517	,726	,597	,459	,216	,257	,660	,082	,001	,849		,000
	N	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189
Esperet our	Corrélation de Pearson	,250*	-,020	,052	,062	,045	-,119	-,014	,198*	,120	,051	- ,278*	-,007	,314*	1
	Sig. (bilatérale)	,000	,778	,461	,380	,523	,094	,839	,005	,092	,473	,000	,918	,000	
	N	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	189	200

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral). * . La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).

7- Liste des pays étudiés :

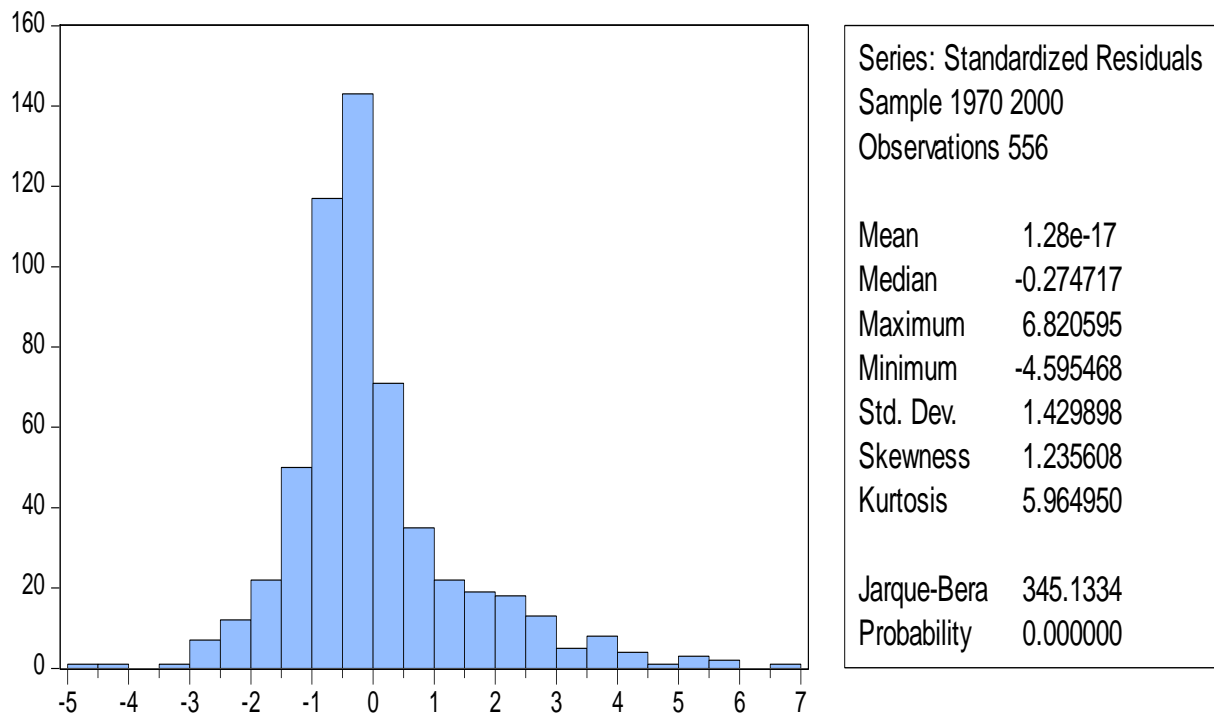
Angola	Danemark	République Corée	Puerto-rico
Emirat	République Dominicain	Kuwait	Corée Demo
Argentine	Equateur	Laos	Portugal
Australie	Egypte	Lebanon	Paraguay
Autriche	Espagne	Libye	French Polynésie
Brandi	Ethiopie	Sri-Lanka	Qatar
Belgique	Finlande	Lesotho	Russie
Benin	Fiji	Luxembourg	Rwanda
Burkina-Faso	France	Maroc	Arabie Saoudite
Bengladesh	Gabon	Madagascar	Soudan
Bulgarie	UK	Maldives	Sénégal
Bahreïn	Ghana	Mexico	Singapour
Bahamas	Guinée	Mali	Sierra Léon
Belize	Gambie	Malta	El Salvador
Bolivie	Grèce	Myanmar	Somali
Brésil	Grenada	Mozambique	Suède
Barbados	Guatemala	Mauritanie	Swaziland
Botswana	Guyana	Mauritus	Seychelles
Repub Afrique du Centre	Hong Kong	Malawi	Syrie
Canada	Honduras	Malaisie	Togo
Suisse	Haïti	Nouvelle Calédonie	Thaïlande
Chili	Hongrie	Niger	Trinidad Tobago
Chine	Indonésie	Nigeria	Tunisie
Cote d'ivoire	Inde	Nicaragua	Turquie
Camerone	Irlande	Pays Bas	Taiwan
Congo	Iran	Norvège	Tanzanie
Colombie	Iraq	Népal	Uganda
Comores	Iceland	Nouvelle Zélande	Uruguay
Cape vert	Israël	Oman	USA
Costa-Rica	Italie	Pakistan	Venezuela
Cuba	Jamaïque	Panama	Vietnam

Chypres	Jordanie	Pérou	Afrique du Sud
Tchèque	Japon	Philippine	Zambie
Allemagne	Kenya	Nouvelle Guinée	Zimbabwe
Djibouti	Cambodge	Pologne	

8- Estimation du modèle Pooling

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Ln(Pib/tête D)	0.351706	0.043615	8.063786	0.0000
Ln(Dist)	-0.617058	0.103230	-5.977515	0.0000
Ln(Emig+1)	0.180071	0.026354	6.832665	0.0000
C	3.064762	0.975544	3.141592	0.0018
R-squared	0.365202	Mean dependent var	1.036957	
Adjusted R-squared	0.361752	S.D. dependent var	1.934319	
S.E. of regression	1.545336	Akaike info criterion	3.715527	
Sum squared resid	1318.210	Schwarz criterion	3.746612	
Log likelihood	-1028.917	Hannan-Quinn criter.	3.727669	
F-statistic	105.8561	Durbin-Watson stat	0.971185	
Prob(F-statistic)	0.000000			

9- Le test de normalité :



10- Estimation après l'élimination des pays à nulle émigration algérienne

Variable	Coefficient t	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Ln(Pib/tête D)	0.153523	0.025441	6.034392	0.0000
Ln(Dist)	0.317528	0.040650	7.811247	0.0000
Ln(Emig+1)	-0.219620	0.031779	-6.910877	0.0000
Coloni	2.872466	0.773628	3.712979	0.0002
Comlangoff	-0.516689	0.135995	-3.799325	0.0002
Rta	1.830115	0.254984	7.177368	0.0000
R-squared	0.439762	Mean dependent var	1.052095	
Adjusted R-squared	0.434593	S.D. dependent var	1.944314	
S.E. of regression	1.461998	Akaike info criterion	3.608374	
Sum squared resid	1158.492	Schwarz criterion	3.655523	
Log likelihood	-982.6945	Hannan-Quinn criter.	3.626802	
Durbin-Watson stat	1.034111			

11- Estimation après l'élimination des pays à faible émigration algérienne

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Ln(Emig+1)	0.199974	0.031533	6.341806	0.0000
Ln(Pib/tête D)	0.269510	0.048927	5.508371	0.0000
Coloni	2.649998	0.788824	3.359429	0.0009
Comlangoff	-0.571213	0.163163	-3.500879	0.0005
Rta	1.572799	0.276073	5.697043	0.0000
C	1.098326	1.143667	0.960355	0.3374
R-squared	0.467040	Mean dependent var		1.130164
Adjusted R-squared	0.459297	S.D. dependent var		2.004462
S.E. of regression	1.473932	Akaike info criterion		3.630270
Sum squared resid	897.2320	Schwarz criterion		3.697608
Log likelihood	-755.3567	Hannan-Quinn criter.		3.656885
F-statistic	60.31951	Durbin-Watson stat		0.939537
Prob(F-statistic)	0.000000			

12- Estimation après l'élimination des pays à nulle exportation algérienne

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Ln(Emig+1)	0.236631	0.058647	4.034835	0.0001
Ln(Pib/tête D)	0.304758	0.093381	3.263608	0.0013
Ln(Dist)	-0.156523	0.085422	-1.832355	0.0686
Colony	2.470756	1.074047	2.300417	0.0226
Comlangoff	-1.100350	0.303451	-3.626121	0.0004
Rta	1.142328	0.391328	2.919104	0.0040
Frontieres	0.022648	0.512862	0.044159	0.9648
R-squared	0.426788	Mean dependent var		2.400658
Adjusted R-squared	0.407357	S.D. dependent var		2.422041
S.E. of regression	1.864568	Akaike info criterion		4.121236
Sum squared resid	615.3604	Schwarz criterion		4.243544
Log likelihood	-372.1537	Hannan-Quinn criter.		4.170809

-vous ajouter un commentaire ?
 mettre les megaris a deguats pas enten l'ingrat
 megalie et ente les masacres
 équipe vous aide et coopé

Voulez-vous ajouter un commentaire ?
 laisser de l'argent en France, manque
 de confiance ~~en~~ d'investir en Algérie.

- الحرمان الاجتماعي

- أسباب أخرى

- سوء التمييز الإداري

- تفتح على العالم

- لا بد منها

- غدا ما

باب أخرى

يمكنه ما أجل تمام

الحياة مع التمييز الإداري

الترواح

Voulez-vous ajouter un commentaire ?
 j adore mon pays et je compte rentrer vite
 pour y vivre inshallah
 vous remercie

Voulez-vous ajouter un commentaire ?
 c'est dommage

ملاحظة : أنا واحدة من الناس الذين لم يقدروا العيش خارج هذا البلد
 المسمى الحنين على شعبي وأهلي فأنا أفخذ بكوني جزائرياً وأعيش في هذا
 البلد . شكراً للجزائر هذه لأمه العلية العالمة .

بعد الرجوع هل تود إعادة الجزائر بالخبرات المكتسبة في الخارج؟
 إذا لم تحصل على تأشيرة: - تبحث عن عمل في الجزائر 

لا - نعم

- تحاول الهجرة بطريقة غير شرعية

Résumé :

L'objectif de cette thèse est de vérifier l'existence d'un processus Migration/Développement en Algérie. Dans un premier temps nous avons confirmé l'absence de l'effet d'une fuite des cerveaux bénéfique et estimé la perte à 238.449.515.416 DA (Environ 3,32% des dépenses budgétaires globales en 2012). Dans le second, nous avons conclu que le canal informel des transferts assure l'envoi des montants 9 fois plus importants que le canal formel, en plus le canal mixte a assuré 24,5% des transferts étudié ainsi que la faiblesse des investissements et l'épargne des émigrés. Troisièmement, la majorité des émigrés retournés avaient l'objectif de prendre la retraite avec une moyenne d'âge de plus de cinquante ans. Quatrièmement, l'absence d'effet des réseaux ethniques sur l'implantation des IDE en Algérie et finalement, nous avons montré la présence de l'effet des réseaux migratoires sur l'exportation mais pas sur le développement en Algérie.

Mots clé : Migration Internationale, Développement Economique, la Fuite des Cerveaux Bénéfique, Transferts de Fonds, Migration-Retour, Réseaux Ethniques.

Abstract:

The aim of this theses is to check the existence of the Migration/Development process in Algeria. First, we have confirm the absence of a beneficial brain drain effect and value the loss at 238.449.515.416 DA (3.32% of the global expenditures in 2012). Second, we have demonstrate that the informal channel of remittances is nine times bigger than the formal one and that the mixed channel cover 24.5% of remittances on the one hand, and the weakness of the investments and savings on the other hand. Third, the majority of return-emigrant are in retirement with an average age of more than fifty years old. Fourth, the absence of the ethnic networks effect on FDI and finally, a relative presence of ethnic networks effects on exportations but not on development in Algeria.

Key words: International Migration, Economic Development, Brain Gain, Remittances, Return Migration, Networks.

ملخص:

الهدف من هذه المذكرة هو دراسة موضوع الهجرة والتنمية في الجزائر. بداية، أكدنا على غياب أثر هجرة الأدمغة المفيدة في الجزائر وقيمنا خسارة الدولة بحوالي 238.449.515.416 دينار جزائري (3,32% من الإنفاق العام في 2012)، ثانيا، استنتجنا أن القناة الموازية لتحويل الأموال إلى الجزائر تضخ تسعة أضعاف القناة الرسمية، أضف إلى ذلك أن القناة المختلطة تضمن بدورها تحويل 24,5 بالمائة من الأموال، كما ان نفس الدراسة بينت ضعف استثمار وادخار المهاجرين. ثالثا، أغلبية المهاجرين الذين عادوا إلى الجزائر كان هدفهم التقاعد بمعدل عمر يفوق خمسون سنة. رابعا، بينا غياب أثر الشبكات العرقية على جذب الاستثمار الأجنبي المباشر في الجزائر وأخيرا، بينا التأثير النسبي للشبكات العرقية على التجارة الدولية وانعدامه على التنمية في الجزائر.

الكلمات المفتاحية: الهجرة الدولية، التنمية الاقتصادية، هجرة الأدمغة المفيدة، تحويل الاموال، عودة المهاجرين، الشبكات العرقية.